

# LE FIGARO

lefigaro.fr

« Sans la liberté de blâmer, il n'est point d'éloge flatteur » Beaumarchais



**EXPOSITION**  
ORSAY RESSUSCITE  
LES FASTES DU SECOND  
EMPIRE PAGES 34 ET 35



**FIGARO SANTÉ**  
LES MYSTÈRES  
DE LA MALADIE DE LYME  
PAGES 9 À 12

**MODEM**  
François Bayrou  
confiant dans  
le rassemblement  
du centre PAGE 6

**GABON**  
Libreville sous  
tension après  
les résultats de la  
présidentielle PAGE 7

**PARIS**  
La fermeture  
contestée des voies  
sur berge en passe  
d'être adoptée PAGE 8

**RÉFORME**  
La loi justice  
du XXI<sup>e</sup> siècle  
revient devant  
le Sénat PAGE 13

**RUGBY**  
Alain Doucet  
candidat  
à la présidence  
de la fédération  
PAGE 14

**AUTOMOBILE**  
Carlos Tavares:  
le groupe PSA  
repart à  
l'offensive PAGES 22 ET 23

**CHAMPS LIBRES**  
• Enquête:  
ces entreprises  
confrontées  
à la montée  
de l'islam  
• Défense:  
quels chantiers  
en 2017?  
• La tribune de  
Marc Fumaroli  
• La chronique  
de Nicolas  
Baverez  
PAGES 16 À 19

**FIGARO OUI  
FIGARO NON**

**Réponses à la question  
de samedi :**  
Présidentielle: souhaitez-  
vous que François Bayrou  
se présente?

**OUI 17% NON 83%**

TOTAL DE VOTANTS : 49134

**Votez aujourd'hui  
sur lefigaro.fr**

Harkis: François Hollande  
a-t-il raison  
de reconnaître la  
responsabilité  
de la France?

BRIDGEMAN IMAGES/RDA - POOL/  
REUTERS - FOTOLIA



## Face-à-face

Hillary Clinton et Donald Trump  
se livrent ce lundi soir à leur  
premier duel télévisé, devant  
plus de 100 millions d'Américains.

→ POUR LA PREMIÈRE FOIS DANS UN DÉBAT PRÉSIDENTIEL AMÉRICAIN, UN HOMME EST OPPOSÉ À UNE FEMME → POUR LE CHERCHEUR AMÉRICAIN WALTER RUSSELL MEAD, « DONALD DOIT CONQUAINCRE, HILLARY SÉDUIRE » → À HOLLYWOOD, LES TRUMPETTES EN CAMPAGNE POUR « LE DONALD » PAGES 2 À 4 ET L'ÉDITORIAL

## Impôts: les mauvaises surprises du prélèvement à la source

La réforme fiscale qui prévoit de retrancher directement les impôts de la fiche de paie à partir de janvier 2018 va léser de nombreux contribuables. En effet, dans bien des cas, le

Trésor public ponctionnera davantage que ce qui lui est dû sur les salaires et les pensions et ne remboursera le trop-perçu que beaucoup plus tard. PAGE 24



## Hollande reconnaît la responsabilité de la France envers les harkis

Le chef de l'État a honoré dimanche l'une de ses promesses électorales en reconnaissant, lors d'une cérémonie officielle, « les responsabilités des gouvernements français

dans l'abandon des harkis ». Certains membres de la communauté harkie, soutenus notamment par des députés de droite, souhaitent une réparation de l'État. PAGE 5

**ÉDITORIAL** par Arnaud de La Grange adelagrang@lefigaro.fr

## À bout portant

Depuis longtemps déjà, ils se tirent dessus à balles réelles. Mais de loin, d'un État à l'autre, depuis le stand confortable des meetings de supporters. Cette fois-ci, le duel va se jouer de près. À quelques mètres, à bout portant. Le premier débat télévisé entre Hillary Clinton et Donald Trump s'annonce comme un événement politique majeur.

L'enjeu du choc est immense. La confortable avance de Hillary Clinton dans les sondages a fondu. Et le pourcentage d'électeurs incertains frôlerait les 20 %. Surtout, les deux candidats sont des mal-aimés qui ont un intérêt vital à corriger leur image. On se souvient du premier débat présidentiel télévisé, en 1960. Il opposait John F. Kennedy à Richard Nixon. Le premier, rayonnant de force vive, avait pris le dessus sur son adversaire, expérimenté mais en pâle forme. Il avait été élu. Hillary Clinton s'est entraînée face à de faux Trump... sans être sûre de cerner le « vrai ». Pour cela, elle a fait appel à des psychologues. Pas le job le plus facile d'Amérique, tant le milliardaire glisse entre les doigts des analystes. À celle qu'il soutient massive-

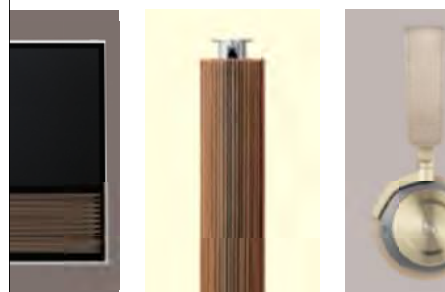
ment, Barack Obama a donné ce conseil: « Sois-toi même. » Clinton devra pourtant corriger son image de politicienne hautaine, dissimulée, sans charisme. Et rassurer sur sa forme. C'est elle qui a le plus de pression.

Et Trump? Ses proches lui conseillent-ils d'être lui-même? Pas celui qui ne boude pas l'insulte et tord si facilement les faits, en tout cas. Plutôt l'homme d'instinct, direct, qui sait parler au peuple. L'ancien présentateur de l'émission de télé-réalité « L'Apprenti » est un showman redoutable. Mais l'empereur du dérapage saura-t-il se contrôler, quatre-vingt-dix minutes durant? Et rassurer, lui, sur son sérieux présidentiel? C'est là qu'il joue gros.

Ce lundi, il n'est pas sûr que le fond l'emportera sur la forme. Dans la vieille Europe, on scrutera de près cette campagne bien de notre siècle. Où tant peut se jouer sur un mot juste ou de travers. Sur une formule aiguisée ou un slogan réducteur. ■

## DEVENEZ PARTENAIRE BANG & OLUFSEN

Bang & Olufsen poursuit son développement avec l'ouverture de nouveaux magasins. Il s'agit d'une opportunité unique de rejoindre notre réseau de distributeurs indépendants. Nous recherchons des personnalités ambitieuses et motivées soucieuses de faire vivre des expériences clients exceptionnelles.



**BANG & OLUFSEN**

**CONTACT:** Valérie Guérin  
Responsable Développement Réseau  
Par email vgu@bang-olufsen.dk portable : 06 70 75 36 87



## À QUAND LA PROSPÉRITÉ ?

Ce soir, Gloria ne manquera ce débat pour rien au monde. Avec son mari, Sam, 52 ans, vétéran d'Irak, au chômage depuis deux ans, cette sexagénaire attend des candidats qu'ils expliquent comment « atteindre la prospérité », un des thèmes retenus pour ce premier face-à-face. La prospérité ? « Il faut réparer notre économie ! C'est la priorité. Il faut ramener de l'emploi en Amérique ! » Sam tourne une cigarette dans ses doigts. Pour 10 dollars de l'heure, Gloria range des conserves sur les gondoles d'un hypermarché. Le seul revenu du foyer. Jusqu'à peu, le couple vivait avec les parents de Gloria. En tout, quatorze adultes, dans une maison de quatre pièces. Cette semaine, ils ont pu aménager dans ce mobile home décrépit, posé en bord de route à la lisière d'Orlando, en Floride. Comme 20 autres millions d'Américains qui vivent dans ces parcs de caravanes et de mobile homes, habitations de fortune pour les plus démunis, chômeurs, précaires, petits salaires ou retraités dont les pensions a minima ne permettent d'offrir les garanties suffisantes à la location d'un appartement. Pour vivre – Gloria dit « survivre » –, il y a les bons alimentaires. Mais rien d'autre. La fameuse réforme santé mise en place par Barack Obama ? « Ça nous reviendrait à 400 dollars par mois, pour deux. On ne peut pas. » Alors pas de médecin. Pas de dentier pour Gloria, qui n'a quasiment plus que des chics. Gloria et Sam font partie des « working poor », à peine au dessus – si peu – des 15 % d'Américains qui vivent en dessous du seuil de pauvreté, 2 dollars ou moins par jour. Sam votera Trump. C'est son discours économique, prononcé en août, à Detroit devant un parterre d'investisseurs, qui l'a convaincu : baisse des impôts, investissements dans les infrastructures, renégociations des accords commerciaux internationaux et protectionnisme à tous crins : « L'Amérique d'abord ! ». « Clinton est dans la continuité d'Obama : ils nous ont promis que tout irait mieux, et nous, on n'a rien vu de tout ça », conclut Gloria : « L'emploi des seniors, la fin des retraites par capitalisation, refaire des routes, des ponts, des grattes-ciel, c'est comme ça que l'Amérique peut redevenir grande ».

A ORLANDO, CLAUDE GUBIAL (FRANCE INTER)

Notre soutien (à Hillary Clinton) est basé sur le respect pour son intellect, expérience, fermeté et courage, au cours d'une carrière presque entièrement consacrée au service public, souvent comme la première ou seule femme dans son secteur.

LE « NEW YORK TIMES » A APPORTÉ, SAMEDI, SON SOUTIEN À LA CANDIDATE DÉMOCRATE À LA PRÉSIDENTIELLE

# Clinton-Trump : l'heure du

Les deux candidats, proches dans les sondages, s'affrontent lundi soir à la télévision

PHILIPPE GÉLIE @gelielg  
CORRESPONDANT À WASHINGTON

**ÉTATS-UNIS** À six semaines du scrutin, c'est le moment le plus attendu de la course vers la Maison-Blanche. Ce lundi soir, Hillary Clinton et Donald Trump s'affrontent pour la première fois en direct devant les caméras de télévision. Un événement qui est à la campagne présidentielle ce que le Superbowl est au football américain : on attend entre 100 et 150 millions de téléspectateurs pour cette heure et demie de théâtre politique sans coupures publicitaires, retransmis par une douzaine de grandes chaînes.

Les candidats jouent gros et ils se sont préparés en conséquence. Trois duels sont programmés d'ici au 9 octobre, mais le premier est considéré comme le plus important, parce qu'il peut créer une impression durable et réduire le nombre des hésitants. Selon les sondages, ils sont un peu moins de 20 % à se déclarer indécis ou à être tentés par un troisième candidat – le libertarien Gary Johnson ou l'écologiste Jill Stein. Or la compétition reste ultraserrée, Donald Trump ayant presque entièrement rattrapé le retard qu'il accusait sur Hillary Clinton au mois d'août. Les sondages nationaux donnent toujours une avance de trois points en moyenne à la démocrate, mais le républicain s'est remis en selle dans une demi-douzaine d'États clés, notamment la Floride, l'Ohio, la Caroline du Nord, l'Iowa, le Nevada et l'Arizona. Clinton tient toujours la corde en Pennsylvanie, en Virginie, dans le Michigan, le New Hampshire et le Wisconsin.

Trois thématiques figurent au menu du premier débat : l'état général du pays et son avenir, l'économie et la prospérité

des Américains, les enjeux de sécurité. Deux segments de quinze minutes seront consacrés à chaque thème. Le match sera arbitré par Lester Holt, un Afro-Américain de 57 ans, présentateur du journal de NBC. Lors d'une interview en juin, il avait contredit Trump sur des points factuels : ce dernier a mis en cause son impartialité, l'accusant d'être « un démocrate », alors que Holt est enregistré comme électeur républicain depuis 2003.

### Le syndrome du favori

Les politologues savent que l'impact des débats peut être éphémère, et qu'on peut se remettre d'une mauvaise performance. De Reagan à Obama, le syndrome du favori a frappé la plupart des sortants, qui ont trebuché avant de finalement l'emporter. Hillary Clinton se trouve dans une situation assez similaire : engagée dans la vie publique depuis un quart de siècle, elle postule à un « troisième mandat » démocrate à la Maison-Blanche. Donald Trump, par comparaison, reste un novice en politique, même si quatorze ans de l'émission « The Apprentice » ont fait de lui un professionnel de la télévision. La curiosité du public n'est donc pas la même envers eux. Si Trump soutient la comparaison sur les arguments politiques et contrôle son agressivité, il aura marqué des points. Si Clinton sort de l'expertise pour rivaliser sur le terrain de la conviction et de la capacité de changement, elle aura surmonté une partie de son handicap.

Au-delà du bras de fer politique, c'est une guerre psychologique qui les oppose. Donald Trump a soigneusement camouflé ses préparatifs, déclarant faire plus confiance à ses instincts qu'à une immersion prolongée dans les dossiers. Selon Monica Langley du Wall Street

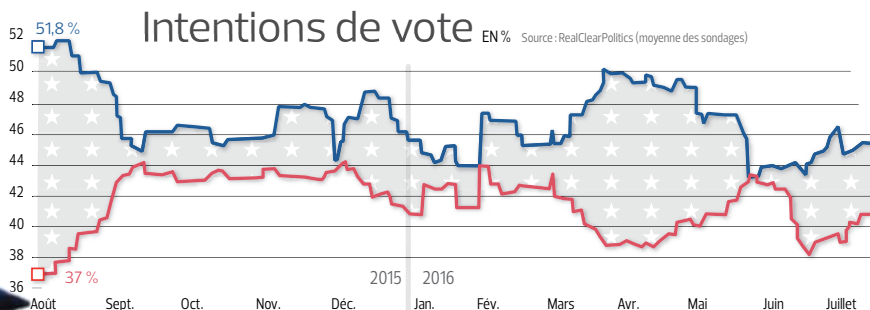
Journal, il a cependant passé cinq heures dimanche dernier devant un pupitre à répondre au feu croisé des questions de son entourage. Le journal Politico a en outre révélé qu'il avait commandé une « psychographie » de Clinton à une société de traitement de données, Cambridge Analytica. Celle-ci a passé au crible seize années de débats de la démocrate, depuis sa candidature au fauteuil de sénatrice de New York en 2000. Le but est d'aider le républicain à repérer ses failles – lorsqu'elle est sur la défensive, incertaine de sa réponse ou en train d'esquiver une difficulté – et d'en profiter pour la déstabiliser.

Hillary Clinton s'est préparée de façon plus traditionnelle, conduisant de nombreuses simulations avec différents interlocuteurs, pour couvrir toutes les facettes de son atypique rival. Mais son objectif est aussi de pousser Trump à la faute, afin de démontrer qu'il n'a pas le « tempérament » pour être président. Cette stratégie n'est pas sans risques, notamment celui de paraître agressive si sa cible garde son calme. Mais elle parie que sa vraie nature ressurgira si elle le pique aux points sensibles, comme son ego ou sa réussite en affaires. « En 90 minutes, la personnalité des candidats manque rarement de se révéler », assure Alan Schroeder, professeur à la Northeastern University de Boston, auteur d'un livre sur quarante ans de débats.

Les deux camps ont déjà engagé la bataille de la propagande. Kellyanne Conway, la directrice de campagne de Trump, moque une Clinton « la tête farcie de microprocesseurs et de dossiers ». Elle vante à l'inverse son champion comme « un homme brillant, spontané et authentique », « Bonne chance avec la psychographie, ironise de son côté Jennifer Palmieri, directrice de la communication de



BRIAN SNYDER/REUTERS, JONATHAN ERNST/REUTERS



## Pour la première fois dans un débat présidentiel américain, un

LAURE MANDEVILLE @lauremandeville

IL S'EST mis à suer, à grosses gouttes. C'était le 26 septembre 1960, à Chicago, lors du premier débat télévisé présidentiel de l'histoire des États-Unis, un duel opposant le candidat républicain Richard Nixon, vice-président de Dwight Eisenhower, 47 ans, au sénateur John Fitzgerald Kennedy, de 4 ans son cadet, étoile montante du Parti démocrate. En comparaison avec la mise en scène hollywoodienne des débats d'aujourd'hui, le décor était incroyablement sobre, presque monacal, de même que l'attitude du modérateur et des quatre journalistes, tous masculins, conviés dans un studio sans public. Mais l'excitation était grande pour les 70 millions d'Américains qui s'étaient installés devant leur poste noir et blanc pour observer ces deux orateurs d'un temps plus élégant que le nôtre, brillants, très courtois, mais redoutables à l'oral. Qui prendrait l'avantage ? L'attrait de la nouveauté avec Kennedy l'emporterait-il sur l'expérience de Nixon ? Nul ne comprenait alors qu'un facteur clé, lié à la nature de la petite lucarne, trancherait le débat : l'apparence.

Très vite en effet, la sueur s'est mise à perler sur le visage pâle et creusé de Richard Nixon, le forçant à s'éponger le front et les joues à plusieurs reprises.

C'était à cause de la chaleur des spots de caméras et du fait qu'il n'avait pas mis de poudre avant d'entrer en scène, contrairement à son adversaire John Fitzgerald Kennedy, qui, « prévenu par son ami, le directeur de la chaîne avant la séquence, s'était maquillé », a raconté il y a quelques jours Christine Ockrent, lors de la présentation de son livre sur la campagne actuelle. Mais ces gouttes de sueur donnèrent au public l'impression que Nixon était anxieux et déstabilisé. Le fait qu'il ait

maigri et flotté dans son costume, après une récente opération du genou, joua aussi en sa défaveur, tandis que son adversaire démocrate semblait en pleine forme. « Nixon avait l'air malade contrairement à Kennedy qui avait fait campagne dans une décapotable et était bronzé. Si la confrontation s'était produite à la radio, les choses auraient peut-être tourné autrement », se souvient l'éditorialiste du journal Newsmax, John Gizzi, qui affirme que « Nixon est revenu très fort dans les dé-

bats suivants, en étudiant les failles de son adversaire, mais pas suffisamment pour combler l'écart ». « L'élection a été très serrée, mais l'impression créée par le premier débat est souvent importante », explique le journaliste.

« Tout est possible ce lundi », ajoute-t-il, affirmant que des deux côtés, les enjeux sont importants. « Tout le pays guettera pour déceler si Hillary est en bonne santé. » Quant à Trump, il doit démontrer son sérieux sur le fond et sa capacité à ne pas déraiser sous la pression de sa rivale, qui tentera de le pousser à la faute. Le fait qu'il s'agisse d'un débat homme-femme, en fait de plus une première historique, délicate pour le milliardaire. « Je pense que ce débat est encore plus important parce qu'il y a tant de questions sans réponses sur ces candidats, des questions fondamentales », note le consultant républicain Brett O'Donnell.

On sait que le milliardaire, un homme de com au verbe fleuri, spontané et parfois blessant et brutal, a visionné les débats de la primaire de 2008 entre Hillary et Obama. On sait aussi que Clinton, dans le brouillard sur l'adversaire qui se présentera à elle, vu ses multiples facettes, s'est intéressée aux joutes du milliardaire avec ses rivaux pendant la primaire républicaine. Mais il serait intéressant de savoir si les deux champions ont aussi regardé les archives des débats présidentiels.



Le 26 septembre 1960, à Chicago, John Fitzgerald Kennedy affronte Richard Nixon, lors du premier débat télévisé présidentiel de l'histoire des États-Unis.

RUE DES ARCHIVES/TALLANDIER



# grand duel

## devant plus de 100 millions d'Américains.

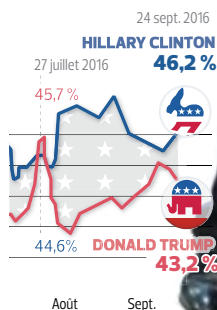
Clinton. Trump croit peut-être qu'il est capable de la faire sortir de ses gonds, mais j'en doute.

Chacun exploite depuis des mois les faiblesses de l'autre – et elles sont nombreuses. Trump a un rapport aléatoire à la vérité, il a froissé nombre d'Américains, certaines de ses propositions passent pour irréalistes ou ultraradicales, il refuse de dévoiler sa situation fiscale, cajole Vladimir Poutine et ses affaires l'exposent à de multiples conflits d'intérêts s'il accède à la Maison-Blanche.

### Une guerre asymétrique

Clinton doit défendre un bilan de sénateur et de secrétaire d'État facilement critiquable, elle a copieusement menti dans l'affaire de ses e-mails et de ses rapports avec la Fondation Clinton, et ses propositions peinent à évoquer un changement. Lui se présente comme « un gagnant », un négociateur et un outsider. Elle offre « l'expérience », la stabilité et la continuité. Il culmine à 60 % d'opinions défavorables, elle le talonne à 59 %.

À maints égards, leur débat se présente comme une guerre asymétrique : Trump sera considéré comme gagnant s'il n'a pas manifestement perdu, Clinton sera jugée perdante si elle n'a pas clairement gagné. ■



## « Donald doit convaincre, Hillary séduire »

WALTER RUSSELL MEAD, qui répond à nos questions, est chercheur au Hudson Institute de Washington, professeur de relations internationales et d'humanités à Bard College dans l'État de New York et contributeur régulier de la revue *The American Interest*.

Le Figaro. – Quel est l'enjeu de ce premier débat entre Hillary Clinton et Donald Trump ?

Walter RUSSELL MEAD. – Le premier des trois débats est toujours très important. C'est particulièrement vrai quand l'un des candidats n'est jamais apparu dans un contexte présidentiel auparavant. Beaucoup de gens vont donc observer plus spécialement Trump. La façon dont il va se comporter reste un mystère : cherchera-t-il à être présidentiel comme Mitt Romney en 2012 ? Va-t-il se montrer outrancier ? Jusqu'où ira-t-il pour déstabiliser Clinton ? Je pense qu'elle-même n'en sait rien et cela compte comme sa préparation.

Si vous deviez conseiller Donald Trump, que lui diriez-vous ?

Je lui dirais de travailler et de surprendre le public par une connaissance approfondie des dossiers. Qu'il nous donne le sentiment d'être totalement à l'aise sur des questions politiques complexes. Jusqu'ici, je n'ai pas observé chez lui le niveau d'attention aux détails que l'on trouve chez Clinton. Il considère sans doute que ses supporters veulent un candidat différent. Mais je ne pense pas qu'il puisse obtenir la majorité des suffrages de cette façon. S'il a pu remporter



NEW AMERICA

« Notre vie politique était devenue très indigeste, nous pensions qu'elle serait toujours respectable, que les candidats joueraient toujours le jeu selon les mêmes règles », explique Walter Russell Mead.

les primaires face à une opposition morcelée, il en va autrement de l'élection nationale.

Et vos conseils à Hillary Clinton ?

Je l'encouragerais à garder son sens de l'humour, à ne pas se laisser dominer par la colère, à prendre plaisir à l'exercice. Elle doit établir une connexion émotionnelle avec le public et ne pas se noyer dans les arcanes de son programme. Il faut qu'elle aborde le débat avec une vision claire de ce qu'elle veut accomplir : quelles impressions veut-elle laisser aux électeurs ? Autant Trump a intérêt à

convaincre en montrant qu'il en sait plus qu'on ne croit, autant Clinton gagnerait à séduire en manifestant plus d'empathie qu'on ne lui en connaît.

Cette campagne est-elle aussi atypique qu'on le dit ?

C'est une élection fascinante. Notre vie politique était devenue très indigeste, nous pensions qu'elle serait toujours respectable, que les candidats joueraient toujours le jeu selon les mêmes règles. Mais l'histoire de la démocratie américaine est en réalité bien plus haute en couleur que ce que nous ont offert ces trente dernières années. Nous avons eu des tas de colporteurs et de populistes. L'idée que tous les candidats seraient du genre à lire le *New York Times* était irréaliste. D'une certaine façon, nous sommes revenus à la véritable nature de la démocratie américaine.

Vous voulez dire que les institutions en ont vu d'autres ?

Trump dit tellement de choses contradictoires qu'on ne peut avoir aucune idée de ce qu'il fera vraiment s'il est élu. C'est un peu ce dont tout candidat voudrait être capable : esquiver tout engagement véritablement sérieux. Clinton a sans doute cru qu'elle la première femme présidente représenterait un changement suffisant, mais nous ne sommes plus à l'époque d'Eleanor Roosevelt. Elle reste néanmoins la favorite : pour qu'elle perde, il faudrait que quelque chose change entre maintenant et le 8 novembre. Un débat peut en être l'occasion. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR P. G.

## Le dernier amour de Van Gogh



Par l'auteur de  
Le Club des incorrigibles Optimistes

Albin Michel

## homme est opposé à une femme

En dehors du célèbre débat Kennedy-Nixon, plusieurs duels, disponibles sur YouTube, valent le détour. Celui de Gerald Ford et de Jimmy Carter, notamment, en 1976, séquence lors de laquelle Ford se torpilla lui-même en affirmant que l'Europe de l'Est n'était pas sous domination soviétique (il voulait dire qu'elle restait libre par l'esprit mais sa remarque fut jugée totalement à côté de la plaque) ! On se souvient aussi des points marqués par Ronald Reagan face au président Carter, lors de leur premier débat télévisé, grâce à sa clarté et sa sérénité

### « Tout le pays guettera pour déceler si Hillary est en bonne santé »

JOHN GIZZI, EDITORIALISTE DU JOURNAL NEWSMAX

rayonnante. Il avait été tellement conspué par les élites libérales que le pays fut pris par surprise et séduit. Débat unique de l'élection, il inversa la tendance.

Le même Ronald Reagan effectua en revanche une performance erratique en 1984, lors de son premier duel face au démocrate Walter Mondale. « Ce fut la pire soirée de la carrière politique de Ronnie », avoua sa femme Nancy. Alors que tout le monde s'interrogeait

sur les effets de l'âge, le président répliqua que cette piètre prestation était le résultat des montagnes d'informations que ses conseillers avaient tenté de lui faire assimiler.

Lors du débat suivant, il reprit l'avantage en répondant du tac au tac à la question d'un journaliste sur sa capacité à assumer ses fonctions. « Je vous promets que je ne lancerai pas dans le débat la question de l'âge, malgré la jeunesse et l'inexpérience de mon adversaire démocrate », répliqua-t-il avec humour, suscitant l'hilarité générale de la salle. Il rafla 49 États sur 50 !

Les historiens soulignent que les débats tournent parfois à l'avantage d'un candidat sur des détails inattendus. Ainsi du duel de 2000 entre Al Gore et George W. Bush. Al Gore était censé avoir l'avantage de l'expérience. Il s'était préparé avec un degré de minutie extrême, se renseignant même sur la température qui régnerait, et comment la présence de la foule pourrait la faire monter... Pourtant, il perdit la bataille télévisée face à Bush pour avoir émis plusieurs soupirs bruyants, qui résonnèrent comme un signe d'arrogance à travers l'Amérique. « On ne peut gagner une élection grâce à un débat, mais on peut la perdre », conclut le consultant Brett O'Donnell. ■

\* « Clinton/Trump, l'Amérique en colère », Robert Laffont, 288 p., 20 €.

# À Hollywood, les Trumpettes en campagne pour « le Donald »

Des milliers de femmes ont rejoint Toni Holt Kramer, la fondatrice de « Trumpettes USA », et se battent désormais pour faire triompher leur héros milliardaire à la présidentielle.

ARMELLE VINCENT  
LOS ANGELES

**ÉTATS-UNIS** En ce vendredi soir, quatre Trumpettes sont réunies dans le restaurant d'un hôtel chic de Hollywood. Toni Holt Kramer, la fondatrice de Trumpettes USA, une organisation féminine de soutien à Donald Trump, a convié à dîner plusieurs membres de son cercle politique mondain. Durant l'après-midi, passée avec Toni dans sa vaste demeure de l'opulent quartier de Bel Air, la question est revenue à maintes reprises : comment une confrérie de femmes, même archigâtées, peut-elle soutenir un candidat aussi misogyne et grossier vis-à-vis du sexe opposé ? « Mais Donald Trump a toujours aimé, soutenu et encouragé les femmes ! », a fini par répondre l'hôtesse. « Figurez-vous que je l'appellais "Mister President" avant même qu'il songe à se présenter. J'ai toujours pensé qu'il ferait un excellent président, même si à une époque, j'étais assez proche d'Hillary. »

La vie glamour de Toni s'étale sur une série de photos ornant les murs de son intérieur rococo : Toni et Hillary, Toni et Bill, Toni et Frank Sinatra, Toni et John Wayne... Des clichés qui renseignent grosso modo sur son âge incertain, rendu plus vague encore par le bistouri hyperactif d'un chirurgien esthétique. Comme la plupart de ses co-Trumpettes, Toni a travaillé dans « l'industrie » (à Los Angeles, « l'industrie » désigne forcément le show-business). Au cours d'une carrière télévisuelle prolifique, elle a interviewé de multiples personnalités avec suffisamment de verve pour être remarquée, puis conviée à la Maison-Blanche pour la soirée d'adieu du couple Clinton en 2008. « Hillary et moi avons sympathisé ce soir-là. À tel point qu'elle m'a par la suite invitée à plusieurs dîners chez elle. Nous avions en commun d'être très proches de nos mères. Dorothy Rodham était toujours présente. C'était une femme formidable. J'appréciais beaucoup Hillary. Mais elle a trop changé. Ce n'est plus la même femme, à cause des années passées à travailler avec Obama, le plus maléfique et narcissique président que l'Amérique ait jamais connu. Quatre ans



Toni Holt Kramer (à gauche), dans sa maison de Bel Air à Los Angeles, avec deux autres Trumpettes, riches et ferventes supportrices de Donald Trump.  
NANCY PASTOR/POLARIS/STARFACE

de plus avec ces gens-là au pouvoir et notre pays est irrémédiablement perdu. Ce sera la fin. »

Armageddon nous attend donc potentiellement au tournant le 8 novembre, bien que Toni et sa cohorte de plusieurs milliers de Trumpettes - « qui ne fait que grossir », précise-t-elle - soient convaincues de la victoire prochaine « du Donald ». L'occasion du

**« Je suis obsédée par les élections. Je me réveille plusieurs fois par nuit pour regarder les infos. J'ai si peur pour notre pays si Hillary gagne »**

TONI HOLT KRAMER

dîner hollywoodien est la célébration de l'enregistrement de l'émission d'informations « Dateline » chez Toni cet après-midi. Son activisme débridé l'a replacée sur une scène médiatique qu'elle aurait préféré ne jamais quitter. La BBC vient de l'appeler. Elle a participé à un programme de la chaîne hispanique Univision. Le « Daily Show », une émission d'infos satirique culte, doit l'interviewer jeudi. On se l'arrache comme on s'arracherait une bête de cirque. Elle se prête à toutes les demandes avec fougue. « Certaines amies se demandent comment je peux accepter de participer au « Daily Show » car ils vont essayer de me ridiculiser. Je n'ai pas peur. Je suis si convaincue du bien-fondé

de mes positions que je suis prête à mourir pour mes idées. »

Autour de la table ronde, la brochette de passionnés du candidat républicain acquiesce bruyamment. Il y a là l'actrice Ruta Lee, la comique et modèle de Playboy Rhonda Shear, la co-parolière de *Going to Fly Now* du film *Rocky*, Carol Connors (« j'ai remporté 2 oscars, 5 emmys, 1 grammy et 2 golden globes », déclare-t-elle) et leurs fabuleusement riches mais silencieux époux, qui les couvent de regards énamourés et hochent la tête de temps en temps, en signe d'assentiment. Dans ce groupe de la high-society qui partage son temps entre ses résidences de Bel Air et de Palm Beach en Floride, ce sont les femmes qui ont l'air de faire l'opinion. Leur dévotion à Trump est totale. Toni se plaint de ne plus pouvoir fermer l'œil. « Mes télévisions sont allumées 24 heures/24. Je suis obsédée par les élections. Je me réveille plusieurs fois par nuit pour regarder les infos. J'ai si peur pour notre pays si Hillary gagne. » La pulpeuse Rhonda enchaîne : « Je ne comprends pas ce que les supporters de Hillary ne comprennent pas. Mais grâce à toi Toni, des milliers de gens, et surtout des femmes, ont de moins en moins peur de s'exprimer et de révéler leur soutien à Donald Trump. » « C'est fantastique », rétorque Toni. « Pour qu'il se présente, il a fallu qu'il s'inquiète vraiment pour notre avenir. Il l'a fait par altruisme, pour nous sauver. Vous n'avez pas le nombre de gens qui n'osent pas dire publiquement qu'ils voteront pour lui. Vous verrez, ça va être un raz-de-marée. » ■



**CONTRE-POINT**  
PAR GUILLAUME TABARD @gtabard

## Trump, l'invité commode de la présidentielle française

La comparaison, on l'a compris, n'est pas faite pour flatter mais pour blesser. Nicolas Sarkozy serait la version française de Donald Trump. À la suite du patron du Parti socialiste, Jean-Christophe Cambadélis, qui, le premier, a fait l'amalgame entre le patron des Républicains en France et le candidat des républicains aux États-Unis, tous les responsables socialistes filent l'image.

François Bayrou fustige la « stratégie parallèle » des deux hommes. À droite, concurrence de la primaire oblige, les allusions sont moins explicites mais tout aussi appuyées dans le camp d'Alain Juppé.

« Qu'ai-je à voir avec ce M. Trump », s'est défendu Sarkozy en rappelant son « amitié » pour Hillary Clinton. Mais sur quoi se fonde la comparaison ? À charge, ses adversaires pointent la similitude de leur projet. À décharge, ses partisans reconnaissent une certaine proximité de méthode. Les antisarkozystes mettent en avant une obsession de la question de l'immigration, allant de pair avec une supposée stigmatisation de l'islam ou une conversion récente au climatocapitisme. Surtout, placer Sarkozy dans l'ombre de Trump, c'est taxer sa campagne, mais aussi sa personnalité, d'outance, de démagogie, de caricature, d'hystérie, de dangerosité même.

Comme souvent, une étiquette est destinée à frapper les esprits plus fortement qu'un argument. Et dans l'échelle des insultes, la « trumpisation » de la campagne est plus sévère encore que la « lepénisation » des esprits dont la gauche aimait jusqu'ici accuser la droite.

En France, même à droite, les candidats démocrates à l'élection américaine ont toujours eu meilleure presse que les candidats républicains. À fortiori avec la figure de Donald Trump, qui suscite hostilité et inquiétude

comme aucun prétendant à la Maison-Blanche avant lui.

Comparer Sarkozy à Trump est donc destiné à le disqualifier et à dissuader les électeurs de droite supposés « raisonnables » de voter pour lui. L'ancien président n'est pas suicidaire : il a compris qu'il devait se garder de formuler le moindre compliment sur l'Américain honni. Mais il aimerait que, dans la démarche, ce qui a réussi à Trump là-bas lui réussisse à lui ici. À savoir : une parole brute de décoffrage qui rencontre un écho auprès d'électeurs satisfaits de trouver un candidat qui comprend leur vie et qui parle comme eux ; une adhésion populaire qui laisse les « élites » ou le « système » sans voix. Il y a une même conviction dans la stratégie sarkozyste qu'une campagne se gagne non dans le consensus mais dans le clivage, pour mobiliser les siens.

Mais, si Sarkozy se passerait bien d'un parallèle qui le rabaisse, Marine Le Pen, de son côté, rechercherait plutôt une comparaison qui la hisserait au rang de candidate électoralement sérieuse. D'où son envie de le rencontrer, surtout évidemment en cas de victoire. Pouvoir afficher le parrainage ou l'image d'un président américain, voilà qui contribuerait à une crédibilité après laquelle elle court toujours. ■



» Retrouvez Guillaume Tabard tous les matins à 8h10 sur Radio Classique

Sarkozy aimerait que, dans la démarche, ce qui a réussi à Trump là-bas lui réussisse à lui ici

madame présente

“L'éducation des femmes est essentielle au bon développement d'un pays.”

WOMEN'S FORUM  
FOR THE ECONOMY & SOCIETY  
Building better worlds together

Christine Lagarde  
Directrice générale FMI  
Women's Forum Myanmar  
Décembre 2013



## POLITIQUE

# Harkis: Hollande reconnaît la responsabilité de la France

La communauté attendait depuis longtemps cette reconnaissance symbolique.

**HOMMAGES** C'était une promesse de François Hollande en 2012. À l'orée de la campagne de 2017, François Hollande l'a honorée. Dimanche dans la cour d'honneur des Invalides, le chef de l'État a officiellement reconnu, « au nom de la République », la responsabilité des gouvernements français « dans l'abandon des harkis, des massacres de ceux restés en Algérie et des conditions d'accueil inhumaines des familles transférées dans des camps en France ». Par son caractère solennel, cette reconnaissance était une première. Elle a été formulée à l'occasion de la Journée nationale d'hommage aux harkis, instituée par l'ancien président Jacques Chirac.

Cela faisait longtemps que les harkis attendaient cette reconnaissance symbolique de la part de l'État français. D'autant qu'ils en voulaient beaucoup à François Hollande d'avoir célébré, le 19 mars dernier, l'anniversaire du cessez-le-feu en Algérie, au lendemain des accords d'Évian. C'est après cette date que 55 000 à 75 000 d'entre eux avaient été abandonnés en Algérie et victimes de sanglantes représailles de la part des nationalistes algériens.

## Un volet « réparation »

« La France n'est jamais vraiment à la hauteur de son histoire lorsqu'elle se détourne de la vérité. En revanche, elle est digne et fière lorsqu'elle est capable de la regarder en face. Et c'est en ayant cette lucidité sur les pages les plus sombres que nous pouvons éprouver une légitime fierté sur les plus glorieuses », a déclaré François Hollande dans son discours, prononcé en présence de Nicolas Sarkozy et de Jean-François Copé, candidats à la primaire des Républicains, mais aussi de Marine Le Pen, la présidente du Front national.

À droite, les autres candidats aussi ont célébré cette journée d'hommage. Alain



François Hollande et Nicolas Sarkozy, lors de la cérémonie officielle organisée dans la cour d'honneur des Invalides, dimanche.

Juppé était dans sa ville de Bordeaux. François Fillon a visité une famille de harkis en Camargue samedi et plaidé pour que l'on « répare » les injustices. Bruno Le Maire a souhaité que soient « traitées avec dignité les questions relatives à l'indemnisation ». Ce volet « réparation », François Hollande l'a lui aussi évoqué en insistant sur les actions déjà entreprises par ses prédécesseurs et lui-même, notamment avec un plan d'action en 2014.

Au sein de la communauté harkie, certains demandent à la France un geste

supplémentaire, législatif ou financier. « La France a une dette envers les harkis », avait ainsi déclaré en mars Hocine Louanchi, coordinateur du Rassemblement militant de la cause harkie et acteur d'une des premières révoltes harkies en 1975. Ces demandes sont relayées dans la classe politique. Des députés de droite ont déposé en avril une proposition de loi prévoyant notamment que « la nation s'engage à réparer les préjudices moraux et matériels subis par les harkis », soit environ 500 000 personnes avec les descendants.

Cette journée d'hommage a aussi été l'occasion pour François Hollande de se livrer à des attaques politiques en creux. Dans son discours, le chef de l'État a ainsi assuré que « la grandeur est toujours du côté de ceux qui réparent, plutôt que de ceux qui séparent ». Une mise en garde à la droite et notamment à Nicolas Sarkozy, accusé au sein même de son camp de diviser les Français. Une allusion aussi au discours de l'extrême droite et d'une partie de la droite qui dénoncent régulièrement la « repentance ». ■ **F.-X.B. (AVEC AFP)**

## Sarkozy célèbre sa « certaine idée de la France »

JEAN-BAPTISTE GARAT @Figarat  
ENVOYÉ SPECIAL À PERPIGNAN

AVEC VINGT-QUATRE heures d'avance, Nicolas Sarkozy a rendu hommage samedi à « aux harkis et aux autres membres des forces supplétives » qui avaient combattu lors de la guerre d'Algérie, à l'occasion d'un déplacement à Perpignan. Dans l'après-midi, il s'est rendu à l'ancienne prison du couvent Sainte-Claire, transformé en Centre national d'information des Français d'Algérie. Il a déposé une gerbe au pied du « mur des disparus morts sans sépulture Algérie 1954-1963 » en compagnie de représentants harkis, qui ont entonné *La Marseillaise* et *Le Chant des Africains*. Le candidat à la pri-

L'histoire des harkis et des pieds-noirs était également l'occasion pour Nicolas Sarkozy de rappeler sa conception du « roman national » et sa définition de l'identité française, au terme d'une semaine de polémique concernant sa sortie sur les Gaulois. « Il n'y a pas l'histoire des uns et l'histoire des autres, a-t-il lancé, en fin de journée devant 1500 personnes réunies au Palais des congrès. Il y a une histoire à apprendre dans les écoles de la République, c'est l'histoire de France. Je veux que les jeunes Français, quels que soient leur lieu de naissance, la couleur de leur peau, leur religion, apprennent la même histoire. »

À deux mois du premier tour de la primaire, le message s'adresse également à ses concurrents qui ont moqué ses derniers discours. « Venir à Perpignan sans parler des pieds-noirs et des harkis, ça me paraît être une incongruité », explique-t-il dans une pique à l'intention d'Alain Juppé. Jeudi, à Tours, l'ancien premier ministre avait expliqué que « lâcher une incongruité tous les jours pour faire parler de soi » n'était pas sa conception de la campagne.

Sarkozy réplique. « Ceux qui ne comprennent pas que notre République s'incarne dans son passé, ses symboles et ses légendes ne comprennent pas la France, met-il en garde. Nos ancêtres étaient les Gaulois, les rois de France, les Lumières, Napoléon et les grands républicains. » « Ceux qui critiquent l'assimilation ont accepté le renoncement à l'identité française », poursuit-il en visant le maire de Bordeaux, promoteur d'une « intégration renouée ». « À la cantine publique, il ne peut pas y avoir la table des petits juifs, la table des petits musulmans, la table des petits chrétiens », poursuit-il pour justifier sa volonté d'interdire les repas de substitution, quand Juppé les défend.

Et si le message n'était pas assez clair, Sarkozy réserve en fin de discours une volée de flèches au candidat qui porte l'« identité heureuse » en étendant. « Le combat pour l'assimilation, c'est celui du bonheur d'être français, explique Sarkozy. Être heureux d'être français ne se décrète pas. Ne se rêve pas. Être heureux d'être Français, ça s'acquiert. » ■

« Ceux qui ne comprennent pas que notre République s'incarne dans son passé, ses symboles et ses légendes ne comprennent pas la France »

NICOLAS SARKOZY

maire a ensuite participé à une table ronde avec des associatifs. Les attentes sont connues: des réparations pour les familles, des subventions pour les associations, l'abrogation de la loi qui institue le 19 mars - date du cessez-le-feu en 1962 - journée d'hommage aux victimes civiles et militaires de la guerre d'Algérie. Les récriminations aussi. « Vous ne venez qu'au moment des élections », lui est-il reproché. « En France, on vient toujours avant ou après une élection », s'amuse Sarkozy en soulignant qu'en avril 2012 il était venu au camp tout proche de Rivesaltes où il avait reconnu « la responsabilité de la France devant l'histoire ». Samedi, en se défendant de tout exercice de « repentance », il leur a promis une « loi de réparation » et une ouverture plus grande des archives.

**BEAUVOIS**  
CABINET D'EXPERTISE

**LES PIERRES PRÉCIEUSES EN PARTENARIAT AVEC**

**HVMC**  
HOTEL DES VENTES DE MONTE-CARLO

EXPERT : ARNAUD BEAUVOIS

**COLLIER**  
DRAPERIE DE DIAMANTS  
orné de 3 saphirs du Cachemire,  
15,07 cts, 8,44 cts et 7,64 cts  
Adjugé 1 850 000 €\*  
**EXPERTISES GRACIEUSES ET CONFIDENTIELLES SUR RENDEZ-VOUS**

**BAGUE SAPHIR BIRMAN**  
19,46 cts,  
Adjugé 235 000 €\*  
**BAGUE DIAMANT GOLCONDE**  
10,53 cts (DVS1)  
Adjugé 510 000 €\*  
**BAGUE RUBIS BIRMAN**  
3,20 cts,  
Adjugé 250 000 €\*  
**BAGUE ÉMERAUDE COLOMBIE**  
4,27 cts,  
Adjugé 65 000 €\*  
\*hors frais

**CABINET D'EXPERTISES ARNAUD BEAUVOIS**  
85 BOULEVARD MALESHERBES - 75008 PARIS  
0033 (0)1 53 04 90 74 - ARNAUD@BEAUVOIS.INFO

# Bayrou croit au retour du « grand centre »

Dimanche à Guidel, le président du MoDem a invité ses troupes à intensifier le soutien à Alain Juppé.

EMMANUEL GALIERO @EGallero  
ENVOYE SPECIAL A GUIDEL (MORBIHAN)

**MODEM** « Les autres se divisent et nous nous sommes un bloc », s'est félicité François Bayrou, dimanche, en entamant son discours de clôture des universités d'été du MoDem et en déclarant immédiatement : « Nous avons à affronter une situation d'une gravité jamais vécue par les Français depuis très longtemps », a-t-il lancé devant une salle d'environ huit cents personnes, sur fond de drapeau français projeté. Le symbole républicain n'était pas dans l'image l'an passé.

« On a laissé s'accumuler les échecs », a attaqué le président du MoDem avant de pointer les « promesses fallacieuses » de François Hollande dans toute une série de domaines, école, chômage, croissance négative, déficits, etc. « Ce sont des illusions, des mensonges et le mensonge mérite sanction », a-t-il tonné.

Puis François Bayrou en est venu au message phare de son intervention en désignant son parti comme « le cœur du grand courant du centre français ». Main tendue évidente, il a affirmé « n'excommunier personne ». Son projet politique s'inscrit dans le prolongement du soutien, réaffirmé avec force dimanche, à Alain Juppé dans le cadre de la primaire. « Un homme de parole et d'honneur », a dit François Bayrou en faisant le pari qu'une victoire d'Alain Juppé à la présidentielle facilitera la construction de cette nouvelle force du



François Bayrou, dimanche, lors de l'université d'été du MoDem, à Guidel. LOIC VENANCE/AFP

centre dont il croit être l'incarnation la plus légitime.

Le sondage BVA-presse régionale, paru dimanche, a souligné le poids des électeurs centristes dans la primaire de la droite (69 % d'entre eux choisissent Juppé). Pour Bayrou, ces chiffres consolident sa stratégie. L'élection présidentielle sera un événement « crucial pour l'avenir de la France et l'avenir de l'Europe », mais elle sera également l'occasion

révée du grand rassemblement au centre auquel il songe. « Tous ceux qui appartiennent à ce courant du centre vont se retrouver dans les semaines qui viennent. Je suis très content que nous l'ayons fait en premier », s'est félicité le maire de Pau.

## « Anomalie démocratique »

Un autre sondage Odoxa-Le Parisien a confirmé, dimanche, son leadership chez les centristes. 43 % de sondés le

voient comme la meilleure incarnation du centre alors qu'à l'UDI, Jean-Christophe Lagarde se situe à 6 %. Et si 70 % des personnes interrogées ne croient pas que Bayrou soit un « bon président », les cadres du MoDem préfèrent retenir les 28 % de gens qui pensent le contraire.

Dans l'hypothèse où Juppé ne passerait pas la barre de la primaire, le chef du MoDem a prévenu, en fustigeant « l'hystrérie de l'identité » : « Nous ne laisserons

pas les Français et la France condamnés à choisir entre des impasses. » Sans les nommer, il a évoqué Hollande, Sarkozy et le FN.

Durant plus d'une heure, François Bayrou a déploré la perte de la « boussole » dans la vie politique, dénoncé le « comble du comble » pour la droite française qui ne « pourra pas respecter la discipline budgétaire » ou encore critiqué ceux qui vont « toujours plus loin » pour capter les voix en cherchant « tout ce qui ferme dans l'inconscient des peuples malheureux ». « Nous n'avons pas de leçons à recevoir sur l'amour de la France et notre identité », a ajouté l'élu centriste.

Bayrou a réclamé aussi un changement des institutions et une réforme du mode de scrutin contre une « anomalie démocratique », pour rendre sa « représentativité » à l'Assemblée. Il a invité l'assistance à observer le système allemand permettant des coalitions et déploré le fait que les présidents de partis en France soient devenus, selon lui, des « hommes de clans et des manipulateurs de courants ».

Traçant les thématiques prioritaires de la présidentielle, il a notamment évoqué l'école (le choix du niveau pour le bas est antisocial), le creusement des inégalités (l'heure supplémentaire mérite un revenu supplémentaire) et l'Europe (ce que M. Barroso a fait en allant s'embaucher chez Goldman Sachs est une atteinte directe et une blessure portée à l'UE). Sur l'Europe, il a aussi plaidé pour imposer l'objectif du plein-emploi dans les missions de la BCE. ■

## Macron, snobé par la gauche à Lyon, mais pas par la droite...

La candidature en 2017 de l'ancien ministre se fait chaque jour plus précise.

FRANÇOIS-XAVIER BOURMAUD  
@fxbourmaud  
ENVOYE SPECIAL A LYON

**PRÉSIDENTIELLE** Emmanuel Macron n'en veut pas à Sigmar Gabriel ni à Matteo Renzi. Le patron des démocrates allemands et le premier ministre italien avaient prévu de participer samedi à Lyon au sommet des réformistes européens. Ils se sont désistés. Explication du leader d'En marche ! : les deux hommes avaient des « contraintes d'agenda ». Explication murmurée en coulisse : les deux hommes auraient reçu des coups de fil de l'Élysée pour annuler leur venue et ne pas fournir un auditoire trop prestigieux à celui qui ne cache désormais plus son intention de se lancer dans la présidentielle contre François Hollande. Ils ne sont pas les seuls à avoir fait faux bond.

Le commissaire européen Pierre Moscovici devait lui aussi venir. Il a annulé. Comme le maire de Paris, Anne Hidalgo, et d'autres. Et Emmanuel Macron se montre moins compréhensif à leurs égards. « Ou bien ils n'avaient pas grand-chose à dire ou bien ils ont subi des pres-

sions et accepté de les subir », commente-t-il sur le parvis du Musée des Confluences, qui accueille la rencontre. Quant à François Hollande, qu'il ne cite pas nommément : « Quand on en est à mettre la pression sur les gens pour les empêcher de s'exprimer, c'est qu'on est dans un état de fébrilité extrême. »

La démarche d'Emmanuel Macron inquiète de plus en plus le président de la République. Au compte-gouttes, les soutiens de l'ancien ministre de l'Économie commencent à se dévoiler. Après Daniel Cohn-Bendit, qui a fait part cette semaine de son intérêt, un autre visiteur inattendu s'est affiché avec lui samedi : le député LR Frédéric Lefebvre, venu participer au colloque. Engagé dans un recours auprès de son parti pour valider sa candidature à la primaire de la droite, il se défend toutefois de tout rapprochement. « Je suis un homme libre », plaide-t-il en rappelant toutefois avoir voté la loi Macron l'année dernière.

Macron lui-même se réjouit de la présence de Frédéric Lefebvre. « C'est un esprit constructif et pragmatique. C'est la démarche qui est la nôtre que de tendre la main », explique-t-il. L'ancien ministre

chiraquien Renaud Dutreil était également présent. Il vient de lancer un mouvement pour soutenir l'ancien ministre de l'Économie : « La droite avec Macron ».

Autour du probable candidat à l'élection présidentielle, on assure que de nombreux contacts sont déjà pris « avec des personnalités de droite comme de gauche qui ne veulent pas apparaître pour l'instant mais avec qui nous travaillons ». C'est le grand « rassemblement des progressistes » au-delà des clivages politiques que Macron appelle de ses vœux.

Samedi, il en a esquissé le volet européen. Et proposé d'organiser « une convention démocratique européenne » pour écrire « un projet politique et démocratique de quelques pages ». Lequel serait ensuite soumis à référendum dans les 27 pays de l'Union. « Certains avanceront, d'autres non. Mais que ceux qui ne veulent pas avancer ne bloquent pas ceux qui le veulent », plaide-t-il. Projet qu'il a ensuite défendu dans son discours de clôture. Mais sans dire à quel titre il comptait le défendre. Le plus vraisemblable serait dans le rôle de président de la République. Mais Emmanuel Macron l'assure encore une fois : « Le temps de l'incarnation n'est pas encore venu. » ■

## Hamon prédit une défaite de Hollande à la primaire

Le candidat refuse d'envisager un ticket avec Arnaud Montebourg et défend ses propositions.

JIM JARRASSÉ @jimjarrasse

**GAUCHE** Gonflé à bloc. De retour d'une tournée aux États-Unis, au cours de laquelle il a rencontré l'ex-candidat à la Maison-Blanche Bernie Sanders, Benoît Hamon a trouvé son modèle. Le représentant de l'aile gauche des démocrates avait bousculé la primaire et marqué les esprits par son intransigeance vis-à-vis de Hillary Clinton. Le candidat à la primaire de la gauche, invité dimanche du « Grand Jury RTL-LCI-Le Figaro », s'y retrouve. Lui qui critique à la fois l'« échec économique et social » du quinquennat de François Hollande et la « trumpsation » de la campagne de Nicolas Sarkozy estime avoir sa voix au chapitre et compte aller jusqu'au bout.

« Il y aura un bulletin de vote Hamon au premier tour de la primaire », jure-t-il. Le député des Yvelines est crédité de 12 % des suffrages dans le sondage Harris Interactive publié jeudi, contre 20 % pour Arnaud Montebourg et 24 % pour François Hollande. Mais il entend l'emporter. « C'est pour ça que je suis candidat, c'est pour gagner... », assure l'ancien ministre, qui prédit que François Hollande « va perdre la primaire ». « Il y a une vraie lacune dans sa démarche : il n'y a aucun examen de conscience », reproche-t-il à l'égard du chef de l'État, qui n'a toujours pas digéré l'épisode de la loi travail, dont il promet l'abrogation en cas de victoire.

## S'affranchir des 3 % de déficit

La confiance affichée de Benoît Hamon constitue également un message à destination d'Arnaud Montebourg, qui lui a tendu la main à plusieurs reprises. Pas de ticket prévu entre les deux héritiers de la fronde, donc. Même si Benoît Hamon est à la peine lorsqu'il s'agit d'expliquer ce qui le distingue de son ancien collègue au gouvernement. « Ce que je souhaite, c'est que ces sujets sociaux soient remis au cœur du débat politique (...). Je mets en débat des solutions que personne ne propose comme le revenu universel », assure-t-il.

Qu'importe si Arnaud Montebourg y consacrait un chapitre de son « Anti-



Benoît Hamon, dimanche, au « Grand Jury RTL-LCI-Le Figaro ». RTL/FREDERIC BUKALO/SIPA PRESS

manuel de politique », publié en 2012, ou que l'idée d'un revenu de base soit désormais reprise aussi bien chez les écologistes que du côté de Marine Le Pen... Benoît Hamon veut en faire l'axe fort de sa campagne. Le concept : « Toute personne, riche ou pauvre, dès lors qu'elle est majeure, perçoit un revenu » qui ne pourrait pas être en deçà du RSA, soit 535 euros. Avec un objectif de 1000 euros mensuels, la mesure coûterait 300 milliards d'euros par an. Comment la financer ? « Par la lutte contre l'évasion fiscale, la suppression des niches fiscales ou l'individualisation de l'impôt sur le revenu... », répond Benoît Hamon. L'ancien ministre préconise surtout des « affranchissements de 3 % de déficit imposés par Bruxelles, un critère qui n'a eu pour conséquence que d'augmenter la pauvreté en Europe », prétend-il.

Avec cette proposition, comme avec celle de réduire le temps de travail à 32 heures hebdomadaires, Benoît Hamon veut s'adresser aux « invisibles » qui n'ont « plus de voix » après cinq années de présidence socialiste. « Je considère que sur la promesse essentielle qu'est celle de la gauche d'améliorer les conditions d'existence des Français, nous n'y sommes pas parvenus », tranche-t-il. ■

madame présente

“Si on donne aux femmes la possibilité de réussir c'est toute la société qui en bénéficie”

WOMEN'S FORUM  
FOR THE ECONOMY & SOCIETY  
Building better societies through women's voices

Reine Rania de Jordanie  
Global Women's Forum Dubai  
Février 2016



## INTERNATIONAL

# Au Gabon, le bras de fer entre Bongo et Ping se poursuit

La Cour constitutionnelle a déclaré élu le président sortant, qui a appelé au dialogue. Mais cette décision a été récusée par l'opposition et n'a pas apaisé la colère de la rue.



Samedi, sous les acclamations de ses partisans, le candidat de l'opposition, Jean Ping (à gauche), a fustigé une « décision inique ». SAMIR TOUNSI/AFP

## ZOOM

## Syrie: la Russie en accusation à l'ONU

L'engagement militaire de la Russie aux côtés du régime de Damas relève « de la barbarie et non pas de la lutte contre le terrorisme », a accusé dimanche la représentante permanente des États-Unis à l'ONU, Samantha Power, lors d'une réunion du Conseil de sécurité. Le ministre des Affaires étrangères, Jean-Marc Ayrault, a estimé dimanche que la Russie et l'Iran pourraient devenir les « complices de crimes de guerre » à Alep.

## EN BREF

## Un écrivain jordanien assassiné avant son procès pour blasphème

L'écrivain jordanien Nahed Hattar, 56 ans, a été tué par balles dimanche devant un tribunal d'Amman où il était jugé pour avoir partagé sur son compte Facebook une caricature montrant un djihadiste barbu sur un lit au paradis entouré de deux femmes et s'adressant à Dieu comme à un valet de chambre.

## Arrestation d'un suspect dans la fusillade de Seattle

Un jeune homme de 20 ans né en Turquie, accusé d'avoir tué cinq personnes vendredi dans un centre commercial de Burlington (État de Washington), près de Seattle, a été arrêté samedi.

TANGUY BERTHEMET @tanguyber  
ENVOYÉ SPÉCIAL À LIBREVILLE

**AFRIQUE** Une herse barre le boulevard du bord de mer. Autour, une poignée de militaires de la garde présidentielle filtre les voitures, arrêtant les unes, fouillant des coffres. Dimanche, des dizaines de ces barrages hérissaient encore Libreville, afin d'éteindre au plus vite la moindre contestation. Deux jours après la décision de la Cour constitutionnelle entérinant la victoire d'Ali Bongo à l'élection présidentielle, la ville semble d'un calme maladié. Elle n'est pas fiévreuse. Elle est atone. La circulation reste rare, et dans les quartiers les passants ne traînent pas. On se méfie encore, et l'on redoute des rixes et le sang qui avaient marqué, début septembre, l'annonce des résultats provisoires. « On n'est pas content, mais que peut-on faire », constate Marie-Thérèse, une marchande, pointant du doigt une patrouille de gendarmes postée à un carrefour.

La Cour n'a pas apaisé la colère. Saisis par le candidat perdant Jean Ping, qui pointait la victoire étriée de son rival, avec à peine 6 000 voix d'avance, et surtout ses scores étranges dans sa province fief du Haut-Ogooué affichant une participation de 99,9 %, les magistrats ont certes modifié la donne. Mais pas dans le sens espéré par l'opposition. Au beau milieu de la nuit, la présidente de la Cour a proclamé la victoire définitive d'Ali Bongo, désormais crédité de 10 000 voix d'avance et d'un score symbolique d'un rien au-dessus des 50 %. Dans la foulée, le nouveau président s'invitait à la télévision pour proposer un « dialogue national » à ses opposants.

« Ce n'est qu'une mascarade, une blague et un vol. Mais on ne s'attendait pas à autre chose de la part d'une cour qui a toujours penché du côté du pouvoir. Nous allons nous battre », fulminait l'entourage de Jean Ping.

Samedi, le candidat, visiblement désemparé, s'est montré moins définitif. Dans le jardin de sa villa, sous les acclamations de ses partisans et la surveillance de deux petits drones perchés dans le ciel, celui qui se dit « le président élu » a fustigé une « décision inique ». « Le peuple gabonais a clairement exprimé son choix dans les urnes », a-t-il insisté, dénonçant des « élections truquées » et « un passage en force ». Mais l'ex-candidat, tout en demandant de « rester mobilisés » s'est bien gardé d'appeler à des manifestations.

Comme le petit peuple, comme le pouvoir, l'opposition craint l'explosion de la violence où elle aurait tout à perdre. Jean Ping préfère donc, comme souvent au Gabon, s'en remettre à la médiation étrangère. « En introduisant un recours devant la Cour, j'ai voulu être légaliste, de bonne foi », a-t-il rappelé avant de sommer « la communauté internationale à prendre la mesure de la situation ». Dans les faits, cet appel sonne plus comme un aveu d'impuissance que



comme une réelle solution. Jean Ping, ancien ministre des Affaires étrangères, ancien président de la Commission de l'Union africaine (UA), connaît trop bien les arcanes diplomatiques pour espérer une réaction musclée. La France, les États-Unis et l'UA ne se sont pas empressés pour féliciter Ali Bongo. Jean-Marc Ayrault a souligné que « l'examen des recours n'a pas permis de lever tous les doutes » entourant le scrutin. Mais aucun n'évoque la moindre intervention, la moindre médiation.

### « Un pays monarchique »

« Nous sommes dans une impasse », regrette Casimir Oyé Mba, lui aussi dépit et inquiet. Ce soutien de poids de Jean Ping écarte pour l'heure toute « idée de dialogue » avec « un pouvoir qui tue et arrête des gens ». Pour mieux constater que « sans parole rien n'est possible ». « Je n'ai pas de solution à proposer », finit-il par dire.

L'opposition est, dans les faits, tout autant que les autorités discréditées, sous la pression d'une rue en prise à la colère et à la frustration. Dans Dragon, une colline peuplée du nord de Libreville, l'idée d'un dialogue est balayée. « À quoi cela servirait ? À se partager le gâteau, c'est tout », prévient Arsène, un chauffeur de 35 ans. Comme tous ici, il connaît les liens de familles, les intérêts financiers qui lient opposition et majorité. « Le Gabon, c'est 30 familles qui contrôlent et se soutiennent », souligne un observateur. Lui aussi connaît l'histoire du Gabon, et l'issue des dialogues initiés après les élections contestées de 1993 et de 2009. « À chaque fois, nous avons sept ans de Bongo de plus. Mais maintenant c'est fini. On veut un changement radical. » Autour de lui, la petite foule s'agace vite. On fustige un « Gabon monarchique », « la pauvreté alors que l'argent coule ». Mais comme pour les dirigeants, Arsène et ses amis agitent les bras, avec impuissance, quand il s'agit de trouver une solution. « Bongo ne partira pas tout seul mais il le faudra », note Rostand un étudiant de 20 ans, qui se dit « certain » que « rien n'est terminé ». ■

# “Pour moi ce sera une salade”

voici l'une des petites phrases qui peut vous aider à réduire votre risque de cancer.

## 40% DES CANCERS POURRAIENT ÊTRE ÉVITÉS

MANGER MIEUX, NE PAS FUMER, ÉVITER L'ALCOOL, BOUGER PLUS

Retrouvez nos conseils experts sur e-cancer.fr



meanings

8 | SOCIÉTÉ

# Voies sur berge à Paris: débat houleux en perspective

Le Conseil de Paris vote ce lundi sur la fermeture à la circulation de cet axe.

ANGÉLIQUE NÉGRONI | anegroni@lefigaro.fr

**CIRCULATION** Le débat va être agité mais rien ne devrait faire bouger les lignes. Ce lundi, devant le Conseil de Paris, où Anne Hidalgo dispose d'une majorité, la piétonisation de la voie rive droite de la capitale, la voie Georges-Pompidou, va être votée sans surprise. Au grand dam de l'opposition de droite, vent debout contre cette décision.

Pour donner plus de poids à ses critiques, celle-ci va de nouveau brandir le rapport de la commission d'enquête relatif à ce projet. Tombé en août dernier, ce compte rendu est une véritable gifle pour l'équipe socialiste puisqu'il émet un avis négatif à la piétonisation de la voie. Pour les auteurs de ce rapport, cette fermeture à la circulation va engendrer des reports de circulation plus importants qu'annoncé, des embouteillages accrus et du coup, un risque d'aggravation de la pollution de l'air. À cela s'ajoute une observation qui foudroie le projet. En contredisant l'analyse de la Ville de Paris, les auteurs soulignent que cette voie n'a pas perdu sa vocation à être un axe clé pour les habitants de la banlieue rejoignant Paris. Même si les maires de banlieue ne seront pas présents ce lundi pour demander le maintien du trafic sur cette rive, ils peuvent compter sur leurs collègues parisiens pour relayer leurs doléances.

Ainsi, après avoir lancé un appel à des

états généraux de la circulation en association avec plusieurs élus de la petite couronne, Éric Azière, président du groupe UDI-MoDem du Conseil de Paris, compte monter au créneau pour défendre les Franciliens. « Cet axe participe à l'activité économique. Les habitants d'Île-de-France l'utilisent pour venir travailler dans la capitale », indique-t-il sans être fermé à une réflexion sur le devenir de cet axe. « Paris doit agir dans le cadre d'une concertation

**Les habitants d'Île-de-France l'utilisent pour venir travailler dans la capitale »**

ÉRIC AZIÈRE, MEMBRE UDI-MODEM DU CONSEIL DE PARIS

avec sa banlieue et d'un nouveau plan de circulation. Nous avons demandé un moratoire pour faire convenablement ce travail et cela a été refusé », regrette-t-il.

Dans le cadre de ce débat, une nouvelle délibération va un peu plus nourrir les tensions. La Ville de Paris prévoit l'installation de capteurs autour de cette voie pour évaluer les polluants émis par le trafic automobile. Pour Jean-François Legaret, le maire (LR) du 1<sup>er</sup> arrondissement, cette mesure n'est pas encore votée qu'elle est déjà dévitalisée. « Comme la droite l'avait demandé, il aurait fallu mettre des capteurs



Depuis le 4 septembre, date de la fin de Paris Plages, la voie Georges-Pompidou est restée fermée à la circulation automobile.

avant la fermeture de la voie Pompidou pour obtenir des premières données et pouvoir les comparer une fois la circulation interdite. Rien de tel en l'occurrence », fulmine-t-il.

De leurs côtés, les tenants de cette piétonisation persistent et signent. Lors d'une conférence de presse la semaine dernière, Christophe Najdovski, l'adjoint chargé des transports, est revenu sur les raisons de cette décision. Contestant ce qu'il affirme le rapport de la commission d'enquête, ce lui-ci assure que cette voie n'est pas un axe de transit. « Le transit est de 9 % aux heures de pointe le matin et de 5 % le soir », dit-il tandis que l'urbaniste, Frédéric Héran, à ses côtés, est revenu sur le principe « d'évaporation » de la circulation mis en avant par la Ville. « C'est un constat qui se vérifie à chaque fois et non une théorie », a tout d'abord précisé ce spécialiste. Ainsi, toute fermeture de voie de circulation se traduit systématiquement, selon lui, par une disparition importante du trafic. Entre ceux qui renoncent à prendre le volant et ceux qui adoptent de nouvelles habitudes de déplacements, la circulation diminue.

Le bras de fer entre la gauche et la droite autour de cet axe dépasse le cadre du Conseil de Paris. La région Île-de-France tout d'abord joue la pression. Sa présidente (LR), Valérie Pécresse, qui demandait à être

associée à la réflexion, a créé « un comité d'évaluation » sur les conséquences de la piétonisation des voies sur berge de la rive droite. Jamais, d'ailleurs l'usage nouveau d'un axe n'aura été autant surveillé. Le préfet de police de Paris, qui souhaite tester durant six mois cette voie Georges-Pompidou sans voiture, a aussi décidé de mettre en place un comité de suivi technique.

Ensuite, tout pourrait se jouer devant les tribunaux. La voie, qui accueille une exposition, est déjà fermée au trafic depuis trois semaines. « La circulation s'est reportée sur les quais hauts où l'on vit dans la pollution et les concerts de klaxon », décrit Jean-François Legaret qui n'écarte pas la possibilité de saisir la justice pour « mise en danger de la vie d'autrui ».

D'autant que les premiers résultats de cette piétonisation sont contrastés. Un premier rapport de la direction de la voirie de la mairie de Paris, dévoilé par *Le Journal du dimanche*, montre une nette augmentation du nombre de véhicules, sur les trois premières semaines de septembre, sur les quais hauts et le boulevard Saint-Germain ainsi qu'un allongement du temps de parcours des automobilistes. Mais selon le JDD, ces chiffres seraient inférieurs à l'étude d'impact réalisée par un organisme indépendant. ■

## ZOOM

### Terrorisme: deux jeunes Nîçoises écrouées

Deux jeunes filles radicalisées de 17 et 19 ans vivant à Nice ont été arrêtées et écrouées mi-septembre. Elles sont soupçonnées d'avoir voulu commettre une attaque djihadiste. L'enquête a permis d'établir qu'elles étaient en contact avec Rachid Kassim, propagandiste du groupe État islamique, qui lance régulièrement des appels aux meurtres via la messagerie cryptée Telegram depuis la zone irako-syrienne. Elles auraient avoué toutes deux avoir évoqué un passage à l'acte avant de renoncer. Les investigations n'ont pas permis de retrouver d'armes à leur domicile. L'adolescente de 17 ans était inconnue des services de renseignements, mais la jeune majeure de 19 ans était sous contrôle judiciaire avec obligation de pointer, car elle projetait de se rendre sur les terres du djihad.

# Des universités vont devenir propriétaires de leurs murs

Six à dix établissements pourraient obtenir la dévolution de leur patrimoine début 2017. Les négociations sont en cours.

MARIE-ESTELLE PECH

**PATRIMOINE** Après l'autonomie budgétaire initiée en 2007, la dévolution du patrimoine immobilier se profile. Trois universités (Clermont-Ferrand, Toulouse-I et Poitiers) avaient, dans la foulée de la loi sur l'autonomie des universités, en 2011, bénéficié de la propriété de leurs murs avec un accompagnement financier important de la part de l'État (voir notre encadré). Le ministère de l'Éducation nationale a décidé ces derniers mois de relancer ce dossier. La dévolution qui devrait avoir lieu en janvier 2017 concerne potentiellement « six à dix universités », selon Thierry Mandon, secrétaire d'État à l'Enseignement supérieur : les universités de Bourgogne, Tours, Clermont-II, Bordeaux, Aix-

Marseille, Rennes-I, Nice, Limoges, Lyon-III et l'Insa de Toulouse ont effectivement fait part de leur « intérêt » pour le sujet ces derniers mois. Mais la plupart d'entre elles sont encore en phase de négociation, essentiellement pour des raisons financières. Contrairement à 2011, cette dévolution doit se faire sans l'accompagnement financier qui a permis aux trois premières de mettre aux normes leurs bâtiments dans un premier temps puis de les entretenir. Cela fait hésiter certaines universités car certaines ont des immeubles anciens nécessitant un gros effort de maintenance.

Avec la dévolution, l'université peut lancer et financer librement tous ses travaux, sans demander l'autorisation à l'État. Elle gagne en autonomie et en liberté. De même, elle peut acheter un bâtiment ou un terrain sans l'accord ou le

financement de l'État et garder l'intégralité des produits de cession de la vente, au lieu de la moitié aujourd'hui. Le taux d'occupation des bâtiments universitaires (18,6 millions de m<sup>2</sup>) est estimé en moyenne à 72 %, ce qui signifie que les universités sous-utilisent près de 5,2 millions de m<sup>2</sup> et qu'une partie pourrait être vendue. Enfin, l'université peut planifier ses projets à long terme puisqu'elle connaît les moyens financiers dont elle dispose.

Le patrimoine est aussi un outil de communication. L'université de Bourgogne a ainsi loué en septembre ses locaux pour la réunion estivale du Medef, l'occasion aussi de montrer la qualité de ses bâti-

ments et de donner une image moderne de l'université auprès de ces entreprises.

Le président de l'université de Bordeaux, Manuel Tunon de Lara, est l'un des plus déterminés à obtenir la dévolution. « Tous les avis sont au vert », estime-t-il. Une partie du bâti (585 000 m<sup>2</sup>), parfois très bien situé au cœur de Bordeaux est « valorisable » et peut être cédé d'autant plus qu'il est supérieur aux besoins de l'université, estime-t-il. Un laboratoire de biologie marine à la valeur marchande élevée puisque situé à proximité de la célèbre plage Péreire à Arcachon est ainsi en passe d'être vendu pour construire à la place un pôle océanographique sur le petit port d'Arcachon. Des entreprises pourraient aussi être accueillies sur le campus de Talence. « La dévolution que nous espérons obtenir rapidement sera un

élément important de stratégie de l'établissement », affirme-t-il.

Candidat à une éventuelle dévolution, Yvon Berland, le président d'Aix-Marseille, estime possible de vendre trois de ses bâtiments. « Nous disposons aujourd'hui de 830 000 m<sup>2</sup> et sommes aujourd'hui dans une stratégie de rationalisation. La vente de ces trois bâtiments peu utilisés permettrait d'en réhabiliter d'autres, explique-t-il, mais nous attendons des garanties du ministère : bénéficierons-nous toujours des contrats de plan État-région, y aura-t-il une prise en charge des actes notariés des transferts de propriété ? Pour l'instant, rien n'est fait. » Même son de cloche à l'université de Bourgogne, également partante pour la dévolution, où le directeur de cabinet du président observe que cette dernière est aujourd'hui « dans une situation financière fragile. Si transfert il y a, il ne peut se faire que si nous n'avons pas à subir la charge d'amortissement. » ■

**5,2 millions de m<sup>2</sup>**

dans les bâtiments universitaires sont sous-utilisés

madame présente

INSCRIVEZ-VOUS DÈS MAINTENANT

**WOMEN'S FORUM GLOBAL MEETING**  
30 NOV - 2 DEC 2016, DEAUVILLE - FRANCE

**100+**  
SESSIONS

**1250+**  
PARTICIPANTS

**70** PAYS  
REPRÉSENTÉS

**270+**  
INTERVENANTS

#WFGM16

WOMENS-FORUM.COM

**WOMEN'S FORUM**  
FOR THE ECONOMIC & SOCIETY  
Building the future with economic action

**WOMEN'S FORUM**  
GLOBAL MEETING 16  
30 November - 2 December 2016

## Un bilan plutôt positif pour les pionnières

L'Inspection générale des finances et l'Inspection générale de l'administration de l'Éducation nationale jugent « globalement positif » le bilan de l'expérimentation menée dans les trois premières universités propriétaires de leurs murs : Poitiers, Toulouse-I et Clermont-I. La dévolution a permis « d'accélérer la réalisation de projets de réhabilitation, de mise en sécurité et d'accessibilité du bâti », indique leur rapport. Les dépenses immobilières ont progressé en moyenne de 129,4 % sur la période 2012-2015 dans ces trois établissements. Ils observent « de réels progrès dans de nombreux domaines de la gestion immobilière » (meilleur portage politique, gestion plus centralisée, réelle professionnalisation des équipes). En revanche, les

économies de consommation d'eau, d'électricité, de gaz et de chauffage ne sont pas franchement évidentes. Si elles ont diminué de 4,8 % à l'université de Poitiers sur la période 2012-2015, elles ont augmenté de 1,5 % et 4,7 % à Toulouse-I et à Clermont-I. Et la dévolution « n'a pas permis d'améliorer significativement le taux d'utilisation des locaux ni le produit des cessions et valorisations de bâtiments, qui reste encore marginal ». Bref, si les recettes de cession ou de valorisation « constituent des compléments de financement appréciables, elles ne peuvent à elles seules financer les opérations de gros entretien ou d'investissement dans aucune des trois universités », concluent-ils.

M.-E.P.



# LE FIGARO

## santé

lefigaro.fr/santé

**PSYCHO**  
UNE PSYCHOTHÉRAPIE,  
ÉCOLE  
DE TOLÉRANCE? **PAGE 12**



**DOSSIER**  
UNE PUBERTÉ « NORMALE »  
RESTE UN BOULEVERSEMENT  
EXCEPTIONNEL **PAGE 10**

## Lyme, une guerre d'experts

Bien portants qui s'ignorent pour les uns, patients méprisés et négligés pour les autres... les malades sont pris dans une bataille qui n'en finit pas.



C'est par les tiques que se transmet la bactérie *Borrelia burgdorferi* à l'origine de la maladie de Lyme. MICHAEL TIECK/FOTOLIA

**SOLINE ROY**  
@so\_sroy

**INFECTIOLOGIE** Elle pourrait être l'héroïne un peu perverse d'un roman noir, *Borrelia burgdorferi*, bactérie impliquée dans la maladie de Lyme, en possède la beauté et l'art du déguisement : spirale dans sa forme active, elle sait s'arrondir lorsqu'elle est en sommeil ou se cacher dans des biofilms, selon plusieurs études parfois contestées. Son véhicule est une bestiole peu ragoutante, la tique. Et la liste de ses possibles méfaits est interminable, touchant plusieurs organes, de la peau au système nerveux, en passant par des atteintes articulaires et cardiaques. « La grande imitatrice », nomme-t-on la maladie de Lyme, comme hier la syphilis. Étonnante bactérie, décrite en 1982 par le chercheur américain Willy Burgdorfer.

La belle est l'objet de bien des fantasmes et de toutes les batailles : les tests biologiques ne sont pas fiables, les médecins généralistes ne la connaissent pas assez, les symptômes sont très variables et la question des formes persistantes est débattue.

La maladie a en tout cas le don de faire sortir de leurs gonds médecins et chercheurs, y compris les très policés membres de l'Académie nationale de médecine. Mardi dernier, une séance lui était consacrée rue Bonaparte. Dans l'orchestre, une petite centaine de dignes médecins venus écouter les experts ; au balcon, un public presque aussi nombreux et frémissant au fil des interventions. « La maladie de Lyme est un sujet important, si l'on juge par le nombre de personnes venues nous rejoindre », glisse le président de l'Académie en introduisant les débats.

Les tiques sont « reconnues comme un danger émergent pour la santé humaine », les manifestations cliniques de Lyme, « parfois simples, peuvent être complexes », les patients « émettent des plaintes qu'il faut entendre », amorce timidement le Pr Patrick Choutet, de l'Institut national de médecine agricole, coorganisateur de la session avec le Pr François Bricaire, spécialiste des maladies infectieuses à la Pitié-Salpêtrière. Lequel distingue « une vision classique, orthodoxe » de Lyme, cohérente avec la conférence de consensus de 2006, et « une vision beaucoup plus large mais in-

certaine, débouchant sur des prises en charge nombreuses mais aux limites imprécises ».

L'ambiance est feutrée et le ton élégant, mais le propos sévère. Un peu seul au milieu des « orthodoxes », le Pr Christian Perronne, spécialiste des maladies infectieuses à l'hôpital de Garçes, tentera de faire entendre une autre vision de Lyme, de moins en moins minoritaire dans le monde. « J'ai trouvé votre exposé peu rationnel et vous demande de prendre une position plus conforme à la réalité », lui lance le Pr Marc Gentilini, autre spécialiste du

**La ministre de la Santé doit rencontrer, cette semaine, les associations de malades et annoncer un « plan Lyme »**

domaine. « Je ne suis pas complètement farfêlé et ne suis pas le seul à penser ainsi », rétorque Perronne. « Plusieurs personnes ont trouvé assez odieuse la façon dont on m'a traité... », soufflera-t-il plus tard. Lui peut au moins se réjouir d'avoir été applaudi par le public, quand des huées vite étouffées accueillent la saillie de Gentilini.

Sauf la question de l'érythème migrant, lésion dermatologique qui signe sans conteste la maladie de Lyme, les

experts s'accordent sur bien peu de points. Or l'apparition d'un érythème n'est pas systématique, et c'est là que tout se complique... Car la bactérie *Borrelia* est farouche : fragile, lente à se multiplier et difficile à cultiver, elle ne se prête guère à la culture in vitro ; elle a tendance à se cacher dans des tissus difficiles d'accès, et sa charge bactérienne très faible la rend difficile à examiner au microscope.

Quant aux tests biologiques indirects, qui mesurent les anticorps dirigés contre la bactérie, ils ont été jugés peu fiables par le Haut Conseil à la santé publique en 2014. Les anticorps recherchés ne sont pas présents à toutes les phases de la maladie. Les souches utilisées ne sont pas toujours celles présentes sur le territoire. En outre, une partie de la population a été exposée à *Borrelia* et possède des anticorps, sans être malade : mais le seuil à partir duquel on considère qu'un résultat est positif a été défini « à une époque où Lyme était considérée comme une maladie rare et il n'a jamais bougé malgré l'évolution des connaissances », s'insurge Perronne. Quant aux techniques par amplification génétique (PCR), elles restent réservées à quelques laboratoires spécialisés... dont des labos vétérinaires !

Seconde ligne de front, la question des formes persistantes de Lyme. « Quand il n'y a pas d'historique de morsure de tique, qu'il n'y a pas eu d'érythème et que la sérologie est négative, vous admettez

qu'on peut raisonnablement penser qu'il n'y a pas de Lyme », glisse un médecin. « Tout n'est pas Lyme, convient Christian Perronne. Mais il faut arrêter de dire que tous les patients sont des malades imaginaires ! » Et d'évoquer plusieurs patients, malades depuis de longues années avec parfois des diagnostics graves comme une sclérose en plaques et guéris en quelques mois par une antibiothérapie. Des cas qui paraîtraient miraculeux s'ils n'émanaient d'un professeur de médecine de l'AP-HP. Beaucoup d'experts considèrent que pour les Lyme chroniques, trois semaines d'antibiothérapie est un maximum suffisant. « C'est ignorer la réaction de Jarisch-Herxheimer, répond Perronne. Comme dans la syphilis, les symptômes explosent au début du traitement pour régresser ensuite. Pour Lyme, cela peut commencer jusqu'à trois semaines après le début du traitement et faire le yo-yo pendant des mois avant la guérison. »

La ministre de la Santé doit, cette semaine, rencontrer les associations de malades et annoncer un « plan Lyme ». Espérons qu'il répondra au souhait émis par l'Académie de médecine : « La maladie de Lyme est une mauvaise réponse à une bonne question, jugeait mardi le Pr Bricaire. Il faut sortir de l'empirisme et des affirmations gratuites, et mener des études scientifiques sérieuses. » La médecine basée sur les preuves appliquées à Lyme, voilà qui aurait le mérite de l'originalité. ■

## À la recherche du sixième sens

**PROPRIOCEPTION** La vue, l'ouïe, l'odorat, le toucher, le goût. Voilà pour les cinq sens classiques. L'existence du sixième a longtemps tourné autour des obscures notions d'intuition, de clairvoyance, de perceptions extrasensorielles... Cependant, une tendance s'est dessinée ces dernières années pour placer ce sens supplémentaire dans l'aire des perceptions spatiales et du mouvement des membres, ce que l'on appelle la proprioception.

Une équipe de recherche des instituts nationaux de la santé américains vient de découvrir qu'un gène, nommé *Piezo2*, était fortement impliqué dans le toucher et le ressenti du placement du corps dans l'espace. « Notre étude met en évidence l'importance cruciale du gène *Piezo2* dans notre vie quotidienne », explique Carsten G. Bönnemann, du National Institute of Neurological Disorders and Stroke, coauteur de la publication dans le *New England Journal of Medicine*. « Comprendre le rôle de ce gène au niveau des sens pourrait donner des solutions pour une grande variété de troubles neurologiques. »

Ce sont d'ailleurs deux jeunes hommes de 9 et 19 ans qui ont permis aux chercheurs de réaliser cette avancée. Ces deux patients sont atteints d'une maladie génétique rare qui fait qu'ils ont des déformations articulaires et des difficultés à marcher. Ils ont également une perte partielle du toucher et de la sensation de leurs membres dans l'espace. Handicap qu'ils pallient en mobilisant leur vue.

Témoin, cette expérience au cours de laquelle on demande aux deux garçons, chacun de leur côté, de rapprocher et toucher l'un contre l'autre leurs propres index. Les yeux ouverts, ils y arrivent ; les yeux fermés, ils ne réussissent pas. Quand on brosse les cheveux à l'un d'entre eux, il ressent cela comme étant piquant. L'autre ne montre aucune activité cérébrale particulière quand on lui brosse la paume de la main. Aucun des deux ne ressent les vibrations d'un diapason sur sa peau. Pourtant, ils ne présentent aucune anomalie de leur système nerveux.

Cette cécité épidémique partielle, sans doute responsable de leurs déformations articulaires, est liée à la protéine défectueuse exprimée par le gène *Piezo2*. C'est une protéine mécanosensible, c'est-à-dire qu'elle envoie un signal électrique, transformé en influx nerveux, lorsqu'une pression s'exerce sur elle. Ces cellules deviennent donc insensibles à la pression. Elles ont donc du mal à distinguer, par exemple, le haut du bas et le poids de la gravité.

JEAN-LUC NOTHIAS

## Sur le WEB

- » Sept conseils pour décrypter les étiquettes nutritionnelles
- » Don de sperme clandestin : « Les autorités font l'autruche »
- » La santé des candidats à la présidentielle divise les Français
- » L'instagrameuse mystère était... en campagne contre l'alcool

## Le bruit dans mes oreilles a disparu !

Johnny est à la retraite. Avec sa femme, il est très occupé à rénover sa maison et, quand il a du temps libre, il aime aller pêcher ou faire un tour au golf.

### Négligé

Mes problèmes d'oreilles ont commencé il y a environ 5 ans. J'avais fréquemment l'impression d'être au milieu du grondement de la ville alors que j'étais au beau milieu de la campagne. J'ai dû trop négliger la protection de mes oreilles, dit-il.

### 1 mois seulement

Johnny a ressenti une réelle différence un mois après avoir commencé **Tone**, ce qui n'est pas surprenant car ces comprimés contiennent, entre autre, du

Ginkgo qui aide à une bonne audition. Quand il est vraiment stressé ou très fatigué Johnny peut parfois entendre certains bruits, mais cela ressemble plus à un léger bourdonnement.

### Apprécier le silence

Maintenant je peux enfin apprécier le silence, dit Johnny, ce silence si particulier qui précède le lever du soleil sur la mer. Je sais aussi maintenant que toutes les publicités ne sont pas exagérées, dit-il en faisant l'éloge de **Tone** !

\*Pour votre santé, mangez au moins cinq fruits et légumes par jour\* [www.mangerbouger.fr](http://www.mangerbouger.fr)

### Une invention suédoise

Sur la base des dernières avancées scientifiques, les laboratoires de recherche végétale New Nordic ont inventé **Tone** : un comprimé 100% naturel aux ingrédients fortement concentrés (plantes, vitamines et minéraux) et contenant en particulier du Ginkgo qui contribue au maintien d'une bonne audition.

**Tone** 60 et 180 comprimés sont disponibles en pharmacie sous les codes **ACL 608 74 56** et **601 67 94**  
Questions ? Les experts New Nordic vous répondent au 01 40 41 06 38 (tarif local)  
**www.vitalco.com**



# Une puberté « normale » reste un bouleversement exceptionnel

Ce remodelage du corps et de l'esprit s'étale sur plusieurs années.

PAULINE LÉNA

**PÉDIATRIE** « La puberté, c'est l'acquisition de la capacité de reproduction », rappelle le Dr Paul Jacquin, pédiatre responsable de la Maison des adolescents à l'hôpital Robert-Debré de Paris. Cette étape de bouleversement hormonal, de réorganisation de l'organisme, qui passe de l'immaturité à la maturité, s'accompagne d'un bouleversement physique et psychologique normal. Elle démarre le plus souvent entre 10 et 11 ans chez les filles, entre 12 et 13 ans chez les garçons, et, bien que les étapes de cette transformation soient désormais bien connues, elle provoque toujours des surprises et des doutes pour ceux qui la traversent, car, pour eux, tout est nouveau. Un adolescent averti en valant au moins deux – surtout si ses parents peuvent le guider –, quels sont les événements attendus lors de la puberté ? Peut-on atténuer ses effets les plus gênants ?

Environ deux ans avant le début de la puberté, les glandes surrénales commencent à produire des précurseurs de testostérone qui favorisent l'apparition des premiers poils sexuels sur les aisselles et le pubis. D'autres circuits hormonaux se mettent ensuite en route pour installer l'appareil reproducteur, avec l'apparition de signes physiques bien visibles.

Il est essentiel que les adolescents créent leur propre réseau social, pour trouver des repères. Mais l'opposition aux parents, au reste de la famille doit rester supportable par tous.

Dr PAUL JACQUIN, PÉDIATRE RESPONSABLE DE LA MAISON DES ADOLESCENTS À L'HÔPITAL ROBERT-DEBRÉ DE PARIS

Pour les filles, le début de cette période est marqué par l'apparition d'un bourgeon mammaire : l'aréole (zone de peau circulaire pigmentée située autour du mamelon) se soulève et s'agrandit. Il leur faudra entre deux et trois ans pour terminer leur transformation, la fin de la puberté se faisant visiblement peu après l'apparition des règles avec la fin du développement des seins.

Pour les garçons, c'est l'augmentation de la taille des testicules qui signale l'entrée dans la puberté, qui dure entre quatre et cinq ans et qui se termine lorsque la pilosité pubienne est installée. De nombreux changements se produisent entre le début et la fin de la puberté, le plus marquant étant la croissance : les filles gagnent au moins 20 cm pendant la puberté, les garçons de 25 à 30 cm, et tous doublent leur poids entre 9 et 14 ans !

Les dates de début et de fin sont variables d'un enfant à l'autre et même d'une époque à l'autre puisque les premières règles, qui apparaissent en moyenne à 17 ans au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, sont désormais attendues entre 12 et 13 ans, en général comme la maman. Aujourd'hui, la puberté est « à l'heure » si elle arrive entre 11 et 14 ans chez les garçons et entre 10 et 13 ans chez les filles. Si elle arrive très en avance ou en retard, cela peut avoir des conséquences sur la croissance, sur la fertilité ou indiquer une pathologie sous-jacente (lire ci-dessous).

« Le déclencheur de la puberté, c'est le cerveau. C'est un événement physiologique qui contient beaucoup d'éléments psycho-affectifs et cognitifs », souligne

le Dr Jacquin. L'évolution de l'âge moyen de la puberté ainsi que les différences qui se révèlent chez les enfants adoptés ou ceux qui sont déplacés pour diverses raisons ont permis de démontrer que l'alimentation et les changements d'environnement, y compris affectifs, jouent un rôle sur le déclenchement de la puberté.

Par ailleurs, la transformation physique s'accompagne d'une transformation psychique, nourrie par les variations hormonales mais pas seulement. « La puberté est le moment où les enfants commencent à se sentir capables de devenir des hommes et des femmes, voient les autres et sont vus comme tels », explique le Dr Jacquin. C'est une transformation que les adolescents ne voient pas forcément avec enthousiasme, qui les fait douter d'eux et de leurs liens avec leurs proches. Ils sentent que les choses changent et ils n'ont pas forcément envie qu'on les leur montre du doigt : la porte de la salle de bains doit rester fermée ! L'inquiétude qui s'installe peut conduire à une certaine agressivité, d'autant plus que c'est le moment où les adolescents commencent à s'identifier à leurs pairs et non plus à leurs parents, qu'ils ont bien envie de repousser.

« Il est donc essentiel qu'ils créent leur propre réseau social, pour trouver des repères. Mais l'opposition aux parents, au reste de la famille doit rester supportable par tous », rappelle le Dr Jacquin. L'arrivée de l'acné, chez la moitié des adolescents, vient compliquer la donne et, dès que l'adolescent s'en plaint ou dès qu'elle semble trop développée, même sans plainte, elle doit être prise en charge.

Tous ces inquiétudes et questionnements ne sont pas toujours faciles à partager avec sa famille : l'adolescence est aussi le moment où l'intimité se crée sans les parents. Le rôle du médecin est alors crucial, même si aucun examen spécifique n'est nécessaire au moment de la puberté : une courbe de croissance bien suivie reste le meilleur moyen de détecter une possible anomalie. C'est surtout le moment de proposer de se recevoir, sans leurs parents, pour préserver leur intimité physique et répondre à leurs questions, parfois naïves mais toujours vitales à leurs yeux. ■



La puberté démarre le plus souvent entre 12 et 13 ans chez les garçons. BURGER/PHANIE

## Une modification du corps pour permettre la reproduction

LES TRANSFORMATIONS DU CORPS AU COURS DE LA PUBERTÉ

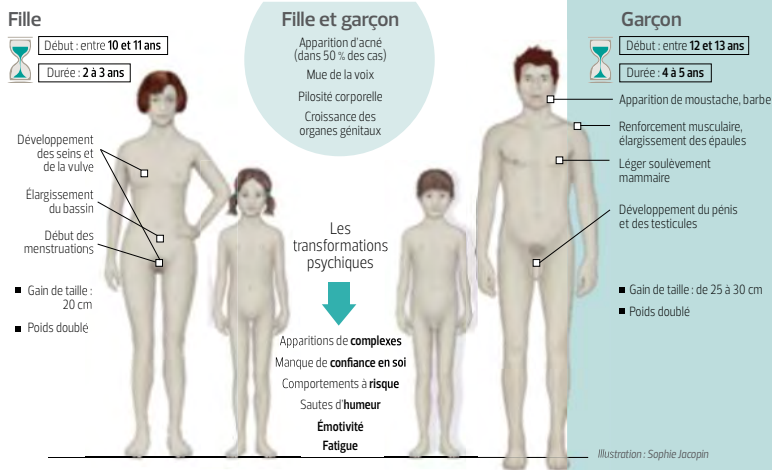


Illustration : Sophie Jacopin  
Infographie : LE FIGARO

## Comportements à risque : acceptables ou non ?

LES COMPORTEMENTS à risque sont une des conséquences normales de la puberté. L'homme ou la femme qui se découvre cherche à repousser les interdits de ses parents en testant ses propres limites – et celles de son entourage. Ces comportements à risque sont attendus, ils sont indispensables à la formation de la personnalité de l'adulte en formation et ne deviennent problématiques que lorsqu'ils perdent leur valeur de tentative pour devenir des habitudes ou qu'ils mettent l'adolescent en danger. Pour les parents, c'est une période difficile aussi : doivent-ils intervenir, comment et avec quelle efficacité ?

Par principe, les prescriptions des parents sont regardées avec méfiance à cet âge. Mais les adolescents, qui oscillent entre les moments où ils se sentent déjà adultes et ceux où ils se sentent encore enfants, ont besoin d'un référent de valeurs. Lorsque ces valeurs sont suffisamment claires, le rôle des

parents se limite à être présents si des questions sont soulevées, à indiquer à leur enfant qu'on veut surtout lui éviter de se mettre en danger et à le protéger si des difficultés apparaissent.

« On a besoin de ses parents encore plus quand on doit s'en défaire », souligne le Dr Paul Jacquin, pédiatre responsable de la Maison des adolescents à l'hôpital Robert-Debré de Paris. Tout est donc affaire de dosage. Passer du temps sur son écran, à jouer ou à aller sur des réseaux sociaux, ne pose pas problème tant que cela laisse du temps pour faire autre chose « dans la vraie vie ».

### Ne pas émettre de jugement

Fumer un joint, boire une bière relève simplement d'un comportement d'expérimentation normale tant que l'usage de ces produits ne devient pas chronique, avec un adolescent qui s'enferme dans une attitude de « foutu pour foutu... », signalant sa difficulté à gérer le virage de la puberté. Enfin, si un peu d'agressivité est normale à cet âge (les parents ne comprennent rien et les petites sœurs sont idiotes, c'est bien connu), elle ne doit pas s'installer et évoluer en tyrannie domestique.

Dans tous les cas, si les parents ne peuvent plus interdire, ils peuvent conduire les adolescents à se poser des questions avant que les comportements à risque se produisent. « Si des copains te proposent un joint, tu fais quoi ? » « Si une fille veut faire l'amour avec toi, tu sais déjà comment tu vas réagir ? » Le fait de ne pas émettre de jugement leur indique que les parents connaissent les risques et qu'ils peuvent répondre à leurs questions, une attitude essentielle pour les aider à délimiter la route qu'ils aimeraient suivre une fois adultes. ■

P. L.

La puberté est le moment où les enfants commencent à se sentir capables de devenir des hommes et des femmes, voient les autres et sont vus comme tels.

Dr PAUL JACQUIN

## ACNÉ ET SEINS

Un garçon qui voit pousser ses seins, une fille dont les petites lèvres/les seins se développent très inégalement, une acné envahissante sont des événements fréquents mais très difficiles à supporter. S'il est facile de rassurer les filles sur leur normalité et de leur conseiller la patience quand elles trouvent que leur corps se développe un peu trop par à-coups, il est plus difficile d'aider les garçons à supporter l'apparition de seins. « La moitié des garçons ont un petit soulèvement mammaire d'environ 1 cm au cours de la puberté », rappelle pourtant le Dr Paul Jacquin, de la Maison des adolescents à l'hôpital Robert-Debré (Paris). Cette gynécomastie se résorbe en un an dans la majorité des cas mais elle peut être plus importante et persister après la puberté, pouvant nécessiter un traitement chirurgical. L'acné touche la moitié des adolescents, à des degrés divers, mais de 70 à 80 % pensent qu'il s'agit de la maladie chronique la plus grave qui existe. Ils en souffrent terriblement à un âge où l'apparence est tellement importante. Si l'acné est un obstacle à leur socialisation, qu'ils s'en rendent compte ou non, il est donc indispensable de leur proposer un traitement.

P. L.

## Trop tôt, trop tard, c'est grave, docteur ?

L'HEURE de la puberté ne sonne pas pour tout le monde à la même heure : elle arrive beaucoup trop tôt pour certains et bien trop tard – ou pas du tout – pour d'autres.

Les spécialistes notent par exemple une petite tendance actuelle à une pseudo-puberté précoce des filles, qui se révèle par l'apparition d'un bouton mammaire autour de 8 ans. Elle n'est pas pathologique car la puberté suit alors une évolution assez lente qui la rend un peu précoce mais sans conséquences graves pour la santé des jeunes filles. En revanche, une puberté réellement précoce, qui

démarre avant 8 ans chez la fille et 10 ans chez le garçon doit faire l'objet d'une prise en charge spécifique, en tenant compte, bien sûr, de l'âge de la puberté chez les parents. Il faut être particulièrement vigilant avec les enfants adoptés, chez qui elle est plus fréquente.

### Substitution hormonale

Dans tous les cas, le médecin cherchera d'abord à savoir si la puberté précoce est un symptôme ou une conséquence d'une pathologie sous-jacente : malformations, séquelles traumatiques ou infectieuses,

tumeurs... Les précocités pubères restent souvent sans cause identifiée, il faut alors envisager d'en éviter les conséquences sur la croissance et sur le développement psychique et social des enfants. Il est très difficile, à l'âge où ils passent beaucoup de temps à se comparer les uns aux autres, d'être visiblement différent. Des hormones peuvent ainsi ralentir l'évolution de la puberté et rétablir un calendrier le plus normal possible.

À l'opposé, il est possible que les premiers signes de la puberté ne soient pas apparus avant 13 ans chez la fille et

14 ans chez le garçon (2,5 %). Elle n'est le plus souvent que retardée, ou très ralentie, et les antécédents familiaux jouent alors un rôle important pour comprendre ce retard.

Le médecin recherchera là aussi des causes pathologiques à ce dysfonctionnement hormonal (comme des dysfonctionnements des gonades, organes de la reproduction) nécessitant un traitement pour aboutir au développement pubertaire complet. Le médecin pourra proposer, en fonction de l'origine du retard, une substitution hormonale. ■

P. L.





BAGAS/ANDRAFR

## Peut-on éviter les maladies chroniques du foie ?



**PROFESSEUR  
VICTOR  
DE LÉDIGHEN**

Secrétaire général de l'AFEF,  
Unité d'hépatologie et de transplantation  
hépatique, CHU de Bordeaux.  
Twitter: @AFEFoie, Facebook: AFEFoie.

**D**epuis vingt ans en France, le pronostic du cancer du sein est devenu excellent tandis que celui du cancer primitif du foie n'a pas évolué : les chances de survie ne sont toujours que de 10 % à cinq ans. Le nombre annuel de nouveaux cancers du foie ne cesse d'augmenter avec près de 10 000 cas chaque année. Et pourtant, le cancer du foie est un cancer qui peut être prévenu puisqu'il survient dans plus de 80 % des cas chez des personnes qui ont une maladie chronique du foie. Les hépatologues français, qui se réunissent à Bordeaux du 28 septembre au 1<sup>er</sup> octobre à l'occasion des 40 ans de la Société française d'hépatologie (AFEF), sont unanimes : le temps est venu d'agir pour prévenir les maladies chroniques du foie et améliorer le dépistage précoce du cancer du foie chez les populations à risque. Les trois principales causes de maladies chroniques du foie sont les hépatites virales, le syndrome métabolique (surpoids, obésité, diabète, dyslipidémie) et la consommation excessive d'alcool.

Depuis trois ans, les hépatites chroniques C peuvent être facilement guéries grâce à de nouveaux médicaments, très efficaces et bien tolérés. Une diminution progressive de l'importance de cette maladie est donc envisageable à moyen terme. Par contre, avec plus de 300 000 personnes infectées, le nombre de patients atteints d'hépatite chronique virale B ne cesse d'augmenter alors qu'il existe un vaccin efficace et sans danger. En mars dernier, après dix-sept ans d'insuccès, la justice a rendu un non-lieu dans l'enquête sur le vaccin contre l'hépatite B en concluant à l'absence de « causalité certaine » entre cette vaccination et l'apparition de pathologies neuro-dégénératives.

### Marcher tous les jours

Une vraie politique vaccinale doit maintenant être mise en place en France chez les enfants pour arriver à éradiquer cette maladie comme cela a pu être le cas pour la varicelle ou le tétanos. À Taïwan, par exemple, la vaccination systématique des enfants depuis les années 1980 a permis une diminution spectaculaire du nombre de cancers du foie dans ce pays, qui était pourtant ravagé par cette maladie à la fin des années 1970. Que ce soit pour l'hépatite B ou l'hépatite C, il existe encore de nombreuses personnes qui ignorent qu'elles sont porteuses d'un tel virus. Il est essentiel de renforcer le dépistage, notamment auprès des sujets à risque comme les migrants ou les usagers de drogues.

Un nombre croissant de maladies chroniques du foie et de cancers du foie sont dus au syndrome métabolique dont la prévalence augmente régulièrement en France : surpoids, diabète, obésité, hypertension, dyslipidémie en sont les principales causes. Et pourtant, la prévention du syndrome métabolique est simple avec des bénéfices non seulement sur le foie, mais aussi sur le cœur, les articulations ou le risque de cancer. L'activité physique doit être une priorité de 7 à 77 ans. Il suffit de marcher tous les jours, de prendre les escaliers plutôt que les escalators, d'aller faire ses courses sans prendre la voiture. Ces moyens de prévention sont simples, peu coûteux et efficaces. Les messages et les actions pour limiter la consommation de sucres doivent être multipliés notamment auprès des adolescents mais aussi des parents pour qu'ils éduquent leurs enfants à une alimentation équilibrée dès leur plus jeune âge. Des mesures faciles à mettre en place : réserver les so-

das aux jours de fête, limiter les glaces, supprimer les bonbons des sacs à dos des enfants, rendre ludique la consommation de fruits et de légumes au sein des établissements scolaires... Et l'intérêt de ces mesures est qu'elles sont à coût nul pour les finances de l'État. Il en est de même pour les adultes : qu'attendons-nous pour aider les entreprises à mettre à disposition des salariés des salles de sport et à favoriser les rencontres avec une diététicienne en médecine du travail chez les sujets à risque ?

Dans notre pays, comme dans de nombreux autres pays européens, la consommation d'alcool est un véritable fléau. Plus de 4 millions de Français sont des consommateurs excessifs et le « binge drinking » (beuverie express) se dé-

veloppe de plus en plus, chez les adolescents et les jeunes adultes. Près de 50 000 personnes décèdent chaque année d'une cause en lien direct ou indirect avec l'alcool : accidents de la route, cancers ORL, cirrhose et cancers du foie. La place de l'alcool en France est majeure par son côté convivial mais aussi malheureusement du fait d'intérêts économiques, financiers et politiques très importants. Il est temps de mettre en place une politique responsable pour prévenir les maladies en lien avec l'alcool : fixer à 0 g/l l'alcoolémie au volant comme l'ont déjà fait certains pays européens, renforcer les actions d'information dans les collèges et les lycées, mettre en place systématiquement le repérage précoce de la consommation excessive d'alcool

en médecine scolaire et médecine du travail... Qui, parmi les futurs candidats à l'élection présidentielle, osera proposer une politique vraiment responsable vis-à-vis de l'alcool ?

Il est possible de prévenir les maladies chroniques du foie par des mesures simples à mettre en place : il suffit d'avoir une hygiène de vie équilibrée, ce qui n'est pas antinomique avec le fait d'apprécier les richesses de la gastronomie française. Ce principe élémentaire n'est pas nouveau puisque, au VI<sup>e</sup> siècle avant Jésus-Christ, Pythagore écrivait dans les vers d'or : « Ne néglige pas ta santé : donne à ton corps, mais avec modération, le boire, le manger, l'exercice. La mesure que je te prescris est celle que tu ne saurais passer sans te nuire. » ■



Photo : Shutterstock - Peter Stockhammer - Register du commerce : Tribunal d'instance de Munich - HGB 233259 - Numéro de TVA : DE 815 391 463  
General Vitality GmbH - Société de droit allemand - Adresse : 9 - 81737 München / Deutschland - Gérants : Simon Giesl

## LE BIEN-ÊTRE SE GAGNE AU QUOTIDIEN

C'est décidé, je vais courir !



**Vitality**

blog.generalitality.fr

DES EXPERTS  
VOUS  
RÉPONDENT.  
POSEZ VOS  
QUESTIONS  
SUR LEFIGARO.FR

www.lefigaro.fr/sante

# Une psychothérapie, école de tolérance ?

C'est grâce à la relation particulière qui l'unit à son psychothérapeute que le patient peut gagner en ouverture d'esprit et en acceptation.

PASCALE SENK

**CONFIANCE** Du processus psychothérapeutique, on sait qu'il aide à guérir le mal-être. Mais peut-il rendre « meilleur », plus patient et conciliant ? Peut-il, chez un patient lambda, remplacer l'intolérance basique par une certaine ouverture d'esprit ? Oui, cette intolérance qui pousse à serrer les mâchoires quand les « autres », tous ces autres, deviennent de plus en plus difficiles à supporter.

Véronique, 45 ans, se souvient de ses premières séances de psychothérapie où elle se retrouvait à déplorer sans cesse les inforts que générerait sa cohabitation avec ses proches : « Je ne supportais plus rien : mon compagnon machait trop de chewing-gum, ma mère parlait trop vite... Je me sentais incomprise de tous », raconte-t-elle.

Cet état d'intolérance quasi « inflammatoire », les psychothérapeutes le connaissent bien. « Celui ou celle qui arrive dans nos consultations se présente avec un regard "tout blanc" ou "tout noir" sur les autres, mais aussi sur lui-même », observe Chantal Masquelier-Savatier, psychologue et gestalt-thérapeute, auteur de *La Gestalt-thérapie* (« Que sais-je », PUF). Soit il se sent dans la plainte, soit dans l'accusation. Ce clivage, très fréquent, montre que l'intolérance peut dériver vers une forme de paranoïa. Le chemin transformateur serait de lâcher l'idéalisation de soi ou de l'autre. »

## Oser mettre en mots

Soit. Mais en quoi le fait d'en parler une fois par semaine peut-il permettre de s'en libérer ? « En thérapie, et notamment en gestalt, il est pleinement permis à la personne d'exprimer son intolérance et donc, peu à peu, elle se libère de la honte ou de la culpabilité qui vont avec », explique Chantal Masquelier-Savatier. Cela génère un soulagement à l'opposé de la pression au changement qui s'exerce sur elle partout ailleurs. »

Oser mettre en mots. Être accueilli dans ses petits côtés mesquins et ses pensées les moins reluisantes. « Cela n'est possible que si le psychothérapeute fait lui-même preuve d'une extrême tolérance, voire d'une certaine nonchalance, estime Jean-Louis Monestès, professeur de psychologie à l'université de Grenoble et psychothérapeute spécialisé en ACT (thérapie d'acceptation et d'engagement). C'est même un des signes de sa qualité professionnelle. »

Car pour le patient, tout l'enjeu est là : recouvrer cette précieuse flexibilité psychologique dont le professionnel face à lui devient le modèle. Il l'écoute, semble le comprendre et connaître ces émotions par lesquelles lui-même est traversé. « Jamais je ne me suis sentie jugée alors que je me perdais en réminiscences venimeuses contre mon fils, ma mère, mon patron, se souvient Véronique. Pouvoir expérimenter, cela

La véritable arme contre l'intolérance reste l'entraînement de la capacité à se mettre à la place de l'autre ;

PR JEAN-LOUIS MONESTÈS

m'a permis de crever l'abcès en toute confiance. »

« La véritable arme contre l'intolérance reste l'entraînement de la capacité à se mettre à la place de l'autre », explique le Pr Monestès, auteur de *Libéré de soi ! Se réinventer au fil des jours* (Armand Colin). Cette qualité, appelée « empathie », le patient la goûte, la ressent, puis l'apprend à force de face-à-face avec son thérapeute.

« Nous regardons à deux ce qui se passe dans notre relation », explique Chantal Masquelier-Savatier. Ainsi, une de ses patientes ne supportait pas que je la reçoive en séance avec quelques minutes de retard. Cela lui était tout simplement insupportable. Nous avons exploré ensemble ce qui se passait entre nous, avant de regarder la part de chacun à ce

phénomène. Peu à peu, quelque chose a pu s'apaiser dans une acceptation réciproque. »

En thérapie de groupe, le seuil de tolérance du patient semble encore davantage mis à l'épreuve. « Le groupe est un laboratoire où l'on peut expérimenter in vivo ses colères, dégoûts, rejets de l'autre », affirme la psychothérapeute. Cependant, cette formule peut être trop confrontante pour des personnes très souffrantes ou phobiques. »

S'entraîner à voir son monde d'un autre point de vue, à se mettre à la place de l'autre... S'il suffisait de le dire pour y parvenir, cela se saurait. « Difficile pour quiconque d'être empathique lorsque l'on se sent en danger ou même lorsqu'on est "juste" stressé, occupé à régler ses propres problèmes », rappelle le Pr Monestès, évoquant cette situation classique d'exaspération où votre conjoint vous parle de ses problèmes avec votre enfant alors que vous revenez d'une journée catastrophique au bureau.

Aujourd'hui, Véronique sait que lorsque l'intolérance la « saisit trop fort », c'est qu'elle a négligé un besoin personnel et se retrouve à rejeter l'autre comme elle s'est rejetée elle-même. Cette prise de conscience, elle l'a eue récemment, au bout de quinze années de travail psychothérapeutique. ■



## « L'intolérable, c'est ce qui déchiquette les vies »

Roger-Pol Droit est philosophe et écrivain. Il vient de publier *La tolérance expliquée à tous* (Éditions du Seuil).

**LE FIGARO.** - Dans un contexte où le terme de « tolérance » est employé par tous, et omniprésent, pourquoi en avoir fait le sujet de votre dernier livre ?

**ROGER POL-DROIT.** - J'y vois deux nécessités au moins. D'une part, la montée des fanatismes, de la violence, de l'exclusion, rend indispensable de revenir sur l'exigence de coexister. D'autre part, la notion même de tolérance est souvent mal comprise, trop simple, proche de la gentillesse. On croit qu'il suffit de « laisser faire » pour la tolérance en pratique. Or ce n'est pas le cas. La tolérance est une idée composite, avec des registres différents et une longue histoire. Ma démarche de philosophe consiste à décortiquer, pour les clarifier, les idées que nous avons intuitivement. J'ai donc souhaité revenir sur ses différents sens.

Certaines personnalités vous semblent-elles plus douées pour la tolérance ?

Indéniablement, il existe des tempéraments plus ou moins tolérants. En fonction de la première enfance, ou des gènes, nous n'avons pas tous le même degré de confiance... Et cela ne se décrète pas. D'ailleurs, en médecine - quand on dit qu'un organisme « tolère » ou non un médicament -, ce fait ne relève d'aucune volonté. En revanche, la tolérance qui s'établit entre les

**« Concilier vérité et tolérance est hautement difficile, voilà un problème de fond que l'on a mis de côté ! »**

ROGER POL-DROIT

humains relève à mes yeux d'une éducation, d'un entraînement. Ce n'est pas une décision à effet immédiat, du type « ma résolution : désormais, je suis tolérant »... C'est une construction collective.

Qu'est-ce qui rend cette pratique si difficile ? Si on est sceptique, si on ne croit

en rien, il n'est pas difficile d'être tolérant. Mais si on est convaincu de détenir une vérité absolue, comment admettre que les autres n'aient pas la même ? Concilier vérité et tolérance est hautement difficile, voilà un problème de fond que l'on a mis de côté ! La seule issue à cette contradiction est de parvenir à conserver la force de ses convictions tout en étant capable de se voir « du dehors » : admettre que son point de vue n'est qu'une partie d'un immense réseau, que différentes cultures coexistent dans le monde. À cette difficulté s'ajoute une tension permanente entre non-agir (juste laisser les autres exister, sans leur faire plaisir ni les éviter...) et agir (travailler sur soi-même, mener ses combats...) qui est au cœur de la tolérance. C'est pourquoi elle relève du tâtonnement, du « bricolage ». C'est toujours une expérimentation en marche...

Mais n'y a-t-il pas un niveau idéal de tolérance ?

Michael Walzer, philosophe américain contemporain, distingue, dans son *Traité sur la tolérance*, différents degrés d'im-

plication. Les quatre principaux, par ordre d'intensité décroissante, sont : un, la tolérance chaleureuse, accueillante, « j'aime aller à la rencontre de ceux qui ne pensent ni ne vivent comme moi » ; deux : « j'ai de la curiosité, mais je suis dans une ouverture mesurée vis-à-vis de ces personnes » ; trois : « ils me sont indifférents » ; et quatre, c'est la résignation : « en fait je ne les aime pas, mais je ne peux rien faire ». On voit que ce qu'on appelle de manière rapide « la » tolérance contient en réalité une série de comportements et convictions distincts.

Et qu'est-ce qui, selon vous, est réellement intolérable ?

Je suis convaincu qu'il existe des situations qu'aucune culture au monde, à aucune époque, ne peut tolérer. Par exemple, assassiner des enfants sous les yeux de leur mère suscite partout la même émotion. On peut discuter des frontières du tolérable en matière de vêtements, d'obscénités pornographiques, etc. Mais l'intolérable, c'est ce qui déchiquette les corps et les vies. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR P. S.

## De l'aconit au zizyphus, un bouquet sanglant de plantes dans l'histoire

L'époque est une longue bonne saison où fleurissent à tout - va les ouvrages sur les plantes et leurs vertus médicinales. Certains sont nourrissants, d'autres anodins, certains presque empoisonnants. Pourtant, nous rappelle Hélène Tierchant, les vertus des plantes, et leurs dangers, ne sont pas dans leur potentiel thérapeutique. Elles ont depuis la nuit des temps un rôle historique, symboles religieux, emblèmes politiques, source d'inspiration pour les artistes, enjeux diplomatiques, cause de bien des guerres... L'une des plantes les plus guerrières ouvre le tir en figurant en tête du livre *Ces plantes qui ont marqué l'histoire*. Il s'agit de l'aconit napel,

jolie plante haute aux grappes de fleurs bleutées, recourbées en... forme de casques. Depuis l'Antiquité, l'alkaloïde très toxique qu'elle produit, l'aconitine, est utilisé pour enduire des pointes de flèches, voire des bombes. La plus célèbre de toutes les plantes mortelles est la ciguë, ou grande ciguë, une herbacée de la famille des ombellifères. À l'époque, Athènes venait d'accorder aux condamnés à mort le droit de mourir dans la dignité, sans souffrances inutiles. On leur donnait une boisson contenant de la cicutoine, tirée de la ciguë, additionnée d'un zeste d'opium. C'est la fin qu'a connue Socrate, telle que son disciple Platon le raconte.

### LE PLAISIR DES LIVRES

PAR JEAN-LUC NOTHIAS  
jnothias@lefigaro.fr

Nombre de plantes peuvent être à la fois Dr Jekyll et Mr Hyde. La ricine n'a pas mauvaise réputation pour rien. « Des graines oléagineuses de cet arbrisseau aux grandes feuilles palmées, on tire une huile visqueuse et inodore aux propriétés purgatives », raconte Hélène Tierchant. Mais employé à trop forte dose, le produit provoque des diarrhées violentes et sanglantes, atrocement douloureuses. » Un produit prisé par

les fascistes italiens dans les années 1930 contre les opposants au Duce. Plus récemment, le fameux meurtre au « parapluie bulgare » de l'opposant Markov a utilisé de la ricine concentrée. On a réussi à tirer de l'if, arbre aux feuilles persistantes, des molécules aux propriétés anticancéreuses, le taxol. Pourtant, ses feuilles et ses graines sont très toxiques, pour les animaux comme pour les hommes. Que dire du houx, au bois très recherché et dont les feuilles d'une variété sud-américaine, riches en caféine, donnent un thé très revigorant. Le houx a fort involontairement donné son nom à un village très célèbre de Californie : le « bois de houx », ou Hollywood.

Plusieurs plantes se disputent l'honneur d'avoir été employées pour façonner la couronne d'épines du Christ. Entre autres l'aubépine et le *Zizyphus spina christi*, petit arbre de la famille des jujubiers (dont on tire le henné et des crèmes pectorales). Au fil des 70 plantes racontées, notons le marronnier, clé des nausées de Sartre, et celui des journalistes, issu d'un véritable arbre du jardin des Tuileries...

**CES PLANTES QUI ONT MARQUÉ L'HISTOIRE**

Hélène Tierchant, Editions Ulmer, 192 pages, 22 €.





# Dernier round pour la loi justice du XXI<sup>e</sup> siècle

Le Sénat propose un consensus qui a peu de chances de séduire le gouvernement et l'Assemblée nationale.

PAULE GONZALES @paulegonzales

**JUSTICE** S'en débarrasser au plus vite. La loi justice du XXI<sup>e</sup> siècle, c'est un peu, pour Jean-Jacques Urvoas, le sparadrap du Capitaine Haddock. Le texte traîne dans les cartons de la Place Vendôme depuis plus de trois ans maintenant. Il revient devant le Sénat mardi pour être définitivement voté le 12 octobre prochain par l'Assemblée nationale. En juin, la commission mixte paritaire avait échoué entre les deux Assemblées, malgré les demandes de dialogue de la Haute Assemblée. Le Palais Bourbon ayant le dernier mot, il est fort à parier que les députés déferont ce que les sénateurs ont tenté de construire en commission des lois mercredi dernier. « La Chancellerie manie le double discours, regrette Philippe Bas, le président de la commission des lois du Sénat. Jean-Jacques Urvoas réclame le dialogue et le consensus sur le volet pénitentiaire mais avance à la hussarde quand il s'agit de la loi justice du XXI<sup>e</sup> siècle, qui comporte pourtant des dispositions aux conséquences fondamentales pour la vie des gens. C'est un aveu de faiblesse de la part de Jean-Jacques Urvoas qui souhaite passer en force pour ne pas donner l'impression qu'il pactise avec la droite, alors que nous entrons en période électorale », affirme-t-il.

## Un texte devenu fourre-tout

Le texte justice du XXI<sup>e</sup> siècle devait être une loi-cathédrale permettant de faire passer cette institution dans une nouvelle ère en la modernisant et en allégeant le recours aux juges pour désengorger les tribunaux. « C'est le cas pour un certain nombre de dispositions, comme les pacs qui seront pris en charge par l'officier d'état civil, et pour la fin de la présence du juge dans un certain nombre d'organes administratifs mais il reste encore des pans entiers qui restent inutilement dans le giron des tribunaux », regrette Marie-Jeanne Ody, secrétaire générale de l'Union syndicale des magistrats.

Au fil des lectures législatives et des successions ministérielles, le texte est surtout devenu un fourre-tout, prétexte pour le gouvernement à solder les comptes d'un certain nombre d'annonces restées lettre morte.

C'est notamment le cas du divorce par consentement mutuel sans juge introduit sans concertation aucune, lors du vote de la loi à l'Assemblée nationale, un an après



Le texte justice du XXI<sup>e</sup> siècle devait permettre de moderniser et d'alléger le recours aux juges pour désengorger les tribunaux. VOISIN/PHANIE

sa première lecture au Sénat. Voulue absolument et décidée par Jean-Jacques Urvoas au nom de la déjudiciarisation à tout prix, cette proposition a entraîné une levée de boucliers chez les magistrats comme dans la société civile. Il prévoit que chacune des parties devra, par la voix de leur avocat respectif, décider d'une convention qui sera homologuée par le notaire au prix d'un droit de timbre de 50 euros. Seuls les enfants auront la possibilité de demander le passage devant le juge. De quoi faire peser sur leurs frères épaules « la responsabilité d'un choix procédural dont ils sont bien incapables » de comprendre les enjeux, rappelle Marie-Jeanne Ody. « C'est de plus une mesure complètement antisociale », s'insurge Philippe Bas qui fait remarquer le poids financier du recours aux deux avocats et le droit de timbre. Dans sa dernière mouture, le Sénat propose donc que le divorce sans juge ne soit possible qu'en l'absence d'enfants mineurs et si les deux parties le souhaitent conjointement. Pourtant, ni le gouvernement ni l'Assemblée nationale ne devraient être favorables à ce consensus. Dominique Raimbourg, président de la commission des lois de l'Assemblée nationale, estime, lui, qu'« il y a 60 000 divorces par consentement mutuel, chaque année. Il faut pouvoir soulager les juges aux affaires familiales. De plus, pour pacifier les situations, il faut que les procédures soient plus rapides », affirme-t-il.

Ce dernier semble en apparence moins catégorique quand il s'agit de la collégialité de l'instruction. Décidée dans le sillage de l'affaire Outreau, la réforme a été

sans cesse repoussée faute de magistrats en nombre suffisant. La jugeant inapplicable, Jean-Jacques Urvoas a décidé de tailler dans le vif et de la supprimer purement et simplement. « C'est regrettable de voir combien l'émotion d'Outreau a été balayée en quelques années », s'étonne Philippe Bas qui propose que cette collégialité demeure pour un certain nombre d'actes et pour les affaires les plus complexes. Son homologue de l'Assemblée nationale fait mine de bien vouloir y regarder à deux fois si tant est que « cette collégialité n'implique pas un changement de tribunal puisque tous ne disposent pas d'un pôle d'instruction avec un nombre de magistrats suffisant. Nous restons ouverts », promet-il sans conviction.

Il est encore plus réservé au sujet du changement d'identité des transsexuels, que le Sénat s'apprete à encadrer d'avantage que ce que prévoit le texte de l'Assemblée nationale, pour qui la seule volonté des personnes suffit. Le Sénat, qui rappelle avoir longtemps auditionné les associations de transsexuels, propose quant à lui que « le juge puisse se prononcer en fonction de critères objectifs, y compris de nature médicale, sans exiger une intervention chirurgicale irréversible, et pas uniquement au vu de la volonté exprimée par la personne. Le changement d'état civil comportant de multiples implications pour le droit des personnes ». « Nous avons bien conscience que ces personnes connaissent des situations difficiles », admet Philippe Bas qui se veut prudent sur un sujet sensible à haute valeur symbolique. ■

## Une réforme des mineurs a minima

PAS TOUT mais déjà beaucoup. Jean-Jacques Urvoas a évité la polémique et fait passer l'essentiel de la réforme de la justice des mineurs voulue par la précédente garde des Sceaux. À tous ceux qui prétendent une franche rupture idéologique entre les deux ministres de la Justice de François Hollande, on devrait plutôt opposer une prise de distance à géométrie variable. La loi justice du XXI<sup>e</sup> siècle fait passer dans les faits les

sabilité civile mais renvoyer le prononcé de la peine à une prochaine audience s'il estime que les éléments de personnalité sont insuffisants. Cela n'empêche pas le juge de décider d'une mesure de placement dans un établissement public ou d'une mesure d'aide ou de réparation. Nous sommes donc bien là dans la césure du procès pénal ».

En 2013, l'affaire avait fait grand bruit au sein de la droite. Cette dernière estime que ce dispositif pourrait devenir, en pratique, une usine à gaz, du fait de la multiplication des délais et des audiences avec des effets limités sur les mineurs dans la mesure où le prononcé des sanctions pénales éventuelles serait trop éloigné de la commission des faits.

Le nouveau texte assouplit également les prérogatives du juge des enfants. Jusque-là, ce dernier ne pouvait simultanément décider d'une condamnation pénale et d'une mesure éducative. Cela lui sera désormais possible. Enfin, le texte prévoit de renforcer les droits des mineurs en ce qui concerne les poursuites pénales. Désormais, toute personne de moins de 18 ans placée en garde à vue devra être assistée par un avocat, même si la famille n'y a pas pensé ou n'a pas sollicité de défense. Autrement dit, la désignation d'un avocat commis d'office sera à l'avenir obligatoire. ■ P.G.

« La droite estime que ce dispositif pourrait devenir, en pratique, une usine à gaz »

grands principes brandis à l'époque par Christiane Taubira. La suppression des tribunaux correctionnels pour mineurs a été décidée par l'Assemblée nationale. Et la charge symbolique est si forte qu'il n'y a aucune chance que cette disposition disparaisse du texte.

Il en est de même de la césure du procès pénal des mineurs. « De fait, la loi inscrite dans le texte », souligne Marie-Jeanne Ody, de l'USM (Union syndicale des magistrats), « puisque le juge peut statuer sur la culpabilité et sur sa respon-

## Radars, défauts de permis... des mesures contestées en matière de sécurité routière

ANGÉLIQUE NÉGRONI anegroni@lefigaro.fr

PLUSIEURS dispositions relatives à la sécurité routière, et dont certaines ont déjà provoqué un vif émoi, vont de nouveau être débattues. Parmi elles, l'obligation qui sera faite aux employeurs de signaler leurs employés en cas d'infraction routière. À ce jour, en recevant une amende, le chef d'entreprise n'est guère, en effet, tenu de livrer le nom de son salarié ayant commis un écart sur la route. Une fois le texte voté, il devra le faire et l'employé sera alors sanctionné par la perte de points de son permis. S'il s'y refuse, il sera passible d'une amende de 750 euros.

Pour les auteurs de ce texte, il s'agit de rétablir une égalité de tous les usagers de la route face à la sanction. Dans la réalité, cet objectif sera plus difficile à atteindre. Pour M<sup>e</sup> Rémy Jossemaux, spécialiste du droit de l'automobile, cette mesure va aboutir à un climat de tension et même d'inégalité au sein de l'entreprise. « Il est évident que des patrons paieront l'amende pour ne pas dénoncer leurs cadres diri-

geants qui conserveront leurs points. À l'inverse, le petit commercial sera désigné par son employeur », prédit-il en s'interrogeant sur de possibles casse-tête. « Quand deux salariés se relaient sur la route, comment pourra-t-on finalement savoir qui a commis l'infraction ? »

### Infractions en hausse

Alors que cet avocat est par principe opposé à cette disposition qui transforme un dirigeant en « collaborateur des services de police », Chantal Perrichon, responsable de la Ligue contre la violence routière, y est favorable. Pour elle, il est même nécessaire que cette mesure s'applique car, rappelle-t-elle, les accidents mortels de la route sont la première cause de décès dans le monde de l'entreprise. « Nous recevons foule de témoignages d'employés qui évoquent leur stress au travail et qui, sous la pression, ne respectent pas les règles », dit-elle en estimant que cette disposition protégera les employés. Mais pour que chacun s'y retrouve, il faut, selon elle, mettre en place des carnets de bord. « De grandes sociétés ont déjà adopté ce système et cela per-



De nouvelles dispositions seront débattues comme le recours au radar automatisé pour sanctionner des infractions autres que les excès de vitesse. J.-C. MARMARA/LE FIGARO

met d'avoir un suivi dans l'utilisation d'un véhicule. »

L'autre disposition phare du texte et qui vise à désengorger les tribunaux concerne les défauts de permis de conduire et les défauts d'assurance. Au lieu d'être renvoyé devant un tribunal où il s'expose aujourd'hui à 1 500 euros d'amende mais aussi à un an de prison pour conduite sans permis et à 3 750 euros d'amende pour défaut d'assurance, le contrevenant devra s'acquitter d'une amende de 800 euros pour l'un

et de 500 euros pour l'autre. Pour nombre d'acteurs de la sécurité routière, il s'agit d'un mauvais message adressé aux usagers de la route. « En passant de la prison à l'amende, cela veut dire que finalement ce n'est pas si grave », se désole M<sup>e</sup> Jossemaux alors que ces infractions sont depuis plusieurs années en hausse.

Ainsi, selon les chiffres de l'Observatoire national interministériel de la sécurité routière (ONISR), on a dénombré, en 2015, 132 309 défauts de permis de conduire et 106 753 défauts d'assurance,

soit une hausse respective de 2,8 % et de 2 % par rapport à 2014.

Du côté de la Chancellerie, on estime avoir pris toutes les précautions pour ne pas donner le sentiment de brader la portée de ces sanctions. Tout d'abord, et contrairement à un premier projet depuis abandonné et soutenu par l'ancienne garde des Sceaux, le niveau de l'infraction est maintenu. Quand Christiane Taubira avait en effet suscité un tollé en transformant un délit en contravention, son successeur, Jean-Jacques Urvoas, maintient le caractère délictuel de la faute, mais sanctionne comme une contravention. Pour Chantal Perrichon, on joue sur les mots : « Des gens allaient au tribunal et cela suscitait un électrochoc. Cette démarche était importante », regrette-t-elle. Dans la pratique et selon la Chancellerie, peu de contrevenants vont devant un juge pour ces délits et ils s'acquittent déjà d'une amende dont le montant réclamé est d'ailleurs en général moins élevé que les 800 euros ou les 500 euros prévus.

D'autres dispositions vont être débattues, comme le recours au radar automatisé pour sanctionner de nouvelles infractions autres que les excès de vitesse ou le non-respect du feu rouge. Parmi elles, le non-respect de la ceinture de sécurité. Mais la liste des écarts qui donneront lieu à cette verbalisation automatique sera fixée ultérieurement par décret. « Il faudra veiller à son contenu », avertit M<sup>e</sup> Matthieu Lesage. ■

# Paris et Lyon doutent, Nice, Monaco et Toulouse au top

Avant de retrouver la Ligue des champions, le PSG et l'OL se sont inclinés. Nice est le leader invaincu du championnat.



Erick Cabaco et Dalbert Henrique, dimanche à Tomblaine, lors de la rencontre Nancy-Nice. J.-C. VERHAEGEN/APP

CHRISTOPHE REMISE @Cremise77

**FOOTBALL** Un podium inédit : Nice, qui s'est imposé à Nancy, devance Monaco et Toulouse. Le PSG, encore une fois battu et 4<sup>e</sup>, ne règne plus.

## Paris et Lyon au tapis avant l'Europe

PSG, OL, même combat. Les deux clubs ont préparé leur match de Ligue des champions de la plus mauvaise des manières : en perdant. À dix contre onze, Paris s'est incliné à Toulouse (2-0, voir ci-dessous), tandis que les Lyonnais ont cédé sur le terrain de Lorient, lanterne rouge au coup d'envoi de la rencontre (1-0). Deux équipes qui ont manqué de réalisme en début de partie avant de se faire cueillir et d'être incapables de réagir. Avec des leaders pas assez incisifs et dé-

## RÉSULTATS

7 <sup>e</sup> JOURNÉE LIGUE 1			
MARSEILLE (17)	0-1	NANTES (18)	
NANCY (19)	0-1	NICE (1)	
SAINT-ÉTIENNE (7)	3-1	LILLE (20)	
MONACO (2)	2-1	ANGERS (12)	
BORDEAUX (5)	0-0	CAEN (14)	
BASTIA (10)	1-0	GUINGAMP (8)	
MONTPELLIER (15)	0-1	METZ (6)	
DIJON (13)	3-0	RENNES (11)	
LORIENT (16)	1-0	LYON (9)	
TOULOUSE (3)	2-0	PARIS SG (4)	

terminants. « C'est un chemin difficile, long », reconnaissait Unai Emery, coach d'un PSG qui doute. « Trois défaites en sept matches, c'est trop pour une équipe du standing de Lyon », pestait quant à lui le président Aulas. Réaction attendue en Coupe d'Europe, avec des déplacements à Sofia contre Ludogorets pour Paris (avec, enfin, le retour de Ben Arfa dans le groupe ?) et à Séville pour Lyon.

## Monaco s'impose dans la douleur

Que ce fut laborieux pour Monaco samedi, contre Angers... Des Asémistes victorieux et qui ont donc assuré l'essentiel, à défaut d'avoir régalé leur public (2-1). En vue du match de Cl contre Leverkusen, Leonardo Jardim s'était payé le luxe de faire tourner son effectif pour cette rencontre, quelques jours après la claque reçue à Nice. Pari gagnant pour le coach d'une ASM deuxième de Ll et qu'il faudra prendre au sérieux cette saison.

## Nice, leader coriace

Sans Mario Balotelli, les Aiglons se sont imposés sur la pelouse de Nancy. Dans un match fermé, Pléa a trouvé le chemin des filets (60'). Une victoire qui permet à Nice de reprendre la tête du championnat, avec un point d'avance sur Monaco, et de rester la seule équipe invaincue (5 victoires et 2 nuls).

## Toulouse s'invite sur le podium

On n'arrête plus Toulouse ! Les Pit-chounes de Pascal Dupraz terminent la 7<sup>e</sup> journée sur le podium de la Ligue 1, quelques mois après avoir sauvé leur tête de la relégation en fin d'exercice. De plus, ils se sont payé le scalp de l'ogre parisien au Stadium, vendredi (2-0). « Les têtes ne vont pas enfler, j'espère que les joueurs ont de l'ambition mais aussi de la mesure », déclarait Dupraz, qui a quand même « serré les fesses » en première période, quand Paris dominait. Mais l'expulsion de Serge Aurier - qui passe lundi devant la justice dans son affaire d'altération avec des policiers - à la 48<sup>e</sup> minute a tout changé et ses joueurs n'ont pas laissé passer le co- che. « Ils expriment ce que je souhaite voir dans ce foot aséptisé, à savoir des vertus de groupe, une large propension au dépassement de soi », se réjouit l'entraîneur d'un TFC qui n'en finit plus de surprendre. ■

# Alain Doucet: «Je ne veux plus entendre parler du Grand Stade de rugby»

L'ex-numéro 2 de la Fédération explique pourquoi il a démissionné pour briguer la présidence contre Pierre Camou. Décapant.

PROPOS RECUEILLIS PAR DAVID REYRAT @DavidReyrat

**RUGBY** Secrétaire général de la FFR pendant quinze ans, le Tarbais (64 ans) a choisi de quitter son poste parce qu'il ne cautionnait plus les choix de Pierre Camou. Après Bernard Laporte (voir nos éditions du 20 septembre), le troisième homme livre un réquisitoire contre le président sortant. Et un système auquel il a collaboré depuis 2012.

LE FIGARO. - Pourquoi avez-vous décidé de vous présenter à cette élection ?

ALAIN DOUCET. - Je l'ai décidé quand Pierre Camou a annoncé, il y a un an, que l'axe de sa candidature sera le Grand Stade. Ce Grand Stade, je ne veux plus en entendre parler ! Pour moi, c'est une erreur fondamentale. J'ai alors écrit à Pierre, car je n'ai même pas pu obtenir de rendez-vous, que je ne pourrais pas être derrière lui en soutenant un projet qui m'empêche de dormir. J'ai la hantise de ces 30 millions d'euros qu'il faudra rembourser chaque année. Je ne veux pas engager le rugby français dans ce risque de faillite.

Pourquoi craignez-vous une faillite ? Le construire, c'est une chose (le coût est estimé à 581 millions d'euros, NDLR). Le rentabiliser, une autre. Pour cela, il va falloir trouver, en plus des trois ou quatre matches du XV de France capables d'attirer 82 000 personnes, une dizaine de manifestations à même de le remplir. Jacky Lorenzetti (le président du Racing 92, NDLR) va bientôt avoir son stade (à la Défense, 35 000 places, NDLR) ; le Stade de France ne va pas se laisser « peler » comme ça ; les JO se disputent dans le nord de Paris ; le peu de crédits d'État pour les infrastructures... Franchement, ça semble compliqué. L'étude méritait d'être faite, parce que la convention avec le Stade de France était trop dure. Mais elle montre qu'on ne peut pas le faire. Quand le devis n'est pas approprié à tes moyens, tu renonces à ton projet. L'engagement de la Fédération est d'au moins trente ans. C'est beaucoup trop important pour l'honneur sans avoir de la casse derrière. C'est pourquoi j'ai demandé à Pierre Camou d'abandonner.

Vous étiez le secrétaire général de la FFR, le bras droit de Pierre Camou. N'avez-vous pas l'impression de le trahir en vous présentant contre lui ? Quand on me parle de fidélité à Pierre Camou... J'étais en place avant lui, j'étais secrétaire général quand il n'était pas encore président. Et où la fidélité doit-elle s'arrêter ? Comme la secte du soleil et son suicide collectif ? Non. Il ne me doit rien et je ne lui dois rien.

Êtes-vous confiant en vos chances d'être élu ?

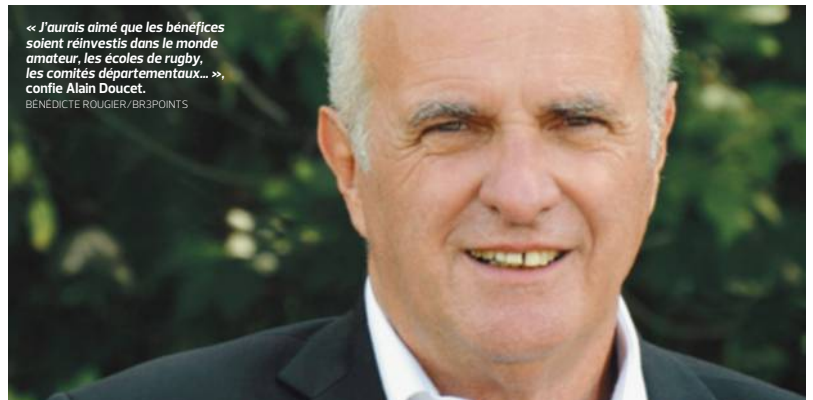
Oui. De jour en jour, plus de gens me rejoignent. Pierre Camou ne rencontre pas un grand succès, une grande adhésion dans sa tournée de province. Et beaucoup n'ont pas compris le coup de grisou de Bernard Laporte dans vos colonnes (sourire). Je joue le coup à fond mais la machine est dure. Je regrette que Pierre Camou n'ait pas mis en place, comme il aurait pu le faire après avoir reçu, le 9 juin, un avis positif du ministère, le vote électronique décentralisé. Il s'est assis dessus et a dit « on ne le fait pas ». Ça me désole. J'aimerais qu'il mette en adéquation ses actes et ses discours. Mais on ne sait rien des règles, il ne répond pas à nos demandes. C'est insupportable. On peut encore reculer la date de l'élection à février, le temps de mettre ce vote décentralisé en place. Il n'y a que Camou qui dit que c'est infaisable. Parce qu'il préfère que les clubs se contentent, comme toujours, de donner leur pouvoir aux présidents de comité pour qu'ils votent pour lui...

J'ai la hantise de ces 30 millions d'euros qu'il faudra rembourser chaque année. Je ne veux pas engager le rugby français dans ce risque de faillite.

ALAIN DOUCET

Dans nos colonnes, Bernard Laporte vous a tendu la main. Un rapprochement de vos deux listes est-il envisageable ? Non. On ne peut pas suivre Bernard Laporte et ses excès. On a des divergences. Par exemple, je ne veux pas attaquer la Ligue (les clubs professionnels), lui si. La LNR se développe très bien, il faut travailler avec elle. Il y a également des considérations plus personnelles qui font que, non, ce n'est pas possible...

Bernard Laporte a évoqué des menaces, des pressions du camp Camou envers les présidents qui ne voteraient pas pour eux. Il a même parlé de milieu mafieux... C'est exagéré. Mais je déplore un manque de coopération et de respect des autres candidats. Pierre Camou ne répond pas à nos interrogations sur l'organisation du scrutin, la composition des listes, à notre demande d'être présent lors du dépouillement. Il s'assoit dessus... Mais de là à parler de mafia, il y a un pas que je ne franchirai pas. Il ne



« J'aurais aimé que les bénéficiaires soient réinvestis dans le monde amateur, les écoles de rugby, les comités départementaux... », confie Alain Doucet. BÉNÉDICTE ROUGIER/BR3POINTS

Si Pierre Camou est réélu, il y aura, pour la première fois, une opposition présente au comité directeur...

Je reconnais ce mérite à Bernard Laporte. En se présentant, il a mis un coup de pied dans la fourmilière. Le bilan de Pierre Camou - qui est en partie le mien, je ne suis pas mes responsabilités - n'est pas mirobolant. On a été médiocre au Mondial, on perd du public au Stade de France, le monde amateur s'interroge sur son avenir... Aujourd'hui, il faut que le système évolue. Il faut une opposition oui.

faut pas généraliser. Je ne crois pas que Pierre Camou s'abaisse à ça. Après, qu'il ait quelques caporaux de province qui se laissent aller à des excès pour lui être agréable, peut-être oui...

Quels sont les axes de votre campagne ? Je veux créer un cercle vertueux. La FFR est une entreprise. Qu'elle fasse des bénéfices - 6 millions d'euros en 2015 - c'est très bien. Mais j'aurais aimé qu'ils soient réinvestis dans le monde amateur, les écoles de rugby, les comités départementaux... Mais non, ils ont été mis dans un bas de laine pour rembourser un stade aux recettes hypothétiques. Je ne suis pas d'accord. Cet argent doit servir à aider les petits clubs, les bénévoles du fond de nos campagnes.

Vous êtes inquiet pour le rugby amateur ? Nos clubs amateurs sont en souffrance. On leur impose beaucoup de contraintes administratives et financières. Un exemple concret. Bagnères-de-Bigorre vend 500 timbres de membres honoraires, ces cartes qui permettent de rentrer au stade le dimanche pour voir le match. Eh bien, ces 500 fois 30 euros, le club doit les reverser à la Fédération qui, elle, n'a rien fait ! Il faut zigouiller de toute urgence ce système. ■

## ZOOM

### Tennis : premier titre pour Lucas Pouille

Quart de finaliste à Wimbledon et à l'US Open, le jeune Nordiste poursuit son excellente saison. À 22 ans, Lucas Pouille s'est offert à Metz le premier titre de sa carrière. Face à l'Autrichien Dominic Thiem (23 ans, 10<sup>e</sup> ATP), tombeur de Gilles Simon en demi-finale, le Français, 18<sup>e</sup> mondial s'est imposé 7-6 [7-5], 6-2 en 1 h 20. Caroline Wozniacki, ancienne n° 1 mondiale retombée au 28<sup>e</sup> rang, a, elle, remporté son 24<sup>e</sup> titre à Tokyo en battant (7-5, 6-3) la Japonaise Naomi Osaka. La Danoise n'avait plus remporté de tournoi depuis... février 2015 !

## EN BREF

### Foot : Blanc réclame

« du respect » au Paris SG Selon Le Parisien, l'ex-entraîneur parisien a fait savoir au PSG qu'il en avait assez des critiques à son encontre. Laurent Blanc aurait demandé le respect d'une clause de « non-dénigrement » signée lors de son départ du club cet été.

### Rugby : Fickou forfait pour le stage du XV de France

Affecté par un deuil, le centre toulousain a été exempté du stage des Bleus (25 au 28 septembre). Gaël Fickou est remplacé par le Bordelais Julien Rey. Guy Novès a convoqué Galliet et O'Connor pour remplacer les Parisiens Flanquart et Camara, blessés.

### Golf : Levy puissance trois

Le Français Alexander Levy a remporté à Bad Griesbach (All) son 3<sup>e</sup> tournoi EPGA.

## Toulon s'est fait peur contre Clermont, La Rochelle leader

Toulon a frôlé la correctionnelle mais s'est imposé de justesse, dimanche, contre Clermont (23-21), en clôture de la 6<sup>e</sup> journée. L'ASM concède sa première défaite de la saison, ce qui fait de La Rochelle, sensation du début d'exercice et facile vainqueur de Bayonne (34-17), le leader du Top 14. Les Varois avaient pris les devants grâce à un essai du troisième-ligne Ollivon (23<sup>e</sup>) et à la botte de Halperny. Mais les Auvergnats ont renversé la vapeur et repris les commandes du match avec un superbe double

TOP 14 - 6 <sup>e</sup> JOURNÉE			
TOULON (5)	23-21	CLERMONT (2)	
MONTPELLIER (3)	42-13	BRIVE (9)	
TOULOUSE (10)	23-18	ST. FRANÇAIS (11)	
CASTRES (4)	32-23	RACING 92 (7)	
LA ROCHELLE (1)	34-17	BAYONNE (13)	
GRENOBLE (14)	38-39	PAU (8)	
BORDEAUX-B. (6)	32-10	LYON (12)	

de l'ouvreur argentin Fernandez en trois minutes (52<sup>e</sup> et 55<sup>e</sup>). Le Géorgien Gorgodze (72<sup>e</sup>) a permis au RCT d'arracher la victoire et de s'éviter une nouvelle crise.

Par ailleurs, Montpellier n'a fait qu'une bouchée de Brive (42-13), avec notamment un triplé de son ailier fidjien XXL Nemani Nadolo (1,95 m, 130 kg !). Le Racing, champion de France en titre, a confirmé ses difficultés hors de ses bases en s'inclinant à Castres (31-23). Toulouse a battu sans se rassurer un Stade Français fortement diminué (16 absents !) mais vaillant (23-18). En bas de classement, le calvaire de Grenoble se poursuit. Les Isérois ont été battus à domicile, sur le fil, par la Section Paloise (38-39). Alarmant.



## LE CARNET DU JOUR

Les annonces sont reçues avec justification d'identité

par téléphone

0156 52 27 27

par télécopie

0156 52 20 90

par courriel

carnetdujour@media.figaro.fr

en nos bureaux

14 boulevard Haussmann,

75009 Paris,

sur notre site :

www.carnetdujour.lefigaro.fr

Tarif de la ligne € TTC :

Du lundi au jeudi

24 € jusqu'à 25 lignes

22 € à partir de 26 lignes

Vendredi ou samedi

27 € jusqu'à 25 lignes

25 € à partir de 26 lignes

Réduction à nos abonnés :

nous consulter

Les lignes comportant des caractères gras sont facturées sur la base de deux lignes ; les effets de composition sont payants ;

chaque texte doit comporter un minimum de 10 lignes.

Reprise des annonces sur :

www.carnetdujour.lefigaro.fr

www.dansnoscœurs.fr

Tel Abonnements :

0170 37 3170

## recherches

Le soussigné notaire

M<sup>re</sup> Giovanni Augugliaro,

Lugano,

notifie avoir publié

en date du 29 août 2016

par devant la

Prétura de Mendrisio - Nord

les testaments olographes

du 7 mars 2001

et du 15 avril 2015, du feu

Civati LAMBERTO

filis de Giuseppe Lamberto

et Luigia, née Mauri,

ressortissant Italien,

né le 15 avril 1920,

à Castel San Pietro,

veuf, décédé le 9 juillet 2016,

à Mendrisio.

La présente notification

vaut communication des

dispositions testamentaires

aux héritiers légaux connus

et inconnus et qui n'ont pas de

domicile connu, en Suisse

ou à l'étranger, en vertu des

articles 558 et 559 CCS ainsi

que des articles 28 et 83 LAC,

notamment au fils

Civati Pietro, dont les

coordonnées sont inconnues,

vraisemblablement

résident en France.

D'éventuelles oppositions

à la délivrance du certificat

héritaire devront être faites

à la Pretura de Mendrisio - Nord,

Via Beroldingen, CH - 6850

Mendrisio, dans le délai

d'un mois des la date de la

publication de la présente

notification.

M<sup>re</sup> Giovanni Augugliaro,

notaire.

LE FIGARO  
le carnet du jour

Souvenirs, Messes...

Partagez le souvenir d'un être cher  
dans le carnet du jour



Tel. 0156 52 27 27 - Fax. 01 56 52 20 90  
carnetdujour@media.figaro.fr

Vous pouvez également saisir votre annonce sur notre site  
carnetdujour.lefigaro.fr

## deuils

Charles Baudart, son époux, Julien, Théophile, Rose, Hugues, ses enfants, Eugène et Anne-Marie Duyck, ses parents, François et Marie-Christine Baudart, ses beaux-parents, Alexandra et Vincent Lesage, Matthieu et Amélie Gordien, Hubert et Caroline Baudart, ses frères, sœur, beaux-frères et belles-sœurs, les familles Duyck, Decroos, Baudart, Bertoux, Hebert

ont la douleur de vous faire part du décès de

Anne-Laure BAUDART

née Duyck,

survenu le 20 septembre 2016,

à l'âge de 39 ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 29 septembre, à 14 h 30, en l'église Saint-Aubin de Pacy-sur-Eure, suivie de l'inhumation au cimetière de Jouv-sur-Eure, dans l'intimité familiale.

Ni fleurs ni couronnes.

Vos témoignages de sympathie seront reçus sur un registre.

3, rue de la Croix-Blanche, 27120 Jouv-sur-Eure.

Colleville-Montgomery (Calvados).

Ses enfants,

M. et Mme Pierre-Paul Baudrillard,

M. et Mme Marc Baudrillard,

M. et Mme Emmanuel Baudrillard,

M. et Mme Christophe Blin,

ses petits-enfants,

Maxime, Manon, Lisa, Fanny,

Louise, Eva, Victoire,

sa sœur,

Mme Françoise Cordes-Baudrillard,

ses neveux et nièces,

ses cousins et cousines,

les familles Baudrillard,

Gordies, Jehan, Groussard,

Guetteville, Allaire, Narbel,

Davy, Domin, Viol, Delacroix,

Marols, Campion, Escarfiat,

tous ses amis et ceux qui les ont accompagnés dans l'épreuve

vous font part avec tristesse du décès de

M. Jacques BAUDRILLARD

ingénieur de l'Institut

catholique des Arts et Métiers,

président honoraire

de l'Association des officiers de

réserve de la marine nationale,

chevalier

de la Légion d'honneur,

survenu le 22 septembre 2016,

à Caen, à l'âge de 74 ans.

La cérémonie religieuse

aura lieu le vendredi

30 septembre 2016, à 10 h 30,

en l'église Sainte-Marie-

Madeleine-Postel

de Mondeville (Calvados),

suivie de l'inhumation dans

le caveau familial du cimetière

de Mondeville.

Ni fleurs ni couronnes,

des dons pour la recherche

sur le cancer.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Bayonne.

Didier et Anne-Marie Chancereel, Sylvie Chancereel, Catherine et Michel Petit, Bruno et Claire Chancereel, Florence et Stéphane Bidault, Eric Chancereel et Laurence Larroque, ses enfants,

ses petits-enfants et arrière-petites-filles

ont la tristesse de faire part du décès de

Denise CHANCEREEL

née Lanos,

survenu le 23 septembre 2016.

Le service religieux

aura lieu le mercredi 28 septembre 2016,

à 14 heures, en l'église

Saint-Léon-de-Marraçoq,

à Bayonne, suivie

de l'inhumation au cimetière

Saint-Léon.

Le père provincial de la

Compagnie de Jésus,

la communauté jésuite

de Marseille,

sa famille,

Gamille et Eric Lore,

Etienne et Nathalie Hanrot,

Martin et Cécile Hanrot,

Ségolène et Marc de Franssu,

et leurs enfants,

le centre de La Baume-lès-Aix,

les équipes du Mouvement

Eucharistique des Jeunes

d'Aix et de Marseille.

font part du retour à Dieu du

père Simon HANROT

décédé à Marseille,

le 23 septembre 2016,

dans sa 65<sup>e</sup> année

et la 39<sup>e</sup> année de sa vie

religieuse.

La messe de funérailles

sera célébrée

le mercredi 28 septembre,

à 14 h 30, en la basilique

du Sacré-Cœur, à Marseille,

81, avenue du Prado.

On nous prie d'annoncer

le décès de

Mme Roger de LA FLECHERE

née Jacqueline

Pelletrat de Borde,

survenu le 23 septembre 2016,

dans sa 96<sup>e</sup> année.

La cérémonie religieuse

aura lieu le mercredi 28 septembre,

à 14 h 30, en l'église

de Saint-Jeoire-en-Faucigny

(Haute-Savoie).

Cet avis tient lieu de faire-part.

Chalon-sur-Saône

(Saône-et-Loire).

Jean-Michel et Christine

Lécuyer,

Elisabeth Lécuyer

et Jean-Louis Sarrans,

ses enfants,

Julie et David Alizant,

Thibaud et Isabel Lécuyer,

Arthur Lécuyer,

ses petits-enfants

et ses arrière-petits-enfants

ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Hélène LECUYER

survenu le 23 septembre 2016.

La cérémonie religieuse

sera célébrée le jeudi 29 septembre 2016,

à 15 heures, en l'église

Sainte-Thérèse-

de l'Enfant-Jésus,

62, rue de l'Ancienne-Mairie,

à Boulogne-Billancourt.

Un registre à signatures

tendra lieu de condoléances.

L'inhumation aura lieu

dans la sépulture de famille,

au cimetière ancien,

1, rue de l'Ouest,

à Boulogne-Billancourt.

105, rue Gallieni,

92100 Boulogne-Billancourt.

Jean-Paul Fari (+), son époux,

Marie-Catherine Fari,

sa fille,

Leo, Emilie,

ses petits-enfants,

Claudette Feignon,

sa sœur,

ses enfants, petits-enfants

et arrière-petits-enfants,

Juliette Fari,

sa belle-sœur,

ses enfants, petits-enfants

et arrière-petits-enfants,

la famille Hurtado

ont la douleur de vous faire part du décès de

Mme Colette FARI

survenu le 21 septembre 2016,

à l'âge de 80 ans.

La cérémonie religieuse

sera célébrée

le mercredi 28 septembre,

à 14 h 30, en la basilique

Notre-Dame-du-Perpetuel-

Secours, 55, boulevard

de Ménilmontant, à Paris (11<sup>e</sup>).

Serge Alexandre Gazonnaud son épouse et ses deux enfants, Liliane Cuillerdier

ont la tristesse de vous faire part du décès de

M. Serge Roger GAZOUNAUD

survenu le 18 septembre 2016.

Un hommage lui a été rendu

le vendredi 23 septembre 2016,

à 13 heures, au crématorium

de Clamart (Hauts-de-Seine).

Cet avis tient lieu de faire-part.

190, rue David-Johnston,

33000 Bordeaux.

Le père provincial de la

Compagnie de Jésus,

la communauté jésuite

de Marseille,

sa famille,

Gamille et Eric Lore,

Etienne et Nathalie Hanrot,

Martin et Cécile Hanrot,

Ségolène et Marc de Franssu,

et leurs enfants,

le centre de La Baume-lès-Aix,

les équipes du Mouvement

Eucharistique des Jeunes

d'Aix et de Marseille.

font part du retour à Dieu du

père Simon HANROT

décédé à Marseille,

le 23 septembre 2016,

dans sa 65<sup>e</sup> année

et la 39<sup>e</sup> année de sa vie



Le fait religieux au travail se manifeste en majorité sous forme de signes d'appartenance (21 % des cas constatés en 2016) et de demandes d'absence (18 %). FRED MARVALUX/REA

# Ces entreprises confrontées à la montée de l'islam

Marie Théobald  
mtheobald@lefigaro.fr

Une fois embauchés par la société Acti'Conseils, du côté de Blagnac, près de Toulouse, trois salariés musulmans demandent de s'absenter une heure ou deux un vendredi après-midi. Le gérant, Eric Vigneras, comprend qu'ils partent pour la mosquée. Il leur propose d'inscrire un avenant à leur contrat de travail donnant le droit de s'absenter le jour de culte, pendant une heure. « Si un nouveau manager arrivait, leur droit serait sauvegardé », précise ce catholique pratiquant, responsable des entrepreneurs et dirigeants chrétiens pour la région Midi-Pyrénées. Chaque vendredi, Samir et ses deux collègues quittent donc le bureau, entre 13 et 15 heures, pour écouter le prêche de l'imam.

Pour sa part, Hervé Baulme, directeur général de la société Ecodair, qui remet à neuf du matériel informatique à Paris, a mis à la disposition d'un salarié une salle pour prier pendant la pause. Ses collègues ont bien accueilli la nouvelle. « J'ai vu que sa démarche était sincère mais c'est au cas par cas », relève ce patron qui a rejeté la même requête d'un autre salarié « revendicatif et agressif ». Ce dernier exculait de décaler sa prière à l'heure de la pause. Aujourd'hui, les deux intéressés ont quitté l'entreprise d'eux-mêmes. Il n'y a pas eu de vagues.

Selon une étude réalisée par l'Observatoire du fait religieux en entreprise (Ofre), en partenariat avec l'institut Randstad, publiée le 22 septembre, 65 % des personnes interrogées déclarent observer le fait religieux dans leur entreprise en 2016, contre 50 % en 2015. « Dans 95 % des cas, ces faits concernent la religion musulmane », constate Lionel Honoré, professeur des universités et directeur de l'Ofre. « En 17 ans de pratique, je n'ai eu qu'un seul cas de débordement lié à une autre religion qui s'est terminé par un licenciement », confirme Eric Manca, avocat associé chez August & Debouzy.

## « Manque de courage »

Certaines entreprises parviennent à trouver des solutions. C'est le cas de BNP Paribas, qui a fixé des limites. « L'expression des convictions religieuses ne doit pas perturber le bon fonctionnement de l'entreprise, ni faire retomber la charge de travail sur les autres ou encore moins se transformer en prosélytisme ou en discrimination », assure Marie-Hélène Zorn, responsable des pratiques sociales et réglementaires aux ressources humaines. Elle évoque le cas d'une salariée voilée : « Nous lui avons donc proposé un poste sans relation commerciale directe, qu'elle a accepté. » Pour Barbara Levêl, responsable diversité du groupe, « éviter d'extérioriser ses convictions facilite la construction d'une relation de confiance entre le banquier et son client ».

Il arrive pourtant que la manifestation du fait religieux, sous forme de signes (21 % des manifestations en 2016), de demandes d'absence (18 %) ou d'aménagement du temps de travail (14 %), de prière pen-

De plus en plus de dirigeants doivent faire face à des revendications de leurs salariés musulmans pour la pratique de leur religion pendant les heures de travail. Certains ferment les yeux, mais d'autres résistent même s'ils se savent exposés à des poursuites judiciaires.



Il faut stopper ces individus qui testent notre résistance. Plus on laissera faire, plus ils abuseront.

CLAUDE SOLARZ, VICE-PRÉSIDENT DU GROUPE PAPREC

dant la pause (8 %), etc., dégénère. L'étude de l'Ofre et de Randstad estime qu'en 2016, dans 14 % des cas (contre 12 % en 2015), la démonstration religieuse débouche sur un conflit nécessitant une intervention du management.

Comment faire face ? « Nous remarquons que les managers qui adoptent une attitude professionnelle sans tenir compte de la religion, lorsqu'ils accordent des pauses ou des jours de congé par exemple, réussissent à gérer la situation. Ceux qui se retrouvent débordés ont identifié le problème trop tard ou l'ont évité », déclare Amelle Carminati, présidente de la commission innovation sociale et managériale du Medef. « Si un blocage survient, nous prenons le temps d'en discuter avec le manager pour trouver des solutions. Si besoin, nous proposons un entretien au salarié. Si cela ne suffit pas, nous appliquons la nouvelle loi (travail, NDLR) », indique Marie-Hélène Zorn. La loi El Khomri reconnaît, en effet, un principe de neutralité dans l'entreprise laissé au choix de cette dernière dans son règlement intérieur. « S'il convient de saluer ce pas en avant du législateur, il reste insuffisant, la ministre refusant de fixer le cadre d'application de ce principe, s'en remettant pour se faire au contrôle du juge. Encore une fois par manque de courage politique, l'employeur se retrouve seul sur une question d'importance », fulmine l'avocat Eric Manca.

## « De mauvaises habitudes ont été prises »

La Cour de justice de l'Union européenne est actuellement saisie d'une affaire française. Celle d'Asma Bougnaoui, ingénieur d'études depuis 2008 chez Micropole S.A. Elle porte le voile. Lorsqu'elle est embauchée, Asma Bougnaoui s'accorde avec sa société. Elle l'enlèvera quand les circonstances l'y contraindront, notamment en clientèle. L'assureur Groupama à Toulouse, chez qui elle effectue des missions, se plaint de cette exhibition. L'employeur lui demande d'ôter le voile. Elle refuse, se fait licencier. Les prud'hommes puis la cour d'appel de Paris estiment le licenciement fondé. « C'est une faute grave puisqu'à l'insubordination s'ajoute la mise en péril de l'intérêt commercial de l'entreprise », commente Eric Manca. Mais Asma Bougnaoui se pourvoit en cassation. Probablement échaudée par l'affaire Baby Loup (du nom de cette crèche où une salariée a été licenciée pour port du voile islamique, NDLR), la Cour de cassation demande à la Cour de justice européenne de se prononcer.

Le 13 juillet 2016, l'avocat général estime que rien n'indique que le fait de porter un foulard islamique empêche en quoi que ce soit Madame Bougnaoui d'accomplir ses tâches en tant qu'ingénieur d'étude. Il souligne en particulier que l'intérêt commercial, tout comme le risque de préjudice financier pour l'employeur, ne peut pas justifier une discrimination directe. Conclusion, l'intérêt commercial et financier de l'entreprise et le préjudice financier sont in-

férieurs à la liberté fondamentale de la religion, même dans le cadre de l'entreprise. La Cour de justice européenne se prononcera définitivement d'ici à la fin de l'année. « Si elle va dans le sens de l'avocat général, on peut s'attendre à une recrudescence du fait religieux sur les lieux de travail à laquelle s'associeront des provocateurs qui mettront à l'épreuve la résistance de l'entreprise et porteront atteinte à la paix sociale en son sein », prévient Eric Manca pour qui si l'entreprise n'est certes pas laïque, elle n'est assurément pas religieuse.

Et quid des entreprises publiques, a priori protégées des risques de débordement par le principe de laïcité qui interdit aux agents publics, dans le cadre de leur service, de manifester leurs opinions religieuses ? Tout comportement contraire constitue un manquement à cette obligation de neutralité et justifie la révocation de l'agent considéré. À la RATP, il arrive encore que des agents refusent de serrer la main à des femmes. « De mauvaises habitudes ont été prises », regrette Patrice Obert, délégué général à l'éthique. L'entreprise a donc demandé aux intéressés d'adopter le même comportement envers les deux sexes. « Pour ne discriminer personne puisqu'on ne peut pas imposer de serrer la main », poursuit Patrice Obert. « Une solution vraiment pas idéale mais comment faire autrement lorsque l'insécurité juridique est de mise ? Un juge peut tout à fait annuler un licenciement pour discrimination », commente l'avocat Eric Manca qui évoque aussi le problème des réseaux sociaux capables de démolir n'importe quelle société.

## Baïllonnées par le politiquement correct

Face à cette instabilité juridique, rares sont les entreprises qui se débattent. A contrario, nombreuses sont celles qui, baïllonnées par le politiquement correct, refusent de prendre la parole. « Elles ne veulent pas témoigner », reconnaît Laurent Morestein, secrétaire général du groupe Randstad, pourtant en contact avec une vingtaine de sociétés riches en anecdotes. Paprec fait partie des exceptions. Le sourire aux lèvres et l'air bonhomme, son vice-président, Claude Solarz, parle à visage découvert. Son groupe a créé, en 2014, sa propre « charte de la laïcité et de la diversité ». Ce texte est dans la limite de la légalité. « Il faut stopper ces individus qui testent notre résistance. Plus on laissera faire, plus ils abuseront », assure Claude Solarz. En grand format, la charte est accrochée au mur, dans le hall d'accueil du siège, ainsi que dans toutes les agences du groupe. Chaque nouvel arrivant la signe au même titre que son contrat de travail. L'index tourné vers la sortie, Claude Solarz explique que si le salarié ne la respecte pas, « c'est la porte ! ». « Le port de signes ou tenues par lesquels les collaborateurs manifestent ostensiblement une appartenance religieuse n'est pas autorisé », peut-on lire. Ou encore : « Conformément à la loi, nul ne peut se prévaloir de son appartenance religieuse pour refuser d'exécuter sa mission ou pour perturber le bon fonctionnement de l'entreprise. » « Il y a des entreprises dans lesquelles les salariés ne veulent pas serrer la main aux femmes, et bien chez nous, on se fait carrément la bise », tempête Claude Solarz en embrassant une standardiste puis deux de ses assistantes. Et si un salarié décidait de porter plainte aux prud'hommes après avoir été licencié pour non-respect de la charte ? Claude Solarz, mine désabusée, lâche : « Nous perdrons. » ■



# Défense : quels chantiers en 2017 ?

Le prochain président de la République aura à prendre rapidement des décisions lourdes face à l'ampleur des menaces auxquelles nos armées.



Alain Barluet  
abarluet@lefigaro.fr

**ARMÉES** Les questions de défense ne se sont pas encore véritablement invitées dans la précampagne présidentielle. Des propositions ont été mises sur la table, à droite notamment. Les échanges de fond restent toutefois à mener. Les attentats et l'essor du djihadisme marquent une rupture stratégique. Défense et sécurité s'interpénètrent, alors que la « protection » est une priorité des Français. Si une certaine convergence prévaut, le prochain président de la République aura néanmoins à prendre des choix majeurs. Revue de détail.

## QUELLE AMBITION STRATÉGIQUE ?

Une grande revue stratégique devrait théoriquement s'imposer l'an prochain face à l'ampleur et la mue spectaculaire des défis sécuritaires. Comment répondre aux nouvelles menaces ? Comment la France sera-t-elle en mesure de défendre ses citoyens, ses intérêts et ses valeurs sur le territoire national et au-delà des frontières ? Comment le pays tiendra-t-il son rang au sein de la communauté internationale pour contribuer à la résolution des crises et à la stabilité ? Sur la méthode, il faudra déterminer si cette revue stratégique prendra, ou non, la forme d'un livre blanc sur la sécurité et la défense, comme celui de 2013 ou de 2008. Un exercice au long cours qui mobilise de nombreux experts durant un an. Certains plaident pour un exercice plus resserré – trois mois environ – qui permettrait au nouveau chef de l'État d'aboutir, dès l'automne 2017, à une nouvelle charte stratégique exprimant une « vision » à moyen terme. Quoi qu'il

en soit, « pas d'élection présidentielle sans projet stratégique pour la France », souligne La Viegie, lettre d'analyse stratégique rédigée par des experts civils et militaires. Selon ce titre, « l'élection présidentielle est l'occasion d'une opération vérité sur le niveau de pertinence de notre posture de défense, d'adaptation de l'outil militaire et de maîtrise des engagements engagés au service de la sécurité du pays ». Clé de voûte de la réflexion stratégique, la dissuasion nucléaire, reprise à leur compte par tous les successeurs du général de Gaulle, devrait être réaffirmée.

## QUELS CONTRATS OPÉRATIONNELS ?

Le contrat opérationnel des armées, défini dans le livre blanc de 2013, est largement dépassé et devra être reformulé. Ce « cahier des charges », théoriquement adapté au format des forces militaires et aux moyens dont elles disposent, précise la nature et le volume des engagements qui peuvent être menés sur le terrain. Or en 2014 et 2015, les armées françaises ont été engagées simultanément sur trois théâtres majeurs (Centrafrique, Sahel, Levant) et le volume des forces déployées (10 000 hommes en opérations extérieures – opex – se situe au-delà du contrat opérationnel. Même chose concernant le nombre d'avions de chasse engagés en opérations. Autant de déploiements qui sont éprouvants, pour les hommes et les matériels. Certes, en Centrafrique, l'opération « Sangaris » s'achèvera officiellement le mois prochain. Mais « Barkhane », au Sahel, et « Chammal », au Levant, devraient se poursuivre. Depuis l'attaque de Charlie, début 2015, le déploiement quasiment en permanence de 10 000 hommes sur le « théâtre national » constitue un défi inédit. Un tel niveau ne saurait être maintenu en permanence dans la durée. Par ailleurs, une doctrine d'emploi devra être élaborée pour les opérations militaires sur le « front intérieur ».

L'arrêt de la baisse des effectifs a été décidé en 2015, et des recrutements supplémentaires engagés (11 000 dans l'armée de terre). En revanche, des moyens manquent : ravitaillement en vol, « intelligence, surveillance et reconnaissance » (ISR), hélicoptères – ces derniers souffrent tout particulièrement dans les sables du Sahel. Ainsi, fréquemment, des opérations d'urgence programmées ne peuvent être menées. « Les équipements doivent rattraper les effectifs », insiste le chef d'état-major de l'armée de terre, le général Jean-Pierre Bosser, en soulignant la nécessité d'accélérer le plan de modernisation des équipements de l'armée de terre, le programme Scorpion. De surcroît, les armées ne peuvent pas tout faire – « Gagner la guerre ne suffit pas à gagner la paix », comme le répète le chef d'état-major des armées, le général Pierre de Villiers. Des solutions existent mais elles sont audacieuses. Dans un récent rapport parlementaire,

les sénateurs Jacques Gautier (LR) et Daniel Reiner (PS) estiment que le contrat opérationnel des armées doit s'inscrire dans une « approche globale coordonnée ». En clair, les armées françaises, qui ne peuvent « pas tout faire », devraient pouvoir bénéficier de relais (forces locales, multinationales...) plus efficaces, mais aussi de puissants effets de levier tels que l'action diplomatique, le soutien à la gouvernance, l'aide économique... Dans des crises longues, qui exigent des armées qu'elles puissent « durer », le principal défi n'est pas d'entrer sur un théâtre d'opérations. C'est de savoir quand et comment en sortir.

## QUEL BUDGET ?

À la faveur du coup de pouce donné en 2015 au budget de la Défense, celui-ci passera de 31,3 milliards d'euros à 31,9 milliards en 2016 et devrait vraisemblablement atteindre 32,2 milliards en 2017. Le financement de la deuxième partie de la loi de programmation militaire (LPM) 2014-2019, actualisée l'année dernière, suscite pourtant des inquiétudes.

Le passage au niveau des 2 % du PIB (contre 1,78 % aujourd'hui, pensions comprises) fait figure de nouveau mantra. C'est la « bataille des 2 % ». Tous – militaires, bien sûr, mais aussi politiques y souscrivent. Tous ne s'accordent pas, néanmoins, sur la date à laquelle il faudrait atteindre l'objectif – 0,2 % point de PIB supplémentaire qui se traduirait par un passage du budget de la défense à 41 milliards. En 2020, 2022, 2025 ? Il faudra trancher. « Dire que l'on ne construit pas un modèle d'armée à partir de données comptables fait partie des fausses bonnes idées », souligne le général de Villiers. « Notre modèle d'armée est bon mais il s'use. On ne pourra pas continuer comme cela longtemps », ajoute-t-il, en plaçant pour la cohérence des moyens et des missions. Autre sujet récurrent, systématiquement pointé du doigt à la défense : la mauvaise volonté de Bercy, toujours prompt aux coups de rabot, à exécuter la loi de finance pourtant dûment votée.

La modernisation de la dissuasion nucléaire, thème essentiel, sera aussi d'actualité au début du prochain quinquennat. Les sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE) de troisième génération sont prévus à l'horizon 2035. L'effort nécessaire – 30 milliards d'euros sur dix ans – devra être entériné. Il pèsera lourd dans le budget de la Défense, surtout après 2020.

## QUELLE PARTICIPATION DES CITOYENS ?

L'« engagement patriotique » observé en France après les attaques djihadistes suscite un intérêt évident chez tous les candidats à la course présidentielle. Comment valoriser cet élan citoyen et républicain ? Comment le canaliser, le pérenniser ? Un Conseil de défense est prévu sur ce thème fin septembre à

l'Élysée autour de François Hollande. Quelle option privilégier ? Un service militaire, qui pourrait s'incarner dans un service « adapté », volontaire, obligatoire... Une garde nationale, projet évoqué par François Hollande parallèlement à la décision d'augmenter les réservistes à 40 000 en 2019 (contre 28 000 actuellement) ? La réflexion est en cours et devrait se poursuivre l'an prochain. Le retour à un succédané du « service national » d'antan paraît exclu : incorporer chaque année 100 000 ou 150 000 jeunes poserait d'insurmontables problèmes d'encaissement, d'infrastructures, et coûterait quelque 4 milliards d'euros, selon certaines estimations. Le service militaire « adapté », mis en place à l'origine en outre-mer au profit de quelques centaines de jeunes défavorisés, représente un coût direct par individu de 26 000 euros, ce qui obère son extension sur une plus grande échelle. Le concept de garde nationale pourrait bien être repris en cas d'alternance. Mais il faudra statuer sur la composition de cette force citoyenne. S'agira-t-il de réservistes de la défense ou de « recrues » civiles, notamment des jeunes, qui passeraient par ce « sas » pour une durée limitée et qui contribueraient à des missions de protection. Si l'Intérieur se verrait bien prendre en main cette garde nationale, la Défense, elle, souhaite garder ses réservistes. C'est notamment le cas de l'armée de terre, qui dispose d'une réserve intégrée. Ce volant de personnels lui est fort utile pour renforcer ses régiments ou étoffer ses états-majors, notamment avec des profils spécialisés. Quoi qu'il en soit, tous ceux qui voudront développer la réserve devront s'atteler à la rendre plus accessible aux salariés des entreprises contraintes, le plus souvent, d'effectuer leur temps de réserves sur leurs congés. Dans les PME, c'est mission impossible.

## QUELLE DÉFENSE EUROPÉENNE ?

L'année 2017, soixantième anniversaire du traité de Rome, pourrait-elle être marquée par des avancées sur le terrain si laborieux de la défense européenne ? Dans le contexte du Brexit, le prochain président de la République se devra à la fois de maintenir la relation bilatérale transmanche, forte en matière de défense, et d'assumer un leadership en Europe, la France étant la première puissance militaire de l'Union européenne. Le nouvel élu choisira-t-il d'assumer ce rôle moteur avec l'Allemagne, comme vient de le faire Jean-Yves Le Drian ? La semaine dernière, le ministre de la Défense et son homologue allemand ont proposé une feuille de route pour relancer la défense européenne en facilitant – avec l'appui d'États membres volontaires – la mise en place d'opérations dans le cadre de la Politique de sécurité et de défense commune (PSCD) et en consolidant la coopération industrielle. Des outils appréciables, peut-être, mais qui restent subordonnés à l'élaboration d'une vision stratégique commune, notamment entre l'est et le sud de l'Union, et qui ne pourront se substituer à la volonté politique des États membres de s'engager ensemble sur un front de crise. Telle est la lourde hypothèque que le prochain occupant de l'Élysée devra tenter de lever s'il veut sortir la défense européenne de l'ornière. ■

## 1 Quelle armée française en 2016 ?

→ Ses effectifs : 202 964 MILITAIRES EN 2015

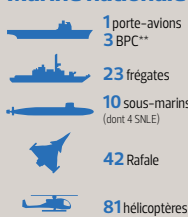


→ Ses équipements : PRINCIPALES DOTATIONS AU 1<sup>ER</sup> JUILLET 2016

### Armée de terre



### Marine nationale



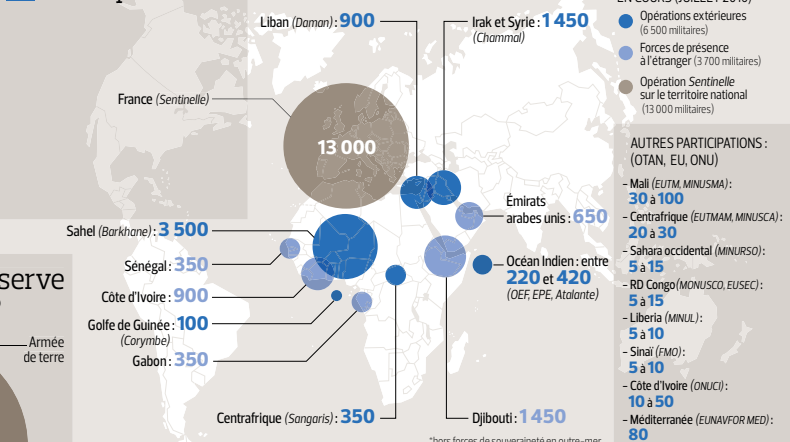
\*bâtiment de projection et de commandement (type Mistral)

### Armée de l'air



\*Service de santé, DGSE, direction générale de l'armement, service des essences... mais hors gendarmerie

## 2 Pour quelles missions ?



EFFECTIF DES OPÉRATIONS EN COURS (JUILLET 2016)\*

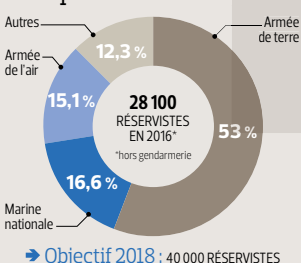
- Opérations extérieures (6 500 militaires)
- Forces de présence à l'étranger (3 700 militaires)
- Opération Sentinelle sur le territoire national (13 000 militaires)

AUTRES PARTICIPATIONS : (OTAN, EU, ONU)

- Mali (EUTM, MINUSMA) : 30 à 100
- Centrafrique (EUTM, MINUSCA) : 20 à 30
- Sahara occidental (MINURSO) : 5 à 15
- RD Congo (MONUSCO, EUSEC) : 5 à 15
- Liberia (MINUL) : 5 à 10
- Sinai (FMO) : 5 à 10
- Côte d'Ivoire (ONUCI) : 10 à 50
- Méditerranée (EUNAVFOR MED) : 80

\*hors forces de souveraineté en outre-mer

## 4 L'avenir de la réserve opérationnelle ?



→ Objectif 2018 : 40 000 RÉSERVISTES

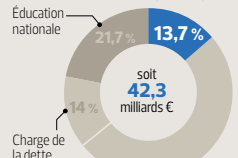
Source : Les chiffres clés de la défense, ministère de la Défense

Infographie LE FIGARO

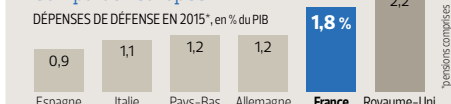
## 3 Avec quel budget ?

→ La défense dans le budget de l'État

PART DU BUDGET DU MINISTÈRE DE LA DÉFENSE (LF 2016)\*



→ Comparatif européen



\*pensions comprises

# Quand le nihilisme des uns fait la fortune du fanatisme des autres

**M**on histoire élémentaire en compagnie du cinéma américain est toute subjective. Elle commence par la fin, en 1955, en pleine guerre froide. Dans les salles parisiennes d'art et d'essai, sortait cette année là le chef-d'œuvre de Robert Aldrich, *Kiss Me Deadly* (titre français : *En quatrième vitesse*). Le scénario (ou ce qui en tenait lieu) était extrait d'un « polar » de gare signé Mickey Spillane. Aldrich s'était offert le luxe de sacrifier la conventionnelle story du film « noir » à une suite d'images apparemment décousues, « explosives fixes » d'une brutalité rare et dont la violence ne cessait de croître autour de la possession d'une valise plombée, dont personne ne savait le contenu : or ou uranium enrichi ? Le protagoniste de cette course à l'abîme, le détective privé Mike Hammer, alias Ralph Meeker, ne réussissait pas à s'emparer de l'objet convoité tombé aux mains d'une psychopathe, qui, elle, parvenait à ouvrir la boîte et à déclencher, sans le savoir, une apocalypse nucléaire, dont la folle et le détective sont les premiers à souffrir. La critique de la Nouvelle Vague française se fit enthousiaste, Truffaut évoqua *Le Sang du poète* de Cocteau (1932) - on était prêt, dans la France du Nouveau Roman, à renvoyer aux vieilles lunes la dramaturgie théâtrale du cinéma classique. Aujourd'hui, projeté en salle après un demi-siècle, *Kiss Me Deadly* a acquis le statut de classique moderniste.

La Nouvelle Vague parisienne (surtout Godard, le temps de passer de la critique à la création) se voulait érudite. Son équivalente américaine était surtout

à mes yeux illustrée par deux cinéastes de génie dont les plus admirés (et contestés) au cours de carrières commencées dans les années 1960, Stanley Kubrick (*Lolita*, 1961) et Robert Altman (*M.A.S.H.*, 1970), tous deux féconds jusqu'en fin de siècle (Kubrick, *Eyes Wide Shut*, 1999 ; Altman, *Shortcuts*, 1993). Tous deux virtuoses de l'image en abyme, grands admirateurs d'Eisenstein, tous deux poètes satiriques de la vie privée et publique américaine. Altman avec un humour mordant, Kubrick avec un sens féroce du tragique et du décadent.

À ces deux esprits libres et surdoués, fit pendant un couple très différent d'amis et de collaborateurs étroits, George Lucas et son lieutenant Steven Spielberg, l'un et l'autre adorés, idolâtrés par l'insatiable marché mondial de l'« entertainment ». Lucas, c'était l'Homère businessman de l'Iliade cosmique de *Star Wars* (1977), et Spielberg, le metteur en scène d'une amusante Odyssée archéologique conçue par Lucas, *Les Aventuriers de l'arche perdue* (1981). L'une et l'autre de ces sagas se trouveront indéfiniment augmentées, permettant à Lucas de faire prospérer sa propre major, Lucasfilm, que Disney lui rachètera en 2012, pour une somme colossale (4 milliards de dollars), faisant de lui l'un des plus puissants milliardaires du monde de l'amusement de masse ; dans la même phalange que Bill Gates. Comme l'inventeur de Microsoft, Lucas finit en triomphe à la tête d'une richissime fondation, humanitaire et éducative. En quelques dizaines d'années, les débuts d'un cinéaste comme lui étaient passés de crédits de quelques milliers de dollars à des budgets et bénéfices chiffrés en *billions*. Le public, en échange de quelques billets verts, obtenait un régal de technologie virtuelle et fictionnelle, entrecoupée d'assauts balistiques aussi violents que les décibels d'un grand concert rock.

La première fois que je lus dans la presse américaine qu'un acte terroriste (celui de Timothy McVeigh, le 19 avril 1995, Oklahoma Federal Building, 168 morts) pouvait avoir été suggéré au meurtrier par les sagas hollywoodiennes et leur hyperviolence technologiquement assistée. L'hypothèse s'appuyait sur la déclaration du *frontierman* de vieille souche qui était McVeigh, selon laquelle il n'avait visé personne en particulier, mais l'État fédéral tout entier, l'Empire du Mal de *Star Wars*.

Le 20 avril 1999, dans les murs de la High School de Columbine (Colorado), Eric Harris et son camarade Dylan Klebold, nés tous deux la même année 1981, se livrèrent à un *rampage* (saccage) meurtrier parmi leurs pairs et leurs professeurs (13 morts). L'émotion dans toute l'Amérique, malgré quelques précédents plus modestes, se mêla de stupeur. Car il s'agissait de deux adolescents, *kids* tueurs d'autres *kids* innocents, assassinés en compagnie de leurs professeurs, au sortir de salles de classe. La presse fit valoir que les deux assassins, psychologiquement instables, connus pour tels, s'étaient constitués un arsenal d'armes à feu, et s'étaient longuement préparés à l'assaut en inventant leurs propres versions virtuelles du jeu vidéo *Doom* (Désastre), tout en figulant les plans d'une éventuelle agression par voie aérienne sur Dallas ou New York. Deux ans d'enquête par des documentaristes chevronnés et indépendants montrèrent à quel point policiers, politiciens et services d'Internet s'étaient efforcés de taire ce qui aurait pu rendre probable et même prévisible l'atroce agression dont les deux *high school seniors* avaient cherché et trouvé des modèles dans les jeux vidéo qu'ils pratiquaient ensemble et assidûment. La gloire de la « révolution digitale » risquait d'être compromise, dans

cet invraisemblable fait divers, par trop d'insistance sur ses dommages collatéraux.

Ben Laden avait-il, devant son tremblotant écran (ses experts n'étaient pas encore rompus à l'informatique et au digital), mis la main sur les plans de possibles avions-suicides ébauchés par les jeunes Californiens ? On s'interrogera après coup sur la genèse, dans l'esprit du patron d'al-Qaïda, du projet d'attentat sans précédent qu'il avait développé et qui interrompit plus de 3000 vies, dans la destruction quasi simultanée des deux tours de Lower Manhattan, dans la lumière éclatante d'une superbe matinée du 11 septembre 2001. Le défi lancé à l'Amérique sur son propre territoire engendra la mésaventure vengeresse de l'invasion de l'Irak. Pour autant, la « révolution numérique » amorcée dès 1975 en Californie par Bill Gates, appuyé par IBM après 1980, persévéra dans son expansion sous le nom de Microsoft Windows (90 % du marché mondial). Il n'a été talonné de loin que par Steve Jobs qui lance en 1976 la première version d'Apple, appelée pendant quatorze ans successivement à se métamorphoser en nouveaux modèles d'ordinateurs personnels, toujours plus élégants et variés (baladeurs numériques, smartphones, tablettes tactiles) lancés et vendus comme de sobres bijoux

parodie permanente d'une humanité évidée d'elle-même sans recours.

Cette brève et décisive rencontre avec les *inglorious basterds* de Tarantino ne m'a pas empêché d'aller voir ce que réserve aux nouvelles générations l'impressionnante industrie des *vidéo games* et *war games* qui les prend pour cibles, derrière leurs Play Stations. Cette industrie n'a fait que croître et embellir, dans le sillage des micro-ordinateurs, devenant en peu d'années l'une des affaires les plus juteuses de tout le paysage mondial de l'« entertainment ». Les plus irrésistibles flattent l'inquiétude de l'adolescence en lui confiant tout pouvoir d'intervenir dans l'action et l'intrigue et en la plongeant prématurément dans un fascinant univers interactif de courses-poursuites, de violences guerrières et d'orages apocalyptiques, dans le style de *Star Wars*. Ce n'est pas un hasard si l'un des premiers (et des plus perfectionnés) de ces jeux de guerre s'intitule *Doom* (« désastre »). Ce titre attirant et d'autres du même goût, *Manhunt*, *Warriors*, *Grand Theft Auto*, *Until the Devil* (« jusqu'en enfer »), n'annoncent guère de remèdes à la mélancolie juvénile. Le documentariste américain Jonathan Nossiter a montré comment

le djihadisme, pour recruter de la chair à canon, s'appuie sur des images vidéo calquées sur les scènes gore (sanglantes) du cinéma et des jeux postmodernes. Dans un livre qui a fait date, *Stop Teaching our Kids to Kill : A Call to Action Against TV, Movie and Video Game Violence*, le lieutenant-colonel américain Dave Grossman a écrit dès 1999 : « From

a military and law enforcement perspective, violent videogames are "murder simulators" that train kids to kill. »

Non sans emprunter à *Kiss Me Deadly*, pour les happy few de la critique cinématographique, quelques thèmes en hommage à Robert Aldrich (mort en 1983, trois ans avant son maître préféré, Orson Welles) notamment la valise et son contenu apocalyptique et autodestructeur, uranium enrichi chez Aldrich, or et diamants chez Tarantino, deux principes de décadence et de fin du monde chez les deux metteurs en scène. Ces deux valises-boîtes de Pandore, prêtes à faire sauter l'univers dans le chaos, font jaillir leurs éphémères détenteurs des flots de sang versé et de prémonitoires abattages humains (en anglais *gore*). Quelques années plus tard, en 2009, Tarantino fit un autre malheur mondial avec le film *Inglorious Basterds*, où bourreaux persécuteurs et victimes vengeresses rivalisent de férocité sadique et de nettoyage sanglant. Hollywood a trouvé en Tarantino son Milton postmoderne, le poète grinçant du nihilisme occidental. Il n'a remporté que victoires provisoires sur l'industrie culturelle des *vidéo games* et des *vidéo war games*, dont le succès financier est très supérieur à la plupart des *blockbusters* hollywoodiens, même glorifiés dans les réseaux sociaux américains, japonais, coréens, chinois, de Microsoft, d'Apple, de Facebook, de Twitter, de LinkedIn, et j'en passe. La Silicon Valley des débuts de Bill Gates s'est dédiée aux affaires industrielles, mais dans son sillage s'est développée une industrie de l'« entertainment global vidéo ludique » dont le rendement s'est vite affirmé fabuleux, et irrésistible son pouvoir d'attraction à l'échelle mondiale sur les jeunes générations.

Toute réflexion sur l'éducation d'aujourd'hui ne saurait se passer de définir en préalable une régulation du marché des *vidéo games*. Le CSA et l'Inspection générale du ministère de l'Éducation devraient y prendre garde de concert.

Le documentariste américain Jonathan Nossiter a montré comment le djihadisme, pour recruter de la chair à canon, s'appuie sur des images vidéo calquées sur les scènes gore (sanglantes) du cinéma et des jeux postmodernes

MARC FUMAROLI

démocratiques par une chaîne exclusive de stores de luxe, strictement dépourvues d'ornements. En un temps record, le jeu des fusions financières aura facilité l'ajustement des principaux industriels de l'ordinateur de travail collectif et de l'ordinateur personnel de loisir, il aura réussi leur raccord tant à l'ancienne et puissante compagnie Disney qu'au marché neuf des DVD et à des jeux vidéo.

En 1994, un demi-siècle après la première sortie en salle de *Kiss Me Deadly*, j'ai pratiquement cessé d'aller au cinéma, me contentant de découvrir ou redécouvrir en DVD quelques merveilles du noir et blanc d'avant-guerre, américains ou non. 1994 c'était l'année de sortie de la Palme d'or cannoise, du « succès mondial » et des « plus gros bénéfices de tous les temps » du film de l'Américain Quentin Tarantino, metteur en scène, scénariste et acteur de *Pulp Fiction*. La disproportion entre la « mondialité » de ce succès et le vide abyssal du théâtre de marionnettes manié et cyniquement assumé par Tarantino donnait en effet le vertige. L'auteur comptait justement sur son cynisme illimité pour tenir en haleine le spectateur stupéfait et le maintenir en état de choc, fasciné par la cruauté, le sang versé, la mort violente à répétition, suivis de résurrections miraculeuses comme il est de règle dans les *war games*. Se présumant contre les belles âmes cinéphiles, il les retint de s'indigner par l'abondance de citations érudites empruntées au cinéma policier des années 1950, notamment *Kiss Me Deadly*, sa mallette mystérieuse, son détective privé, comme si ce second degré pour amateurs pouvait préserver cette obscène boucherie dans l'innocence de la pure fiction. L'œil tarantinien, derrière les épaules de ses spectateurs, prend soin de ne pas laisser la moindre réalité humaine compromettre l'univers de faux-semblants où il condamne le spectateur à sursauter sans cesse. Le rire et le sourire ne sont pas invités à cette



journée spéciale  
**élections américaines**  
lundi 26 septembre

Retrouvez Laure Mandeville  
du quotidien **LE FIGARO**  
dans le journal de 13h de Bruno Duvic  
#USA2016

france  
**intervenez**  
franceinter.fr





## CHRONIQUE

Nicolas Baverez  
nbaverez@lefigaro.fr

## Les faussaires

**A** lors que le Centre Pompidou rend hommage à Magritte, le peintre philosophe dont la toile *Ceci n'est pas une pipe* est devenue le symbole de la transgression des codes et des normes, le surréalisme investit Bercy avec le projet de loi de finances pour 2017. À la trahison des images répond celle des comptes ; la perversion des chiffres fait écho à celle du langage. Le budget pour 2017 est un chef-d'œuvre d'inconséquence qui clôt un quinquennat placé sous le signe du déni, du refus des réformes et de l'irresponsabilité.

François Hollande, à l'inverse de François Mitterrand après 1981, n'a tiré aucune leçon de ses erreurs, telles la sous-estimation du décrochage de l'économie française ou la fragilité de

la zone euro. Il reste persuadé qu'il suffit d'annoncer la reprise, l'inversion de la courbe du chômage ou la stabilisation de la dette publique pour les faire advenir. Or il n'en est rien.

L'hypothèse d'une croissance de 1,5 % en 2017 est irréaliste. Le FMI et l'OCDE l'estiment entre 1,2 et 1,3 %. L'économie française restera bridée par les séquences du choc fiscal qui a coûté 0,8 point d'activité par an depuis 2012. Elle affrontera aussi une configuration moins favorable avec la remontée du pétrole et des taux d'intérêt, l'onde de choc des attentats qui a provoqué une chute de 10 % du tourisme (8 % du PIB), l'incertitude générée par le Brexit et par un cycle électoral dominé par le populisme.

La France n'en a nullement fini avec le choc fiscal. L'apparente stabilisation

des prélèvements obligatoires au niveau de 44,5 % du PIB ne parvient pas à masquer la hausse des recettes publiques de 4 points de PIB depuis 2012, et notamment la hausse des impôts locaux de plus de 10 %. De plus, les 35 milliards d'impôts supplémentaires à la charge des ménages ont été essentiellement supportés par 10 % d'entre d'eux. Seuls 45 % des foyers acquittent encore l'impôt sur le revenu, ce qui détruit la citoyenneté et la solidarité. D'où l'accélération sans précédent des départs à l'étranger de ménages fortunés et d'entrepreneurs.

La perte de contrôle des finances publiques va de pair avec la multiplication des manipulations comptables. Les dépenses en direction des fonctionnaires, des enseignants ou des jeunes ne sont prises en compte que pour 4 milliards d'euros alors que leur coût s'élève entre 10 et 13 milliards en année pleine. L'objectif de progression des dépenses de santé a été porté à 2,1 %, ce qui est incompatible avec l'élimination du déficit de l'Assurance-maladie (les 4 milliards d'économies liées à « l'efficacité des hôpitaux » ou à la « pertinence des soins » restent virtuels). Les pertes de l'Unedic dépasseront 4 milliards du fait de la remontée du chômage liée à la baisse des emplois aidés dont le financement disparaît. Simultanément, le recours au CICE permet de reporter 5 milliards de baisses de charges à 2018. Le déficit se trouve ainsi artificiellement minoré : son niveau réel est de 3,7 % du PIB et non de 2,7 %.

L'impotisme atteint un sommet avec l'affirmation selon laquelle l'effort de redressement des comptes publics serait plus important en France qu'en Allemagne, qui affiche un excédent public de 1,2 % du PIB et une dette publique réduite à 71 % du PIB quand

celle de notre pays culmine à 97,5 % du PIB - hors réintégration de ses démembrements du type de la dette ferroviaire qui atteint 44 milliards.

En réalité, les risques liés à la dérive des finances publiques françaises n'ont jamais été aussi élevés. Risque économique de la stagnation car la dépense publique provoque l'euthanasie de la production, de l'investissement et de l'emploi privés. Risque financier avec le début de remontée des taux longs aux États-Unis et au Japon mais aussi en Europe. Risque politique avec la déstabilisation des classes moyennes par la fiscalité confiscatoire qui fait le lit des extrémistes. Risque européen avec la possible relance de la crise de l'euro et le discrédit des dirigeants français au sein de l'Union au moment où celle-ci joue sa survie après le Brexit.

Le budget 2017 acte l'échec radical de la politique économique de François Hollande. Il est aussi riche d'enseignements pour le redressement de l'économie française et pour ceux qui prétendent le conduire. D'abord, il est indispensable de rétablir la vérité sur les comptes publics en réintégrant les dépenses et les dettes cachées, ce qui passe par un audit indépendant confié à la Cour des comptes. Ensuite, il faudra refuser le faux dilemme entre les réformes et la baisse des dépenses publiques. Depuis trente-cinq ans, la dépense publique a progressé de 47 à 57 % du PIB, sans autre résultat que la hausse de la dette, des impôts et du chômage. La restauration de la compétitivité et le retour à l'équilibre des finances publiques ne sont pas antagonistes mais indissociables. Pour baisser les impôts, il faut diminuer les dépenses publiques. Pour baisser les dépenses publiques, il faut restructurer notre État en faillite, ce qui constitue la première des réformes.

100 000 citations et proverbes sur [evene.fr](http://evene.fr)

## ENTRE GUILLEMETS

26 septembre 1859 : parution de « La Légende des siècles ». BNF



**Victor Hugo**  
Le soleil a toujours  
l'aube pour précurseur



## ANALYSE

Xavier Vidal-Folch  
EDITORIALISTE À « EL PAÍS »

## TTIP: la dernière chance

**N**ous entrons dans la dernière ligne droite. Si, dans les jours qui viennent, l'avancée vers la signature du partenariat de commerce et d'investissement (TTIP) entre les États-Unis et l'Union européenne (UE) se retrouve paralysée, nous serons passés à côté d'une opportunité de relancer notre économie. Car lorsque le mandat de Barack Obama aura touché à sa fin, tout sera plus difficile.

Et pourtant, ce mauvais présage va sans doute devenir réalité. La faute reviendra à l'alliance de fait entre le populisme antimondialisation (et anti-américain) - prétendument gauchiste - et l'extrême droite xénophobe, protectionniste, hostile à l'Europe (et à l'Amérique). Les deux camps ont fait du TTIP le bouc émissaire d'une mondialisation pour le moment asymétrique et injuste. Malgré tout, la majorité des Européens restent favorables au partenariat, si l'on en croit les sondages : plus de la moitié, contre un tiers qui y est opposé. On peut dès lors aussi parler de séquestration de la majorité démocratique par les minorités de la rue.

Il est étonnant de voir à quel point la population se rallie à la diabolisation de la levée des obstacles aux transactions, de la promotion des investissements grâce à la convergence des normes et, au final, du libre-échange. Car l'histoire de l'UE - une formidable réussite, malgré le blocage actuel, résultat de la grande récession - se fonde sur ces principes économiques. La libre circulation, le marché commun et l'union douanière n'ont pas fait que renforcer la cohésion entre les six pays

fondateurs. Ils ont été et restent un levier de croissance, de modernisation économique structurelle, de compétitivité et d'internationalisation productive pour les États membres du Sud et de l'Est.

Certaines critiques au sujet des insuffisances du libéralisme commercial sont justifiées. Surtout lorsque ce libéralisme n'est pas homogène ou lorsque aucune mesure compensatoire n'est prévue pour les secteurs perdants (il y en a toujours), à l'image des fonds structurels et de cohésion de l'UE qui ont contribué à combler les disparités du PIB par habitant entre les anciens et nouveaux États membres. Justifiés,

Il faudrait que le traité de libre-échange transatlantique s'accompagne d'accords fiscaux et d'un agenda social

aussi, les regrets au sujet du caractère asymétrique de la mondialisation - une mondialisation quasi complète dans le domaine financier, extrêmement faible dans le domaine fiscal (paradis fiscaux) et inexistante dans le domaine social.

Il faudrait par conséquent que le TTIP - qui n'est, au final, que le laboratoire d'une nouvelle phase de mondialisation - s'accompagne d'accords fiscaux et d'un agenda social. Il ne fait en effet aucun doute que dans le domaine économique, l'accord déclencherait une croissance plus forte. Une croissance qui pourrait s'élever à 1 % supplémentaire par an dans l'UE, selon les projections des meilleures enquêtes (Centre for Economic Policy Research, Fondation Bertelsmann)

et les résultats tirés d'expériences similaires.

Dans cette perspective d'un accord, il faudrait imaginer des mesures compensatoires pour les secteurs perdants, tels la viande bovine ou de l'énergie verte. Mais souvenons-nous aussi que le statu quo suppose des coûts de renonciation préjudiciables pour des secteurs bien plus nombreux : des industries manufacturières traditionnelles (textile, conserves) à l'agroalimentaire et au vaste océan des PME européennes.

Le traité actuellement en discussion offre quatre avantages. La possibilité de rééquilibrer la dépendance commerciale excessive de l'Europe à l'égard d'elle-même : deux tiers de ses échanges sont

axés sur le marché intérieur, et son importance pour les marchés émergents est minime. L'occasion de renforcer l'axe atlantique, en rééquilibrant l'actuel

déplacement économique mondial vers le Pacifique : depuis la crise de 2008, les exportations des États-Unis vers l'Asie sont passées de 27,8 % à 30,4 % du total, et ses importations, de 39,2 % à 44,7 %. Un moyen de contrer les mesures protectionnistes excessives de plus en plus nombreuses : les nouvelles barrières mises en place depuis 2008 représentent près de 5 % du commerce mondial et près d'un milliard de dollars. Et la possibilité, également, de combler partiellement le vide créé par l'impossibilité permanente (cinq ans de plus) - d'achever le cycle de Doha de l'OMC de libéralisation commerciale. En faisant avorter les accords régionaux, on finit par paralyser les progrès associés aux échanges.

## FIGARO VOX

## GRANDS

## ENTRETIENS

- Comment l'islam est abordé dans les manuels scolaires, par Barbara Lefebvre.  
- « Malgré l'effondrement de notre société, une France tient encore debout », par Jean Sevillea.

## MONDE

- Trump contre l'establishment : comment le mépris des élites fortifie « le Donald », par Alain Destexhe.

## LES RENCONTRES DU FIGARO

avec  
**LUC FERRY**  
le lundi 10 octobre  
à 20 heures  
Salle Gaveau  
Réservations:  
01 70 37 31 70 ou  
[www.lefigaro.fr/rencontres](http://www.lefigaro.fr/rencontres)



## LE FIGARO

**Dassault Médias**  
14, boulevard Haussmann  
75009 Paris  
**Président-directeur général**  
Serge Dassault  
**Administrateurs**  
Nicole Dassault, Olivier Dassault, Thierry Dassault, Jean-Pierre Bechter, Olivier Costa de Beauregard, Benoit Habert, Bernard Monassier, Rudi Roussillon

**SOCIÉTÉ DU FIGARO SAS**  
14, boulevard Haussmann  
75009 Paris  
**Président**  
Serge Dassault  
**Directeur général, directeur de la publication**  
Marc Feuillée

**Directeur des rédactions**  
Alexis Brézet  
**Directeur délégué des rédactions**  
Paul-Henri du Limbert  
**Directeurs adjoints de la rédaction**  
Gaëtan de Capelle (Economie), Laurence de Charette (directeur de la rédaction du Figaro.fr), Anne-Sophie von Claer (Style, Art de vivre, So Figaro), Philippe Gelle (International),

Anne Huet-Wuillème (Edition, Photo, Revision), Étienne de Montety (Figaro Littéraire), Bertrand de Saint-Vincent (Culture, FigaroScope, Télévision) et Yves Thérard (Enquêtes, Opérations spéciales, Sports)

**Directeur artistique**  
Pierre Bayle  
**Rédacteur en chef**  
Frédéric Picard (Édition)  
**Éditeur**  
Sofia Bengana  
**Adjoint éditeur**  
Robert Mergul

**FIGAROMÉDIAS**  
9, rue Pillet-Wil, 75430 Paris Cedex 09  
Tél. : 01 56 52 20 00  
Fax : 01 56 52 23 07  
**Président-directeur général**  
Aurora Domont  
**Direction, administration, rédaction**  
14, boulevard Haussmann  
75438 Paris Cedex 09  
Tél. : 01 57 08 50 00  
direction.redaction@lefigaro.fr

**Impression**  
L'Imprimerie, 79, rue de Roissy  
93290 Tremblay-en-France  
Mid Print, 30600 Gallargues-le-Montueux  
Imprimerie Casablanca Maroc. ISSN 0182-5852  
**Commission paritaire n° 0421 C 83022**  
**Pour vous abonner** Lundi au vendredi de 7h à 18h ; sam. de 8h à 13h au 01 70 37 31 70. Fax : 01 55 56 70 11. Gérez votre abonnement votre Espace Client : [www.lefigaro.fr/client](http://www.lefigaro.fr/client)  
**Formules d'abonnement pour 1 an - France métropolitaine**  
Club : 409 €. Semaine : 259 €. Week-end : 199 €.



Ce journal se compose de :  
Édition nationale  
Pr. cahier : 20 pages  
Cahier 2 Économie  
12 pages  
Cahier 3 Le Figaro  
et vous 10 pages



# Geneviève Bresc-Bautier : « Cent auteurs racontent le Louvre »

Elle assure la direction scientifique d'« Histoire du Louvre ». Deux mille pages à paraître chez Fayard.



Éric Biétry-Rivierre  
ebietryrivierre@lefigaro.fr

**D**irectrice honoraire du département des sculptures au Louvre, Geneviève Bresc-Bautier assure la direction scientifique d'« Histoire du Louvre ». Soit près de 2000 pages éditées en trois volumes chez Fayard et à paraître le 3 octobre (180 €, jusqu'au 15 janvier). Cette somme incomparable est à la mesure de la forteresse devenue palais puis musée. Le plus beau, le plus riche et le plus grand du monde ? C'est en tout cas aujourd'hui 21 hectares de bâtiments et de jardins. Avec 2 410 fenêtres et 14,5 km de couloirs. Bon an mal an, le Louvre, qui conserve et valorise quelque 500 000 œuvres, accueille 9 millions de visiteurs.

LE FIGARO. - D'où vient ce projet d'embrasser intégralement les huit siècles d'histoire du Louvre ?

Geneviève BRES-C-BAUTIER. - Il est né il y a un quart de siècle, du temps de la présidence de Michel Laclotte. L'entreprise lui était apparue d'autant plus nécessaire que le chantier du Grand Louvre dont il était l'un des acteurs essentiels battait son plein. Il fallait le mettre en perspective. Des chapitres ont été confiés à une dizaine de conservateurs. Mais l'aventure s'est enlisée. Certains auteurs sont morts, d'autres ont traîné. L'éditeur, qui n'était pas Fayard à l'époque, ne pouvait plus s'engager. Henri Loyrette a relancé l'aventure en 2002, avec une ambition décuplée. On allait intégrer l'histoire des Tuileries, évoquer le site depuis la préhistoire et traiter l'évolution architecturale. Pour cela, nous nous sommes ouverts à des collaborations extérieures, près d'une centaine au total.

Quelle est la période sur laquelle l'ouvrage apporte le plus d'informations inédites ?

L'après-Première Guerre mondiale. Presque aucune étude n'avait été écrite sur ce moment. Nous nous sommes plongés dans la presse de l'époque et l'avons croisée avec des documents administratifs de la Direction des musées de France.

Remontons dans le temps.

D'où vient le nom du Louvre ?

On a dit tant de bêtises là-dessus ! Il n'y avait pas de loups aux portes de Paris à la fin du XII<sup>e</sup> siècle, quand fut bâtie la forteresse, porte aval de la petite cité censée protéger des Anglo-Normands. « Louvre » est juste un suffixe celtique indiquant la présence d'une rivière, comme pour Louvres-en-Parisis, dans le Val-d'Oise.

À quoi servait la tour de Philippe Auguste ?

Elle protégeait. Elle a par la suite abrité le Trésor, un arsenal et la bibliothèque royale. Elle a aussi servi de prison. Son détenteur le plus célèbre est le comte Ferrand de Flandre, le vaincu de la bataille de Bouvines, en 1214. François I<sup>er</sup> a fait abattre la tour lors de la grande mutation du château en palais. Mais le symbole a perduré puisque, jusqu'à la fin de l'Ancien Régime, les nobles témoignaient de leur vassalité en se déclarant « de la tour du roi ».

Le Louvre a-t-il généré d'autres expressions dans le langage courant ?

Bien sûr. Par exemple, « côté cour, côté jardin » pour désigner la droite et la gauche d'une scène. Cela vient du théâtre des Tuileries, cette salle des Machines d'une jauge de 4000 places voulue par Louis XIV dans l'aile nord du palais aujourd'hui disparu. On disait aussi « avoir les honneurs du Louvre » à Versailles lorsqu'on avait la permission de passer la grille du château avec un attelage. L'expression dérive de l'autorisation d'entrer dans la cour Carrée en carrosse. Il y a aussi le « salon » pour désigner une exposition régulière d'art. Cet usage du terme s'est pérennisé au XVIII<sup>e</sup> siècle lorsque les accrochages de tableaux nouveaux ont eu lieu au sein du salon Carré, à l'extrémité orien-



RENCONTRE

« Souvenons-nous que la Saint-Barthélemy a éclaté entre ces murs. La cour Carrée notamment a connu une boucherie. Il y a eu aussi l'attaque des Tuileries avec leurs défenseurs massacrés le 10 août 1792. »

Les belles élévations ne font pas forcément le bonheur...

Oh non ! Souvenons-nous que la Saint-Barthélemy a éclaté entre ces murs. La cour Carrée notamment a connu une boucherie. Il y a eu aussi l'attaque des Tuileries avec leurs défenseurs massacrés le 10 août 1792.

Le Grand Dessein, qui réunissait le palais du Louvre à celui des Tuileries par des galeries parallèles, aura été une réalité pendant combien de temps ?

La réunion est effective vers 1856 et a duré jusqu'à l'incendie de la Commune, soit un quart de siècle seulement. Même durant cette période, peut-on dire que le Grand Dessein est accompli alors que de vastes travaux sont encore entrepris entre ces murs ? En outre, Napoléon III imaginait de faire refaire complètement les Tuileries...

Seriez-vous pour leur reconstruction ?

Non. On ne refait pas l'histoire. Ou alors ce serait un pastiche. ■

tale de la Grande Galerie. Enfin citons Médor, chien d'une des victimes de la révolution de 1830. Inconsolable, il était resté auprès de son maître enseveli à l'angle de la Colonnade. Depuis, son nom est synonyme de son espèce.

Pourquoi aimez-vous particulièrement la façade Renaissance de Pierre Lescot et les sculptures de Jean Gougeon ?

C'est un coup de tonnerre, une originalité absolue par rapport à Vitruve et à l'Italie ! Leur style va bouturer non seulement dans l'ensemble du Louvre mais aussi influencer d'innombrables palais en Europe et cela jusqu'à Napoléon III.

FRANÇOIS BOUCHON/LE FIGARO



DOLCE & GABBANA  
#NAPOLI



# LE FIGARO économie

lefigaro.fr/economie

**ENSEIGNEMENT**  
LES UNIVERSITÉS  
INVESTISSENT DANS LA  
FORMATION CONTINUE **PAGE 28**

**GROUPE TF1**  
SELON ARA APRIKIAN,  
LE PARI EST RÉUSSI POUR  
YANN BARTHÈS ET TMC **PAGE 32**

## > FOCUS

### 200 MILLIONS POUR LES SOINS DENTAIRES

Marisol Touraine, la ministre de la Santé, a annoncé que l'État allait mettre 200 millions d'euros sur la table pour améliorer le remboursement des soins dentaires. La somme figurera dans le budget de la Sécurité sociale de 2017, a indiqué la ministre. « Les dentistes, c'est trop cher », a-t-elle lancé à l'antenne de France 3, affirmant que le coût des soins dentaires était « évidemment une préoccupation ». Elle mettra en place « à partir de l'année prochaine, un système dans lequel il y aura un prix maximum pour les prothèses ». Elle avait évoqué la semaine dernière le lancement d'un « plan national pour renforcer l'accessibilité des soins dentaires ».

« Pour que les dentistes s'y retrouvent, on va mieux rembourser les soins conservateurs », a-t-elle ajouté. Entrés en négociation depuis jeudi pour fixer leurs futurs tarifs, dans le cadre d'un quatrième avenant à la convention signée en juin dernier, les dentistes réclamaient justement de très significatives augmentations sur leurs soins de bases : détartrage, caries, extractions, dévitalisations... Selon eux, ces soins, qui représentent 30 % de leur chiffre d'affaires mais deux tiers de leurs actes, sont très sous-valorisés.

Aujourd'hui, l'Assurance-maladie finance les soins dentaires à hauteur de 33 %, aux côtés des mutuelles (39 %) et des patients (28 %). Dans ce contexte, environ 20 % des Français renonceraient à ces soins pour des raisons financières. Dans son dernier rapport sur les finances de la Sécurité sociale, publié la semaine dernière, la Cour des comptes fustigeait cet état de fait. Les sages de la Rue Cambon préconisaient que l'Assurance-maladie prenne en charge les soins les plus légers de prévention et d'entretien et que les plus lourds comme les prothèses, l'orthodontie... reviennent aux complémentaires. Les magistrats dénonçaient encore le « manque de transparence du secteur dentaire », « l'indigence des contrôles de la profession » et, in fine, l'état de santé bucco-dentaire « médiocre de la population française ».

A. G.

## Peugeot et Citroën repartent à l'offensive



DR. JEAN-CHRISTOPHE MARMARA / LE FIGARO

Alors que le Mondial de l'automobile s'ouvre à Paris en fin de semaine, Carlos Tavares, PDG de PSA (notre photo), affiche sa confiance pour le groupe français face aux bouleversements que vit l'automobile et le juge armé pour affronter les mutations de cette industrie.

**PAGE 22**

## Les mauvaises surprises du prélèvement à la source

À partir de 2018, le nouveau dispositif veut obliger les contribuables à faire une importante avance de trésorerie à l'État.

La réforme de l'impôt sur le revenu fait partie du projet de loi de finances pour 2017 qui sera présenté mercredi au Conseil des ministres. Le texte prévoit le prélèvement par le Trésor public d'acomptes mensuels plus lourds que ce qui est réellement dû au titre de l'impôt sur le revenu.

Il ne sera pas tenu compte, par exemple, de l'emploi d'un salarié à domicile, des

dons aux œuvres ni des niches fiscales pour le calcul des prélèvements mensuels. Ce n'est que bien plus tard, parfois dix-huit mois après, que ces éléments seront pris en compte et que le trop-perçu sera remboursé au contribuable. De même, les Français qui, pour des raisons de confidentialité, voudront être imposés selon un taux « neutre », devront en payer le prix.

→ PRÉLÈVEMENTS : CINQ PIÈGES ATTENDENT LES CONTRIBUABLES **PAGE 24**

## La batterie, un enjeu stratégique pour les fabricants de smartphones

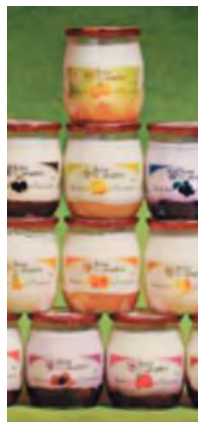
La mésaventure de Samsung, qui a dû rappeler 2,5 millions de smartphones, les Galaxy Note7, en raison d'un défaut de batterie, a mis en lumière les enjeux colossaux de ces composants essentiels des smartphones. Car sur ce marché, évalué à quelque 420 milliards d'euros, l'autonomie des téléphones est un des points les plus regardés par les consommateurs,

après le prix et la qualité des capteurs photo.

En cinq ans, les capacités des batteries ont été multipliées par plus de deux, mais ce progrès est neutralisé par les besoins croissants en énergie des smartphones. Les constructeurs planchent sur des solutions alternatives, mais qui peinent à s'imposer.

**PAGE 25**

## le PLUS du FIGARO ÉCO



**AGRICULTURE**  
La Ferme des Peupliers s'est fait un nom avec ses yaourts haut de gamme

**PAGE 23**

## L'HISTOIRE

### Après le robot aspirateur, le robot serpillière débarque en France

Les fabricants de serpillières ne lui diront pas merci ! La société iRobot lance cette semaine en France le robot lavant. Une machine rectangulaire qui, toute seule, crache de l'eau et essuie avec une lingette jetable les cuisines et les salles de bains. Ce produit s'inspire de l'aspirateur robot que cette société américaine basée près de Boston avait lancé en pionnière en 2002 et qui s'est aujourd'hui vendu à 15 millions d'exemplaires dans le monde. Depuis bientôt quinze ans, l'engouement pour cet aspirateur paraît ne pas fléchir malgré des prix élevés.

Forte de ce succès, l'entreprise américaine qui investit 12 % de son chiffre d'affaires chaque année en recherche et développement aux États-Unis, a missionné ses 300 ingénieurs à l'invention de nouveaux produits



destinés à faciliter la vie des consommateurs. Le Braava jet, qu'ils ont conçu à Pasadena, en Californie, puis peaufiné à Boston, sait frotter, avaler, laver et même - si on le lui demande - insister sur les taches rebelles. Il sait aussi aller consciencieusement dans les coins. Grâce à ses capteurs, il est capable de s'arrêter avant de se cogner à la plinthe ou de dégringoler l'escalier. Le nouveau robot lavant peut être commandé à distance à partir d'une application. Au Japon, où il est vendu depuis un mois, cette sorte de serpillière 3.0 fait un tabac. En France,

ou elle s'installe dans les grandes enseignes spécialisées et sur Internet (au prix de 250 euros environ), la machine aux lingettes amovibles recueille déjà des avis très favorables. Dans ses cartons, la société iRobot détient encore 800 brevets.

L'avenir sourit donc aux ménagères. ■

**DOMITILLE ARRIVET**



BOSS 0839/S

**BOSS**  
HUGO BOSS  
eyewear

HUGOBOSS.COM

# Tavares: «PSA est ouvert à toutes les discu

Désormais tiré d'affaire, le constructeur reprend l'offensive en présentant de nouveaux modèles au Mondial

PROPOS RECUEILLIS PAR  
BERTILLE BAYART @BertilleBayart  
ET EMMANUEL EGLOFF @eeegloff

**AUTOMOBILE** Les grands constructeurs ont rendez-vous à Paris où le Mondial de l'automobile ouvrira ses portes au public samedi 1<sup>er</sup> octobre. Carlos Tavares, président du directoire du groupe PSA, livre au *Figaro* sa vision des changements qui touchent son industrie.

LE FIGARO. - C'est, pour vous, le deuxième Mondial de l'automobile comme patron de PSA. Ce rendez-vous est-il emblématique du chemin parcouru par le groupe depuis deux ans? Carlos TAVARES. - En deux ans, l'entreprise a repris confiance dans ses capacités et dans son avenir. Ses fondamentaux sont solides et nous avons un plan, à horizon 2021. PSA sait où il va. Cela lui apporte de la sérénité. C'est cela que vous verrez lors de ce Mondial, qui est aussi le coup d'envoi de l'offensive produits annoncée, avec les nouvelles Peugeot 3008, 5008 et Citroën C3. Fabriquer de belles automobiles, c'est notre cœur de savoir-faire.

Ce qui a changé aussi, c'est le marché. Assisté-t-on à un décrochage irréversible du diesel?

La prédiction est difficile! En Europe, la part du diesel reste importante. En France, elle a baissé autour de 50%. Ce sont les clients qui décideront de l'avenir des motorisations diesels. N'oublions pas leurs avantages, l'agrément de conduite... Surtout, le diesel reste une technologie inégalable pour réduire les émissions de CO<sub>2</sub>. Ce sujet est passé au second plan quand l'accent a été mis sur les particules, mais cela peut encore changer. Le défi qui est le nôtre consiste à nous adapter et trouver les solutions de flexibilité industrielle pour gérer ces évolutions parfois brutales. Mais c'est surtout un défi de société. Il faut gagner en maturité sur ces sujets et ne pas désigner un ennemi différent - le CO<sub>2</sub>, les parti-

cules fines, les oxydes d'azote... - tous les cinq ans. J'appelle de mes vœux une réelle concertation pour élaborer une mesure globale, multicritère, de la qualité de l'air, comme on le fait pour l'eau des plages, et se fixer des objectifs ambitieux à atteindre. Cela mettrait en compétition les constructeurs pour qu'ils innovent et proposent les bonnes solutions aux clients.

La solution n'existe-t-elle pas déjà avec l'électrique?

Oui et non. La voiture électrique est certes «zéro émission», mais seulement si on considère la consommation de l'énergie, du réservoir à la roue. Or il faut élargir l'approche et tenir également compte des modes de production d'électricité. Une voiture électrique qui roule avec une énergie

produite dans une centrale à charbon, c'est un mauvais bilan carbone! En tant que constructeur, le rôle de PSA est d'apporter des solutions. Aujourd'hui, nous proposons cinq modèles électriques et développons des hybrides rechargeables... Mais le marché dans son ensemble progresserait plus vite si nous avions des interlocuteurs pour définir dans quelle direction aller en se projetant à l'horizon 2040. Quelle place l'objet de mobilité devra-t-il occuper? En milieu urbain ou rural, la mobilité sera-t-elle individuelle ou collective? Quelle harmonie stylistique demanderons-nous demain aux objets de mobilité dans la ville? C'est cette réflexion de long terme qu'il faut avoir car il s'agit de la mobilité de nos concitoyens.

À long terme, c'est peut-être la voiture qui disparaîtra et... PSA avec!

Nous étions presque en faillite il y a trois ans. Nous savons, chez PSA, ce que cette perspective peut avoir de désagréable! Nous avons appris à être agile. Vous supposez que la voiture disparaîtra? Nous trouverons comment utiliser autrement notre capacité créatrice parce que la flexibilité, nous l'avons, et nous en avons déjà fait

la preuve! Mais je ne crois pas que cela arrivera. L'automobile est née d'une envie de liberté de mouvement. Et cette envie est plus forte que jamais: nos enfants sont beaucoup plus mobiles que nous ne l'étions à leur âge. Pour une entreprise de mobilité, c'est rassurant. Par contre, ils sont moins propriétaires. Cela fait partie des questions, excitantes, qui se posent à notre industrie aujourd'hui: l'objet de mobilité sera-t-il individuel ou partagé, élitiste ou de masse? Ce qui me paraît certain, c'est d'une part que la sécurité et le confort resteront des impératifs et d'autre part que le développement des véhicules autonomes, étape par étape, est inéluctable.

«Fabriquer de belles automobiles, c'est notre cœur de savoir-faire», déclare Carlos Tavares, président du directoire du groupe PSA (ici le 15 septembre à Paris).

S. SORIANO/LE FIGARO

L'arbre des possibles, en termes de technologies, n'a jamais été aussi large, et la course à la taille de l'industrie jamais aussi forte. PSA n'est-il pas trop petit, pas assez riche, pour suivre cette compétition? La question est légitime, mais évitons la pensée unique. L'actualité récente nous a apporté des preuves évidentes de ses limites. Bien sûr, je préférerais fabriquer dix millions de véhicules par an. Parce qu'être gros, cela permet d'avoir plus de capacités de R&D, amorties sur plus de voitures, ainsi qu'un levier plus puissant sur les achats. Bref, cela peut apporter plus de compétitivité. Mais la taille peut aussi donner le pouvoir de mettre en faille un fournisseur, et elle peut rendre une entreprise peu manœuvrante. Or,

face au chaos du monde, à la fois économique et géopolitique, l'agilité est une force pour survivre. La bonne taille pour une entreprise, c'est celle qui lui permet de gagner de l'argent de manière récurrente pour investir dans ses nouveaux produits, ses nouvelles technologies et ses nouveaux marchés. Au premier semestre 2016, PSA est numéro 4 mondial en termes de rentabilité opérationnelle de la division automobile. La question de la taille ne me préoccupe donc pas aujourd'hui. Mais nous restons ouverts aux opportunités et à toutes les discussions qui seraient menées de bonne foi.

Pourquoi tous les constructeurs développent-ils de leur côté

## PSA EN CHIFFRES

**3 millions**  
C'est le nombre de véhicules fabriqués en 2015

**54,7 milliards d'euros**  
Le chiffre d'affaires 2015

**503 millions d'euros**  
Le résultat net en 2015



Une voiture électrique qui roule avec une énergie produite dans une centrale à charbon, c'est un mauvais bilan carbone!

CARLOS TAVARES

La bonne taille pour une entreprise, c'est celle qui lui permet de gagner de l'argent de manière récurrente pour investir

CARLOS TAVARES



Le SUV Peugeot 3008.  
AUTOMOBILE PEUGEOT

## À l'aube de grands changements, l'industrie automobile est en bonne santé

Aujourd'hui, la Chine, les États-Unis et l'Europe sont dans le vert

YANN LACROIX, EULER HERMES

Nouveaux services de mobilité, nouveaux acteurs, bouleversements technologiques avec la conduite autonome, nouvelles motorisations... Ces révolutions représentent des opportunités, mais aussi de sérieux risques pour les constructeurs. Mais ils peuvent aborder cette période avec un certain optimisme. Le marché mondial de la voiture se porte bien. «Aujourd'hui, la Chine, les États-Unis et l'Europe sont dans le vert», constate Yann Lacroix, en charge de l'automobile chez Euler Hermes. Soit rien

moins que les trois principaux marchés mondiaux. Cette bonne santé se retrouve dans les comptes de la plupart des grands constructeurs mondiaux. En France, Renault affiche les meilleurs résultats de son histoire. PSA a réussi un redressement spectaculaire, parvenant même, dans sa division automobile, à afficher une marge supérieure à celle de son concurrent au losange. En Allemagne, Volkswagen est saigné par le «dieselgate», mais son niveau d'activité et les marges sont bons. Les constructeurs premium

- BMW, Mercedes et Audi, filiale de Volkswagen - ne se sont jamais aussi bien portés. Ils ont donc les moyens financiers d'envisager sereinement les mutations en cours.

### Retour à la réalité

Les principaux marchés devraient rester solides, même si les perspectives sont un peu moins engageantes. En Europe, la fin des primes à la casse en Espagne et le Brexit au Royaume-Uni représentent un réel facteur de risque. En Chine, la croissance reste portée par des avantages fiscaux sur

les petits moteurs. «Nous estimons que ces avantages devraient être maintenus en 2017», dit Yann Lacroix. Les États-Unis sont sans doute à un plafond, les immatriculations ayant dépassé le niveau de 2007, ce qui n'est pas encore le cas en Europe.

Les pays émergents devraient, à terme, retrouver le chemin de la croissance. Après être apparus comme un eldorado, le retour à la réalité est rude. La caractéristique principale de ces pays tient à la forte ampleur du cycle économique. Aujourd'hui, Russie et Brésil

sont sinistrés. Si le rebond n'est pas attendu à court terme, ces marchés devraient cependant se stabiliser.

S'en retirer maintenant ne serait sans doute pas la bonne option stratégique. «Pour profiter des opportunités, il faut être présent partout», souligne Yann Lacroix. Le cabinet d'études Alix-Partners estime ainsi que le marché mondial passera de 88 millions de véhicules en 2015 à plus de 100 millions en 2021.

Renault souffre beaucoup en Russie et au Brésil, mais profite aujourd'hui à plein du succès de sa



# ssions >>

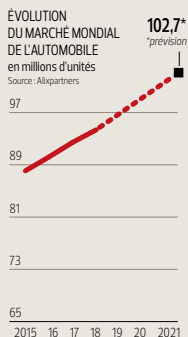
de l'automobile.

leur propre technologie dans le domaine de la voiture autonome, alors que cela pourrait être plus efficace de s'allier ? Pour le moment, c'est vrai que cela ressemble à un test ophtalmique géant ! Tout le monde veut faire valoir sa propre vision. C'est une compétition, d'autant plus vive qu'elle met aussi en jeu l'ego des dirigeants - bien connu dans le monde de l'automobile et je m'inclus dans ce constat - mais aussi l'image véhiculée par chaque marque. Quand le véhicule autonome passera d'un univers élitiste à la possibilité d'une diffusion de masse, les choses évolueront. La pression sur les prix, et donc sur les coûts, poussera à une standardisation, donc à des alliances. Ce mouvement va s'opérer car nous avons les mêmes fournisseurs. Mais la dimension de plus grande valeur ajoutée, la partie software, restera maîtrisée par les constructeurs, d'autant plus qu'elle conditionne la sûreté sur laquelle c'est le constructeur qui s'engagera. Et PSA est plutôt bien placée à ce niveau.

Cette expertise pourrait aussi être apportée par des entreprises du monde numérique. Fait-il s'allier avec elles ? C'est possible, et c'est parfaitement ouvert. D'autant que je ne pense pas qu'ils deviennent eux-mêmes des constructeurs. Pourquoi mettraient-ils beaucoup d'argent dans une activité dont le niveau d'investissement est élevé et la rentabilité, selon leurs critères et leurs habitudes, plutôt faible ?

La capacité des géants de la Silicon Valley à capter la valeur des secteurs anciens, comme dans l'aérien ou l'hôtellerie, ne vous fait-elle pas peur ? Aussi « dinosaures » que nous soyons, nous maîtrisons notre destin ! Nous avons pris la décision stratégique de ne pas nous laisser « désintermédier » et de garder le contact avec nos clients. Nous sommes donc à la fois un constructeur d'automobiles et un fournisseur de services de mobilité. Et pour être au plus près des nouvelles attentes, nous investissons dans des start-up qui proposent de nouveaux services. Ce n'est plus forcément le cas de tous les Gafa (Google, Apple, Facebook, Amazon) qui sont devenus des géants. Un jour, il y aura aussi des dinosaures dans la Silicon Valley. Mais je ne suis pas sûr qu'on y trouve beaucoup de constructeurs automobiles. ■

LA BARRE DES 100 MILLIONS DE VÉHICULES DEVRAIT ÊTRE FRANCHIE EN 2021



## TOUS LES CONSTRUCTEURS NE SONT PAS AU RENDEZ-VOUS

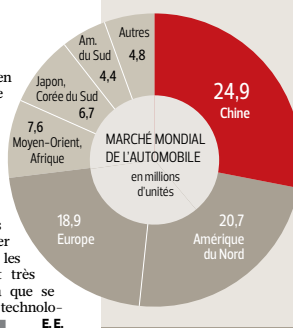
Cette édition 2016 du Mondial de l'automobile sera marquée par des absences notables. Ford, Volvo ou Mazda ne seront pas présents porte de Versailles, à Paris. Malgré la bonne santé du marché, notamment européen, les constructeurs sont plus sélectifs car la participation à un grand salon est coûteuse. Avec plus de 1,2 million de visiteurs, Paris est le plus important salon dans le monde. Mais, pour parvenir à cette importante fréquentation, il ouvre ses portes plus longtemps que ses concurrents. Ce qui coûte cher aux exposants. Certains constructeurs, qui ne présentent pas de nouveautés marquantes cette année, ont préféré faire l'impasse. Mais qu'on se rassure : il y aura cependant assez de voitures, et certaines exceptionnelles, pour faire rêver les amateurs. ■

**E. E.**  
**Mondial de l'automobile, du 1<sup>er</sup> au 16 octobre, Paris Expo, porte de Versailles. mondial-automobile.com**



La nouvelle Citroën C3. AUTOMOBILE PEUGEOT

Kwid ultra-low-cost en Inde. C'est également le sens du retour de PSA en Iran. D'autant que ces marchés émergents attendent des voitures modernes, mais simples et rentables. Les bénéfices dégagés dans les pays émergents contribueront à financer les développements sur les marchés développés et très concurrentiels. C'est là que se joueront les révolutions technologiques qui s'annoncent. ■



## ÉCONOMIE

# L'ancien aéroport d'Athènes destiné à être transformé en parc de loisirs

Le projet, estimé à 8 milliards d'euros, pourrait rencontrer des obstacles.

ALEXIA KEFALAS @alexiakefalas  
ATHÈNES

**AMÉNAGEMENT** Le compte à rebours a commencé. Le Parlement grec a jusqu'à jeudi pour adopter une série de mesures de rigueur en vue d'obtenir le déblocage d'une sous-tranche de 2,8 milliards d'euros. Treize projets de loi, exigés par les créanciers du pays, le quartet du FMI, BCE, UE, ESM, ont été déposés vendredi et comprennent notamment le choix du conseil de surveillance du nouveau fonds de privatisation, la réorganisation du marché de l'électricité et la gestion des prêts bancaires non performants.

Le gouvernement estime ainsi pouvoir présenter un bilan concluant lors de l'Euro Working Group, le groupe de travail de l'Eurogroup, le 29 septembre prochain. Grèves et manifestations sont attendues mardi et mercredi prochains, contre ces mesures

L'ancien aéroport d'Athènes, situé dans la banlieue de Helliniko.

YANNIS KONTOS / POLARIS/STARFACE



drastiques. Pourtant, l'un des projets de loi rime fortement avec développement pour la Grèce. Il s'agit de la privatisation de l'ancien aéroport d'Athènes situé dans la banlieue de Helliniko, d'où son nom : « Hellinikon project ». Son concept est ambitieux, faire du front de mer de la capitale un énorme parc de loisirs de 2 millions de m², l'un des plus grands de Grèce, ouvert au public. L'appel d'offres a été remporté par la société Lamda Développement, appartenant au riche homme d'affaires Spyros Latsis, en consortium avec des fonds d'investissement d'Abu Dhabi (Al Maabar) et le groupe chinois Fosun.

Ce parc métropolitain veut transformer les bâtiments historiques de l'ancien aéroport, qui a marqué une grande partie de l'Histoire hellène moderne, avec les premiers avions de la compagnie nationale Olympic Airways, lancée par le célèbre armateur Aristote Onassis, en centres culturels. Les pistes d'avion deviendront de grands sentiers de randonnée et pistes cyclables, les complexes sportifs de la région, laissés pour compte, depuis les Jeux olympiques de 2004, seront aménagés, enfin plus d'un kilomètre de plage sera développé. Le tout bordé de deux millions de mètres carrés de verdure. « Au-delà de l'environnement, pour les touristes, voir de bel-

les marinas, des complexes hôteliers avec centres de conférences, golf, casino et des plages organisées, dans un cadre architectural détonnant, c'est très attirant ! » avance Christos Panaretou, agent de voyages qui suit de près ce projet. « Le tourisme représente le premier pilier de l'économie, il y a là une véritable perspective de relance », ajoute-t-il. Odysseas Athanasios, directeur de Lambda Hellas, assure, pour sa part, qu'il créera immédiatement « 10 000 emplois puis 70 000 à terme » tout en confiant à la presse grecque que l'intérêt des investisseurs étrangers est « incroyable et croissant ».

Une fois ce contrat de 8 milliards d'euros validé par le Parlement, Lambda déposera quelque 300 millions d'euros à l'État grec avant de lancer les travaux, dont 80 % devront être achevés dans douze ans. Le contrat prévoit aussi que l'État percevra 30 % des recettes nettes de l'investissement puis 15 % des gains pendant 99 ans.

Seul bémol, le ministère de la Culture vient de classer site archéologique une grande partie de cet ancien aéroport. Cela signifie qu'après la validation au Parlement, Lambda va devoir affronter le puissant conseil des archéologues. Pire que le dédale judiciaire, la validation des archéologues risque de reporter ce beau projet aux calendes grecques. ■

## La recette gagnante de la Ferme des Peupliers

Cette PME de l'Eure vend ses yaourts haut de gamme dans les épiceries fines et les palaces du monde entier.

ERIC DE LA CHESNAIS @plumedeschamps

**AGRICULTURE** La Ferme des Peupliers est un bon exemple d'éleveurs laitiers qui voient la vie en rose. Reprise en 2007 par un passionné de l'agriculture, François Chedru, cette exploitation est devenue aujourd'hui une PME internationale de 35 salariés qui ne connaît pas la crise. Grâce à ses 180 vaches laitières et le 1,2 million de litres de lait qu'elles produisent chaque année, l'entreprise vend 12 millions de yaourts dans des pots en verre sur les marchés de France, les épiceries fines ainsi que les plus grands palaces français et internationaux, comme le George V à Paris ou le Sky Park Marina Bay de Singapour. « Nos clients apprécient l'authenticité et le goût de ces yaourts nature ou aux fruits, ils en consomment à toute heure de la journée, soit entre 60 et 70 par jour, près de 25 000 par an », note Quentin Garreau de Labarre, directeur de la restauration au George V.

La Ferme des Peupliers, située à Filpou dans l'Eure, à 93 kilomètres de la place Vendôme à Paris, réalise aujourd'hui 5,2 millions d'euros de chiffre d'affaires, dont 15 % à l'export dans des pays tels que Dubaï, Hongkong et la Nouvelle-Zélande. « Pour avoir de bons yaourts, il faut du bon lait, fait remarquer François Chedru. Et pour avoir du bon lait, il faut des vaches bien logées et bien nourries. »

### Fraicheur et saveurs

Frustré de n'avoir pu reprendre la ferme familiale faute de moyens financiers, ce fils de la 13<sup>e</sup> génération de paysans normands est d'abord devenu vétérinaire rural pendant près de dix ans (1978-1986) puis a fondé une entreprise de nutrition animale qu'il a revendue à la fin des années 2000 au groupe Avril (ex-Sofiprotéol). « C'est à cette époque que j'ai appris comment bien nourrir les vaches », explique-t-il. Et, dans son cas, c'est « avec les fourrages



Chaîne de production de la Ferme des Peupliers, dans l'Eure. DR

produits sur la ferme sans OGM ». L'exploitant au capital 100 % familial a donc investi 900 000 euros dans une étable dernier cri de 190 places et 3,3 millions dans un atelier de transformation local. Les deux bâtiments sont reliés par un lactoduc afin de transformer le lait le plus rapidement possible en yaourts et éviter toute déperdition pour garder le maximum de fraîcheur et de saveurs.

Une stratégie gagnante puisque le fermier peut nettement mieux valoriser son lait de qualité. Il fabrique 8 yaourts artisanaux avec 1 litre de lait. Niché sur le haut de gamme, le consommateur les retrouve dans le commerce au prix de 75 à 80 centimes pièce pour la version nature (le prix de 4 yaourts nature en grandes surfaces) et 80 à 95 centimes pièce pour ceux aux fruits. L'exploitant vend son litre de lait une fois transformé près de 8 fois plus cher que s'il l'avait vendu à une laiterie. Une recette rentable financièrement qui a permis de garder à flot la Ferme des Peupliers.

« L'atelier de transformation des yaourts dégage 2,5 % de résultat d'exploitation malgré des immobilisations très importantes et permet à l'exploitation agricole d'être pratiquement à l'équilibre », souligne François Chedru. D'ici à la fin du mois d'octobre, on devrait même trouver les yaourts de la Ferme des Peupliers dans les Monoprix et Franprix parisiens. De quoi capter une nouvelle clientèle qui ne fréquente pas les palaces ! ■

## EN BREF

### SNAPCHAT CHANGE DE NOM

□ La start-up américaine, qui entend se décliner au-delà de son application star, se rebaptise Snap, Inc. Elle annonce le lancement de Spectacles, des lunettes de soleil équipées de mini-caméras. Les vidéos pourront être partagées sur Snapchat. Ces lunettes connectées seront vendues 130 dollars.

### UBISOFT RACHÈTE LA PART DE LA BPI

□ L'éditeur de jeux vidéo, ciblé par Vivendi, a signé un contrat de rachat de l'intégralité de la participation de la BPI à son capital, soit 3,2 %, pour 122,5 millions d'euros. Ubisoft veut sécuriser le plus de droits de vote possibles à quelques jours de son assemblée générale.

### L'OPEP « CONDAMNÉE À PRENDRE UNE DÉCISION »

□ L'Organisation des pays exportateurs de pétrole est « condamnée à prendre une décision » pour stabiliser le marché et la réunion du cartel mercredi à Alger en sera « le premier pas », a indiqué dimanche le ministre algérien de l'Énergie.

# Retenue à la source : une bonne affaire pour la trésorerie de l'État

Le fisc ponctionnera tous les mois, sur les salaires et les pensions des Français, plus que ce qui lui est dû au titre de l'impôt sur le revenu.

GUILLAUME GUICHARD  
@guillaume\_gui

**FISCALITÉ** « Le prélèvement à la source sera une réalité heureuse pour les Français dès le 1<sup>er</sup> janvier 2018 », a promis, un peu rapidement la semaine dernière, Christian Eckert. Car ce que le secrétaire d'État au Budget a omis de préciser, c'est que beaucoup de contribuables vont s'arracher les cheveux.

Le but de cette réforme fiscale, la dernière du quinquennat – payer ses impôts au moment où on touche ses revenus – est loua-

ble. Aujourd'hui, il s'écoule en effet un an entre le moment où un Français touche ses revenus et celui où il paie ses impôts dessus. « Ce décalage nécessite pour le contribuable de constituer une épargne de précaution ou de disposer de marge de trésorerie suffisante » pour régler le fisc le moment venu, explique le gouvernement dans le projet de budget 2017, qui inclut la partie sur la retenue à la source. La réforme, qui entrera en vigueur en janvier 2018, ne vise donc en théorie qu'à modifier la manière dont le fisc prélève son dû. Les salaires ou autres pensions de re-

traite des contribuables seront ainsi amputés par l'employeur ou la caisse de retraite d'un acompte reversé au fisc.

## Calcul des acomptes

Or, en l'état actuel de la réforme, le Trésor public devrait, dans un grand nombre de cas, prélever plus que ce qui lui est dû. Et ne versera que plus bien plus tard – parfois dix-huit mois plus tard – la différence au contribuable. Pourquoi ? Le prélèvement à la source ne change pas le calcul de l'impôt sur le revenu proprement dit, mais celui des acomptes qui seront, notamment pour les sala-



riés, obligatoirement mensualisés sur douze mois. Et l'État a l'intention de se servir largement dans un premier temps (voir ci-dessous).

« Les contribuables effectueront de facto des avances de trésorerie à l'État, aux dépens de leur pouvoir d'achat », confirme Anne Guyot Welke, porte-parole du syndicat Solidaires finances publiques. Telle est la conséquence de la ligne de conduite adoptée par les auteurs de la réforme : éviter à tout prix que l'État y perde, ne serait-ce que temporairement.

Si Bercy encadre à ce point le dispositif, c'est parce qu'il craint un

effet néfaste sur ses recettes. Aujourd'hui, si les acomptes reçus sont insuffisants, la régularisation survient la même année, au mois de septembre. Il n'existe donc aucun risque de creuser le déficit. En revanche, une éventuelle sous-estimation des prélèvements à la source – que les contribuables pourront d'ailleurs moduler eux-mêmes – ne sera compensée, en raison de l'intégration retardée des crédits d'impôts, que l'année budgétaire suivante. Un décalage impossible à combler qui pourrait créer un trou dans les recettes de l'État, aggravant temporairement le déficit. ■

Le prélèvement à la source ne change pas le calcul de l'impôt sur le revenu, mais celui des acomptes qui seront, pour les salariés, mensualisés sur douze mois.

JULIO PELAEZ/PHOTOPOL/LE REPUBLICAIN LORRAIN/ MAXPPP

## Prélèvements : cinq mauvaises surprises attendent les contribuables

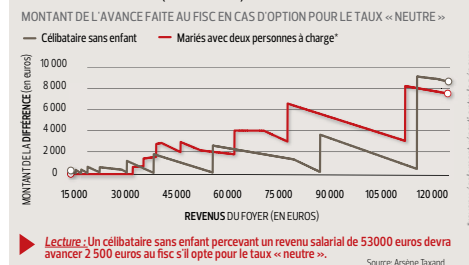
Pour le gouvernement, qui l'affirme haut et fort, il n'y aura aucun problème dans la mise en œuvre du prélèvement à la source. Les services techniques de Bercy ont pensé à tout. Voire... car pour nombre d'avocats et d'experts en droit fiscal, le diable se cache dans les détails et les modalités de cette réforme, inscrite dans le projet de budget pour 2017, recèlent des vices profonds qui se retourneront contre les contribuables.

### LE VRAI-FAUX CADEAU DE L'ANNÉE BLANCHE

Le principe est simple : éviter aux Français de payer deux fois l'impôt en 2018. Celui dû au titre des revenus 2017, suivant la logique actuelle, en plus de celui sur les revenus de 2018, perçu pour la première fois à la source. L'État effacera donc l'ardoise au titre des revenus de 2017. Afin d'éviter que les contribuables en profitent pour engranger durant cette année blanche des gains de façon excessive, les revenus considérés comme exceptionnels seront tout de même taxés.

Et c'est là que le bât blesse car, relève Gaëlle Menu-Lejeune, avocate fiscaliste chez Fidal, « Bercy a élargi la définition de ce type de rémunération pour la seule année 2017 ». La somme tirée de la monétisation d'un compte épargne temps (CET) est ainsi, en temps normal, considérée comme un revenu salarié ordinaire. Mais pas en 2017 où elle sera exceptionnellement considérée comme... une rémunération exceptionnelle. Et donc, à ce titre, soumise à l'impôt. « Cela aurait pu être l'occasion pour les entreprises de faire un geste envers leurs employés en leur permettant de monétiser leur CET exonéré d'impôt », regrette Gaëlle Menu-Lejeune, avocate fiscaliste chez Fidal. Dans sa volonté d'éviter que les contribuables profitent de l'année blanche pour gonfler leurs revenus, Bercy a par ailleurs encadré les revenus des dirigeants d'entreprises. « Le salaire de 2017 ouvrant droit au

### Le taux confidentiel (« neutre ») est défavorable au contribuable



crédit d'impôt ne pourra pas être supérieur au plus élevé de ceux de 2014, 2015 ou 2016, comme s'il était anormal que les salaires des dirigeants augmentent en 2017 », fait remarquer François Ecalte, spécialiste des finances publiques. Au chef d'entreprise de justifier au fisc que la hausse de son salaire est due à un regain d'activité.

### DES PRÉLÈVEMENTS GONFLÉS

Pour calculer la somme qui sera prélevée tous les mois sur les salaires, Bercy a eu la main lourde en imaginant un taux de prélèvement plus sévère que le taux d'imposition. Et ce pour deux raisons. Le prélèvement s'appliquera tout d'abord sur une base de revenu plus large, histoire de gonfler les acomptes encaissés par le fisc. Pour les salariés, il s'agira ainsi du salaire net encore diminué par les abattements au titre des frais professionnels (abattement de 10 % ou frais réels), relève le cabinet Fidal. D'ailleurs, les indépendants verront leurs revenus nets de charges majorés de 11 % pour maintenir une égalité de traitement avec les salariés. Pour tous, les crédits d'impôts ne seront pas pris en compte dans le calcul du prélèvement, majorant d'autant les acomptes mensuels. Le solde de l'impôt sera finalisé en septembre de l'année suivante.

### DES TAUX PAS SI NEUTRES

Un contribuable ne voulant pas que son employeur connaisse son taux réel d'imposition pourra opter pour un « taux par défaut », ou « taux neutre », fixé par la loi. Il devra alors régler chaque mois la différence entre ce qui est prélevé et l'impôt dû, directement auprès des finances publiques. Une usine à gaz qui va à l'envers de la simplification recherchée... La confidentialité, sauf en de très rares cas, aura donc un prix élevé. Les seuils de taux neutres semblent en effet avoir été fixés de telle manière que les contribuables y perdront quasiment à tous les coups, d'après les simulations réalisées par le cabinet Arsène Taxand. Par exemple, une mère de famille avec deux enfants d'un foyer gagnant 80 000 euros se retrouvera à avancer 6 500 euros par an à l'État. Autre aberration du système : un jeune entrant sur le marché du travail et qui sera soumis pour la première fois à l'impôt se verra imposer un taux neutre pénalisant en matière de trésorerie. Et ce, alors qu'il ne sera peut-être pas imposable l'année suivante. « Ce barème conduit à payer plus d'impôt, alors que son rôle est de garantir le respect de la vie privée », pointe Nicolas Jacquot, avocat associé chez Arsène Taxand.

### TAUX PAR DÉFAUT

Les salariés qui le souhaitent pourront refuser que l'administration fiscale transmette leur taux d'imposition personnalisé à leur employeur. Dans ce cas, l'employeur appliquera un taux « neutre ». Ce taux est proche du barème d'un célibataire sans enfant et ne percevant pas d'autre revenu. Il sera également appliqué, par exemple, en cas de début d'activité.

Source : Avant-projet de texte sur le prélèvement à la source

BASE MENSUELLE DE PRÉLÈVEMENT	TAUX PROPORTIONNEL
Inférieure ou égale à 1 361 €	0 %
De 1 362 € à 1 493 €	2 %
De 1 494 € à 1 647 €	4 %
De 1 648 € à 1 944 €	7 %
De 1 945 € à 2 602 €	9 %
De 2 603 € à 3 250 €	12,5 %
De 3 251 € à 4 685 €	17 %
De 4 686 € à 7 288 €	21,5 %
De 7 289 € à 9 639 €	25,5 %
De 9 640 € à 17 356 €	33 %
De 17 356 € à 33 681 €	39 %
Plus de 33 681 €	43 %

Infographie LE FIGARO

### UNE MODULATION TRÈS ENCADRÉE

Adapter son impôt immédiatement après une variation de revenu ou un changement de situation, c'est « la que réside le principal atout de la réforme : protéger les Français contre les aléas de la vie et les imprévus, heureux ou malheureux », a répété Christian Eckert mardi dernier. Mais si moduler ses acomptes à la hausse, en augmentant le taux de prélèvement, sera chose aisée, le faire à la baisse « apparaît comme extrêmement limité et particulièrement encadré », note Anne Guyot Welke, secrétaire nationale du syndicat Solidaires-Finances publiques.

Le contribuable pourra certes réduire, de droit, les montants prélevés après un mariage (ou pacs), un divorce ou un décès. Mais pour toute autre situation ayant un impact réel sur le calcul de l'impôt, comme la naissance d'un enfant, il devra d'abord vérifier s'il remplit les conditions fixées par l'administration. Le changement demandé doit entraîner une baisse de plus de 10 % et au moins 200 euros du montant de son impôt. Il devra aussi demander formellement l'autorisation au fisc. S'il module son taux en violation de ces règles, il se verra appliquer une lourde pénalité.

### DES CRÉDITS D'IMPÔTS DÉCONNECTÉS

Actuellement, l'impôt est certes prélevé avec un an de retard sur les revenus, mais il prend en compte dans son calcul les niches fiscales. Avec le prélèvement préparé par Bercy, les crédits d'impôts seront pris en compte à contretemps. Les contribuables n'en percevront le bénéfice qu'en septembre de l'année suivante lors du calcul du solde. Prenons un contribuable de 2019. Ses éventuels crédits d'impôts ne seront pas pris en compte dans le calcul de ses prélèvements mensuels et son impôt s'en retrouvera donc gonflé. Sa situation ne sera en fait régularisée qu'en septembre 2020, avec un chèque du fisc le cas échéant. Cette situation, abusive en termes de trésorerie et contraire à celle qu'un contribuable mensualisé connaît aujourd'hui, se renouvellera tous les ans. Un cadre employant un salarié à domicile abandonnera donc jusqu'à la régularisation le bénéfice de la réduction d'impôt. Il en va de même des exonérations au titre des dons caritatifs, dont les Français ne pourront voir la couleur que plus d'un an après l'avoir effectué. « La générosité des Français envers les associations risque bien de s'étioler », prévient Anne Guyot Welke.

G. G.



ENTREPRENEURS, VOUS AVEZ LA NIAQUE ?

VENEZ RENCONTRER CEUX QUI VONT VOUS AIDER À BOOSTER VOTRE ACTIVITÉ.

En partenariat avec :

LE FIGARO

Pour les entrepreneurs, les indépendants et tous les audacieux !

Les 4, 5 et 6 octobre

Palais des Congrès • Porte Maillot • Paris

→ Votre invitation gratuite sur [www.salonsme.com](http://www.salonsme.com)

#SalonSME





## TECH

# Les batteries, la bête noire des fabricants de smartphones

La mésaventure de Samsung illustre la dépendance des constructeurs vis-à-vis de cet élément clé.

ELSA BEMBARON @elsabembaron

**ÉLECTRONIQUE** Elles sont discrètes, lovées dans les coques des smartphones, mais elles font beaucoup parler d'elles. Les batteries sont au centre de toutes les attentions. Surtout depuis qu'elles valent à Samsung l'une des pires mésaventures de son histoire. Le conglomérat coréen a procédé au rappel de 2,5 millions de smartphones, les Galaxy Note 7. Son image est un peu plus écornée à chaque décollage d'un avion de ligne, quand stewards et hôtesses prient « les possesseurs d'un Samsung Galaxy Note 7 de l'éteindre et de prendre contact avec l'équipage ». La claquette est d'autant plus rude pour Samsung que son Note 7 se classait début août en tête des palmarès du smartphone ayant le plus d'autonomie ! Ce qui devait être un atout tourné au désastre industriel.

Derrière les péripéties de Samsung se cachent des enjeux colossaux. Sur le marché des smartphones, évalué à quelque 420 milliards d'euros, l'autonomie des téléphones est un des points les plus regardés par les consommateurs, après le prix et la qualité des capteurs photo. Les enjeux portés par ce composant sont inversement proportionnels à son prix. La batterie d'un iPhone 7 coûterait 2,50 dollars à Apple selon les analystes d'IHS, contre 43 dollars pour l'écran ! Et pourtant, la batterie joue un rôle clé, à la fois pour la sécurité des consommateurs et sur le plan marketing. Alors pourquoi l'autonomie des smartphones est-elle en baisse par rapport à celle des bons vieux mobiles ?

En cinq ans, les capacités des batteries ont été multipliées par plus de deux. Mais cette performance est neutralisée par les besoins croissants en énergie des smartphones. Il y a encore dix ans, un téléphone mobile servait essentiellement à téléphoner. Aujourd'hui,

c'est un téléphone, un outil pour surfer sur le Net, un appareil photo haute résolution (quand il n'a pas deux capteurs), un baladeur audio, voire un mini-écran de télévision ou une télécommande pour objets connectés. Côté processeurs, les progrès faits en capacité de calcul sont aussi considérables, mais les fabricants sont parvenus à en limiter l'impact sur la consommation. Toutes ces fonctionnalités se sont accompagnées de nouveaux usages. Se

connecter à Internet ou regarder une vidéo sont deux usages très gourmands en énergie. L'amélioration de la définition des écrans, qui se traduit par un plus grand nombre de pixels que la batterie doit alimenter, sollicite davantage les ressources énergétiques du terminal.

« La taille de la batterie et sa capacité de stockage sont les deux principaux enjeux du secteur », résume Laurent

Entre le Galaxy S, (à gauche), et le Galaxy Note 7, (à droite), les capacités des batteries ont été multipliées par plus de deux. DR

Acadie, PDG Europe de Panasonic. Pouvoir utiliser son mobile pendant 24 heures est devenu un argument de vente. Huawei avait même axé sa communication il y a deux ans sur la capacité des batteries de ses téléphones, telle qu'elles pouvaient être « utilisées pour recharger un autre smartphone ».

Les batteries ont un autre handicap : elles perdent de leur capacité à l'usage. Les fabricants ont dû faire un choix entre permettre aux consommateurs de changer la batterie et faire des terminaux « monoblocs ». Et la deuxième solution a été privilégiée.

Les smartphones ont gagné en étanchéité, mais les consommateurs doivent désormais faire appel à des professionnels s'ils veulent changer la batterie de leur portable.

La rigidité de la batterie et sa propension à chauffer viennent ajouter de la complexité. Cela fait une

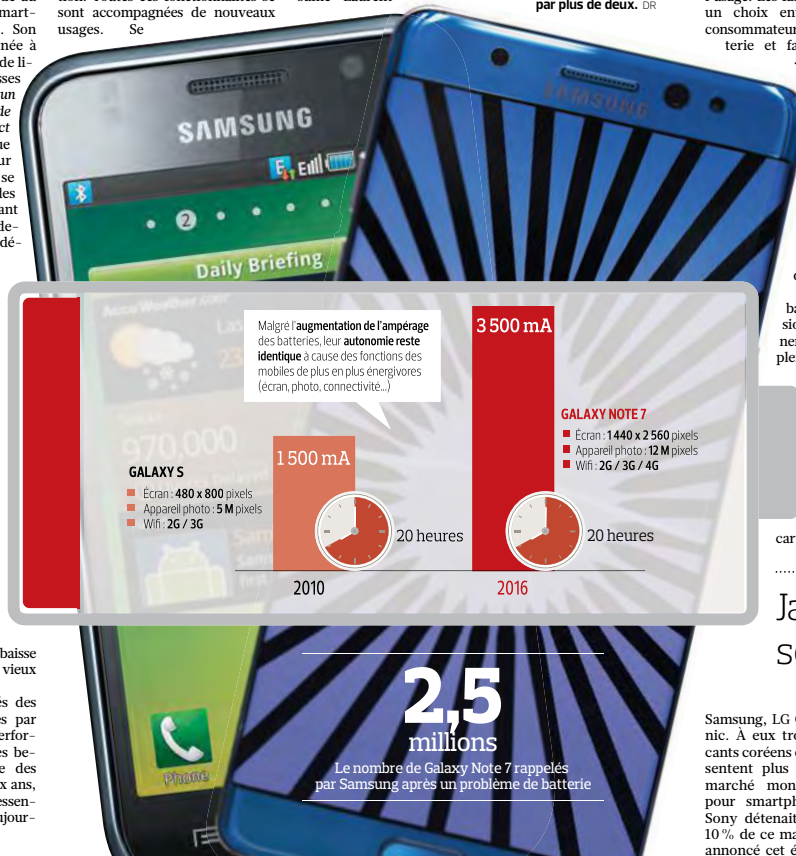
décennie que les fabricants imaginent des téléphones flexibles, ou pliables. Nokia, du temps de sa gloire dans la téléphonie mobile avait déjà de tels concepts dans ses cartons. Samsung s'est

aventuré sur la même voie, tout comme LG, qui a été le seul à commercialiser un smartphone légèrement flexible, le LG Flex. Mais pour le moment, tous butent sur le même problème : la batterie. Impossible de tordre dans tous les sens ce subtil mélange Lithium-ion sans risques. Réduire la taille, le poids et l'épaisseur des smartphones ne peut se faire sans jouer sur le stockage de l'énergie. Des solutions alternatives sont à l'étude (lire ci-dessous) mais elles peinent à s'imposer. Les fabricants cherchent aussi à s'affranchir des prises. Apple a déjà supprimé la prise

« La taille de la batterie et sa capacité de stockage sont les deux principaux enjeux du secteur »

LAURENT ACADIE, PDG EUROPE DE PANASONIC

jack, celle pour recharger l'iPhone pourrait un jour aussi disparaître. De son côté, Samsung a déjà inclus le chargement par induction dans ses Galaxy S6, puis S7. Il suffit de poser le téléphone sur le chargeur. Ne plus avoir de prise permet une plus grande liberté dans le design des appareils. L'élimination de la prise pour recharger est encore plus importante dans le monde des objets connectés, et plus particulièrement les « wearables », ceux que l'on porte sur soi. Les Apple Watch et Galaxy Gear se chargent par induction. En attendant que le soleil suffise...



## Japonais et coréens se partagent le marché

Samsung, LG Chemicals, Panasonic. À eux trois, les deux fabricants coréens et le japonais représentent plus des deux tiers du marché mondial des batteries pour smartphones et tablettes. Sony détenait un peu moins de 10 % de ce marché. Le japonais a annoncé cet été qu'il allait céder cette activité à un autre groupe Nippon, Murata. Le montant de la transaction n'a pas été communiqué. Mais Murata a précisé que cette acquisition allait lui permettre de poursuivre son expansion dans d'autres domaines, notamment l'automobile et la construction. Les fabricants doivent s'organiser pour faire face à la stabilisation du marché des smartphones après une décennie de folle croissance.

Les smartphones et tablettes ne constituent que la part émergente de l'immense potentiel du marché mondial des batteries. Les batteries pour l'électronique ne représentent que 15 milliards de dollars sur un marché global qui devrait atteindre 170 milliards de dollars en 2020 selon des analystes. Ce qui explique pourquoi les acteurs de l'électronique grand public lorgnent d'autres débouchés. LG Chemicals et Samsung se sont installés en Chine pour tenter d'y conquérir le marché des batteries pour automobile. Une installation qui ne se fait pas sans heurts, les autorités chinoises ayant refusé certains agréments aux deux coréens, s'appuyant notamment sur « des raisons de sécurité ». Mais les coréens entrent aussi en concurrence frontale avec les acteurs locaux, dont AESC (Automotive Energy Supply Corporation) et ATL.

De son côté, Panasonic s'apprête à effectuer une nette montée en puissance. Il s'est associé au constructeur automobile Tesla pour développer une usine de bat-

teries aux États-Unis. « Nous allons construire une usine qui dépassera en capacité ce que le marché produit actuellement », souligne Laurent Acadie, le PDG de Panasonic Europe. Près de 3,5 milliards de batteries sortiront de ses lignes de production chaque année. Cette « Giga Factory », comme elle est surnommée, aura une capacité de production pour équiper 500 000 voitures par an. Or il faut environ 6800 batteries - qui ressemblent à des piles bâtons - pour une Tesla ! De quoi placer Panasonic, au premier rang des fabricants de batteries pendant quelques années. « Nous allons vers une électrification de notre société. Le plus compliqué sera de satisfaire la demande mondiale en batteries », prédit Laurent Acadie.

### Stockage à domicile

Les transports au sens large tendent à s'électrifier, entraînant dans leur sillage une demande en stockage d'énergie. Les batteries s'invitent aussi de plus en plus dans les bâtiments. D'abord les sites industriels, où elles servent de « tampons » en cas de rupture d'approvisionnement en électricité. Ensuite pour permettre de stocker l'électricité produite par des bâtiments dits à énergie positive. Par exemple, les logisticiens installent de plus en plus des panneaux photovoltaïques sur les toits de leurs entrepôts. « EDF investit 50 millions d'euros par an dans des solutions de stockage à domicile, explique un porte-parole du groupe. Le jour où nous serons capables de stocker à grande échelle l'électricité de façon diffuse, cela bouleversera un mode de production très centralisé. L'éolien, comme le solaire, sont des énergies dites intermittentes. Pour qu'elles se développent, il faut pouvoir stocker l'électricité pour les jours sans soleil, ou sans vent. »

E. B.

## Ces autres chargeurs pour appareils électroniques

Plus besoin de brancher sa liseuse, elle se recharge au soleil. La marque française Bookreen vient de lancer Cybook Ocean, une liseuse dont la couverture est recouverte d'une feuille photovoltaïque. Une heure de soleil suffit pour gagner 30 minutes de lecture supplémentaires, sans avoir besoin de la rebrancher sur le secteur. Pour développer cette technologie, Bookreen s'est associé à un autre Français, Sunpartner.

Cette solution ne permet pas de s'affranchir complètement de la batterie, mais elle diminue la dépendance énergétique de l'appareil. Sunpartner travaille, en outre, à de nombreuses autres applications qui permettront cette fois de se passer de batteries.

### Indépendance

Des start-up de tous horizons se sont aussi penchées sur l'épineux problème du chargeur, partant du principe que les capacités des batteries des appareils électroniques et particulièrement des smartphones sont insuffisantes. Sont nés de ces réflexions des chargeurs à manivelle, des chargeurs à essence ou encore à réchaud à gaz. Les plus probants restent les chargeurs solaires. Pendant la journée, le

chargeur posé au soleil regagne en énergie et peut ainsi alimenter la batterie du téléphone. Ces solutions sont parfaites pour les randonneurs. Le citadin peut, lui, s'intéresser d'avantage au chargeur à induction. Le problème de la prise est simplement déporté : ce n'est plus le smartphone que l'on branche, mais son socle. Toutefois, faute de solution universelle, la technologie peine à s'imposer. Les chargeurs à induction ne sont pas encore compatibles d'une marque à l'autre, ni même d'un modèle à l'autre. Le chargeur à induction du Galaxy S6 perd de son efficacité quand on l'utilise pour le S7.

De son côté, le fabricant de microprocesseurs STMicroelectronics s'est aussi intéressé à rendre indépendants les appareils électroniques. Le groupe franco-italien travaille à diverses solutions pour parvenir à s'affranchir du chargeur. La chaleur de la peau, les mouvements... peuvent être convertis en énergie. Ainsi, de petits appareils comme une montre ou un sonotone pourraient fonctionner de façon quasiment perpétuelle, sans jamais être rechargés. Mais il faut toujours une batterie !

La start-up Hydrao a elle aussi mis au moins un appareil

électronique qui produit sa propre énergie. Il s'agit d'un pommeau de douche connecté, doté de petites LED qui changent de couleur quand la douche dure trop longtemps. L'alimentation en énergie est assurée par une miniturbine électrique, comme pour une centrale hydraulique. ■

E. B.

Le Cybook Ocean de Bookreen, une liseuse dont la couverture est recouverte d'une feuille photovoltaïque. BOOKREEN







## Un monde de tricheurs

Y aurait-il quelque chose de pourri au royaume des grandes entreprises ? Il y a un an, le monde apprenait stupéfait que Volkswagen, numéro un mondial de l'automobile, avait organisé la plus grande triche industrielle de l'histoire, en installant son logiciel truqueur sur des millions de véhicules. Aujourd'hui, Wells Fargo, première banque américaine par sa capitalisation boursière, est au cœur d'une incroyable magouille. Pendant cinq ans, cet établissement financier né avec la conquête de l'ouest américain a ouvert près de deux millions de faux comptes, vendus des centaines de milliers de cartes de crédits à l'insu de ses clients en multipliant les faux en tous genres...

Qui sera le suivant ? Un géant du commerce ? De l'Internet ? De l'agroalimentaire ? Nul ne le sait, mais plus personne ne peut l'écarter si même les représentants d'un capitalisme raisonnable fraudent sans vergogne. Wells Fargo incarnait en effet l'anti-Wall Street, la banque de l'Amérique profonde jamais arrogante, sortie intacte des subprimes. Volkswagen symbolisait la qualité et le sérieux allemand, ce « made in Germany », fierté de tout un pays.

Ces affaires relancent la cruciale question du contrôle de ces sociétés tentaculaires, et plus encore de la responsabilité de leurs dirigeants. John Stumpf, PDG de Wells Fargo, a assuré la semaine dernière devant des sénateurs médusés qu'il ne savait rien de cette grande tricherie avant 2013, mais que les coupables ont depuis été sanctionnés. Ainsi, 5 000 salariés ont été licenciés et pas un seul à la direction générale de la banque. Ce qui a fait dire à la sénatrice démocrate du Massachusetts totalement écœurée : « une cuisinière qui vole une poignée de dollars est tenue responsable, mais les patrons de Wall Street ne le sont jamais même lorsqu'ils mettent l'économie à terre. » Qui osera soutenir le contraire ?

### INDUSTRIE FRANÇAISE OFFSHORE

La France se désindustrialise mais ses industriels ne se meuvent pas. C'est même tout le contraire. Ils se renforcent, investissent, recrutent. Une telle affirmation peut paraître au mieux farfelue, voire indécente, alors que les annonces de fermetures de sites et les suppres-

sions d'emplois jalonnent depuis des décennies notre actualité économique. Dernier épisode en date, la fin programmée de la production chez Alstom à Belfort. Dernier chiffre, celui du recul de l'emploi industriel - 16 000 au cours des six premiers de l'année.

Pourtant, c'est une réalité, nos industriels n'ont pas rendu les armes. Ils emploient 1,7 million de salariés dans leurs filiales étrangères, soit près de la moitié des emplois de l'industrie en France, selon une récente étude de l'Insee qui précise que ces emplois à l'étranger progressent année après année. Faut-il s'en féliciter ? Il y a ceux, fatalistes, qui disent que c'est la preuve que nos entreprises réussissent à se mondialiser. Et les autres, nombreux, qui pensent qu'une France sans usine n'a pas d'avenir.

### LE TROPHÉE DE MACRON

Rendons à Macron ce qui appartient à Macron. Car dans la période actuelle personne ne lui rendra quoi que ce soit. À gauche, le jeune ex-ministre est celui qui a trahi, qu'il faut abattre à tout prix. Chez les édiles de droite, il est jugé dangereux parce qu'il pourrait attirer à lui des électeurs séduits par son discours économique moderne et pragmatique.

Alors que lui rendre ? La libéralisation du métier de notaire. La carte des futures installations a enfin été publiée. Or, il apparaît qu'un peu plus de 1 000 études vont rapidement être créées. C'est beaucoup trop pour un Conseil supérieur des notaires soucieux de maintenir le statu quo, ou plutôt un monopole qui se porte bien. À l'inverse, les tenants d'une libéralisation totale trouvent que la loi n'est pas allée assez loin.

Pour Emmanuel Macron, c'est une satisfaction et probablement un soulagement. Satisfaction car il aura réussi à libéraliser au moins en partie un des métiers les plus difficiles à faire bouger. D'ici quelques années, si tout se passe comme prévu, la France comptera 20 % d'études notariales en plus.

Quant au soulagement, il tient au fait que son action réformatrice ne se résumera désormais plus seulement à la seule libéralisation des autocars, qui, avouons-le, est un bien maigre capital alors que l'on se prépare pour une longue campagne. ■

## Devrait-on remplacer « La Marseillaise » par « Vexations » d'Erik Satie ?

Le budget 2017 n'est que litanie, liturgie, léthargie et vexations.

Les Français ne glorifient pas assez leur patrimoine culturel. Savent-ils par exemple que l'œuvre la plus longue jamais composée dans la musique occidentale n'émane pas d'un Allemand - on songe à Wagner - mais de leur compatriote Erik Satie, natif de Honfleur (1866-1925) ? *Vexations* est une partition pour piano seul, et son exécution prend une vingtaine d'heures, un peu moins si on presse le tempo. Pas besoin d'un grand orchestre comme dans les opéras wagnériens. Autre avantage, le texte est facile à lire et tient en une seule page. Le compositeur a en effet donné comme indication de répéter 840 fois les quelques mesures qu'il a écrites et qui ne nécessitent ni grand virtuosité pianistique ni des connaissances de solfège exceptionnelles comme chacun peut en juger (voir photo).

L'actualité de *Vexations* n'est pas liée à sa performance dans un concert parisien ou ailleurs, ce qui est toujours un événement en soi. La raison de s'y intéresser est économique et non pas musicale. La musique de Satie se veut un hymne à la répétition et elle procure la même impression de ressassement que le projet de budget 2017 présenté la semaine dernière par le ministère des Finances, puis à nouveau ce mercredi.

Car Bercy a choisi d'exposer en deux temps ce qui constitue la décision économique du pays la plus importante de l'année par l'ampleur des masses financières en jeu. Dans un premier round ont été annoncés le 20 septembre « les grands équilibres » (croissance économique, niveau des prélèvements obligatoires, etc.). Et dans un second temps, le 28 septembre, seront dévoilés les dépenses publiques détaillées et le menu des impôts pour 2017 (menu est ici un substantif, pas un adjectif).

Ce dédoublement, qui ne se retrouve dans aucun autre pays développé, participe de la volonté d'occuper le terrain médiatique, de « faire le buzz » pour parler vulgairement. Les finances publiques passionnent tellement les Français qu'on en distille les mystères au fil des semaines comme un feuilleton télévisé.

Le meilleur exemple à cet égard est la baisse de l'impôt sur le revenu en 2017. François Hollande en a fait miroiter la possibilité pour la première fois le 3 mai devant la fondation Jean-Jaurès, en faveur des « plus modestes » (sic), mais sans préciser l'ampleur conditionnée aux « marges budgétaires » dont disposerait le gouvernement. Depuis lors, il est revenu publiquement sur le métier à deux reprises, dont le 14 juillet, et dans des termes tout aussi



### LIBRES ÉCHANGES

JEAN-PIERRE ROBIN

flous. Ses ministres ont relayé la bonne parole au moins une douzaine de fois, avant que Manuel Valls, protocole oblige, annonce la décision fin août et que Michel Sapin, ministre des Finances, en précise les modalités le 9 septembre : une enveloppe d'un milliard d'euros au profit de 5 millions de foyers fiscaux. Les 32 autres millions de ménages ne sont pas concernés, qu'ils soient déjà exonérés de l'IR, ou qu'ils en paient trop (pas de cadeau pour les « riches »). Et ceux-là pourront se sentir vexés.

### Bavardage incessant

Mais le véritable motif de « vexation », au sens d'Erik Satie, est dans le tambourinage. Le gouvernement semble considérer que les Français ont une passion pour l'impôt et adorent en entendre parler. Ce n'est certes pas tout à fait faux. D'un côté ils savent qu'il faut financer les dépenses publiques particulièrement élevées dans l'Hexagone, puisqu'elles absorbent 57 % de la richesse nationale, le PIB (en 2015). Et surtout les impôts les meilleurs sont ceux qui sont payés par les autres. Or 54 % des ménages n'acquittent aucun impôt sur le revenu, d'où sa popularité relative dans l'opinion publique.

Il n'y a pas que la fiscalité qui donne lieu à longueur d'année à un déballeage. C'est l'ensemble des finances publiques qui font l'objet d'un bavardage incessant.

À la décharge du gouvernement, la Commission européenne a son droit de regard et son propre calen-

drier d'expression, tout comme la Cour des comptes dans un autre registre. Les occasions d'évoquer les budgets de l'État, des comptes sociaux et des collectivités locales, s'en trouvent démultipliées. Les citoyens ne sont jamais trop bien informés dira-t-on. Mais c'est l'inverse qui se produit : « trop d'informations tue l'information », car cette communication répétitive et atomisée dans le temps est toujours lacunaire et constamment tendancieuse.

Bercy en a apporté une preuve éclatante le 20 septembre dernier en présentant « les grands équilibres du budget 2017 ». Le secrétaire d'État au Budget, Christian Eckert, nous a déclaré alors que « les chiffres ne mentent pas », comme d'autres ont pu dire que « la terre ne ment pas ». Sauf qu'on a entendu beaucoup de mensonges par omission dans la présentation des deux ministres Sapin-Eckert - noms prédestinés à la langue de bois. Exemple : ils ont mentionné la progression des investissements des entreprises qu'ils espèrent plutôt rapide en 2017, mais pas la consommation ni le pouvoir d'achat des ménages, dont on sait qu'il ne bénéficiera plus de la chute des prix des pétroles.

En réalité, Bercy s'en est tenu à une apologétique du quinquennat au lieu d'exposer de façon factuelle les problèmes du budget 2017 et les choix qui ont été faits. Cette façon de procéder entretient la confusion. Le rabâchage à jet continu désinforme au lieu d'éclairer le débat démocratique. « Litanie, liturgie, léthargie », disait Edgar Faure des débats budgétaires au Parlement sous la IV<sup>e</sup> République. Et de même que le compositeur Pierre Boulez traitait Satie et sa musique de « chien flasque », la politique économique, avec ses hésitations, ses redondances et ses instabilités, nous rappelle « le chien crevé au fil de l'eau ».

Trop d'informations tue l'information, car cette communication répétitive et atomisée est toujours lacunaire et constamment tendancieuse



La musique de Satie se veut un hymne à la répétition. CC BY-SA 3.0

## LIVRES & IDÉES

Elsa Trujillo @Elsa\_Trujillo

## Surmonter ses peurs du numérique, pour en tirer profit

**NUMÉRIQUE** Précarisation de l'emploi, automatisation du travail, surveillance de masse... Le numérique suscite inductiblement des craintes. Dans *Faut-il avoir peur du numérique ?* (Ed. Armand Colin), Lætitia Vitaud et Nicolas Colin, déjà coauteurs de *L'Âge de la multitude*, en ont délimité vingt-cinq. Simples malentendus, discours critiques ou encore jugements moraux, elles pesent toutes sur le débat autour de l'innovation et freinent le développement de la France sur le sujet.

Le numérique est loin de constituer le premier bouleversement de nos manières de produire et de consommer. Précédé par l'électricité, le pétrole ou encore la machine à vapeur, il se distingue néanmoins par la fulgurance des ruptures qu'il en-

traîne à travers le monde. Cette rapidité, qui tranche avec les transformations lentes et progressives de l'économie fordiste, provoque un enchaînement ef-

fréné de débats. Si les questions liées aux montages d'optimisation fiscale, aux données personnelles ou, tout dernièrement, à la menace d'une surveillance généralisée viennent à l'esprit, d'autres peurs, plus latentes, sont également passées en revue. Parmi elles, l'accroissement des inégalités à travers le monde, l'affaiblissement des États, le triomphe annoncé des machines, ou encore le phénomène Trump, pur produit du numérique, selon les deux auteurs.

### Évolution des mentalités

Méthodiquement, Nicolas Colin et Lætitia Vitaud apportent une réponse à chacune de ces idées reçues. À grand renfort de statistiques, de théories économiques ou d'observations personnelles, ils invitent à une évolution des

mentalités pour tirer pleinement profit des opportunités du numérique. Leur effort pédagogique est global et concerne aussi bien la société civile que les élites.

Une mise à jour généralisée de nos institutions s'impose pour exploiter le phénomène à notre avantage. Elle nécessite une prise de conscience de l'ampleur des secteurs bouleversés par le numérique. Trop longtemps, ces derniers ont été restreints au seul domaine culturel, à savoir la transformation de l'industrie musicale, de l'édition et de la presse. Nicolas Colin estime que nous payons aujourd'hui le prix d'un manque d'ouverture de nos élites à l'innovation. « Pendant que les Américains continuent à faire grandir leurs entreprises, les nôtres restent à l'état de start-up, parce qu'elles ne

peuvent pas lever assez de capital. Quand elles y parviennent et s'attachent à des modèles préexistants, on leur met bien souvent des bâtons dans les roues », explique-t-il au *Figaro*.

Selon les deux auteurs, un tel conservatisme serait néfaste alors que s'ouvre une ère de l'emploi à la carte, portée par des services comme Uber dans les transports ou Foodora dans la livraison de repas à domicile. Face à cette précarisation du travail, des solutions ont déjà été mises en place par les pays scandinaves, telles que l'universalité de la protection sociale. Mais la France accuse encore un certain retard sur le sujet. Les auteurs appellent de leurs vœux des mesures économiques vigoureuses qui prennent en compte le virage numérique. ■



**NICOLAS COLIN ET LÆTITIA VITAUD**  
« FAUT-IL AVOIR PEUR DU NUMÉRIQUE ? »

Ed. Armand Colin





# Les moins de 30 ans privilégient le bien-être au travail

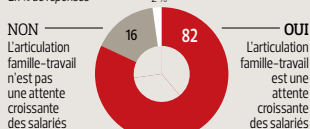
Selon la quatrième édition de l'Observatoire Famille et Entreprise réalisée par Viavoice pour La Maison bleue, 74 % des dirigeants estiment que les salariés demandent plus « d'écoute et de reconnaissance ».

## Les salariés souhaitent mieux concilier famille et travail

### Attentes des salariés concernant l'articulation famille-travail

DIRIEZ-VOUS QUE L'ARTICULATION FAMILLE-TRAVAIL EST UNE ATTENTE CROISSANTE DES SALARIÉS ?

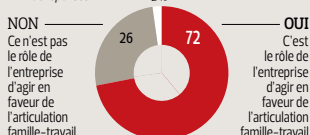
En % de réponses



### Responsabilité de l'entreprise concernant l'articulation famille-travail

DIRIEZ-VOUS QUE C'EST LE RÔLE DE L'ENTREPRISE D'AGIR EN FAVEUR DE L'ARTICULATION FAMILLE-TRAVAIL ?

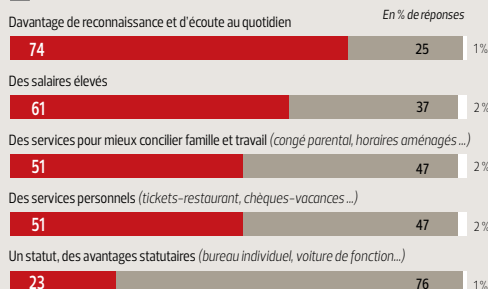
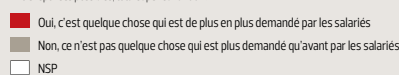
En % de réponses



### Les attentes croissantes des salariés ...

POUR CHACUNE DES ATTENTES SUIVANTES, DIRIEZ-VOUS QUELLE FAIT L'OBJET D'UNE DEMANDE CROISSANTE DE LA PART DES SALARIÉS ?

\* Trois réponses possibles, total supérieur à 100 %

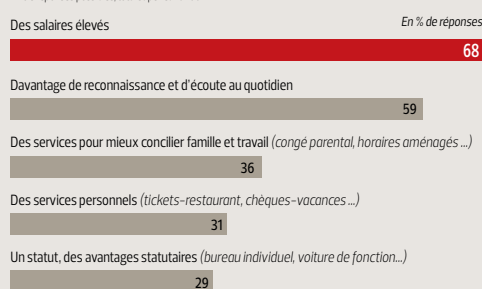


Infographie LE FIGARO

### ... et des jeunes générations de salariés

CONCERNANT LES JEUNES SALARIÉS DE MOINS DE 30 ANS, DIRIEZ-VOUS QUE LEURS ATTENTES SPÉCIFIQUES, SONT SURTOUT ... ?

\* Trois réponses possibles, total supérieur à 100 %



**Sondage Viavoice** réalisé pour La Maison bleue. Interviews réalisées par téléphone du 22 juin au 4 août 2016. Échantillon de 403 décisionnaires en matière de ressources humaines (dirigeants d'entreprise, directeurs des ressources humaines), représentatif des entreprises de 50 salariés et plus, établies en France métropolitaine. Représentativité assurée par la méthode des quotas appliquée aux critères suivants : secteur d'activité de l'entreprise, taille de l'entreprise, région.

YANN LE GALES @YannLeGales

**ENQUÊTE** Les salaires ne suffisent plus pour séduire et fidéliser ses collaborateurs. Selon la dernière édition de l'Observatoire Famille et Entreprise, réalisée par Viavoice pour La Maison bleue et Le Figaro, 74 % des dirigeants et des directeurs des ressources humaines des entreprises de plus de 50 salariés interrogés pensent que la première revendication des salariés est une demande croissante « de reconnaissance et d'écoute au quotidien ». Ils ne sont que 61 % à affirmer que « les salaires élevés » sont de plus en plus demandés.

Cette prise de conscience s'accompagne d'un constat. La moitié des dirigeants d'entreprise et des directeurs des ressources humaines interrogés estime qu'il est de plus en plus difficile de « fidéliser les salariés et de leur donner envie de rester dans l'entreprise ». 51 % avouent avoir du mal à attirer les nouveaux talents. 63 %

constatent qu'il est de plus en plus difficile de conserver comme collaborateurs les jeunes de moins de 30 ans, la génération Y.

« Les jeunes actifs ne souhaitent pas travailler dans la même entreprise toute leur vie professionnelle, souligne François Forestier, président cofondateur de La Maison bleue (2 500 salariés, 100 millions d'euros de chiffre d'affaires) qui exploite 200 crèches en France et qui est aussi implanté en Suisse. Ils demandent une grande souplesse à leur employeur. Ils sont très flexibles sur les horaires de travail et n'hésitent pas à abandonner les questions liées au bien-être au travail dès leur entretien d'embauche. »

Les nouvelles générations de salariés posent des questions sur la crèche, le nombre de RTT, la retraite ou le télétravail.

Cette demande est particulièrement élevée chez les jeunes de moins de 30 ans. 36 % d'entre eux sont attirés par des services qui leur permettent de concilier vie familiale et carrière profes-

sionnelle, contre 31 % qui privilégient les tickets-restaurant ainsi que les chèques-vacances et 29 % qui sont attachés aux avantages statutaires comme la voiture de fonction et le bureau individuel. « La frontière entre vie privée et vie professionnelle est de plus en plus diffuse. Les salariés trouvent légitime que les entreprises les aident à les concilier », explique Sylvain Forestier.

### Un nouveau rôle

Les salariés qui ont de jeunes enfants sont satisfaits quand l'entreprise leur propose des services d'accompagnement scolaire. Ils sont favorables à ce que les employeurs les aident à trouver des solutions quand leurs parents connaissent des difficultés. « Les partenaires sociaux apprécient cette démarche. Nous proposons ce type de services en Suisse », observe Sylvain Forestier.

Cette tendance va s'accroître dans les prochaines années. Les employeurs en ont pris conscience. Plus d'un dirigeant sur trois

est convaincu que la conciliation vie privée-vie professionnelle sera essentielle dans les années à venir pour « fidéliser les salariés ».

Ils mettent cette exigence au même niveau que l'amélioration de la performance de l'entreprise. « Cela motive les salariés. Ils sont plus écoutés, donc plus investis. C'est donnant-donnant », témoigne un dirigeant. « Un équilibre pro et perso permet à nos collaborateurs d'être plus concentrés et plus performants, observe un autre dirigeant. Ce qui génère un gain pour l'entreprise en matière de productivité et d'efficacité. »

Près d'un dirigeant sur deux croit que proposer des places de crèche est un moyen efficace pour réduire le stress au travail et fidéliser les équipes. Ce type de service devance l'amélioration de la motivation et des mesures pour encourager une plus grande égalité homme-femme. « La génération Y contribue à redéfinir le rôle et les missions de l'entreprise

et sa place dans la société », analyse Sylvain Forestier.

Malgré une conjonction économique qui reste morose, 66 % des dirigeants déclarent avoir les moyens financiers de mener une action pour satisfaire les demandes des salariés. Ce chiffre est en légère baisse par rapport à 2015 (69 %), mais reste élevé. Ceux qui avouent manquer de moyens demandent plus d'argent, mais aussi davantage de soutien de la part de leurs collaborateurs et de leur hiérarchie.

Car disposer des ressources financières nécessaires ne suffit pas pour s'adapter aux nouvelles exigences des salariés. Les entreprises devront également faire évoluer leur marque employeur en tirant mieux parti des atouts du numérique et se mettre davantage à l'écoute de leurs collaborateurs.

Une évolution qui va contribuer à changer les méthodes de management et à réinventer les manières de travailler. ■



## TOP MANAGEMENT

PAR Carole Bellemare avec Corinne Caillaud

www.decideurs.lefigaro.fr



Patrick Pouyanné



Philippe Sauquet



Bernard Pinatel



Arnaud Breuillac



Namita Shah



Patrick de La Chevaldière



Momar Nguer

## LES DÉCIDEURS du groupe Total

### DATES CLES

**1989-1996**  
Œuvre à l'industrie et dans les cabinets

**1997**  
Rejoint Total

**2011**  
DGA Chimie et pétrochimie. Entre au conseil

**2012**  
Dirige la branche raffinage-chimie

**2014**  
Deviend DG...

**2016**  
... puis PDG du groupe Total

Le 22 octobre prochain, Patrick Pouyanné « fêtera » ses deux ans aux commandes du groupe Total. Devenu directeur général à l'automne 2014 après la mort accidentelle de Christophe de Margerie, il a aussi pris en janvier la présidence du groupe en remplacement de Thierry Desmarest. Foncure, à la forte personnalité, cet X-Mines de 53 ans qui dirigeait la branche raffinage-chimie aura rapidement imprimé sa marque à la tête de la major du CAC 40, première capitalisation boursière française.

Cette année 2016 aura été particulièrement intense pour lui et pour le groupe pétrolier. Présentation en mars de One Total, le projet stratégique à 20 ans, offensive sur les énergies renouvelables et l'électricité, enchaînement d'empêches et des batteries Saft, le distributeur belge d'électricité Lampiri et dernièrement les actifs de Chesapeake dans le gaz de schiste au Texas : le plan de trans-

formation visant à faire de Total « la major de l'énergie responsable » est en marche. Pour mener à bien son grand défi « Papou », comme on surnomme en interne ce père de quatre enfants passionné de rugby et classé au tennis, s'est entouré d'une nouvelle dream team. Au comité exécutif qu'il préside, six pointures l'entourent depuis le 1er septembre pour piloter ce gros navire et lui faire prendre un nouveau cap. C'est à l'X-Ponts formé aussi à Berkeley, Philippe Sauquet, à qui il avait transmis la barre de la branche raffinage-chimie, que le PDG a confié la nouvelle branche Gas, Renewables & Power. Une casquette à la mesure de ce fidèle depuis 25 ans, qui avait déjà tenu la barre de la direction gaz et électricité. À 58 ans, Sauquet a hérité en plus de la direction stratégie-innovation. Le dirigeant de l'avenir, donc. De son côté, un autre vétéran, Bernard Pinatel, 54 ans, X et Sciences Po

parti avec Bostik, la filiale qu'il dirigeait, dans le giron du chimiste Arkem dont il était devenu « M. Matériaux haute performance », a réintégré le siège de Total pour prendre en main la branche raffinage-chimie. Âgé de 58 ans, Centrale Lyon, Arnaud Breuillac dirige quant à lui depuis 2014 la branche exploration-production, dont il fut le « M. Moyen-Orient ».

### Féminisation et internationalisation

Souci de féminisation et d'internationalisation de la gouvernance, Patrick Pouyanné a par ailleurs identifié dans le profil de la Franco-Indienne Namita Shah, jusque-là secrétaire générale de la branche exploration-production, le profil idéal pour diriger les ressources humaines, soit 96 000 collaborateurs, fonction ainsi directement représentée désormais dans la plus haute instance

exécutive du groupe. Cette ancienne avocate de 47 ans, diplômée de la Delhi University et au parcours très international, ne se sera pas trompée en ralliant Total en 2002 : dans le cadre de la cure d'austérité, elle supervise aussi désormais les activités de la branche Total Global Services, créée afin de mettre en commun les fonctions support (achat, informatique, etc.) entre les différentes branches. Sans changement, Patrick de La Chevaldière, 59 ans, Centrale Paris et HEC, est depuis 2008 le grand argentier de ce mastodonte de 149 milliards de chiffre d'affaires. Avec aussi la promotion récente du Sénégalais et Essec de 60 ans Momar Nguer, 32 ans de maison, comme directeur général Marketing & Services. « C'est un comité exécutif renouvelé et bénéficiant de profils et d'expériences diversifiés qui prend ainsi en charge la mise en œuvre de l'ambition du groupe », s'est félicité Patrick Pouyanné.

C. B.

# Les universités attaquent le marché de la formation continue

Elles veulent quadrupler leur chiffre d'affaires d'ici à 2020.

CHRISTINE PIEDALU

**COMPÉTENCES** Les universités jouent un rôle limité sur le marché de la formation continue. Elles ne détiennent que 3 % du marché de la formation professionnelle, estimé à 13 milliards d'euros. Soit 400 millions d'euros.

Ce chiffre cache de profondes différences. Le Cnam réalise 90 millions d'euros de chiffre d'affaires. Les universités les plus actives, comme Strasbourg et Dauphine, engrangent environ 10 millions d'euros chacune, quand les écoles de commerce les plus performantes atteignent les 20 millions d'euros.

## Renouveler le modèle pédagogique

Les universités disposent de solides atouts pour jouer les premiers rôles, mais elles doivent aussi s'adapter aux besoins des entreprises, explique François Germinet, président de l'université de Cergy-Pontoise, dans un rapport sur le développement de la formation continue dans les universités remis en novembre 2015 à la ministre de l'Éducation nationale, Najat Vallaud-Belkacem, et au secrétaire d'État chargé de l'Enseignement supérieur,

Thierry Mandon. Le développement de la formation professionnelle impose de renouveler le modèle pédagogique. Les universités doivent aussi faire preuve de réalisme financier. Elles ne tiennent compte très souvent dans leurs recettes que des coûts directs (heures d'enseignement, accueil, secrétariat), alors qu'elles

doivent calculer un coût global (coût de la location de la salle, activité réalisée par la formation au sein des services centraux). Ce pragmatisme va entraîner une hausse des tarifs. Cette hausse pourrait « limiter le recours à nos formations, en freinant ainsi le développement ! » constate le rapport. Les universités doivent

aussi développer leurs liens avec les entreprises.

En janvier dernier, douze universités et groupements universitaires pilotes ont été sélectionnés à la suite de l'appel à manifestation d'intérêt lancé par le ministère de l'Éducation nationale. Pour les aider à structurer leur département formation, le minis-

tère de l'Éducation nationale a attribué une trentaine de postes aux douze établissements.

Le Cnam a été retenu comme expert. L'objectif fixé par l'État est ambitieux : atteindre 1,5 milliard d'euros de chiffre d'affaires en 2020. Le rapport Germinet propose 1 milliard, soit 600 millions d'euros supplémentaires. ■

L'université Paris-Dauphine réalise 13 millions d'euros de chiffre d'affaires avec la formation continue. SOULEHOPH



## François Germinet : « Nous avons des expertises à faire valoir »



Universités et écoles sont des lieux très professionnalisants

FRANÇOIS GERMINET, PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ DE CERGY-PONTOISE

François Germinet, président de l'université de Cergy-Pontoise et auteur du rapport sur le développement de la formation continue dans les universités, explique les atouts des universités.

**LE FIGARO. - Pourquoi les universités doivent-elles être présentes sur le marché de la formation continue ?**  
François GERMINET. - Les universités devaient se poser des questions à l'occasion de la loi qui réformait la formation professionnelle et avec l'arrivée du CPF. Ce volet est peu développé dans l'éducation, or il faut penser la formation dans son ensemble. Universités et écoles sont des lieux

très professionnalisants. Nous savons former en fonction des besoins des entreprises. Nous avons des expertises à faire valoir.

**Est-ce pour trouver de nouvelles ressources financières ?**  
Si on veut le faire pour équilibrer les comptes, on se trompe de débat. Et au final cela coûtera plus que cela ne rapportera. On a raison si on l'introduit comme un axe stratégique de développement. Nos enseignants-chercheurs sont au fait des nouvelles technologies et des tendances pour les dix à vingt ans à venir. À nous de le faire valoir.

**Les enseignants sont-ils prêts à jouer le jeu ?**

Enseignants-chercheurs et enseignants n'ont pas le réflexe, c'est vrai. Et ceux qui parviennent à se dégager du temps sont rares. Mais, en général, ils y reviennent, car les participants ont envie d'apprendre, sont curieux. Le bon équilibre est de 25 % d'enseignants-chercheurs, 25 % d'enseignants et 50 % de professionnels. Cette articulation existe déjà dans les IUT.

**Que propose l'université de Cergy-Pontoise ?**  
Notre cellule dédiée nous permet de répondre davantage aux appels d'offres des entreprises. Nous avons récemment remporté un appel d'offres d'Air France, et,

grâce au coup de pouce du ministère, nous allons recruter une personne en marketing, une en commercialisation, une en informatique. Nous pouvons aussi créer avec les entreprises des formations sur mesure pour un diplôme maison, qui peut devenir national.

**Quels sont vos objectifs ?**  
Aujourd'hui, notre chiffre d'affaires formation continue est de 1,7 million d'euros. Notre ambition est d'atteindre 4 millions d'euros d'ici trois ou quatre ans. Des secteurs ont des besoins forts, tels la banque, l'informatique ou le droit. ■ PROPOS RECUEILLIS PAR C. P.

## Université Paris 13

Plus de 200 formations accessibles à tout âge

UNIVERSITÉ PARIS 13

Avez-vous pensé à  
**votre projet**  
professionnel ?

Validez  
votre  
expérience

Reprenez  
des études  
de bac à bac+5

Accédez  
à l'université  
sans le bac

CPF Reprise d'études VAP  
DIF Formation  
continue CIF  
VAE Alternance  
Plan de formation

Formation Continue Université Paris 13 01 49 40 37 64

#UP13 www.univ-paris13.fr www.fcu.univ-paris13.fr

U-Spc  
Université Sorbonne  
Paris Cité  
CAMPUS  
CONDORCET  
Paris-Aubervilliers



## Dauphine mise sur les partenariats

La communauté d'universités et d'établissements (Comue) Paris Sciences et Lettres, qui compte 25 établissements prestigieux, appartient aussi au club des « pionnières » de la formation. Paris-Dauphine, qui fait partie de la Comue, affiche de solides ambitions.

« La formation continue à Dauphine existe depuis bientôt quarante-cinq ans », explique Sébastien Duizabo, directeur du département formation de Paris-Dauphine, dont le chiffre d'affaires atteint 13 millions d'euros. Soit près de 15 % du budget de l'université. Sa croissance atteint 10 % par an grâce au lancement de nouveaux programmes.

La priorité est donnée aux formations longues, licences, masters, MBA, avec plus de 50 programmes diplômants. L'offre comprend également une trentaine de certificats.

Dauphine Formation Continue mise sur les partenariats. L'année dernière, elle a, par exemple, lancé un executive master consolidation en normes IFRS avec Francis Lefebvre Formation, spécialiste du droit des entreprises.

« Notre objectif est de lancer cinq à sept diplômes de cette nature, avec des partenaires si nécessaire, en

France et à l'étranger, où nous pouvons nous associer avec une université ou un organisme de formation local », souligne Sébastien Duizabo. Dauphine Formation Continue, qui est déjà présente dans 15 pays, vient d'ouvrir un campus au Maroc.

« Certains de nos programmes sont dupliqués à l'étranger. D'autres sont spécifiquement développés, comme celui en gestion de santé publique et vaccination en Afrique », précise Sébastien Duizabo.

Le département vise les 20 millions d'euros de chiffre d'affaires dans cinq ans. « Nous voulons continuer à développer notre offre, être reconnus comme un organisme de qualité pour les managers et nous déployer à l'international », affirme Sébastien Duizabo, qui s'intéresse notamment à l'Afrique.

Mais il reste des obstacles à surmonter. « Nous avons un vrai travail d'évangélisation à mener pour démontrer nos compétences auprès des entreprises, de l'État et des collectivités locales », constate Sébastien Duizabo. Il nous faut aussi solliciter davantage les réseaux d'anciens, très dynamiques dans les grandes écoles, mais peu sensibilisés dans les universités. » ■

C.P.

Certains de nos programmes sont dupliqués à l'étranger. D'autres sont spécifiquement développés, comme celui en gestion de santé publique et vaccination en Afrique

SÉBASTIEN DUZABO, DIRECTEUR DU DÉPARTEMENT FORMATION DE PARIS-DAUPHINE

## Strasbourg propose 900 formations

« Nous sommes l'établissement qui propose la plus grande offre en formation continue, avec 900 formations différentes », s'enorgueillit Marc Poncin, directeur du service formation continue à l'université de Strasbourg.

En 2010, la nouvelle université née de la fusion des trois universités strasbourgeoises, sous l'impulsion de son président, Alain Beretz, décide de faire de la formation l'un de ses points forts. Elle recrute un professionnel venant du privé. Un choix audacieux.

« L'université comptait déjà cinq catalogues de formation continue différents », souligne Marc Poncin. Aujourd'hui, nous en diffusons huit. La moitié de notre offre est diplômante.

Nous accueillons 11 000 stagiaires sur l'année. Quarante-sept personnes, dont 12 responsables commerciaux, travaillent au service formation continue, qui a obtenu deux postes supplémentaires du ministère.

La stratégie est de construire une offre globale. L'université a

mis en place une plateforme pour combiner cours en ligne et en salle. L'ensemble de la production est réalisé en interne. Les stagiaires en formation continue qui suivent des modules s'inscrivent dans un parcours diplômant, disposent d'un Pass'Compétences, qui capitalise les crédits de diplôme. Ils peuvent, par exemple, suivre un master 2 en deux ou trois ans au lieu d'un an, en capitalisant les différents modules. Le service propose aussi ses compétences aux entreprises qui souhaitent développer la formation en interne. Cela va de la commercialisation de sa plateforme à la fabrication en commun des programmes et des cours.

Cette stratégie permet de réaliser 11 millions d'euros pour une marge confortable. « Nous fixons nos prix au regard de la concurrence et du coût de la formation », explique Marc Poncin. Nous intervenons dans des domaines à haute valeur ajoutée - médecine, pharmacie, droit - et sur des sujets complexes. » ■

C.P.

Nous intervenons dans des domaines à haute valeur ajoutée - médecine, pharmacie, droit - et sur des sujets complexes

MARC PONCIN, DIRECTEUR DU SERVICE FORMATION CONTINUE À L'UNIVERSITÉ DE STRASBOURG

## « INP Toulouse veut renforcer ses liens avec ses anciens »

Olivier Simonin, président de l'INP Toulouse, dévoile ses priorités.

LE FIGARO. - L'INP Toulouse fait partie des douze universités sélectionnées par le ministère de l'Éducation. Pourquoi développer la formation ?

Olivier SIMONIN. - Dès 2014, nous avons créé ToulouseTech Formation Professionnelle, regroupant l'INP Toulouse, l'Insa Toulouse et l'Eni de Tarbes. Nous cherchions à mieux évaluer le coût complet de la formation continue et comment la développer. Le rapport Germinet s'inscrivait exactement dans notre stratégie. L'appel à manifestation d'intérêt nous a aidés à accélérer. Notre démarche s'inscrit dans une réflexion sur la professionnalisation, les besoins, les modifications à apporter à notre organisation. Elle répond aussi à une demande du monde industriel.

Quelles sont vos priorités ?

La professionnalisation de la relation client est essentielle. Sur les trois postes supplémentaires créés avec le soutien du ministère, l'un est un poste de chargé d'affaires, l'autre un poste d'ingénieur pédagogique pour discuter avec les entreprises, les branches professionnelles, les

collectivités. Nous devons proposer des modules diplômants visibles et éventuellement des formations certifiantes définies avec nos partenaires industriels. En interne, il nous faut lancer une dynamique, mieux positionner la formation continue dans les missions de l'enseignement-chercheur.

Quelle offre proposerez-vous ?

Nous ne voulons pas de catalogue, mais une coconstruction pour répondre à des besoins spécifiques exprimés par des industriels. L'offre ne pourra se bâtir qu'avec l'apport de l'ingénieur commercial et de l'ingénieur pédagogique que nous allons recruter.

Le service formation continue comprend douze personnes, pour un chiffre d'affaires de 1,7 million d'euros. Les partenariats avec les industriels sont forts dans des universités comme les nôtres, constituées d'écoles d'ingénieurs. En revanche, il nous faut mieux coordonner notre réseau d'écoles, car les industriels viennent avec des demandes globales. Nous devons aussi renforcer les liens avec nos anciens. Nous espérons atteindre rapidement une croissance de 15 % par an. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR C.P.



Nous espérons atteindre une croissance de 15 % par an

OLIVIER SIMONIN, PRÉSIDENT DE L'INP TOULOUSE (INP TOULOUSE)

### Formation Continue

Université Paris-Sorbonne

LETTRES • LANGUES • SCIENCES HUMAINES • SAVOIR POUR AGIR • CULTURE

- Formations courtes en intra ou en inter-entreprises
- Reprise d'études : licences et masters...
- Validation d'acquis : VAE et VAPP

Contactez-nous à : [formation-continue@paris-sorbonne.fr](mailto:formation-continue@paris-sorbonne.fr)  
Plus d'informations sur : [www.paris-sorbonne.fr](http://www.paris-sorbonne.fr)

### Boostez vos compétences !

Paris Diderot propose une offre de formation continue et professionnelle répondant aux besoins des entreprises et de leurs salariés.

- PLUS DE 450 FORMATIONS DIPLÔMANTES, QUALIFIANTES, EN ALTERNANCE  
Arts, lettres, langues, sciences humaines, économiques et sociales - Sciences - Santé
- DES DISPOSITIFS DE VALIDATION DES ACQUIS (VAE/VAPP)
- CONSEILS ET ACCOMPAGNEMENT DANS VOS DÉMARCHES

Plus d'infos > [www.univ-paris-diderot.fr/FC](http://www.univ-paris-diderot.fr/FC)

### UNIVERSITÉ DE TECHNOLOGIE DE COMPIÈGNE

## UTC

### Executive education

Manager la qualité

Accompagner le changement

Optimiser la performance

### MS "Manager par la qualité : de la stratégie aux opérations"

- Formation à distance avec séminaires toutes les 5 à 6 semaines au 62, Boulevard de Sébastopol, 75003 PARIS.
- 1200 Heures

Admission : BAC +5 ou BAC +4 avec expérience  
Retrèrte : janvier 2017

Contact : [fc@utc.fr](mailto:fc@utc.fr) / 03 44 23 49 19  
UTC - Rue du Dr Schweitzer, 60200 Compiègne

donnons un sens à l'innovation

## DECIDEURS RH

avec  
CADREMPLOI

## &lt;&lt; Chez Mazars, tout le monde est chef &gt;&gt;



LAURENT CHOAIN  
DRH DU GROUPE MAZARS

PAR SYLVIA DI PASQUALE

Il agit comme beaucoup de DRH rêvent d'agir. Laurent Choain est à la tête des ressources humaines de Mazars et il a bousculé ce respectable cabinet international d'audit et de conseil qui emploie 20 000 collaborateurs à travers le monde. En passant, il a également pris les rênes de la communication, estimant que « la marque globale et la marque employeur, c'est la même chose ». Un putsch opéré dans le dos de ses dirigeants ? Apparemment non, même s'il reconnaît prendre soin d'embêter son président le moins possible. L'homme tente en tous cas d'adapter son entreprise au monde tel

## « Nous formons des leaders ouverts »

qu'il est devenu, et tels que les salariés de l'univers de l'audit et du conseil sont devenus. Un monde de jeunes diplômés des générations Y et Z, un monde que l'on quitte après y avoir fait ses armes. Alors Laurent Choain se conforme à la donne. Il veut son entreprise attirante, mais sans rétention : « Je préfère des bons qui s'en vont que des mauvais qui restent ». Et pour attirer ces bons, il chasse sur leur terrain : le digital, qu'il envahit à coups de web-séries

qui lui valent des salves de "likes". L'interactivité et l'immédiateté, chères à cette génération, il l'a intégrée dans ses campagnes de recrutement, en constant renouvellement. « On ne peut pas se contenter d'une campagne de recrutement qui a été primée il y a quatre ans. Certains le font », Pas lui. Comme il a intégré la hantise des hiérarchies. Les jeunes ne veulent plus de chefs ? Il décrie que « tout le monde est chef ». Et pour illustrer son propos, il emploie une métaphore tirée des blockbusters. « À mon époque, Bruce Willis et Stallone sauvaient le monde tous seuls. Aujourd'hui, dans *Expendables* ou *Ocean's Twelve*, ils s'y mettent à plusieurs. » Le collectif, il l'utilise également dans la formation qu'il a mise en place. Un MBA, pas moins, créé au nez et à la barbe des grandes écoles, avec cinq autres entreprises complices. « Nous y formons des leaders ouverts. » S'il s'agit ainsi, c'est parce qu'avant tout, Laurent Choain a le sentiment, plutôt juste, que cette jeune génération est vitale à son entreprise, et à toutes les autres, faute de combattants, parce que la vieille garde va partir à la retraite très vite. « Ces jeunes vont devoir plus rapidement prendre des postes de dirigeants que nous à l'époque. » Révolutionnaire le DRH de Mazars ? Lucide plutôt.

## Ingénieurs IT : prenez votre carrière en main

PAR SYLVIE LAIDET

Pour réussir leur transformation digitale ou développer leur business, les entreprises s'arrachent les ingénieurs informaticiens. De leur côté, les candidats ont du mal à choisir l'employeur qui leur correspond. Notre conseil pour ne pas se tromper : prévoir le coup d'après. Autrement dit choisir en fonction des perspectives d'évolution en interne. Pourrez-vous prendre des responsabilités de manager ? Évoluer vers davantage d'expertise technique ? Ou encore basculer vers une fonction support ?

## Devenir manager, la voie royale ?

Pour un ingénieur, il y a deux types d'évolution managériale possible : le management de projet et/ou le management d'hommes. « Accéder au management n'est pas une question de temps mais de validation des compétences attendues, estime Domitille Gueneau. Il faut maîtriser les compétences métiers bien sûr mais aussi montrer son intérêt pour l'encadrement. Par exemple en s'impliquant sur des projets transversaux. » Contre toute attente, passer manager n'offre pas l'assurance de doper son salaire. Tout dépend en fait de leur degré de management.

## Et si vous deveniez expert ?

Une voie envisageable pour les ingénieurs informaticiens qui ne souhaitent pas encadrer. Encore faut-il avoir une appétence sérieuse pour une technique, un langage, un créneau, comme la sécurité... Quelle que soit la taille de la société, pour faire partie de ces happy few, « pas question de rester dans son tunnel à peaufiner son expertise, prévient Odile Grassart, directrice du recrutement de Société Générale qui embauche des ingénieurs pour sa DSI. Il doit la tester rapidement auprès du business pour qu'il lui travaille. » Côté salaire, ils sont souvent mieux payés que les managers : « 60 000 à 70 000 euros par an », constate Christophe Douaud du cabinet Inteam. Et même au-delà pour le haut de la filière.

## Et les fonctions support ?

Moi au marketing ? Jamais ! Moi, à la com' ? Plutôt mourir (enfin on force un peu le trait). Sauf qu'avec l'âge, l'appétence pour certains domaines d'activité évolue. S'il vous prend des envies de devenir un pro de la finance, du marketing, des ressources humaines... sachez que des passerelles de l'IT vers ces fonctions support sont toujours possibles.

Retrouvez notre dossier intégral Ingénieurs IT sur Cadremploi.fr, rubrique Métiers.

## LE CHIFFRE

60 000  
à 70 000  
euros

brut par an. C'est le bas de la fourchette de salaire d'un informaticien expert.

## emplois

avec



CADREMPLOI

## Chef de Produit Forge

ALPES-MARITIMES • H/F

Nous recrutons pour notre client, société spécialisée dans l'édition de logiciels de simulation et présente à l'international, un Chef de Produit Forge H/F.

Vous serez en charge de gérer la gamme de produits forge, de sa conception à sa distribution, en étant l'interface de l'ensemble des Services et des prestataires concernés. Vous êtes responsable de la réalisation d'études de marché, de la définition du produit et de son positionnement ainsi que de l'animation du suivi des opérations de développement. Enfin, vous intervenez sur la gestion du budget (consolidation coûts/revenus produit).

Issu(e) d'une école d'Ingénieurs, vous avez au moins dix ans d'expérience dans une entreprise de forge ou de mise en forme des métaux par déformation plastique. Doté(e) d'un bon esprit d'analyse et de créativité, vous avez de solides connaissances des éléments du mix marketing. Vous disposez de qualités relationnelles et d'un sens de l'organisation qui favorisent le travail en équipe et la coordination de l'activité entre différents Services. La maîtrise d'un logiciel de simulation serait un plus. Vous maîtrisez l'anglais, tant à l'écrit qu'à l'oral.

Merci de postuler sur notre site [www.michaelpage.fr](http://www.michaelpage.fr) en indiquant la référence 627837.

Michael Page  
Ingénieurs



Entrée au salon avec des projets... 10-11 oct. 2016 MARSEILLE (Maison de la Région)

115 exposants  
20 conférences

sortie chef d'entreprise

Devinez enfin votre propre patron... Allez à la rencontre d'une centaine d'enseignes à la recherche de leur partenaire dans le sud. Les conférences et conseils des spécialistes de la création d'entreprise vous mettront sur la voie rapide. Pour vous, une nouvelle vie peut commencer.

Ce salon va changer votre vie !

Une manifestation organisée par : CADREMPLOI, DRE-PAGE, Top Franchise Méditerranée, FUSCO, gah, REED EXPOSITIONS, etc.

## OFFRES D'EMPLOI

Expertise métier,  
Talent commercial,  
Carrière internationale.

Et si c'était  
le VOUS  
RECRUTEUR ?

Rejoignez Michael Page, le spécialiste de la sélection et de l'approche directe de cadres confirmés grâce à l'expertise de ses 170 Consultant(e)s réparti(e)s au sein de 17 Divisions.

Devenir Consultant(e) chez Michael Page, c'est intégrer une équipe pluridisciplinaire, négocier et réaliser des missions de conseil en recrutement et d'approche directe, identifier et sélectionner les meilleurs talents. De formation supérieure (école d'Ingénieurs, école de commerce ou enseignement supérieur de type master), vous justifiez d'une expérience d'au moins 3 ans, que vous mettrez à profit au sein de l'une de nos Divisions.

20 postes de Consultant(e) en Recrutement sur [www.michaelpage.fr](http://www.michaelpage.fr)

Découvrez le métier de Consultant(e) en Recrutement sur [www.careers.page.com/fr-fr](http://www.careers.page.com/fr-fr)

Michael Page



## Demandes d'emplois

## Divers

Ces propositions ne sont pas obligatoirement des demandes d'emploi.

## Emplois divers

Femme, auxiliaire de vie, recherche garde de personnes âgées sur Paris et 52. Tel: 01.45.64.06.71

## Offres d'emplois

## Métiers commerciaux

## Négociateurs immobiliers

LAFORET PARIS 6  
AGENCE DE PRESTIGE  
NEGOCEURS H-F  
exp@exigite-06.71.18.50.36  
mmichaux@laforet.com

## Métiers techniques

## Couture &amp; Atelier

ARTIFEX, société roumaine spécialisée dans la haute couture, recherche PATRONEUR / PATRONEUSE

PROFIL : - Formations dans cette activité ou expériences - Connaissance du patronnage (papier et ordinateur) - Diplôme Universitaire - Parlant Russe

RESPONSABILITES : - Création de patronage - Analyse et conception des patronages clients - Gradation - Calculs de la consommation par modèle

OFFRE : - Salaire motivant - Bonnes conditions de travail - Opportunité de carrière

CV et lettre de motivation à envoyer par e-mail à [info@artifexfashion.com](mailto:info@artifexfashion.com) ou téléphonez au +40 3700242 pour de plus amples informations si besoin est

Les petites annonces du Figaro économie

composé le 01 56 52 21 00

## LE FIGARO économie

10 octobre 2016  
DOSSIER SPECIAL

## Franchise

Vous recrutez ?

01 56 52 21 00  
[figaroeco@figarocms.fr](mailto:figaroeco@figarocms.fr)



# Ara Aprikian: « C'est un pari réussi pour Yann Barthès et pour TMC »

**INTERVIEW** Le directeur général délégué en charge des contenus du groupe TF1, invité du « Buzz Média TDF-Le Figaro ».

PROPOS RECUEILLIS PAR  
ENGUÉRAND RENAULT @erenault

Une rentrée en fanfare pour TMC qui, avec Yann Barthès, s'est imposée comme la première chaîne de la TNT. Le redressement des audiences de TF1 passera par un nouvel accès et des fictions françaises ambitieuses.

**LE FIGARO.** - En cette rentrée, c'est TMC qui rit et TF1 qui pleure ?  
**ARA APRIKIAN.** - Non. Toutes les chaînes du groupe ont fait une excellente rentrée y compris TF1 qui voit son audience progresser avec beaucoup de nouveautés, comme *La Vengeance aux yeux clairs*. C'est l'ensemble du groupe TF1 qui rit. Cela reflète une stratégie définie par Gilles Pélissier et que je mets en place avec toutes les équipes, pour avoir des antennes très identifiées, complémentaires en termes de ciblage afin de toucher un public toujours différent.

Après une semaine, Yann Barthès a-t-il réussi son pari sur TMC ?  
Nous sommes très contents de ces deux premières semaines. Nous espérons faire 600 000 téléspec-

La situation de TF1 est exceptionnelle en France, en Europe et dans le monde.

tateurs puis arriver au million à la fin de la saison. « Quotidien » fédère déjà plus d'un million de téléspectateurs avec une audience très stable et élevée sur les cibles jeunes. Oui, le pari est réussi pour Yann Barthès, pour « Quotidien » et, plus largement, pour le lancement du nouveau TMC. La pierre angulaire de la nouvelle ligne éditoriale est l'émission de Yann Barthès et elle nous aide à créer la nouvelle personnalité de la chaîne.

Cette dernière s'appuie sur une offre 100 % inédite TNT en soirée, avec des programmes ambitieux des fictions comme *DC : Legends of Tomorrow* et de cinéma avec *Avatar*. La chaîne était leader TNT sa semaine de lancement.

**Comme C8, TMC a-t-il l'ambition de monter à 8 % d'audience ?**  
Je ne me risquerai pas à des pronostics de ce type. L'idée est de pousser fortement cette chaîne sur nos cibles commerciales, les jeunes de 25-49 ans et CSP+, une cible nouvelle pour le groupe TF1. Nous essayons de développer cette offre sans cannibaliser l'audience de TF1. À ce stade, nous y avons réussi. Avec TF1, TMC, NT1, HD1 et LCI, nous avons des offres complémentaires et puissantes, particulièrement en access où le groupe totalise près de 30 % de l'audience de 19 heures et 20 h 45 et 36 % sur les cibles commerciales.

**Allez-vous investir beaucoup d'argent dans les prime time ?**  
Nous allons continuer à investir mais nous le faisons raisonnablement en faisant des paris économiquement gagnants. Nous allons continuer avec par exemple un prime time de divertissement porté par Éric et Quentin qui sont dans l'équipe de Yann Barthès.

**TF1 est tombé au plus bas historique. La nouvelle stratégie est-elle d'accepter de rester à 20 % mais d'être plus rentable ?**  
En étant à 20 % aujourd'hui, la situation de TF1 est exceptionnelle en France, en Europe et dans le monde. TF1 est le plus grand créateur de lien social en France et le plus gros éditeur de contenus audiovisuels. Après, il faut tenir compte des conditions économiques et construire un groupe avec



LE BUZZ  
MÉDIA

ARA APRIKIAN  
dans le studio  
du Figaro.

J.-C. MARMARA/LE FIGARO

Le Buzz  
MÉDIA  
en vidéo sur  
www.lefigaro.fr/medias

des chaînes puissantes et rentables. C'est ce que nous sommes en train de faire. Par exemple, en access prime time, nous offrons des programmes de narration leader sur le public féminin sur TF1, « Quotidien » s'impose sur les 25-49 ans, un public plus jeune encore regarde « Secret Story » sur NT1 et un public CSP+ vient suivre l'actualité avec Yves Calvi sur LCI. Nous couvrons un spectre très large de téléspectateurs avec des offres variées et, du coup, nous renforçons notre leadership sur l'ensemble des publics. La vocation du groupe est d'être leader. Y compris dans le digital car toutes les émissions que nous lançons ont des offres numériques très fortes : « Quotidien » et « Secret Story » sont deux puissants pourvoyeurs d'audience.

**Arthur et Nikos ont connu des échecs. Comment reconstruire l'access prime time de TF1 ?**  
Ce ne sont pas des échecs quand on compare leurs performances à d'autres nouveautés mises à l'antenne à la rentrée sur toutes les chaînes. Nous verrons comment

réutiliser les talents qui étaient autour d'Arthur ou les journalistes de « 19h Live ». Nous avons besoin de faire des tentatives nouvelles et nous en ferons d'autres. En parallèle, nous avons tourné de nouvelles sessions de « Money Drop » et un pilote d'un jeu qui s'appelle « Au suivant » qui sera présenté par Christophe Dechavanne ou Christophe Beaugrand. S'il nous satisfait, nous en tournerons une salve dans les prochaines semaines.

**Vous détectez souvent des talents. En avez-vous trouvé de nouveaux ?**  
Si je les nomme, il y aurait défilé d'initié ! J'aime les talents et je veux que le groupe TF1 soit la maison des talents dans tous les domaines : les auteurs, les animateurs, comédiens et talents du Web comme Norman et Cyprien. Nous écrivons des programmes nouveaux, dans l'air du temps, et j'ai envie d'insuffler cette dynamique à travers tout le groupe TF1.

**Arthur, Nikos et Dechavanne ont-ils encore leur place ?**  
Ils ont tout à fait leur place. Ce sont les plus grands vecteurs d'audience et de lien social. Et surtout, ce sont des personnalités au talent exceptionnel. Je suis très heureux qu'ils soient là et qu'ils soient les figures de proue de TF1.

**Quelles nouveautés sur TF1 ?**  
Il y aura beaucoup de fictions françaises. Nous avons développé des écritures plus sophistiquées qui rencontrent un grand succès comme *Le Secret d'Elise*. Nous allons proposer prochainement *La Main du mal* avec Mélanie Doutey et Joey Starr. Nous avons un projet

avec Isabelle Nanty, *Munch*, l'histoire d'une avocate aux méthodes particulières. Dans la fiction, nous ouvrons le champ à des registres variés, comme un drame avec *Entre deux mers*, une série policière *Emma*, dans laquelle il y a des androïdes. TF1 s'ouvre au fantastique, à l'humour, aux miniséries événement. Nous avons aussi un projet en tournage avec Carole Bouquet et Fred Testot *La Mante*, une nouvelle adaptation d'Harlan Coben avec Virginie Ledoyen *Juste un regard*, ou l'adaptation de la série britannique *The Fall* avec Melvil Poupaud et Emmanuelle Seigner. Notre offre est très ambitieuse.

**La fiction américaine est-elle à bout de souffle ?**  
Les œuvres réalisées pour la télévision en clair par les studios américains sont aujourd'hui moins grand public qu'il y a quelques années. Et beaucoup d'auteurs veulent écrire pour la télévision payante. Mais cela intervient au moment où la fiction française est plus qualitative et attire des acteurs de cinéma qui veulent faire de la télé.

**Vous avez travaillé avec Hanouna et Barthès. Lequel des deux est le plus facile à gérer ?**  
Ce sont tous les deux de très grands talents dans des registres très différents. On a tendance à vouloir les opposer de façon artificielle. Je suis très heureux du succès de Cyril et très fier de celui de Yann.

**À terme, Cyril Hanouna sera-t-il sur TF1 ?**  
Il a signé pour le long terme dans le groupe Canal+ et il est très heureux là-bas. ■

**1<sup>ER</sup> PUBLISHER MASS PREMIUM SUR L'ACTUALITÉ**

LE FIGARO.FR 14,4 MILLIONS D'INTERNAUTES  
L'INTERNAUTE.COM 13,2 MILLIONS D'INTERNAUTES

**MEDIA.figaro**  
CONNECTE · INFLUENCE · ENGAGE

PRINT - FIXE - MOBILE - TABLETTE - VIDÉO

## Jour J pour Business Insider

Prisma lance la version française du site économique.

CHLOÉ WOITIER @W\_Chloe

**PRESSE** Top départ pour Business Insider France. Attendue depuis plusieurs mois, la déclinaison française du pure player économique américain est lancée ce lundi. Dirigée par Marie-Catherine Beuth (ex-Le Figaro), la rédaction est composée de trois journalistes venus de *Ga m'intéresse*, *Les Inrocks* et *La Correspondance de la presse*. Une petite équipe amenée à grossir en cas de succès.

Pour conquérir les internautes français, Business Insider s'est allié au groupe de presse Prisma Media (*Télé Loisirs*, *Femme actuelle*), avec qui il a noué un contrat de licence. La rédaction est libre de reprendre et de traduire n'importe quel contenu produit par les autres filiales du site. « Nous sommes quatre à Paris, épaulés par une rédaction de près de 200 journalistes dans le monde », indique Marie-Cathe-

rine Beuth. L'américain Business Insider opère aussi en Asie du Sud-Est et depuis peu en Allemagne, en Pologne et aux Pays-Bas. Si les articles traduits devraient être majoritaires au lancement, la rédaction française entend rapidement inverser la tendance.

Objectif, séduire « la nouvelle génération de décideurs » de 20 à 40 ans, « de l'étudiant aux jeunes hauts potentiels du CAC 40, en passant par les entrepreneurs », explique Marie-Catherine Beuth. Pour cela, Business Insider France parlera économie, innovations, technologies, vie professionnelle et personnelle « avec un ton direct et percutant ».

Business Insider rejoint la cohorte des pure players américains ayant choisi de poser leurs valises en France. Slate, le Huffington Post et plus récemment BuzzFeed en font partie. En mars, Mashable.fr s'est lancé en partenariat avec France 24. ■

Nous sommes quatre à Paris, épaulés par une rédaction de près de 200 journalistes dans le monde

MARIE-CATHERINE BEUTH



**HIGH-TECH**  
MONTBLANC LANCE  
SON CARNET D'ÉCRITURE  
NUMÉRIQUE  
PAGE 38

# LE FIGARO et vous

**COLLECTIONS**  
À MILAN, LES GRANDES  
MAISONS NE FONT PAS  
DANS LA DEMI-MESURE  
PAGES 36 ET 37

## L'Empire des sens

Les fastes du règne de Napoléon III sont célébrés au Musée d'Orsay, qui restitue fidèlement l'euphorie de cette période vouée aux arts et à la fête.

PAGES 34 ET 35

MUSÉE CARNAVALET / ROGER-VOLLET

Fête de nuit aux Tuileries  
peint par Pierre Tétar  
van Elven en 1867.



Dolce & Gabbana

## Charles X bientôt de retour dans le 9-3 ?

**RELIGION** Une association milite pour le rapatriement à la basilique de Saint-Denis, depuis la Slovaquie, des cendres du roi de France et des derniers Bourbons.

EUGÉNIE BASTIE @EugenieBastie

À la mairie de Saint-Denis, ce samedi 24 septembre, à quelques mètres de la nécropole des rois de France, l'association « Pour le retour à Saint-Denis de Charles X et des derniers Bourbons » donne une conférence de presse pour lancer officiellement l'initiative d'un « transfert des dépouilles de Charles X, du duc et de la duchesse d'Angoulême » vers le sanctuaire de la monarchie française.

Le 16 novembre 1836, Charles X, en exil depuis la révolution de 1830, expire à Görz, ville de l'Empire autrichien, loin de la terre de ses pères. Le vieux roi, chassé du pouvoir car trop « réactionnaire », fut pourtant le dernier « roi de France » (Louis-Philippe

sera « roi des Français ») sacré à Reims. Il sera inhumé avec son fils le duc d'Angoulême, sa femme la duchesse et la fille de Louis XVI, Marie, dans le couvent de Kostanjevica, dans l'actuelle Slovaquie, devenu pour les royalistes un « petit Saint-Denis ».

En 1986, en plein millénaire capétien, François Mitterrand avait exprimé officiellement son souhait de rapatrier la dépouille de Charles X. Las ! La mort brutale d'Alphonse de Bourbon et l'approche du bicentenaire de la Révolution firent passer le projet à la trappe. Si le projet de l'association aboutissait, il s'inscrirait dans la lignée de précédents : le retour de Napoléon aux Invalides, celui des cendres de l'Aiglon dans les années 1940 ou du cœur de Louis XVII à Saint-Denis, en 2004.

Le comte d'Artois,  
futur Charles X,  
par Joseph Duplessis.

Les organisateurs ont pris contact avec les descendants de Charles X, nombreux à soutenir le projet. Ils sont aussi en relation avec le député socialiste Jean-Marie Cambracès, proche de François Hollande. L'association contactera prochainement l'ambassade de Slovaquie et les moines franciscains de Kostanjevica, pour entamer les premières démarches.

Il est à craindre que la Slovaquie, petit pays aux ressources touristiques limitées, ne se sépare pas aussi facilement de ces prestigieux vestiges. Il lui restera cependant le comte et la comtesse de Chambord qui, eux, avaient clairement formulé le souhait de ne pas être enterrés sur un sol où flottait désormais le drapeau tricolore. Pour les fondateurs de l'association, Philippe Delorme, Nicolas Doyen et Julien Morvan, cette entreprise « apolitique » serait un moyen de répondre au « besoin vital des Français de renouer avec leur passé ». Valère Staraselski, écrivain passionné d'histoire et militant du PC, soutien de la cause, résume quant à lui : « Un peuple sans mémoire est un peuple sans défense. On n'est pas de la même chapelle, mais nous sommes d'un même pays. » ■

## L'ICÔNE.

CHÂTEAU  
PAPE CLÉMENT

Depuis 1252,  
l'année des premières vendanges  
du Château Pape Clément,  
nous travaillons toujours sur ce même terroir.



Le grand vin des initiés  
Bernard Magrez  
PROPRIÉTAIRE

Visitez notre site : [www.bernard-magrez.com](http://www.bernard-magrez.com)  
L'abus d'alcool est dangereux pour la santé, à consommer avec modération.



## Géniale Eugénie

LES ARTS  
Adrien Goetz

**R**ares sont les expositions qui commencent en affinant, aux cimaises de la première salle, une déclaration d'amour : « J'ai préféré une femme que j'aime et que je respecte à une femme inconnue dont l'alliance eût eu des avantages (...), je cède à mon penchant (...), elle sera l'ornement du trône... » Peu d'aveux brûlants furent prononcés ainsi devant le Sénat, le corps législatif et les membres du Conseil d'État. Par ce flamboyant « avec Eugénie, c'est du sérieux », Napoléon III, en 1853, inaugurerait une ère nouvelle de la communication politique – tandis que sa maîtresse, Miss Howard, quittait discrètement cet immeuble de la rue du Cirque, à deux pas de l'Élysée, qui devait entrer à nouveau dans l'actualité grâce au scooter de l'actuel chef de l'État.

L'intelligence de l'exposition d'Orsay est d'éviter bien sûr les facilités de la petite histoire, même si elle comble autant les lecteurs d'André Castelot que ceux de la presse people, mais d'avoir su mettre en avant cette figure de proue d'une époque, Eugénie de Montijo (1826-1920), impératrice des Français. Peinte en chapeau de paille par Winterhalter, parée des bijoux de la Couronne de France, photographiée en prière par Gustave Le Gray, la mystérieuse Andalouse au regard bleu « délavé » est le point de mire de la nouvelle société des spectacles qui s'invente alors, une incarnation de la modernité.

Star et antistar, elle se distingue des autres beautés du règne, ses rivales dans l'exposition, de la Castiglione à Hortense Schneider, tapageuses et scandaleuses. Icône politique, elle devient la France : elle installe le bureau de Louis XV dans ses petits appartements, veille aux aménagements médiévaux de Viollet-le-Duc à Pierrefonds, encourage un goût nouveau forgé à coup de citations brillantes lancées comme des mots d'esprit dans la conversation lors des « séries » de Compiègne.

## Valse du pouvoir

Le style second Empire ne sera pas un second style Empire : éclectique, il synthétise toutes les époques, parce que Napoléon III se veut l'héritier de toute l'histoire de son pays. Eugénie est peinte par Carpeaux, au bal, déguisée en Marie-Antoinette – « gare à la tête », crie un masque à son passage – tandis que Cabanel offre un portrait de l'empereur en bas de soie et culotte à la française qui met en valeur un mollet galbé digne de celui du Louis XIV de Rigaud.

Le mariage, le baptême du prince impérial, la réception des ambassadeurs du Siam à Fontainebleau sont autant de couronnements – alors que Napoléon I<sup>er</sup> n'avait eu qu'un sacre, peint par David. La fête perpétuelle doit tout aux artistes. Courbet, Manet, Renoir, Monet participent malgré eux de ce tourbillon. Ils sont, comme en Angleterre, l'opposition de Sa Majesté.

Après la chute et la défaite de 1870, l'impératrice, narcissée noir, continuera de hanter l'histoire de France. Il ne lui aura manqué, pour être un mythe universel, qu'une Romy Schneider. Malgré Simone Valère dans *Violettes impériales* en 1952, nul ne sut incarner celle qui avait eu la chance de côtoyer Méri-mée et Stendhal, et qui vécut assez pour qu'on lui présente le jeune Jean Cocteau. En attendant la « série » culte, l'éclatante exposition d'Orsay fascine et fera date parce qu'elle permet une réflexion passionnante sur la valse du pouvoir et de ses images.

## À Orsay, le second Empire contre-attaque

**ARTS** Pour ses trente ans, le musée fait briller le cœur de ses collections. Tous les arts à cette exposition centrée sur les fêtes et les plaisirs, le pouvoir et les progrès durant

**H**ÉRIC BIÉTRY-RIVIERE  
ebietryriviere@lefigaro.fr

ugo en une seule photo minuscule : l'empereur tient là sa revanche. Au Musée d'Orsay, dans cette exposition sur les fêtes, le pouvoir et les progrès durant les années 1852-1870, Napoléon III n'est plus « le petit ». C'est au contraire le Proscrit qui l'est. Il faut être attentif pour ne pas le rater au détour d'une vitrine. En format timbre-poste, il boude, il enrage. Autour, tout semble fait pour qu'on l'oublie. Grands portraits d'apparat, délicates aquarelles de palais magnifiques, sculptures qu'on croirait en sucre, incroyables pièces de mobilier, caricatures, affiches et bijoux de rêve (lire ci-dessous)...

Stylistiquement, le second Empire se distingue par l'éclectisme. Au sein du parcours, le néo-Renaissance culmine dans les images du château de Ferrières de la famille Rothschild. L'Ancien Régime est clairement revendiqué par un portrait d'Eugénie en robe XVIII<sup>e</sup> par Winterhalter. Le gothique romantique rayonne depuis les tours de Pierrefonds, de Roquetaillade, d'Abbadia ou de Carcassonne, que Viollet-le-Duc restaurait librement et avec de grands moyens si l'on en juge par les photos de chantiers. Quant au néo-Antique, il triomphait au 18 avenue Montaigne comme le prouvent les vestiges, présentés ensemble, d'une villa pompéienne érigée à cette adresse. Destinée à abriter les amours du cousin de l'empereur et de l'actrice Rachel, elle fut malheureusement détruite en 1891.

## Dix-huit années d'éternité

Cette rage historiciste avait évidemment pour but d'ancrer le régime dans la longue durée, de le faire même passer pour l'aboutissement de toute civilisation. En outre, il fallait séduire tous azimuts ; chaque parti, chaque couche de la société étant incité à adhérer à l'empire. Ce feu d'artifice ne serait en définitive que le bouquet final du système de cour. Dès le plébiscite, celui-ci revêt avec autant d'éclat que sous Napoléon I<sup>er</sup>. Saint-Cloud, Fontainebleau, Compiègne et surtout les Tuileries ne forment plus qu'un banquet immense. La classe dominante s'y autocélébre, sablant le champagne à l'avènement des temps nouveaux. Cette fête impériale n'a pas duré dix-huit ans mais, de l'avis des artistes qui



Portrait de Napoléon III par Franz Xaver Winterhalter (avant 1861).

en témoignent dans leurs œuvres, ce fut comme dix-huit années d'éternité.

Pour la face sombre et esotérique du siècle, Orsay avait monté sous l'impulsion de Guy Cogeval « L'Ange du bizarre » en 2013. Puis, en 2015, « Splendeurs et misères, images de la prostitution » fouillait le drame social. Place cette saison à cet empire borné par deux taches – le coup d'État

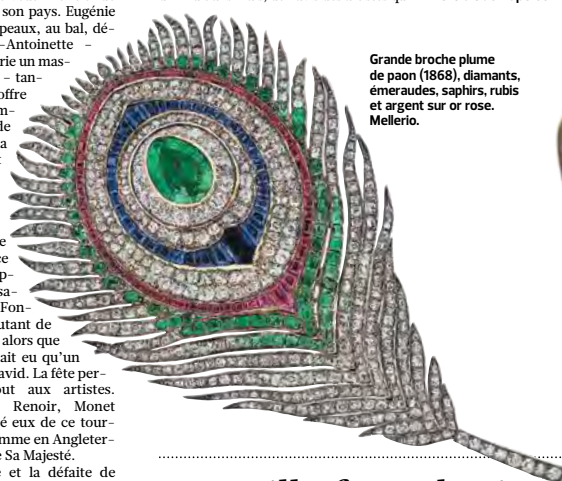
## Compiègne entre dans la danse

Il est le dernier peintre de cour.

Reclamé dans tous les palais d'Europe, à commencer par ceux de Napoléon III, Franz Xaver Winterhalter (1805-1873) est aujourd'hui oublié du grand public. Les impressionnistes et la photographie ont triomphé. Pourtant, les portraits qu'ils laissent, dans le sillage de Van Dyck, de Vigée-Lebrun et de Thomas Lawrence, sont aussi exceptionnels que son destin. Né en 1805 dans une humble famille d'un village de la Forêt-Noire, il devient à la mode dès 1837. Toute la famille d'Orléans pose devant son chevalet. Parmi elle, la reine des Belges est particulièrement conquise.

Elle l'invite à peindre Léopold I<sup>er</sup> puis à travailler pour la nièce de celui-ci, la reine Victoria. À son arrivée au pouvoir, Napoléon III fait également appel à Winterhalter. Eugénie le déclare comme son portraitiste favori. Le livre d'elle notamment un monumental portrait où l'impératrice est entourée de ses dames d'honneur. L'œuvre devient aussitôt une icône. Les commandes affluent, sans cesse plus prestigieuses : sous son pinceau virtuose, François-Joseph d'Autriche et son épouse Élisabeth – la fameuse Sissi –, la tsarine Maria Alexandrovna ou encore les Hohenzollern sont immortalisés en robe de bal ou grand costume d'apparat. Depuis, ils peuplent les livres d'histoire. Retrospective en 33 heures fastueuses au château de Compiègne. Musée du second Empire, place du Général-de-Gaulle (60200 Compiègne), jusqu'au 15 janvier. Tel. : 03 44 38 47 00. [www.musee-palaisdecompiègne.fr](http://www.musee-palaisdecompiègne.fr)

E. B.-R.



Grande broche plume de paon (1868), diamants, émeraudes, saphirs, rubis et argent sur or rose. Mellerio.



Vase Manufacture impériale de Sèvres. Léon Feuchère.



Broche en forme de grappe de lilas (1862), émail vert et rose, diamants et or jaune. Mellerio.

## Les mille feux des bijoux de la couronne signés Mellerio

BÉATRICE DE ROCHEBOUËT  
bderochebouet@lefigaro.fr

Si le Musée d'Orsay a choisi Mellerio, c'est parce que cette maison vieille de cinq siècles, première à s'installer rue de la Paix en 1815, a été le fournisseur des personnalités les plus influentes de l'époque. « Sous le second Empire, elle explose, explique Yves Badetz, en charge des arts décoratifs à Orsay. Sa fortune se fait grâce à toutes les grandes fa-

milles de la bourgeoisie et de l'aristocratie (les Rothschild, Fould, Seillière...) mais aussi toutes les têtes couronnées. » Après l'avoir vue à l'Exposition universelle de 1867, la princesse Eugénie commande la fameuse broche en forme de plume de paon. Rachetée l'année dernière par Mellerio, ce joyau – dont la partie centrale, en forme d'œil, se détache pour devenir un pendentif – est doté d'une tige flexible permettant l'oscillation des barbes. Son succès est tel que la du-

chesse de Medina Coeli l'achète, suivie d'Eugénie, qui en commande une deuxième version, avec une émeraude centrale, sa pierre favorite.

Ce type de bijou à transformation est la marque de fabrique du joaillier, qui sait répondre à une société désireuse d'adapter ses bijoux au gré des bals à la cour de Compiègne ou des soirées à l'Opéra ; ainsi ce diadème floral demontable en huit broches trônant dans la vitrine, non loin de l'extraordinaire broche en fleur de lilas violet-mauve

aux cœurs de diamants. Ce trompe-l'œil naturaliste à taille réelle créa la surprise à l'Exposition universelle de 1862, à Londres.

## Diversité des styles

Avec la couronne impériale et le diadème prêtés par le Louvre, les 35 bijoux de Mellerio, pour la plupart sortis des archives, expriment l'incroyable diversité des styles à cette époque. « On retrouve ce même éclectisme dans les arts décoratifs et la peinture », souligne Yves Badetz. Un



## CULTURE

## « Oliver Twist » sur scène : entre création et récréation

**COMÉDIE MUSICALE** Le talentueux Ladislav Chollat a adapté le célèbre roman de Dickens pour en faire un show réaliste et dépayçant.

NATHALIE SIMON [nsimon@lefigaro.fr](mailto:nsimon@lefigaro.fr)

**L**ondres, au XIX<sup>e</sup> siècle. Dans une rue sombre et inquiétante, un orphelinat aux murs suintant la misère. « J'en veux encore ! », ont lourdement écorné son image. Pour certains amateurs, cette désaffection fut une aubaine. Et notamment Christopher Forbes, dont l'étude Osenat a vendu, en mars 2016, ce qui fut considéré comme la plus grande collection privée au monde de souvenirs du second Empire. Lors de cette dispersion fleuve de 2 000 lots réunie sur 50 ans, on assista à une pluie de préemptions (une quarantaine), dont celle du château de Compiègne, qui acquit pour 44 715 euros le portrait de l'impératrice Eugénie par Franz Xaver Winterhalter, en 1855. Orsay préempta pour 27 100 € l'huile du *Prince impérial en pied en petit uniforme de cadet de l'école de Woolwich* par Campostosto (1833-1910), mais il ne figure pas à l'exposition. En revanche, pas d'institutions pour acheter l'immense toile dans son cadre de bois doré, *L'Impératrice Eugénie entourée de ses dames d'honneur*, réplique exacte de la toile conservée à Compiègne. Elle fut vendue 161 400 euros, alors que l'on s'attendait à ce que le musée de Fontainebleau – qui conservait jadis cette composition – se manifeste...

Ce réveil des institutions marque la réhabilitation d'une époque enfin célébrée – mais dans ses plus beaux jours ! –, et depuis peu regardée par les collectionneurs, espérant faire un jour les mêmes culbutes qu'avec le premier Empire. Mais la France réagit bien tard. Forbes a acquis sa collection à des prix très abordables, faute de concurrents passionnés. Sans atteindre sans doute jamais ceux de l'Empire, la cote risque de flamber après l'exposition d'Orsay. Le 20 septembre (Sotheby's et Leclère), la paire de consoles supportée par des figures de Carrier-Belleuse (1870), provenant de la collection Robert de Balkany, s'est envolée à 675 000 euros. Et pour cause : elle est à rapprocher de celle de la marquise de la Paiva présente à Orsay.

S'il n'est pas seulement destiné aux têtes blondes, le spectacle est toutefois porté à bout de bras par la fougue de la jeunesse. Quinze acteurs-chanteurs-danseurs investissent le plateau de la Salle Gaveau avec une énergie et un allant formidables. Nicolas Motet, âgé de 16 ans, est parfait dans les haillons de l'orphelin, dont la mère est morte à sa naissance. Tout terrain, sous les traits d'Oliver Twist, le garçon apparaît à la fois candide et courageux. Le public habitué des télécrachots reconnaîtra ici l'ancien candidat de « The Voice Kids » en 2014, sur TF1, qui entraine à sa suite une troupe expérimentée.



Candide et courageux, Nicolas Motet est parfait dans les haillons de l'orphelin. DR

Sous le chapeau de Fagin, l'esclavagiste qui apprend aux enfants à voler, David Alexis virevolte dans sa cachette tel un diable monté sur ressorts ; Prisca Demarez, sous la robe de Nancy (la seule, au début, à prendre la défense d'Oliver), allie douceur et détermination ; et, dans le rôle du méchant Sax, Arnaud Léonard fait vraiment peur. Du côté des gentils, on trouve M. Brownlow (Gilles Vajou, méconnaissable) et Rosa, sa gouvernante généreuse et compréhensive (Catherine Arondel).

#### Complète osmose

Avec le concours du chorégraphe Avichai Hacham (*Hair*, *Evita*), Ladislav Chollat – auquel on doit la mise en scène de *Résistance* de France Gall et Bruck Dawit, mais aussi plusieurs pièces de théâtre comme *Momo* – est tout à son affaire. Le trentenaire a réussi un vrai tour de force en exploitant tous les recoins de la salle, intégrant ainsi le public dans les tristes aventures d'Oli-

ver. Sous sa direction, les artistes se donnent à fond, en complète osmose, tandis que le show façon Broadway est sous-titré en anglais.

Tous les ingrédients qui font la force du spectacle vivant sont réunis : jeux de trappes astucieux, vidéos intégrées dans le décor réaliste de Jean-Daniel Vuillermoz, costumes chatoyants, lumières en demi-teintes, musiques enlevées... L'orchestre est dirigé d'une main de maître par Shay Alon, alors qu'il est réparti sur les trois étages de la salle de part et d'autre de la scène. Un défi, tout le monde le fut *Oliver Twist* pour Stéphane Letellier, producteur exécutif, lequel aura mis près de deux ans pour voir aboutir son projet. Sa récompense : une standing ovation enthousiaste, vendredi soir, lors de la première. ■

**Oliver Twist, Salle Gaveau (Paris VIII<sup>e</sup>).** Durée : 2h15 + entracte. Tél. : 01 49 53 05 07, [www.oliver-twist-lemusical.fr](http://www.oliver-twist-lemusical.fr).

## participent les années 1852-1870.

et la défaite de Sedan – et qui fut tellement terni par *Les Châtiments*, *Les Rougons-Macquart* et la III<sup>e</sup> République.

Difficile pourtant d'oublier les mutations fulgurantes, le chemin de fer, la photographie, le percement du canal de Suez. L'exposition ne s'en prive pas. Dans les vues de la capitale, le Louvre est relié aux Tuileries. L'Opéra de Garnier, le palais de justice et les percées haussmanniennes sont en cours ou flamboyants. Ces chantiers donnent de l'ouvrage aux hommes. Les femmes, elles, cousent et brodent pour alimenter la valse des modes et des bals.

Ce n'est pas assez : arts et techniques se mélangent. On voit bien, notamment dans la section finale où se trouvent réunis en un époustouffant grenier les objets primés lors de l'Exposition universelle de 1867, qu'ils se démocratisent aussi. Onze millions de gens ont vu ces merveilles dans leurs pavillons éphémères.

#### « Nouvelle Babylone »

Paris était alors tellement « fou et démesuré » qu'il allait jusqu'à effrayer ce grand sensuel de Flaubert. « On est menacé d'une nouvelle Babylone », pronostiqua-t-il. Qu'importe, robes et redingotes froissaient, menées au train d'enfer des Offenbach et des Labiche dont les caricatures s'alignent aux cimaises, non loin des affiches de l'Eldorado, de l'Alcazar, du Ba-Ta-Clan, des Folies-Bergère.

La réhabilitation du second Empire avait commencé en 1979 par une exposition organisée au Grand Palais. Elle s'achève aujourd'hui. Sans complexe. Les coups de force et les coups durs sont remis aux extrémités du parcours. On applaudit enfin l'avant-dernière salle. Les commissaires Marie-Paule Vial, Paul Perrin et Yves Badet, spécialiste des Arts décoratifs XIX<sup>e</sup> siècle, se sont efforcés de reconstituer l'accrochage Salon de 1863. C'est une première. Quant au style dit Second Empire, Yves Badet fait remarquer qu'il a duré bien au-delà de 1870 : « La Belle Époque en a été l'héritière », dit-il. Aujourd'hui même, entre bling-bling, star-système et référence aux ancêtres, il paraît bien actuel. ■

« Spectaculaire Second Empire », Musée d'Orsay (Paris VII<sup>e</sup>), jusqu'au 15 janvier 2017. Tél. : 01 40 49 48 14. [www.musee-orsay.fr](http://www.musee-orsay.fr)



Psyché (1855), acajou, bronze ciselé et doré. Maison Fourdin.

## Agenda

#### LECTURES

Catalogue Skira, 320 p., 45 €. *Flamboyant Second Empire* de Xavier Mauduit et Corinne Ergasse, Armand Colin, 352 p., 20 €.

#### SPECTACLES

A Orsay, récitals, opéras filmés, opéra bouffe, bals (16 oct. et 13 nov.), festival de cinéma (du 19 au 29 nov.)

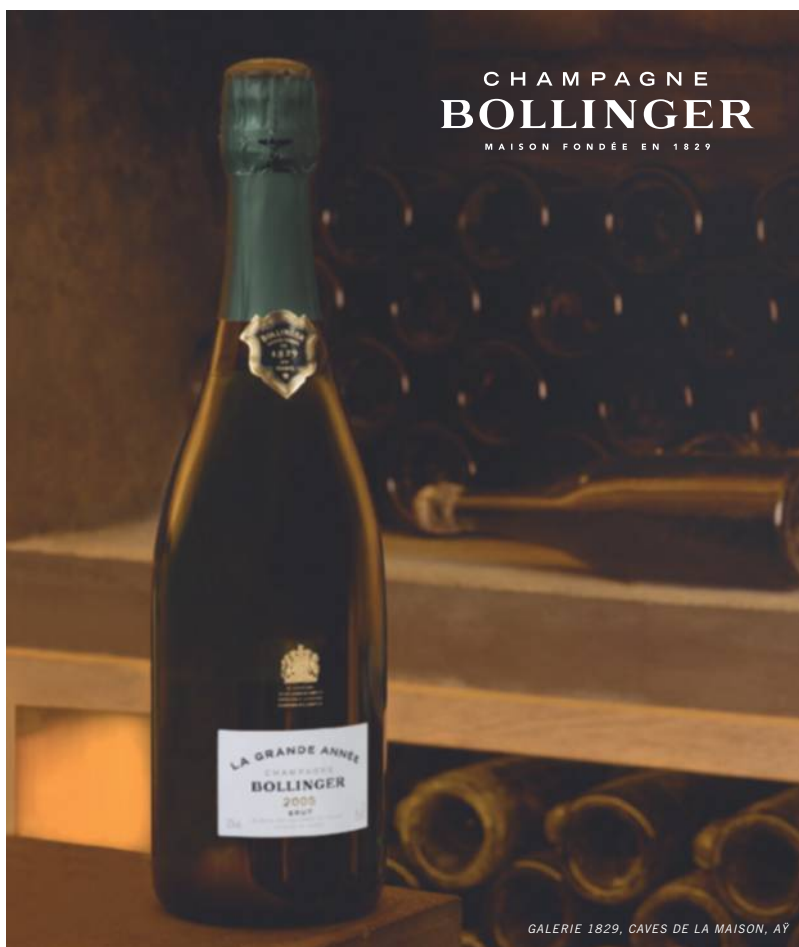
#### RENCONTRES

Faut-il réhabiliter le Second Empire ? Le 3 nov. à 19 h 30. Colloque les 24 et 25 nov.

#### DVD

*Second Empire, le pouvoir en scène* de Laurence Jourdan, Zadig prod. Sur Arte le 4 déc. à 17 h 35.

bracelet serpent ou une broche scarabée évoquant l'Antiquité côtoie une broche nœud en diamants de style Marie-Antoinette, idole de l'impératrice Eugénie. Ces bijoux donnent aussi une idée de la richesse folle des techniques, comme ces bracelets articulés pour pouvoir se positionner jusqu'en haut du bras. Eugénie et Mathilde étaient de grandes rivales. Quand l'une passait chez Mellerio, l'autre s'efforçait de la suivre. Pour la première fois, l'époque n'a pas peur de parler d'argent et de le montrer... ■



GALERIE 1829, CAVES DE LA MAISON, Aÿ

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ. SACHEZ CONSOMMER AVEC MODÉRATION.





Dolce &amp; Gabbana



Versace



Tod's

PrintempsÉté 2017

## Des garde-robes de caractère

**COLLECTIONS** Les défilés milanais de ce week-end proposent des vestiaires multiples aux femmes d'influence.

**A** GODFREY DEENY [gdeeny@lefigaro.fr](mailto:gdeeny@lefigaro.fr)  
ET HELENE GUILLAUME [hguillaume@lefigaro.fr](mailto:hguillaume@lefigaro.fr)  
ENVOYÉES SPÉCIALES À MILAN

Accès chaotique à la salle Metropolis parmi des adolescents qui poussent des cris hystériques et une nuée de flashes en direction d'enfants de célébrités - Rafferty Law, Dylan Jagger Lee, Sistine Stallone, Zoey Deutch, Sofia Richie, Talita Von Furstenberg et Isabel Getty -, qui figurent au premier rang des invités... Pas de doute, vous êtes bien au défilé **Dolce & Gabbana** ! Baptisé « Tropicico italiano », le printemps-été 2017 des deux designers milanais est une déclaration d'amour totrituante à leur pays natal et, plus particulièrement, à sa gastronomie. Petites robes en toile de jute imprimées d'étiquettes de sauce tomate, tabliers aux logos d'anciennes marques de pâtes, robes en soie décorées de verres de Murano, de pâtisseries et de cornets de glace, de crustacés et d'ustensiles de cuisine... Le tout mixé avec des images religieuses, des fleurs géantes de tournesols, des insignes, des logos et des broderies pour des vestes courtes et des boléros. Les sacs en forme de petit tambour ou d'œuf à guirlande, ainsi que les chaussures et autres sandales à plateformes éclairées au LED ont un côté assurément kitsch. Mais on retrouve des

silhouettes Dolce & Gabbana plus traditionnelles, telles les veuves sexy en robes de dentelle ou les Madames Loyal en mini-jupes couvertes de cabochons de cristal, qui ont tout l'air de futurs succès commerciaux. « *Nous avons baptisé cette collection Tropicico car, pour nous Italiens, la vie sera toujours torride à l'instar de nos vêtements* », lance Domenico Dolce, tout en savourant que les Cameron Dallas, Zara Larsson, Thylane Blondeau et le groupe The Atomics qui sont des stars sur Instagram quittent la salle et déclenchent une véritable transe chez les milliers de fans qui les attendent à l'extérieur.

Donatella Versace est de retour ! Ode au Girl Power sous perfusion de sportswear, elle présente la meilleure collection **Versace** depuis longtemps, fusionnant le vestiaire de plein air - pantalons de ski, parkas, sacs à dos et bombers - et le sexiness de la griffe. Dans un décor de rave party, le show reste fidèle à une grande tradition maison : le casting de super-modèles. Naomi Campbell en veste de baseball, jupe portefeuille et bottes lacées, Gigi Hadid en minirobe et coupe-vent incrusté de brillants, Edie Campbell, qui ouvre le bal en combinaison moulante et parka flottant au vent, mais aussi Doutzen Kroes, Jourdan Dunn, Mariacarla Boscono... « *Je voulais*

*regarder vers l'avenir, en rendant hommage à toutes les femmes fortes de l'histoire* », explique la Signora Versace en coulisses. Pour le soir, elle livre des robes asymétriques et des bombers en soie brodée de paillettes, d'inspiration pop art dont le design était déjà exploité sur l'invitation du show. Dans la bande-son signée du producteur et DJ Violet & Friends, une voix déclame : « *Ce défilé est dédié à toutes celles qui prennent des risques*. » À l'image de Donatella Versace, rayonnante au dîner qui suivait, assise entre Naomi Campbell et Serena Williams.

Trop d'expérimentations chez **Marco de Vincenzo** qui mixe sans retenue les débardeurs recouverts de fils façon spaghettis et les blouses à manches pagode en mousseline surchargées de franges. Moins léger qu'à l'accoutumée, son hommage au glamour italien des années 1950 donne une impression forcée. Heureusement, le finale de petites robes métallisées, d'imprimés architecturaux et bucoliques fait son effet. Sur-tout, le styliste romain réussit un sans-faute du côté des accessoires - beaux sacs en cuir à rabat en forme de griffes et sandales très classe en fausse paille.

Un moment de mode chez **Antonio Marras**, qui a invité la troupe du Dada Events à clore son défilé en dansant le boogie et le twist sur le podium. S'inspirant du photographe malien Malick Sidibé et du Bamako des années 1960, il envoie une formidable série de robes de soirée en coton suisse ou en satin duchesse batik mais aussi de tops en mousseline imprimée de coquillages se nichant dans des bouquets d'hortensias. Tout cela est un peu dingue, certes, mais d'une folie qui ne fait qu'ajouter à la beauté de cette garde-robe. « *Je crois fermement que la musique et la mode peuvent abattre les frontières* », confie le designer sardiste très applaudi.

Présentée au Padiglione d'Arte Contemporanea et placée sous le signe d'icônes intemporelles (des clichés géants de Brigitte Bardot, Marianne Faithfull et Bianca Jagger dominent l'entrée), la collection **Tod's** - signée par le studio suite au départ d'Alessandra Facchinetti - se révèle pimpante, fraîche et hautement portable. Les mannequins forment trois tableaux aux couleurs coordonnées, de shorts et minijupes en serpent, de tuniques métallisées imitation python et de boléros en daim à piqûres sellier. Dommage que la scénographie et la foule gênent la vue des nouveaux modèles de mocassins et de sacs, disposés dans des alcôves comme dans un peep-show fétichiste.

Parfois, un défilé ne peut se résumer qu'à une proposition vestimentaire pour la saison d'après. Il doit aussi devenir le reflet de ce qu'est une marque à un moment T. À cet égard, le show **Jil Sander** en dit long sur sa position complexe dans le marché actuel. Non pas que la collection ne soit pas plaisante, les filles habillées par Rodolfo Pagliarunga ont plutôt du chien. Mais quel est le propos d'une griffe qui à l'heure du retour des années 1990 - sa décennie phare - préfère s'inspirer assez littéralement de l'attitude (et des épaules XXL) d'un Balenciaga (par Demna Gvasalia), des plissés d'un Issey Miyake et des bermudas large en nappe camel d'un Chloé que de se nourrir de sa propre histoire ? Depuis le départ de Raf Simons en 2012 et le retour éphémère de sa fondatrice il y a trois ans, la griffe Jil Sander peine à convaincre mais son nom reste toujours désirable.

Chez **Marni**, il y a aussi des plissés - rappelons que les Pleats Please de Miyake ont été lancés il y a tout juste

25 ans - et une recherche sur la forme du corps, mais quand, chez Jil Sander, le trait paraît forcé, Consuelo Castiglioni campe ici une féminité personnelle, forte en termes d'image mais étonnamment accessible en terme de style. On ne s'attardera pas sur les poches plaquées contre les hanches comme des sacoches de vélo, là pour les besoins du show. La force de cette collection se lit dans les lignes à la fois douces et radicales des épaules en arc et des tailles marquées, ceinturées par des sangles ou travaillées en drapés. Les cotons enduits et la popeline donnent du lest à cette silhouette aux volumes gonflés. Les robes trenches mastic épurées se frottent aux micro-imprimés entre granit, semis et batik, aux jupes-panneaux beurre frais se détachant du corps, aux broderies dévorant les tissus comme par accident, aux indigos, aux vert menthe, aux écarlates... Pampilles dépareillées aux oreilles, sac-bagage rétro-futuriste et babouches en cuir glacé complètent ce *powerdressing* qui s'ignore mais que les femmes d'influence de l'industrie du luxe sont nombreuses à avoir adopté.

Les pauvres petites filles riches et gâtées de **Gianbà** effroient leur dressing d'un peu plus encore de jupes à pointes fourlard en broderie anglaise, de blousons teddy de petite-amie du capitaine-de-l'équipe-de-foot-du-lycée étirés jusqu'aux mollets, de robes baby-doll en soie imprimée chat et de bottines glitter de cheerleader. Pour sa deuxième ligne lancée en 2014 visant judicieusement la Génération Z, Giambattista Valli explore les paysages de la Monument Valley sur du jacquard et cultive les fleurs de papiers peints sur jolis ensembles pantalons patte d'ef dans un esprit « festival Coachella » un peu éculé. Mais le charme mauvais genre opère visiblement sur les Valli Girls du premier rang. **H. G.**

**LES MATINS**  
GUILLAUME ERNER ET LA RÉDACTION DU LUNDI AU VENDREDI DE 7H À 9H  
RETROUVEZ FRANÇOIS AUBEL OU BERTRAND DE SAINT-VINCENT DEMAIN À 8H56  
LE FIGARO [franceculture.fr](http://franceculture.fr)





Jil Sander



Marni

## Bottega Veneta, la perfection de l'invisible

Ne demandez pas à Tomas Maier de sortir les cotillons pour fêter un (double) anniversaire. Fusse-t-il celui des 50 ans de Bottega Veneta et de ses 15 ans à la direction artistique. Le changement de lieu du défilé, cette fois-ci sous les voûtes de l'Académie des beaux-arts de Brera, tient à la présence des 250 artisans de la maison conviés au show et à son désir - explique-t-il en backstage - d'asseoir ses invités au plus proche du podium pour voir les vêtements. « Il n'y a pas de volonté de démonstration chez Bottega Veneta, pas d'étiquette sur une veste pour expliquer comment le cuir le plus rare a été contrecollé pour obtenir cet effet presque plastifié. Et tant pis si l'œil du néophyte pense qu'il s'agit de PVC. C'est un luxe réservé à celle ou à celui qui le porte et qui exige, il est vrai, un peu plus de connaissance des matières. Le dur labeur de nos créations est invisible au regard mais le résultat est un plaisir à porter. » Cependant, nul besoin d'être expert es peausseries pour saisir la beauté du manteau en autruche chocolat qui ouvre le show. Mais au fil des passages, Maier ne surenchérit pas, préférant déployer la juste dose de vestes, de jupes, de chemisiers et de pantalons. Robe en maille incrustée de crêpe de Chine soulignant la silhouette voluptueuse du top Irina Shayk, jupe en agneau traité rouge Chine magnifiée par l'ancien mannequin Karen Elson, pantalon et veste en gabardine noire d'une sobriété exemplaire sur Eva Herzigova... Ou encore trench en soie porté par la très chic Lauren Hutton. « Pour cette collection un peu à part, j'ai sorti 15 sacs de nos archives afin de les rééditer. Dont la pochette en nappa tressé grenat que Lauren tenait sous le bras dans le film *American Gigolo*. Alors je me suis dit, pourquoi ne pas lui demander de défiler pour nous... » Tout aussi naturellement l'actrice, craignant de chuter perchée sur ses talons compensés lors du finale, s'est présentée au bras de la jeune Gigi Hadid, dans son pull-over et pantalon en soie rose (notre photo). Derrière ces deux icônes de leur temps, Tomas Maier vient saluer accompagné de son équipe de stylistes sous une standing ovation.

H. G.



SPANY/SIPA

## Hors Podiums

### Bulgari

Variations autour du Serpenti, chez le joaillier romain qui pare, cette saison, son sac emblématique de peaux, de couleurs et de décorations précieuses. En boutique début décembre, la version Serpentage - en trois formats, chacun façonné à 80 exemplaires - affiche un motif kaléidoscopique de montre en émail de 1965 sérigraphié sur du python en bleu topaze (notre photo), rose spinelle et améthyste. Édité en 130 pièces, le Serpentissima représente, lui, un collier haute joaillerie de 130 carats avec fermoir émail et résine glitter. Au côté de ces collectors, les minaudières zippées en cuir bronze décoré d'un dragon découpé et gravé au laser ou les pochettes du soir en nappa à franges « charms » à la pointe du rabat signent une allure glamour de femme pas banale.



BVLGARI

### Bally



BALLY

« Copacabana dans les années 1960 », nous dit-on chez le chausseur né en Suisse et désormais dans le giron du groupe Labelux (basé en Autriche). Pablo Coppola, en poste depuis le printemps 2014, exploite donc cette décennie majeure dans l'histoire Bally à travers la petite ligne de prêt-à-porter, ses robes trois-trous en coton éponge orange et ses tailleurs d'hôtesse de l'air de la PanAm (rapidement) modernisés par des découpes dévoilant la peau. Mais là n'est pas le propos, le stylistes assumant le rôle de ses vêtements, comme des accessoires de... ses accessoires. Au sein de cette collection très riche, très joyeuse et sixties, les babouches en cuir (notre photo) distillent une allure un peu masculine, les mocassins en cuir verni à boucle ou à baguette se déclinent dans une palette de couleurs acidulées, et le nouveau sac Ballyum à rabat dont le fermoir, un B oblique, revisite un modèle d'archives. ■ H. G.

### Sergio Rossi

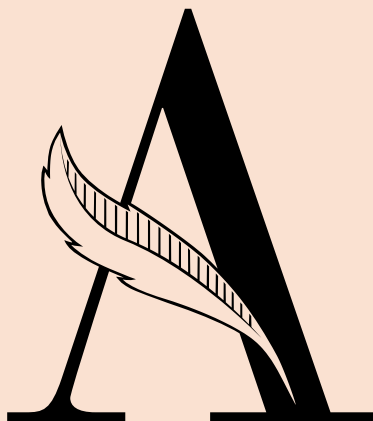
Comment se distinguer de ses concurrents à Milan pendant la Fashion Week ? Les nouveaux propriétaires de Rossi (le fonds d'investissement du financier italien Andrea Bonomi) ont décidé de mettre en scène avec des danseurs, sur les planches du Teatro Filodrammatici, cette collection baptisée SRI expression d'un nouveau départ ». La courte performance est pleine de charme, et les souliers renouent avec l'esprit « classique excentrique » de Sergio Rossi des années 1990 en partant d'un soulier d'époque aux lignes carrées et désormais décliné en talon 6 cm. Sans verser dans le red carpet, les détails de baguettes, de verres teintés et d'éclats de miroirs donnent du glamour à ces sabots et ces sandales censés se prêter aux tenues de soirée comme aux plus casual.

### Jimmy Choo

« La nature ne triche pas. Elle est le meilleur designer au monde », déclare Sandra Choi en désignant les formes organiques de sa nouvelle collection pour le chausseur. Mention spéciale aux plateformes glam rock à lanières dentelées profilées tel un cactus et aux talons hauts ornés de sequins et de plumes de paon en deux teintes de violet. Les modèles de la Britannique s'attirent manifestement la faveur des clients : la marque a vu croître ses profits de 9 % au premier semestre 2016, un résultat remarquable dans un marché du luxe globalement difficile. ■ G. D.

SUR LE WEB

Retrouvez tous les défilés en images  
[www.lefigaro.fr/madame](http://www.lefigaro.fr/madame)



POUR TOUS CEUX QUI AIMENT LE BEAU



ALMAVIVA - SAISON 2

LE MAGAZINE DE VOS ASPIRATIONS  
MARDI 27 SEPTEMBRE AVEC VOTRE QUOTIDIEN



# Montblanc réconcilie l'écriture et le numérique

**INNOVATION** Avec son Augmented Paper, le spécialiste du stylo de luxe propose une alternative élégante au clavier et aux écrans tactiles.

**C**omment retrouver le plaisir de l'écriture au stylo à une époque où dominent le clavier des ordinateurs et l'écran tactile des tablettes et des smartphones ? Le spécialiste allemand du stylo de luxe, Montblanc, a peut-être trouvé la solution la plus élégante avec son coffret Augmented Paper, vendu 635 euros. Comme d'autres produits similaires, il se compose d'un bloc-notes et d'un stylo à bille, mais il permet de mémoriser et de numériser le tracé des caractères pour transférer le résultat à un smartphone. Outre sa simplicité, cet ensemble se distingue par son esthétique et par le choix des matériaux. Étui en cuir italien noir provenant de l'atelier Montblanc Pelletteria de Florence, stylo-bille de la gamme StarWalker, sans oublier les trois mines de rechange et la petite pince pour les retirer, ainsi qu'un câble USB pour recharger l'unité de numérisation dissimulée dans l'étui.

En ouvrant cet étui, on découvre le bloc-notes, au format standard, regroupant plusieurs feuilles de papier à grandes lignes. On peut naturellement s'en servir pour prendre des notes à l'ancienne, mais le principal intérêt du dispositif consiste à l'associer avec un smartphone, qui récupérera ce qu'on a écrit et dessiné sur les feuilles. Après avoir téléchargé l'application dédiée, pour iOS et Android, on appuie sur le bouton de l'étui pour connecter le numériseur en Bluetooth. Dès qu'on commence à écrire ou à dessiner, le stylo transmet au numériseur un signal électromagnétique correspondant à chaque tracé. Ces informations sont alors stockées dans sa mémoire, qui peut loger l'équivalent de 100 pages de notes.

Avant d'entamer une nouvelle page, il suffit d'appuyer à nouveau sur le bouton de l'étui pour transférer au smartphone le contenu de la page en cours. Là, on peut agir dans l'application pour classer, afficher et regrouper des notes, mais aussi pour les exporter sous forme de texte, d'image ou de document PDF. Le résultat peut alors être transmis par message ou sur un espace en ligne. En choisissant le texte, une fonction de reconnaissance de caractères transcrit l'écriture manuscrite en texte informatif, qui pourra être complété, corrigé et imprimé dans un logiciel de traitement de texte. Et le résultat est plutôt convaincant, l'application réussissant à conver-



Le coffret se compose d'un bloc-notes et d'un stylo à bille qui mémorise et numérise le tracé des caractères pour transférer le résultat à un smartphone. DR

tir plus de 95 % des mots tracés à la main. La majorité des erreurs provient de lettres mal formées, surtout si on a tendance à écrire trop rapidement, ou quand on oublie de relier des lettres entre elles. Encore faut-il sélectionner au préalable, dans les réglages de l'application, la langue utilisée. Le système peut reconnaître une dizaine de langues et de calligraphies : anglais, français, allemand, russe, italien, espagnol, portugais, chinois, arabe, etc. Si l'on néglige cette étape, la conversion sera fatalement inefficace. L'application offre également des outils de dessin pour annoter un document ou ajouter des commentaires en écrivant sur l'écran du bout du doigt.

## Un plaisir physique

Le Montblanc Augmented Paper s'adresse aussi bien à ceux qui écrivent plus rapidement avec un stylo qu'avec un clavier qu'à ceux qui cherchent à retrouver le plaisir de l'écriture sans forcément renoncer aux outils numériques. Et le pari est gagné. La qualité du stylo, la douceur du papier et l'élégance de l'étui amènent naturellement à soigner son écriture. À l'usage, on renoue avec le geste physique qui accompagne le tra-

cé des lettres, avec la sensation du contact avec le papier, et avec le plaisir de moduler la vitesse et la pression du stylo.

On s'étonne quand même que Montblanc, si soucieux des détails, n'ait pas soigné davantage son application. Les intitulés de plusieurs menus apparaissent tantôt en espagnol, tantôt en anglais, et certaines options se cachent malicieusement. Une fois sur une note, il faut ainsi choisir d'abord le menu « Dessiner », puis activer le menu d'options pour enfin trouver la fonction d'exportation... Dommage aussi qu'on ne puisse pas sélectionner au doigt une portion de texte à reconnaître, ou encore séparer les zones d'écriture des dessins : en lançant la reconnaissance, ceux-ci sont assimilés à du texte et donc convertis en caractères fantaisistes.

Montblanc n'est ni le seul ni le premier à proposer d'associer l'écriture manuscrite aux outils numériques. Hormis le stylo qui accompagne certaines tablettes et quelques smartphones, on trouve plusieurs versions du stylo numérique. Autre spécialiste du secteur, Staedtler a ainsi créé un Digital Pen (129 €) qui communique avec un

boîtier pour enregistrer dessins et écriture manuscrite et les transmettre ensuite à un ordinateur. Un procédé comparable à celui de l'E-Pens DigiPad Deluxe (180 €), du Smartpen 2 d'Equil (149,95 €) et de l'IrisNotes Executive 2 (110 €), qui se composent d'un stylo et d'un capteur dissimulé dans une pince à fixer sur le haut d'un carnet de notes. Une fois ce capteur relié à un ordinateur, on transfère les notes manuscrites pour les convertir dans un format utilisable par un logiciel de traitement de texte. Plus élégant, le Stylograph proposé par le Français Orée (410 €) permet de prendre des notes et de tracer des croquis puis de les retrouver sur un smartphone pour les classer, les partager, les imprimer ou les soumettre à un programme de reconnaissance de caractères. ■

## Sur le web

» Notre test du drone Parrot Disco en vidéo

» iPhone 7, Samsung Gear 360, Huawei P9 et d'autres nouveautés à découvrir en images

[www.lefigaro.fr/high-tech](http://www.lefigaro.fr/high-tech)

## Question du jour

Comment mieux trouver une vidéo sur YouTube ?

Pas si simple de mettre la main sur une vidéo de YouTube parmi le milliard de contenus qui y est stocké. Heureusement, il existe des astuces pour filtrer les recherches.

■ Méthode la plus élémentaire : taper un ou deux mots-clés dans le champ de recherche puis cliquer sur le bouton Filtrer pour sélectionner différents critères : on peut ainsi limiter les résultats aux seuls films, aux contenus en 3D ou encore aux vidéos publiées cette semaine. Pour aller plus vite, inscrivez directement le nom du filtre dans votre requête, séparé par une virgule. Ainsi, la recherche «*Rihanna, monty*» ne proposera que les contenus liés à Rihanna mis en ligne ce mois-ci. Parmi les autres critères de date, on peut taper *year* (cette année), *week* (cette semaine) ou *today* (aujourd'hui). De la même manière, il est possible de limiter les résultats aux films (*movie*), aux vidéos, playlists ou émissions (*show*). Et même à certains formats de diffusion : *HD*, *4K*, *3D*. Combinez tous ces critères, par exemple «*star wars, year, 4K*», et vous n'obtiendrez que les vidéos qui vous intéressent.

■ Utilisez les guillemets pour forcer la recherche sur les termes qui figurent entre eux, comme sur Google. La requête «*symphonie inachevée*» avec ou sans guillemets ne donne pas les mêmes résultats. Vous pouvez aussi utiliser les opérateurs «*+*» et «*-*» qui ajouteront ou excluront les mots-clés auxquels ils sont accolés. En tapant «*star wars*» «*harrison ford*», seuls seront présentés les contenus concernant *Star Wars* ou figure Harrison Ford. À l'inverse, la formule «*star wars*» «*harrison ford*» éliminera toutes les vidéos liées à l'acteur. Le signe «*-*» s'utilise aussi pour écarter certains types de contenus : par exemple «*adele -playlist*» supprimera les playlists des résultats.

■ Enfin, vous pouvez remplacer n'importe quel mot par une étoile : par exemple en tapant «*symphonie n.°*», YouTube vous proposera la liste de plusieurs symphonies possédant un numéro. D.S.

## FLASH

### MAC MALIN

Si vous utilisez un Mac, installez vite le nouveau système d'Apple baptisé Sierra. Vous y gagnerez en efficacité et en stabilité, et découvrirez des nouveautés astucieuses : le dossier Documents et les fichiers placés sur le Bureau sont immédiatement stockés sur votre espace iCloud, ce qui permet de les récupérer à



distance, vous pouvez interroger Siri sur votre Mac (qui est capable de retrouver tous vos fichiers), et il est possible de faire un copier-coller entre un Mac et un iPhone ! En plus, cette mise à jour est gratuite.

# GoPro réinvente ses caméras d'action

**TEST** Prévues pour le 5 octobre, la Hero 5 Session et la Hero 5 Black corrigent les principaux défauts des modèles précédents et apportent de nouvelles fonctions innovantes.

**P**lus facile à utiliser, plus robuste et plus performante : la formule répétée par GoPro à chaque lancement de nouveau produit se justifie enfin avec sa cinquième génération de caméras d'action.

Première bonne nouvelle : la Hero 5 Session (compacte) et la Hero 5 Black (équipée d'un écran tactile et d'un GPS) peuvent plonger dans l'eau sans aucune protection. Elles sont étanches jusqu'à 10 mètres. Inutile, donc, d'investir dans un boîtier spécial pour se filmer en rafting, dans la piscine ou durant une plongée avec tuba. Lors de nos tests, nous les avons mises à l'épreuve dans la mer sans aucun problème. Dans l'idéal, on installera un filtre coloré devant l'optique, ce qui est désormais facilité par l'embout amovible de l'objectif.

Deuxième bonne nouvelle : on peut les piloter à la voix. Prononcez «*GoPro prendre photo* » ou «*GoPro enregistrer vidéo* » et la caméra s'exécutera en conservant les réglages en cours. Là encore, le progrès est appréciable puisqu'on peut déclencher la prise de vues sans avoir besoin de retirer ses gants de ski ou de lâcher le guidon de son VTT. Pendant nos tests, nous avons constaté



La Hero 5 Black (équipée d'un écran tactile et d'un GPS) peut plonger dans l'eau sans aucune protection. DR

que la reconnaissance vocale fonctionnait plutôt bien, à condition de dicter exactement la bonne formule et de parler à moins de 30 cm de la caméra. En complément, ces deux nouveaux modèles sont équipés d'un bouton qui permet, d'une seule pression, de réveiller la caméra et de lancer automatiquement l'enregistrement vidéo. On y gagne en rapidité.

Autre amélioration : la stabilisation d'image (électronique) est enfin intégrée aux caméras ! Fini, donc, le décor qui

tremblote et les retouches fastidieuses à effectuer au montage. Nous avons placé les caméras sur le guidon d'un scooter et sur un harnais ventral, nous les avons maintenues à bout de bras en marchant, et le résultat est remarquable, sans pratiquement aucune secousse ni saccade.

## Un grand angle sans distorsion

Enfin, cerise sur le gâteau, les Hero 5 disposent d'une fonction réclamée depuis longtemps par les amateurs : la possibilité de corriger la distorsion du grand

angle. En choisissant cette option, l'image apparaît rectiligne, sans l'effet bombé qui caractérisait jusqu'à présent les vidéos GoPro.

À l'usage, toutes ces nouveautés réinventent la manière d'utiliser les caméras d'action. Installez la Hero 5 Session ou la Hero 5 Black à peu près n'importe où grâce aux fixations adéquates, et vous redécouvrirez le plaisir de filmer à la première personne. D'autant plus que ces modèles, qui tournent aussi bien en HD qu'en 4K, bénéficient d'une meilleure qualité d'image et d'enregistrement audio. En mode photo, il est possible de rééquilibrer les contrastes grâce au mode WDR, comparable au HDR des appareils photo, d'enregistrer les images au format Raw et même de sélectionner certains réglages manuels (balance des blancs, sensibilité ISO, exposition et netteté). Bref, une quantité d'améliorations qui font oublier quelques bémols : l'écran tactile de la Hero 5 Black n'est pas des plus réactifs et démissionne quand on l'utilise avec les doigts mouillés, le nouveau chargeur de batterie en USB-C fait terriblement chauffer la caméra, et les tarifs restent ceux de produits haut de gamme : 330 € pour la Hero 5 Session et 430 € pour la Hero 5 Black. ■ D.S.

## VOYAGE

## ANNIVERSAIRE

Sous la colline du Trocadéro, 7 000 espèces marines, dont 30 requins, offrent un spectacle inattendu. Ce grand bleu parisien multiplie les séductions : bassins, café, boîte de nuit...

**L**es habitants de la capitale ne s'y bousculent guère. Les étrangers, si. L'an passé, 600 000 visiteurs, en majorité des touristes, ont franchi les grilles de l'Aquarium de Paris. Il faut admettre qu'il n'est pas facile à trouver. Installé sous la colline du Trocadéro, quelques écriteaux en indiquent vaguement la direction dans un dédale d'allées peu accueillantes, côté avenue Albert-de-Mun (XVI<sup>e</sup> arrondissement). L'entrée est surmontée d'un poissonnier perché au sommet d'une pique, un ensemble en bronze, témoin – et unique rescapé – de ce qui fut en 1878, à l'occasion d'une Exposition coloniale, le premier aquarium du Trocadéro. On dit que Jules Verne aurait été parmi les visiteurs à s'extasier devant la reconstitution en rivière et grottes artificielles de la flore de nos rivières françaises, et s'en serait inspiré pour écrire *20 000 Lieues sous les mers*. Englobé par un déficit abyssal et frappé de vétusté, l'aquarium finit par sombrer en 1985 et la ville de Paris décida de le fermer. Il sera fina-



## L'Aquarium de Paris fête ses dix ans

Une déambulation pédagogique à la découverte des 43 bassins peuplés de nombreuses espèces issues des littoraux français de métropole et d'outre-mer. E. DA FORNO

lement détruit deux décennies plus tard, pour être reconstruit en 2006 mais plus en surface. Car entre-temps, il est devenu privé, propriété d'un Japonais. Il occupe d'anciennes carrières souterraines.

### Cinq naissances de bébés requins

On descend par de larges marches dissimulées dans les jardins du Trocadéro, jusqu'à un vaste atrium où s'affaire en marinière un personnel avenant. Les visites sont libres ou guidées et débutent par une évocation des espèces que l'on trouvait – ou que l'on trouve – dans la Seine. On apprend par exemple qu'il y aurait encore de nombreux brochets.

Ce bassin est le premier d'une série de 43 autres entièrement dédiés aux littoraux français, ceux de la France métropolitaine notamment, mais aussi de l'outre-mer comme des Antilles françaises. 4 millions de litres d'eau que

traitent 17 circuits de filtrations et une armée de pompes, alignées comme des ovnis, recréent aux bonnes températures et à la salinité parfaite les conditions de vie des mers françaises. Ce qui n'est pas une mince affaire quand on sait par exemple que toutes les six semaines 20 tonnes de sel sont injectées dans le circuit. La dizaine de soigneurs sont aux petits soins pour alimenter une armée de 17 000 poissons qui passent à table trois fois par jour et pour certains au beau milieu de la nuit. Mission réussie puisque l'établissement a permis la reproduction des requins. Au carnet du jour de l'aquarium, cinq naissances ont été annoncées ces deux derniers mois. « C'est une course de vitesse, et une véritable organisation, explique l'un des directeurs, Mathieu Pitou, car nous devons séparer la mère du nouveau-né si on ne veut pas qu'elle le mange. » Pour ce faire, un filet de protection la sépare du reste du

groupe. Le bassin des requins doté d'un tunnel et qu'on peut voir sous différents angles tout au long de la visite est évidemment le plus spectaculaire, avec 3 000 m<sup>3</sup> d'eau. On l'admire assis sur des fauteuils de cinéma installés devant un écran de verre, une vitre blindée, « pour le protéger d'un éventuel fou », explique encore Mathieu Pitou.

### Des méduses par milliers

Un peu plus loin, une autre curiosité vaut le détour, le « médusarium », présenté comme « le plus grand du monde ». Dans une présentation poétique, il accueille des milliers de méduses. Ce dernier a acquis une reconnaissance internationale à laquelle même l'empereur du Japon, passionné de la chose, s'est intéressé en « encourageant une collaboration scientifique avec l'aquarium de Kamo » (dans la ville de Tsukuba), se réjouit Alexis Powilewicz,

président de l'Aquarium de Paris, qui insiste sur « le caractère entièrement privé du lieu, qui ne reçoit aucune subvention d'aucune sorte ». À ce titre, l'établissement ne peut compter que sur lui-même pour se financer et sur son imagination pour trouver des ressources. La création du Zen Café, d'un restaurant avec vue sur le bassin tropical et d'une boutique apporte une contribution non négligeable. Des équipements assez courants dans ce type d'espace. Ce qui l'est moins, c'est la boîte de nuit, ouverte chaque samedi soir. Sa piste de danse a pour décor un bassin géant dans lequel grouillent d'énormes poissons à peine dérangés par la techno... Son nom : L'Aquarium, évidemment.

**Aquarium de Paris. Jardins du Trocadéro (Paris XVI<sup>e</sup>).** [www.aquariumdeparis.com](http://www.aquariumdeparis.com)  
Entrée : 19,90 €. Réduit : 12,90 €. Gratuit pour les enfants de moins de 3 ans.

## IMMOBILIER

avec PROPRIÉTÉS

LE FIGARO

### AVIS À NOS LECTEURS - MENTIONS LÉGALES

Toutes les annonces qui ne comprennent pas la mention « Part. » pour les particuliers ou « Agents Co. » pour les agents commerciaux sont des annonces émanant d'agents immobiliers ou de promoteurs. Sans mention explicite d'honoraires dans les annonces, les prix présentés s'entendent nets pour l'acquéreur. Toutes les annonces des rubriques « appartements » sont régies par des lois de copropriété, sauf mention contraire. Ces biens faisant partie d'une copropriété, le vendeur doit vous informer du nombre de lots de la copropriété, des charges annuelles du bien proposé à la vente et de l'existence ou non d'un recours à l'encontre de la copropriété à la date de la parution de l'annonce.

Légende des sigles utilisés dans nos annonces : ♦ membre F.N.A.I.M. (Fédération nationale de l'immobilier) ♦ membre S.N.P.I. (Syndicat national des professionnels immobiliers) ■ Notaires ♦ Ventes aux enchères M.A.P. : mise à prix.

### Immobilier d'entreprise

**Ventes**  
LOCAUX INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX

(13) Aménagement vend : 21 Vitrolles entre gare Aix TGV et aéroport de Marseille-Provence. 21 locaux (5 530 m<sup>2</sup> SHOB) + 400 m<sup>2</sup> bureaux. Parkings. Etat neuf. Ensemble loué 330 000 € HT net. Loc. de notoriété. Bail 10 ans dont 4 fermes. Bon rendement. 06.11.51.54.55

12 € chez votre marchand de journaux

En kiosque

propriétés.lefigaro.fr

### Ventes BUREAUX

**HABITAT TOULOUSE**  
vend son siège social sur un terrain d'assiette de 1235 m<sup>2</sup> et 9 emplacements de parking

**SITE D'EXCEPTION HYPER CENTRE TOULOUSE**  
(quartier Concorde) Contacts simultanés pour le dossier de consultation

Office Notarial SCP DUCASSE-DAVID-BOYER-CAYROU LAURE - Maître Benoît Caster - bcastor@notaires-esquirol.com

- Mme Virginie Lougare - vlougare@notaires-esquirol.com

- Madame Marie Chambon - mchambon@notaires-esquirol.com

Date limite de réception des offres le 20 octobre 2016.

### PARIS PRESTIGE INVEST

Vend 7 600 m<sup>2</sup> de bureaux divisibles par plateau de 775 m<sup>2</sup>. À deux pas du TOL porte Pouchet ! Belles prestations, lumineux, vus spectaculaires sur tout Paris (du 8<sup>e</sup> au 16<sup>e</sup> étages sans vis à vis). Prix à partir de 1900 € le m<sup>2</sup> Possibilité de parkings. Tél. : 01.83.777.207

### Locations BUREAUX

**PARIS 13 RUE DU CHEVALERET HALLES FREYSSINET**  
Bureaux rénovés, climatisés, câblés. 1 Plateau de 200m<sup>2</sup>, 5 park. Loyer annuel 70 000 € HT. 2F IMMO 06.62.68.71.69.

**1ER ST HONORE**  
(Marché) 101m<sup>2</sup> sur cour idéal show-room

**2 BACHAUMONT**  
58m<sup>2</sup> - Proximité Metro

**15 CH. MICHEL**  
256m<sup>2</sup> d'étage - bon état

Ste Safa 06.25.87.60.87

**AV. GEORGES V**  
PROXIMITÉ CHAMPS-ÉLYSÉES

Local professionnel 180 m<sup>2</sup>, refait à neuf. Bail précaire 3 ans. Loyer 150 000 € HT

tel.06.03.38.31.06.

### Ventes Boutiques

♦ 6 Luxembourg murs vides local clai 118m<sup>2</sup> s.sol+R+1  
♦ Vannes 13 bureaux locaux clai 132m<sup>2</sup> s.sol/RdC  
♦ 3 Rue Grenier St Lazare local angle 153m<sup>2</sup> s.sol+RdC  
♦ Cretail Lacmurs occupés Restaurant 165m<sup>2</sup> Rentabilité 8%  
♦ 2 Montorgueil occupés Restaurant 152m<sup>2</sup> v.sol  
♦ 5 Gobellins 11 occupés 25m<sup>2</sup> - Rentabilité 5.35%  
Recherche Murs libres ou occupés/Boutiques à louer

### LA TOUR IMMO

01 43 29 14 14

### Locations Boutiques

**ALOUER EXCLUSIVITE**  
MENILMONTANT Boutique d'angle 2 500m<sup>2</sup> Pacifique 26m divis. possib. Tous commerces

**RIVOLI**  
Boutique d'angle 220m<sup>2</sup> Pacifique 26m divis. possib. Tous commerces

Loyers : Nous consulter

**LA TOUR IMMO**  
COMMERCIAUX & BUREAUX

01 43 72 04 24

### FACE GARE DU NORD

PARIS 10<sup>e</sup> local clai refait. Rd.c

1<sup>er</sup> et s.sol 88 m<sup>2</sup> Pas de restauration Loyer mensuel 10 000 €

Tel. 01.40.21.48.38

### 2 PLACE ALEXANDRIE SANS DROIT D'ENTREE

Boutique 138m<sup>2</sup> à usage de restauration avec conduit d'extraction - Vitrine 9m Loyer 120 000€ HT+AC

06.16.24.80.75 -

### PONT LEVALLOIS

36m<sup>2</sup> sans cession Excellent état. Ste Safa 06.25.87.60.87

### Ventes FONDS DE COMMERCE

Hôtel de 100 chambres Paris Est. CA 2 000 000€ Vente murs et fonds Contacter Eric VASLIN 06.08.51.07.02.

### Cession de bail

**MARAIS ST PAUL**  
Emplacement N°1 Port Flux 7/7 Boutique 40 m<sup>2</sup> façade SM Loyer : 40 K€ Cession : 650 K€ tel. 06.03.38.31.06.

### BOUTIQUE 100 M2 AV. OPERA

cession - Loyer 47 000 € 06.64.43.68.48.

### Immobilier ventes et achats

**LA TOUR IMMO**  
COMMERCIAUX & BUREAUX

01 43 72 04 24

### Ventes 6<sup>e</sup> APPARTEMENTS

♦ ST GERMAIN PRES ♦

Imm 18ème-153m<sup>2</sup>-2/3 chbres

Parfait état, calme, charme

♦ ST GERMAIN PRES ♦

Duplex 80m<sup>2</sup>-1650 000€

♦ EMILE GARCIN ♦

-0142.6173.38 -

www.emilegarcin.fr

### ★ ODEON ★

+2P dans hôtel part. asc. parfaite rénovation.

+2/3P par fait état

aguyque. 870.000€

\*01.45.67.25.25 \*

### GRENELLE ★ 202M2

triplex esprit maison dans hôtel particulier 3 chbres. exceptionnel.

### ★ VERNEUIL ★

190m<sup>2</sup> endroit prestigieux pour cet apt exceptionnel

\*01.45.67.25.25 \*

### Ventes 16<sup>e</sup> APPARTEMENTS

3 chbres 2<sup>e</sup> étage balcon parfait état park. en sus

1080.000€ \*01.42.88.96.96

### Ventes 17<sup>e</sup> APPARTEMENTS

★ PEREIRE ★

115m<sup>2</sup> terrasse soleil

\*1.100.000€ \*

01.45.67.25.25

### 19€ HT\* LA LIGNE

Annonce diffusée dans Le Figaro Quotidien,

Le Figaro Immobilier et Explorimmo

Renseignements : 01 56 52 80 00

Le FIGARO.fr

immobilier

\*Tarif HT au 8 juin 2015

### Immobilier locations

**Locations DEMANDES VIDES**

### MOBILIS

NOUS RECHERCHONS à la location. Pour nos clients français et étrangers.

**APPARTEMENTS DE QUALITE**

VIDES ET MEUBLES RIVE GAUCHE et RIVE DROITE

01.47.20.30.00

www.groupe Mobilis.com

### Locations OFFRES MEUBLES Province

**20 MN CANNES**

Loue en longue durée.

- villas + 350 m<sup>2</sup>, vue

mer, piscine, haut stand,

à partir 4 500€/mois accès

handicaps, domaine - hautes-

ribes.fr mail:contact@trilco

locations-apparts-villas.fr

Part. 06.60.06.76.04.

### RÉALISATION DE MODÈLES UNIQUES

Large choix de styles formes matières textures

LAINE, SOIE, LIN, fabrication française et sans intermédiaire.

Etude et devis gratuits.

Manufacture Tapis Design

34 Rue de Bassano,

75008 Paris.

01.47.20.78.84.

www.lightandmoon.com

## BONNES AFFAIRES

### Décoration

**CONFECTION RÉALISATION À VOS MESURES !**

### VOILAGES

**RIDEAUX, STORES**

Intérieurs et extérieurs Choix de tringles et de tissus d'éditeurs.

Conseils, devis, prises de mesures, réalisations et Poses assurées par nos décorateurs.

- 15% LECTEURS DU FIGARO.

34 Rue de Bassano,

75008 Paris.

01.47.20.78.84.

### contactez-nous

01 56 52 8000

### CRÉEZ VOTRE TAPIS

**RÉALISATION DE MODÈLES UNIQUES**

Large choix de styles formes matières textures

LAINE, SOIE, LIN, fabrication française et sans intermédiaire.

Etude et devis gratuits.

Manufacture Tapis Design

34 Rue de Bassano,

75008 Paris.

01.47.20.78.84.

www.lightandmoon.com

### NETTOIE RENOVE, RAVIVE

Tapis, rideaux Moquettes Stores Tentures Murs, Canapés et Cuir.

### CONFECTION RESTAURATION

de votre ameublement.

Refecton sièges et fauteuils.

Excellentes références.

Devis Livraison gratuits.

M.T.D Paris 8<sup>e</sup>

34 Rue de Bassano

75016 Paris.

01.47.20.78.84.

### contactez-nous

01 56 52 8000

### AVEC GAVO FINI LES CORVÉES D'AMEUBLEMENT !

Spécialiste depuis 1939 du Nettoyage d'ameublement. Déroche et racroche vos rideaux.

Ravive vos tapis, canapés, moquettes, tentures.

- 15 % LECTEURS DU FIGARO

84, rue Michel Ange,

75016 Paris.

01.47.43.11.43.

### Vins

« L'abus d'alcool est dangereux pour la santé. Consommez avec modération. »

### ACHÈTEZ même imbuvables VIEUX VINS

(et recents collection) ainsi que Champagnes, Cognacs, Chartreuses...

Faire offre je me déplace

Frederic 06.09.85.48.98.

### Pour passer votre annonce contactez-nous au

01 56 52 8000





BIEN VU  
Anthony Palou  
apalou@lefigaro.fr

## Le brame d'Allain

« Curieux de nature »  
France Inter | 7h54 | Dimanche

**L**e dimanche matin, juste avant 8 heures sur France Inter, il est fort plaisant d'écouter la chronique nécessaire d'Allain Bougrain-Dubourg, qu'on ne présente plus. Il est le généreux et courageux représentant de la cause animale depuis qu'il est né. Prêt à partir au front, sabre au clair, pour protéger le hérisson ou la grenouille, l'ortolan ou l'alouette. Adolescent, le futur président de la Ligue de protection des oiseaux (LPO) partageait son lit avec un alligator, c'est peu dire que ce garçon qui n'a pas froid aux yeux a toute notre sympathie. On se souvient qu'il prit, il y a deux ans, quelques coups de pelle de la part d'un hurluberlu braconnier de pinsons landais sorti de ses pénates en slip à carreaux. Alors accrochons-nous à la remorque de ce cher Bougrain-Dubourg, qui a voué sa vie à la cause animale. De quoi nous a-t-il entretenus, hier, en ce dimanche parisien sans voitures, en ce dimanche où l'on entendait le merle noir, le moineau, la mésange, le rouge-gorge, l'étrouneau ou la pie bavarde ? Eh bien il nous a parlé de la « Dog Revolution » - un séminaire qui a lieu à Nanterre sur les rapports parfois difficiles entre le monde des chiens et celui des humains - et du brame du cerf. Direction, pourquoi pas, la forêt de Chambord, merveilleux parc aux biches qui ne se sont fécondées que pendant quelques jours, de mi-septembre à début octobre. Attendre le brame du cerf en rut perché sur le mirador de la ferme de la Guillonnière en voilà une bonne idée, les amis. Les animaux, que Michelet appelait gentiment « nos frères inférieurs », ont trouvé leurs illustres défenseurs en la personne de Bougrain-Dubourg et de Brigitte Bardot. Eradiquer la souffrance de nos amies les bêtes, telle est l'urgence car, comme le dit Luc Ferry, « si l'animal n'est pas un être humain, ce n'est pas non plus une pierre ou un légume ».

## LE BUZZ TV

Invité : Vincent Cerutti

interviewé par Nicolas Vollaire, aujourd'hui sur :



# Figaro top, Figaro flop

Elles veulent toutes décrypter l'actualité à l'aide d'experts, de journalistes et parfois de politiques. En cette année présidentielle, la concurrence entre les émissions de débats est rude. Notre palmarès.

## 16/20

YVES CALVI

« 24 heures en questions », LCI, du lundi au vendredi de 18 h 15 à 20 h.

Toujours aussi à l'aise et pédagogue, Yves Calvi affiche un enthousiasme intact à la tête de sa nouvelle émission. Bien sûr, le concept de la première partie de « 24 heures en questions » ressemble à s'y méprendre à celui de « C dans l'air », dont le journaliste était la figure emblématique jusqu'à la saison passée. Mais ce n'est pas un problème puisque la qualité est toujours au rendez-vous. Quatre invités, experts et journalistes, débattent en direct pendant un peu plus d'une heure sur un sujet de l'actualité politique, économique, sociale ou internationale, dans un studio lumineux aux teintes pastel. La deuxième partie est consacrée à une interview d'une vingtaine de minutes avec un invité souvent passionnant, à l'image de Pierre Botton, condamné pour des malversations dans les années 1990, qui expliquait mardi avoir vécu une véritable renaissance en prison.

## 15/20

CAROLINE ROUX

ET BRUCE TOUSSAINT

« C dans l'air », France 5, du lundi au samedi de 17 h 45 à 19 h.

On aime l'introduction concise avant la présentation des quatre invités du jour, experts et journalistes, qui débattent en direct d'un sujet brûlant de l'actualité. Le tour de table est clair et organisé surtout grâce à la fenêtre d'aperçu confrontant les visages des intervenants. Caroline Roux arbitre peut-être un peu mieux que Bruce Toussaint, aux commandes en fin de semaine, mais la véritable force du programme est son interactivité très bien amenée durant la dernière partie de l'émission. Les questions des téléspectateurs envoyées par SMS sont ainsi traitées en rafale, accélérant agréablement la conclusion d'une heure de débat suffisante pour creuser le sujet sans s'étaler en longueurs.

## 14/20

ÉLISABETH QUIN

« 28 minutes », Arte, du lundi au vendredi de 20 h 05 à 20 h 50.

Le programme porte, certes, très mal

son nom mais on ne lui en tient pas rigueur. Avec une durée dépassant tout juste les 40 minutes, l'émission d'information d'Arte est rythmée, nerveuse... mais pas énervante. On apprécie notamment les pastilles très bien réalisées comme « L'empreinte digitale ». Sa force ? Une Elisabeth Quin, punchy, et une équipe de journalistes-chroniqueurs assez bonne pour poser toutes les questions à leurs invités, prêts à débattre pendant une vingtaine de minutes d'un sujet d'actualité pas toujours accessible au grand public. C'est justement la grande qualité du programme : le choix des intervenants qui se démarque des castings habituels de ces émissions de débat.

## 14/20

SONIA MABROUK

« On va plus loin », Public Sénat, du lundi au jeudi, de 22 h à 23 h 30.

C'est un ballet nocturne dans les entrailles du Palais du Luxembourg. On se presse dans le studio de Public Sénat qui, du lundi au jeudi, propose des débats apaisés, souvent de haute tenue. Nouvelle valeur sûre du PAF, Sonia Mabrouk, également l'une des voix d'Europe 1, a su imposer son style, dynamique mais chaleureux. Cette ancienne journaliste de Jeune Afrique, protégée de Jean-Pierre Elkabbach, cultive une certaine singularité, cherchant toujours



FIGARO FLOP Pour sa première diffusion, l'émission « C Polémique » présentée par Bruce Toussaint sur France 5, n'a pas tenu ses engagements.



FIGARO TOP Yves Calvi affiche un enthousiasme intact à la tête de sa nouvelle émission « 24 heures en questions » sur LCI.

à rendre pédagogiques les débats. Et si elle invite des élus ou parlementaires parmi ses « experts », elle veille bien à replacer chacun de ces intervenants sur l'échiquier politique.

## 13/20

JEAN-MATHIEU PERNIN

« Les Informés », France Info, du lundi au vendredi, de 20 h à 21 h.

Il fallait du culot pour imposer une émission de débat d'une heure sur l'antenne tout info de Radio France. Un an après leur création, « Les Informés » sont désormais un rendez-vous phare de la station, porté par le style enlevé de son animateur, l'espiègle Jean-Mathieu Pernin, un ex du « Fou du roi ». L'émission, entrecoupée de flashes infos, comme il se doit, a bien résisté au passage en télé. Même si l'animateur se dandine un peu, oubliant parfois qu'il est filmé. Autre bémol, le niveau hétérogène de ses invités et, plus embêtant, le mélange des genres parmi eux. On y entend, mis au même niveau, à la fois des journalistes et des politiques, souvent lieutenant de candidats à la présidentielle. Le téléspectateur risque parfois de s'y perdre.

## 08/20

BRUCE TOUSSAINT

« C Polémique », France 5, le dimanche de 19 h 45 à 20 h 45.

La marque de fabrique de l'émission ? « Réunir des invités issus de tous les horizons », annonçait d'emblée Bruce Toussaint lors de sa première, dimanche 18 septembre, centrée sur le Front national.

Ce parti a-t-il gagné la bataille des idées ? Six intervenants pour en débattre, dont cinq affichaient les mêmes opinions, hostiles au FN. Pour les horizons différents, il faudra voir ailleurs. Une discussion totalement déséquilibrée s'engage, sans qu'une confrontation constructive ne puisse naître. Les opposants à l'extrême droite, des personnalités d'expérience (comme le romancier Tahar Ben Jelloun), ont bataillé contre un étudiant de Sciences Po, seul invité favorable à Marine Le Pen. Entre tir au pigeon et cacophonie, migraine garantie.

FRANÇOIS AUBEL, BLAISE DE CHABALIER, ROMAIN DELACROIX, SARAH LECUVERRE ET LAURA TERRAZAS

## MOTS CROISÉS

Par Vincent Labbé

### PROBLÈME N° 4215

#### HORIZONTALEMENT

1. Douceurs ou plaquages violents. - 2. Défaut de formation. - 3. A des poils à gratter. - 4. À la douzaine chez Marie de France. Famille de Tognazzi. - 5. Le champ du signe. Rapporte beaucoup. - 6. Compagnon des carpes. Franchi par les amateurs de swing. - 7. Restreint le choix. Avancée modeste. - 8. Taxe rocardienne. L'affection d'un chien. - 9. Entrepreneurs. Fait route au bord du Tarn. - 10. Vers l'Oubangui charrie. Donne créance. - 11. Provoquent des éruptions. - 12. Travail artisanal avec ses fils.

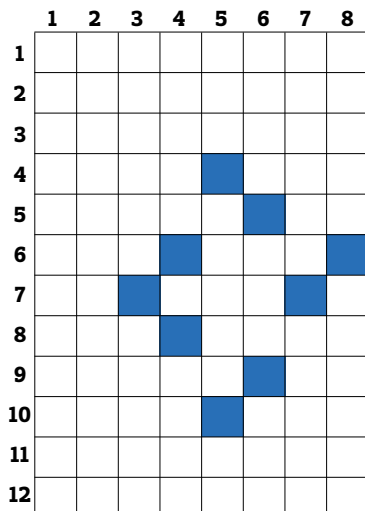
#### VERTICALEMENT

1. Issu de la grande noblesse picarde, il fut le fidèle des fidèles de Napoléon. - 2. Avec lui, on tire dans la chambre noire. - 3. Riche en cônes et en bâtonnets. Courbe harmonieuse. - 4. En fait tout un pastis. Parties pour la vie. - 5. Jules. Cartes secrètes au tarot. Pepin, le bref. - 6. Abandonna le droit pour la restauration. Olympia, Augusta et Pierre y occupent des places importantes. Fait coup double sur un tambour. - 7. Quelque deux livres d'or. Le Chopin scandinave. - 8. Cordon sanitaire. Cours de formation.

### SOLUTION DU PROBLÈME N° 4214

HORIZONTALEMENT 1. Épipiner. - 2. Nominale. - 3. Vrenells. - 4. ITT. Samu. - 5. Sète. Par. - 6. Amena. Ig. - 7. Goutus. - 8. Enrober. - 9. At. Nevès. - 10. Bran. Écu. - 11. Lebel. Rè. - 12. Escroque.

VERTICALEMENT 1. Envisageable. - 2. Porte-montres. - 3. Émetteur. ABC. - 4. Pin. Entonner. - 5. Inés. Aube. Lø. - 6. nalaP. Sève. - 7. Elimal. Recrù. - 8. Resurgi. Suée.



## BRIDGE

Par Philippe Cronier www.lebridgeur.com

### PROBLÈME N° 2401 : Ils sont tous chez lui

♠ 3  
♥ AV10652  
♦ AV106  
♣ R9  
N  
O  
S  
E  
♠ R1054  
♥ 4  
♦ D2  
♣ A76532

Contrat : Sud joue 3 Sans-Atout.

La séquence (N-S vuln) :

Sud	Ouest	Nord	Est	
ISA*	2♥	2♠	2♣	*10-12H
2SA	3♠	3♥	3♣	
3SA				

Entame : 8 de ♠ pour le Valet d'Est et votre Roi.

### SOLUTION DU PROBLÈME N° 2400 : Une joie de courte durée

Contrat : Sud joue 5 Trèfles.

La séquence (Tous vuln) : Est ouvre de 1♠, Sud contre, Nord répond 2♥. Est surenchérit à 2♠. Sud dit 3♠ et Nord bondit à 5♠. Entame : 8 de ♠ pour l'As d'Est qui rejoue la Dame de ♠ pour votre Roi (le 2 en Ouest). Les ♠ sont manifestement 7-2.

Le déclarant tenta de monter au mort par la coupe à ♠ afin de jouer ♣ vers son Roi pour lutter contre AD à droite. Est étant favori pour avoir tous les points manquants. Celui-ci surcoupa de l'As. Le déclarant fut soulagé... juste le temps de voir Est rejouer ♠ et promouvoir la Dame sèche d'Ouest ! Pour que sa ligne de jeu fût la seule gagnante, il aurait fallu qu'Est possédât une distribution 7-1-3-2, voire 7-0-4-2. Les répartitions 6-1 et 7-0 sont trop peu fréquentes pour prendre un tel risque. On pourrait formuler la problématique autrement : la chance qu'Est, déjà connu avec cinq cartes à ♠ de plus que son partenaire, détienne aussi deux cartes de plus que lui à ♠, est infime. Donc, après le Roi de ♠, jouez immédiatement ♣ et soyez satisfait de constater le partage 1-1 de la couleur qui vous permet de tabler dans la foulée avec un grand sourire.

♠ V7  
♥ RDV6  
♦ 64  
♣ V7643  
♠ AD106543  
♥ 975  
♦ 108  
♣ A  
N  
O  
S  
E  
♠ R9  
♥ A  
♦ ARDV  
♣ R109852





# Élizabeth Martichoux, joker électoral

**SUCCÈS** Après avoir animé le « Grand Jury », celle qui est aussi chef du service politique de la station, vient de reprendre l'interview politique de « RTL Matin ».



JEAN-CHRISTOPHE MARMARA/LE FIGARO



**Alette Debray-Mauduy**  
adebray@lefigaro.fr

Elle n'a rien d'une « grande gueule ». Elle a été choisie pour sa pugnacité, sa pertinence, sa rigueur. Le patron de RTL, Christopher Baldelli, l'a nommée pour cuisiner les hommes politiques, tous les matins à 7 h 50, en faisant ainsi sa carte pour l'année électorale à venir. Celle qui s'est imposée à lui comme une évidence.

« Chef de notre service politique depuis quatre ans, Élizabeth possède toutes les qualités pour le rôle. Modeste, indépendante et sans complaisance », ajoute-t-il. Elle a démarré l'exercice le 29 août dernier face à Nicolas Sarkozy. Forte de trente ans d'expérience radiophonique. « Malgré mon parcours, cette interview s'avère particulièrement redoutable. On est sur un format court, très exposé, qui demande une grande exigence », reconnaît-elle. Le reportage, la présentation des journaux, l'animation de magazines... la journaliste a pourtant tout fait et a acquis au fil des ans une remarquable assurance. Celle nécessaire pour se faire respecter. Celle, aussi, indispensable pour relever avec tact et fermeté les approximations, les contre-vérités voire la mauvaise foi de ses invités...

« Je ne souhaite pas taper sur eux à tout prix, ni jouer la carte de l'impertinence, pour faire le buzz. Je préfère trouver la juste mesure, savoir les écouter et

les contredire, judicieusement. » Trouver le bon ton pour permettre aux politiques de s'exprimer et aux auditeurs d'être informés. Voilà pour le style Martichoux à l'antenne.

En aparté, c'est une femme discrète qui s'exprime d'une voix douce, comme une amie qui vous ferait des confidences. Ce jour-là, dans un restaurant de l'avenue Montaigne à deux pas de la rue Bayard, elle ferme un temps la parenthèse politique – on vient de connaître la liste des candidats officiels à la primaire de la droite – pour parler d'elle. Son enfance... Près de Fontainebleau, où le débat a déjà toute sa place lors des repas familiaux, entourée de ses quatre frères et sœurs. Sa curiosité naturelle et sa soif de partage qui lui donnent très jeune l'envie d'être journaliste.

## « Être soi-même au micro »

Son caractère qui se dessine, son besoin d'indépendance – il lui vaudra une année en pension pour avoir séché ses cours – et sa ténacité – son diplôme de l'ESJ Lille en poche, elle « harcèlera » France Inter pour y faire son premier stage. Elle y restera sept ans. Touchera à tout : le reportage – où elle reconnaît être « plutôt malchanceuse pour être là au bon moment, au bon endroit pour décrocher le bon témoignage », le magazine, avant de rejoindre le service

économique et social et de présenter les journaux. La suite... Dix ans à Europe 1, en charge successivement de l'info, de l'animation, d'émissions spéciales. Petit à petit, elle « apprivoise l'antenne. Le fruit de l'expérience, c'est de savoir utiliser sa personnalité, d'être soi-même au micro ».

Parallèlement, Élizabeth fait ses débuts à la télévision, en 1993, avec l'émission « Ruban rouge » sur France 3, consacrée au Sida. « Deux années qui m'ont beaucoup marquée, se souvient-elle. C'était très fort, nous donnions la parole aux malades, nous étions au contact de la souffrance et de la mort. » Elle présentera ensuite des magazines sur l'économie, l'éducation sur France 5 et, depuis 2008, « État de Santé » sur LCP, un programme dédié aux enjeux de santé publique, « qui me permet de toucher à d'autres sujets que la politique. C'est important ».

La plupart des téléspectateurs ont quant à eux mieux appris à la connaître l'année dernière lorsqu'elle animait le « Grand Jury RTL-LCI-Le Figaro », le dimanche, de 12 h 30 à 13 h 30. « Élizabeth s'est révélée parfaitement aguerrie et expérimentée dans ce rôle », note Christopher Baldelli, qui se félicite de sa prestation – l'émission politique de référence a comptabilisé 80 000 spectateurs supplémentaires en 2015. Quant à l'interressée, elle avoue que « cette année de

transition a été précieuse pour se roder à l'interview matinale qui lui a maintenant été confiée ».

Même si son nouveau défi bouleverse quelque peu ses habitudes. Depuis un mois, son réveil sonne tous les matins à 5 heures. Elle arrive rue Bayard un peu avant 6 heures, démarre par une revue de presse, un point avec le rédacteur en chef... Une fois son face-à-face terminé, elle enchaîne avec la conférence de rédaction avant de relancer ses invitations et de préparer son rendez-vous du lendemain. Elle qui aime par-dessus tout recevoir ses amis s'est imposé une discipline de fer. Pas de sortie en semaine. Et des priorités, celles de pouvoir consacrer du temps à ses quatre enfants – ses deux « grands », de son premier mariage avec Aquilino Morelle, et ses deux ados – et profiter au moins deux fois par an de sa maison familiale dans la Creuse.

En cette année électorale, les enjeux qui l'attendent sont pourtant de taille. Chef du service politique de la première radio de France, elle a mis ses équipes en ordre de bataille, avec deux nouveaux chroniqueurs, Pauline de Saint-Remy et Julien Fautrat, un nouveau rendez-vous programmé le dimanche à 18 h 20, un journal de la primaire dès cette semaine... Et ses pronostics pour la prochaine présidentielle ? « Beaucoup d'interrogations subsistent, reconnaît-elle. Qui remportera la primaire de la droite qui se joue entre des poids lourds de la politique ? Y aura-t-il une primaire à gauche ? Emmanuel Macron sera-t-il finalement candidat ? Le vote Front national va-t-il évoluer ? Réellement la configuration est inédite. La suspense est incroyable. Et, même si les Français souhaitent manifestement l'alternance, rien n'est joué. » ■

## Bio EXPRESS

- 1961** Naissance à Paris.
- 1984** Diplômée de l'ESJ Lille, entre à France Inter.
- 1993** Rejoint Europe 1.
- 2005** Entre à RTL, au service économie.
- 2008** Présente « État de santé » sur LCP.
- 2013** Chef du service politique à RTL.
- 2015** Présente « Le Grand Jury RTL-Le Figaro-LCI ».
- 2016** Réalise l'interview politique de « RTL Matin ».

LE FIGARO présente

« Soko et Lily-Rose Depp, parfaites en Loïe Fuller et Isadora Duncan »

Télérama

★★★★  
L'Obs

★★★★  
« Passionnant »  
Elle

★★★★  
« A couper le souffle »  
Ouest-France

★★★★  
Studio Ciné Live

LES PRODUCTIONS DU RÉSEAU

**SOKO**  
GASPARD ULLIEL MÉLANIE THIERRY LILY-ROSE DEPP

SELECTION OFFICIELLE  
UN CERTAIN REGARD  
FESTIVAL DE CANNES

**LA DANSEUSE**

UN FILM DE STÉPHANIE DI GIUSTO

AVEC FRANÇOIS DAMIENS  
LOUIS-DO DE LENCQESANS RENIS MENOCHET STÉPHANIE DI GIUSTO SARAH THIERRY

ALAIN ATTAL

**AU CINÉMA LE 28 SEPTEMBRE**

Konbini EOBIS madmot@efcom ANOUS PARIS CINE+ LE FIGARO



**UN DERNIER MOT** Par Étienne de Montety  
edemontety@lefigaro.fr

## Sans [san] prep.

Journée de l'auto immobile.

La Mairie de Paris avait décrété hier une journée sans voiture. Le mot vint du latin *sine*. La journée sans voiture est dans son principe considérée comme une sinécure. Le but est-il atteint ? D'abord en quoi consiste vraiment une journée sans ? Le piéton y est à l'honneur. La journée sans n'est rien d'autre qu'une journée du passant. Est-ce un jour cent pour cent sans véhicules ? Ou seulement aux trois quarts ? Dans ce cas, qu'advient-il de celui qui reste ? En théorie, un car n'est pas autorisé à sillonner la capitale... Alors ? Reconnaissons-le, si la circulation automobile est un casse-tête quotidien, que dire de la circulation du sans ? Certes, on ne risque pas de dépasser les limitations de vitesse : un jour dit sans, nul ne peut être à cent dix. On est simplement à pied, on fait les cent pas – peut-être les pieds en sang. Certains disent qu'on économise les sens. Ce n'est pas si simple : un jour sans, le promeneur peut justement partir dans tous les sens. Mais que fait-on des sens interdits ? Ils sont là pour éviter les embarras, mais un jour sans, il n'y en a pas : une journée sans, c'est finalement embarrassant. ■

## FIGARO-CI ... FIGARO-LÀ

**Valérie Pécresse missionne Geoffrey Didier sur les marchands de sommeil**

La présidente du conseil régional d'Île-de-France vient de confier à son vice-président en charge du logement une nouvelle mission. En lien avec le préfet de région Jean-François Carenco et aidé d'une équipe d'experts, Geoffrey Didier sera chargé de trouver de nouveaux outils juridiques pour aider les maires à lutter contre les marchands de sommeil. Dans de nombreuses communes, des trafiquants achètent des pavillons pour les diviser et y exploitent la misère de familles en leur louant une pièce, voire un matelas, pour un prix exorbitant.



CHRISTOPHE ARCHAMBAULT/AFP

**Patrice Franceschi, parrain des moutons de Cherbourg**

L'écrivain aventurier, Prix Goncourt de la nouvelle 2015, remettra ce lundi leur « bâchi », la célèbre coiffe à pompons, à 50 jeunes de la promotion « Maître Joseph-Marie Avril » de l'École des moutons de Cherbourg. Outil pédagogique unique en son genre, celle-ci forme 220 jeunes de 16 à 18 ans désireux de s'engager dans la Marine et offre une nouvelle chance à nombre d'entre eux qui se trouvent en difficulté scolaire ou sociale. L'École des moutons de Cherbourg sera inaugurée mardi par le chef d'état-major de la Marine nationale, l'amiral Christophe Prazuck.

**Très chers incendies de l'Alberta**

Surprise pour les sinistrés de la catastrophe de Fort McMurray, au Canada : les habitants de cette ville détruite en partie par de gigantesques incendies en mai dernier reçoivent ces jours-ci des factures d'électricité atteignant parfois 1 700 dollars de leur fournisseur, Direct Energy... alors qu'ils n'étaient plus dans leur maison pour cause d'incendie. Si la société est incapable d'expliquer le pourquoi de tels montants, les résidents ont eu pour réponse qu'ils devraient payer !